

Les résultats complets des élections législatives et régionales

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12794 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 18 MARS 1986

Le non des Suisses à l'ONU

Vote en France, votation en Suisse. Marge étroite ici, résultat franc et massif là. Dans le référendum - premier du genre - par lequel leur gouvernement a tenté dimanche de faire approuver l'entrée de leur pays aux Nations unies, trois électeurs helvétiques sur quatre ont répondu non. Refus d'autant plus vigoureux que - compte tenu des pratiques locales - le taux de participation (plus de 50 % des inscrits) était très élevé.

C'est dans l'ampleur du refus que réside la surprise. Personne ne s'attendait en effet que les cantons helvétiques feraient brusquement volte-face, jugeant aujourd'hui que leur fier isolement avait fait son temps. On pouvait toutefois penser que l'idée d'adhérer à l'Organisation internationale, qui comprend la quasi-totalité des Etats de la planète, n'effaroucherait plus cette partie de la population, la plus active et la plus jeune, que la Suisse transporte aux quatre coins du monde, pour ses affaires et ses loisirs.

Il n'en a rien été. Les Suisses ont, chevillée au corps, la conviction que leur précieuse neutralité est incompatible avec leur présence dans un forum où sont débattues les affaires du monde. Certes, et cela vaut autant pour Paris que pour Berne, il est entendu en démocratie que l'électeur, et lui seul, a raison. Cela étant, le « marié » de la neutralité est aujourd'hui disputé à la Suisse par des Etats qui, eux, profitent de leur présence à l'ONU pour offrir leurs bons offices dans des conflits : depuis 1951, l'Autriche, tout aussi neutre que la Suisse, s'est activement mêlée à maintes reprises des affaires du Proche-Orient, et Vienne s'est souvent efforcé de jouer les médiateurs entre l'Est et l'Ouest. D'autres pays neutres d'Europe, la Suède, l'Irlande, la Finlande, gros fournisseurs de « casques bleus » et de négociateurs, exercent une fonction utile à la communauté internationale.

Le gouvernement de la Confédération, et pour commencer le chef de sa diplomatie, M. Pierre Aebler, avait fort bien compris que la Suisse n'avait rien à gagner à demeurer à l'écart et s'était prononcé en faveur de l'adhésion. Il a été désavoué par un corps électoral travaillé en profondeur par des courants isolationnistes aux aspects parfois surprenants. Les partisans du non ont par exemple fait valoir que les réfugiés politiques affluant en Suisse provenaient tous... de pays membres de l'ONU ! Dans le scrutin de dimanche, c'est la frilosité d'un peuple volontiers méfiant à l'égard des autres qui a prévalu. Cette attitude s'était déjà manifestée lors du sommet franco-germanique tenu à Paris le mois dernier, réunion à laquelle la Suisse n'a participé que comme observateur. Pour le pays de la Croix-Rouge internationale, qui est devenu le lieu de passage obligé des conciliations internationales et l'hôte de tant de conférences, le maintien de ce réflexe est à certains égards désolant.

En refusant de sauter le pas, de prendre une décision qui ne renierait nullement ses principes fondateurs, la Confédération a reculé devant une conception plus moderne de sa vocation médiatrice. Présente à l'ONU, la Suisse n'en aurait pas été moins neutre. Elle aurait pu faire profiter ces « autres », dont elle déplore les zozies et les excès, de sa sagesse et d'une prudence dont la votation de dimanche montre qu'elle peut à l'occasion être passablement excessive...

(Lire nos informations page 28.)

44,89 % DES VOIX ET 288 DÉPUTÉS POUR LA DROITE, 31,48 % ET 215 POUR LE PS

Le RPR et l'UDF sont en mesure de former le gouvernement

- M. Jacques Chirac est prêt
- Le Parti socialiste, première force politique
- La nouvelle « défaite historique » du PC
- M. Raymond Barre en question
- Un groupe parlementaire pour le Front national

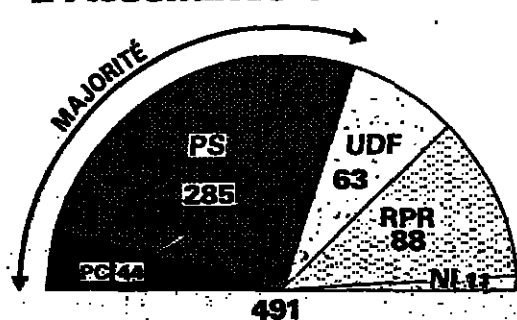
(LIRE PAGES 2 A 26)

M. Mitterrand a reçu lundi matin 17 mars, à l'Élysée, M. Laurent Fabius, venu lui présenter les résultats des élections législatives et régionales. La coalition RPR-UDF, bien que n'atteignant pas à elle seule la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, est en mesure de former le gouvernement.

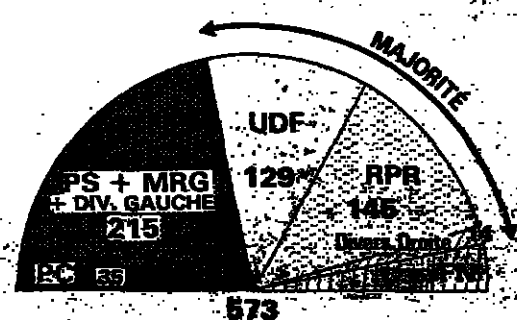
Sur 573 sièges attribués (restent à élire le député de Saint-Pierre-et-Miquelon, celui de Wallis-et-Futuna et

les deux de Polynésie), la coalition RPR-UDF (42,09 % de voix) dispose, selon nos statistiques, de 274 élus (145 RPR, 129 UDF), auxquels il convient d'ajouter 14 divers droite (2,80 % des voix). L'extrême droite, avec 9,73 %, dispose de 35 sièges, autant que le Parti communiste, qui a recueilli 9,81 %. Le PS a obtenu 31,48 % et, avec les radicaux de gauche, il formera un groupe de 215 membres.

L'Assemblée sortante



La nouvelle Assemblée



Les conditions de M. Mitterrand

par JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU

« Monarque constitutionnel », comme il dit, M. François Mitterrand a sauvé son trône. Mieux, son départ serait aujourd'hui ressenti comme un abandon de souveraineté. Superbe rétablissement d'un président de la République « premier responsable » d'une politique pourtant désavouée par une très large majorité de Français.

M. Lecanuet, pour une fois, n'exagère même pas lorsqu'il affirme, en mêlant RPR, UDF, Front national, Parti communiste, extrême gauche, que deux Français sur trois ont voté contre les

socialistes. Mais M. Mitterrand passe entre les gouttes : non seulement, ses principaux adversaires n'ont pas rempli l'intégralité des missions qu'ils s'étaient assignées, mais ses partisans gagnent en puissance au-delà de leurs espérances.

La coalition RPR-UDF n'obtient pas la majorité absolue des sièges dans la nouvelle Assemblée nationale : avec 274 sièges, elle a besoin de l'appui de 14 « divers droite » pour porter ses effectifs à un petit siège de la majorité absolue (289 sièges) qu'elle obtiendra à coup sûr lorsque seront pourvus le siège de Wallis-et-Futuna et celui de Polynésie. Le Front national s'installe

comme une donnée durable dans la vie politique, avec 35 sièges, gagnant le droit de constituer un groupe parlementaire.

A gauche, le Parti communiste confirme sa marginalisation, avec autant de sièges que le Front national. En revanche, seuls soutiens du chef de l'Etat, les socialistes peuvent donner à leur défaite l'allure d'un succès historique : ils se situent, avec les radicaux de gauche, nettement au-delà du seuil des 30 % de voix, objectif qu'il n'était pas évident d'atteindre, et disposent d'un groupe de 215 députés, probablement 216 si l'on compte le siège, attribué la semaine prochaine, de Saint-Pierre-et-Miquelon.

(Lire la suite page 3.)

Travailler ensemble

par ANDRÉ FONTAINE

« On ne sait pas ce que l'avenir nous réserve, mais on a eu tout de même une belle soirée. » C'est ainsi que résumait la situation, au lendemain de l'élection de François Mitterrand, un consommateur quinquagénaire et républicain, assis à un café proche de l'Opéra, auquel personne n'avait demandé quoi que ce soit : il n'y a pas eu, cette fois, de « belle soirée », pas d'explosion de joie, pas de cortège, rien, pas même le traditionnel concert d'artistes. Ce silence en dit long : les élections de dimanche ont fait plus de vaincus que de vainqueurs, même si, à part le Parti communiste, dont le déclin se poursuit à proportion de son refus de voir le monde comme il est et d'en tirer les conséquences, chacun a des raisons de se consoler.

Un tel score peut être décevant pour les uns et encourageant pour les autres. En regardant, cependant, le Front national, le seul mouvement de triomphe, on se rend compte que la victoire n'est pas si évidente qu'elle paraît. Dans une telle situation, il faut se demander si la victoire n'est pas une défaite.

La victoire n'est pas une défaite, car elle a permis à M. Mitterrand de rester à l'Élysée. Mais elle a permis à M. Mitterrand de rester à l'Élysée, car elle a permis à M. Mitterrand de rester à l'Élysée.

Reste qu'il y a toutes sortes de manières de compter. Additionnant ses voix à celles de l'opposition parlementaire, qu'il n'a cessé, au cours de la campagne électorale, de traîner dans la boue, Jean-Marie Le Pen arrive à une majorité de droite de l'ordre de 55 %. Mais on peut dire aussi que 90 % des Français ne veulent pas du FN, et, si l'on ajoute les suffrages

qu'il a obtenus à ceux qui se sont portés sur les listes communistes, que 80 % refusent les solutions extrêmes.

En 1981, un ras-le-bol avait entraîné un raz de marée. Il n'y a eu dimanche ni ras-le-bol ni raz de marée. Pour, ou pas de passion, sauf dans la classe politique proprement dite. Un grand septennat, sans doute, en toile de fond quant aux chances d'un renouvellement de l'équipe dirigeante permet de la France de sortir du chômage et de son corollaire, l'insécurité.

Les choses seraient peut-être différentes si l'image d'un sauveur se profilait à l'horizon. Mais n'est pas sauveur qui veut : il fallait être de Gaulle pour réussir un retour de Colombey. Comme aucune figure nouvelle n'est vraiment parvenue à l'imposture, c'est toujours entre les étreintes de la corde des quatre se joue la partie. Quelles que soient les qualités des uns et des autres, le fait est qu'on les a trop vus.

La chance qui leur reste, s'ils ne veulent pas laisser l'extrême droite contrôler le destin de la France, est de rester à l'écart. Mais c'est une chance qui n'est que la chance d'être à l'écart.

La victoire n'est pas une défaite, car elle a permis à M. Mitterrand de rester à l'Élysée. Mais elle a permis à M. Mitterrand de rester à l'Élysée, car elle a permis à M. Mitterrand de rester à l'Élysée.

Le redressement du PS, quelle que soit son ampleur, ne peut faire perdre de vue le fait qu'il ne représente que le tiers des Français, et que jamais depuis l'élection présidentielle de 1969 l'équipe de la gauche n'était tombée si bas.

(Lire la suite page 2.)

LES CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

Koweït blues

Les ministres de l'OPEP, réunis à Genève depuis le dimanche 16 mars ont pris conscience de la gravité de la situation pour les pays producteurs de pétrole. La chute des cours menace l'équilibre financier d'un certain nombre de pays membres de l'organisation. C'est le cas de Koweït qui, malgré les richesses accumulées, pourrait connaître une crise économique due au contre-choc pétrolier.

De notre envoyée spéciale

Koweït. — Fantasia en plein désert, mêlant chameaux et Cadillac, tapis précieux et fauteuils en peluche, soleil et éclairage artificiel, le Koweït fête dans une pagaille un peu kitsch le vingt-cinquième anniversaire de son indépendance. Tout au long du mois de février, cérémonies et inaugurations se sont égrenées. Dans la capitale ruisselante de guirlandes lumineuses, des ribambelles de fillettes, pomponnées comme poupées de fête foraine, incarnent tant bien que mal une liesse populaire par ailleurs mus-

lée de peur des attentats. Une kermesse héroïque car, en dépit d'efforts méritoires, le cœur n'y est pas.

La guerre déchirant l'Irak et l'Iran, ses trop puissants voisins, est là, toute proche, dont l'écho, porté par la mer, fait vibrer tous les soirs les vitres de la ville et rappelle sans cesse au petit émirat sa formidable vulnérabilité. Dans le centre, quelques chantiers abandonnés, des immeubles à demi-occupés et le port, jadis bondé, aujourd'hui désert, disent que le boom pétrolier et l'ère de l'argent trop facile sont bel et bien finis.

La chute des prix du brut, la guerre et les séquelles toujours cuisantes d'un krach boursier vieux de trois ans ont eu raison du « miracle ». Un malaise diffus s'infiltra dans les soirées les plus animées, où de ravissantes épouses d'hommes d'affaires déplorent, en soupirant, la crise de confiance et de revenus qui a saisi le pays.

Rien de tragique. Là où un Koweïtien pleure, cent Mexicains vivraient très bien. Jugé aux

normes internationales, l'émirat demeure un pays de cocagne, et de tous les producteurs de pétrole, il est sans doute le mieux à même de digérer les effets du « contre-choc ». Le revenu par tête d'habitant reste le deuxième du monde, et ça se voit. Pas de piétons, de chômeurs, encore moins de mendiants, dans les artères soigneusement tenues, bordées de tours, d'immeubles modernes et de villas-palais d'un luxe souvent baroque.

M. Mohammed A. Q., figure-type de la nouvelle bourgeoisie koweïtienne, cumule un poste de haut fonctionnaire et la représentation, beaucoup plus lucrative, de sept sociétés suisses d'investissement. Il se plaint : « On ne vend plus rien ». Mais il avoue encore deux résidences principales, cinq voitures personnelles - plus deux de fonction -, et oublie presque, en narrant ses « malheurs », le million de dollars pendant dans un procès en cours : « Bof, je gagne... »

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 46.)



les élections

France de droite, vote à droite

Inutile de tourner autour du pot, comme dit M. Fabius. Les chiffres sont là : la France de 1986 est à droite. Fort logiquement le débat s'est polarisé autour du résultat des deux grandes forces (coalition RPR-UDF d'un côté, PS de l'autre) ; mais il serait vain de ne jeter qu'un regard discret sur le rapport des forces entre les deux grands blocs : la gauche et la droite. Pourquoi un tel écart (dix points), inédit sous la V^e République ?

La droite traditionnelle, libérale et conservatrice, a devant elle, pour s'élargir ou se renforcer demain, cette tentation que constitue le vote d'extrême droite. L'existence de cette fraction dure s'ajoute, au sein même de l'électorat UDF-RPR, la France de ceux du « vote utile » à masqué l'exaspération. Pourquoi une telle radicalisation, dans une France que l'on dit pourtant plus consensuelle ?

M. Mitterrand, et la gauche avec lui, a gagné 1981 grâce à la division de la droite, et — handicap supplémentaire — avec les idées des années 1970 : celles de la croissance, dans une « société bloquée », comme le disait M. Chaban-Delmas. Or la crise, que M. Mitterrand et la gauche ont dû se résoudre à gérer, a bloqué la croissance, et déboulé la société.

A chacun des blocages de la société, tels qu'ils étaient recensés, M. Mitterrand a tenté de porter remède. La France, disait-on, souffrait d'une centralisation pesante et excessive : la première réforme lancée, la « grande affaire » du septennat, a été la décentralisation ; la France, était-il admis, est victime de l'absence, ou de l'archaïsme, du dialogue social dans l'entreprise : les lois Auroux ont eu pour objet d'aligner « les droits des travailleurs » sur ceux de nos principaux voisins et partenaires ; la France, enfin, paie la vicieuse de son appareil de production : les nationalisations de cinq grands groupes industriels et des banques devaient y porter remède, et doter le pays de sa « force de frappe » économique.

Crise et mutation

C'est, au fond, une vision marxiste de la société (« la majorité politique a rejoint la majorité sociologique ») qui sous-tend alors le changement : les « forces productives » se modernisent, sous l'impulsion de l'Etat, donc la société se modernise. D'où le déluge de lois et normes en tous genres.

Puis vient la rigueur, l'adaptation à la crise, et le changement dans le changement : la gauche se succède à elle-même, tandis que la société bouge en profondeur.

Comme toujours, il y a le versant crise, qui renforce l'aspiration à l'ordre et à la sécurité (« Law and order ») et qui remplace la crainte de la subversion par celle de la sub-

mersion (discours lepniste sur l'immigration) ; et il y a son contraire, le versant mutation, qui ouvre le champ des choix individuels et renforce l'aspiration à l'autonomie, exalte la réussite individuelle. Le tout — chômage et impuissance à sortir de la crise obligent — sur fond de défiance à l'égard de ce que M. Rocard nomme « les grands appareils nationaux » : l'Etat (aspiration à « moins » et « mieux » d'Etat) ; les syndicats (la crise et le recul des centrales ouvrières sont sans doute les événements les plus graves et les plus attendus de ces cinq dernières années).

Ce nouvel état d'esprit a pris la gauche à contre-pied, à contre-temps. Traditionnellement, et schématiquement, la droite détient en France les valeurs patrimoniales, tandis que la gauche monopolise les valeurs revendicatives et protectrices. Pendant la crise, la revendication a été de plus en plus largement perçue comme une menace sur l'entreprise ; et la protection tend à devenir, dans l'opinion, le résultat d'une dynamique économique, au travers de l'entreprise.

L'axe de la gauche devait donc se déplacer. Le résultat de ce déplacement, incarné par l'image d'un Laurent Fabius, ou par le discours (« Je suis un libéral ») et la pratique d'un Pierre Bérégovoy, a brouillé l'identité de la gauche, au moment où la droite, après une cure d'idéologie, retrouvait la sienne.

Passée l'ère gaulliste, et pompidolienne, qui puisait dans un patrimoine commun, la droite est en effet revenue aux bonnes vieilles recettes le « travail, famille, patrie » de M. Barre, valeurs qui suscitent un attachement profond sur lesquelles s'est greffée une part de l'héritage de mai 1968 (les libertés plutôt que l'égalité). Enfin, comme l'avait suggéré Yves Montant avec cynisme dans l'émission d'Antenne 2 « Vive la crise », l'argent, que les socialistes ont réhabilité, convient mieux à la droite.

Voici donc une droite culturellement, idéologiquement, majoritairement. Politiquement, elle a réussi à identifier ses propres valeurs à une dynamique sociale : ce fut l'affaire scolaire. Puis, elle a su (provisoirement) conjurer les démons de la « guerre des chefs », en faisant l'union.

A gauche, le verbe présidentiel et la pratique gouvernementale ont tenté de récupérer ce nouvel état d'esprit. Mais cette entreprise n'a pas trouvé sa traduction politique. Le tournant — raté, de ce point de vue — restera peut-être celui de mars 1983. C'est dès ce moment-là qu'il eût fallu commencer le travail de substitution d'une majorité à une autre, ou d'un élargissement de cette majorité, plutôt que de laisser dériver l'union de la gauche jusqu'en juil-

let 1984, et permettre à M. Mauroy, avec l'affaire scolaire précisément, d'aider M. Barre à récupérer, puis « verrouiller » les centristes.

Les choix de la gauche et ceux de la droite

Quoi qu'il en soit, la gauche, incarnée de façon presque hégémonique par le PS, est aujourd'hui dans une situation où elle doit d'abord se redéfinir : probablement en substituant à la philosophie de l'affrontement, qui l'a toujours portée, une philosophie du consensus, de l'insertion sociale.

Elle doit, ou plutôt le PS doit aussi, dans l'immédiat, éviter de succomber aux appétits des présidentielles. Elle, ou il, doit enfin repenser d'urgence son mode d'intervention dans la société, retrouver, reconstituer des relais sociaux quand les relais anciens (syndicaux ou associatifs) s'effritent. Un exemple : le PS vit depuis sa « refondation » en 1971 à Epiney-sur-Seine, sur un mythe, qui veut que la gauche soit potentiellement majoritaire du seul fait que la population active pour 85 % est salariée. Or, la démographie française fera, dans l'électorat de mai 2000, la part la plus belle aux incertains !

La droite, elle, va d'abord devoir choisir entre le libéralisme de rup-

ture, cher à M. Chirac, et le libéralisme du possible. A moins que les réalités ne se chargent de choisir à sa place. Elle va surtout devoir gérer une belle contradiction. L'élargissement, qui, seul sous la Cinquième, assure la pérennité d'une majorité, est là, en théorie, à portée de la main, du côté de cette extrême droite ou de cette droite extrême qui n'ont pas été sans influence sur le contenu de la plate-forme UDF-RPR.

Or, les gros bataillons de l'électorat des partis conservateurs ne veulent ni d'une « main de fer dans un gant de velours » (1) ni même d'une remise en cause fondamentale de l'égalitarisme — cher à la gauche.

Tout se passe comme si, déjà, la société, toujours en mouvement, ayant elle-même commencé de réévaluer le bilan de la gauche, commençait à prendre quelques distances avec le projet de la droite. Comme si la vocation de la société politique était, décidément, de réagir toujours avec un temps de retard et d'être ainsi distancée par les mouvements de la société civile.

J.-M. C.

(1) Selon l'expression de Jérôme Jaffré, dans l'édition initiale : « Les surprises de la droite », in *SOFTES-Opinion publique*, 1986, Gallimard éditeur.

Travailler ensemble

(Suite de la première page.)

En même temps, le score relativement modeste de Raymond Barre diminue la portée, envers Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, de la menace d'une élection présidentielle anticipée.

Chacun, dans la partie qui va s'engager, dispose de cartes. Personne n'a d'atout maître. Les conséquences à en tirer pour les uns et pour les autres, c'est, quoi qu'il en soit, pu dire auparavant, la cohabitation : de travailler ensemble. C'est d'ailleurs, si l'on s'en tient aux premiers sondages, le vœu de la grande majorité des Français. Si ce vœu-là ne suffisait pas, les circonstances extérieures rendraient sûrement cet accord, on ne dira pas nécessairement indispensable.

Prenez l'affaire des otages : il y a déjà eu trop de castouillage à ce sujet entre l'Elysée, Matignon et le Quai d'Orsay. Imaginons un instant la situation dans laquelle nous nous trouverions si le Jihad islamique, ou Kadhafi, ou n'importe qui, pouvait mettre à profit un désaccord, ou même simplement une

absence de coordination, entre le président de la République et le premier ministre.

C'est l'ensemble de la position de la France dans le monde, au demeurant, qui aurait été fait d'un soufflet.

Les mêmes sondages montrent ces mêmes Français, qui souhaitent la cohabitation moins convaincus qu'ils ne le seraient. On les comprend, mais on peut tout de même se réjouir, une fois n'est pas coutume, d'une certaine convergence entre le langage tenu au cours de ces dernières heures par le président de la République, qui a parlé de « cohabitation », et par le pléier des chefs de la droite parlementaire, qui, de Jacques Chirac à Alain Peyrefitte, en passant par Valéry Giscard d'Estaing, ont invoqué l'esprit de recherche et l'unité de l'Etat pour donner leur modestes victoires.

Gageons, sans vouloir faire de mauvais esprit, que si elle avait été plus ample, la n'aurait peut-être pas été aussi raisonnable.

ANDRÉ FONTAINE.

M. MITTERRAND A CHATEAU-CHINON

Un dimanche à la campagne

De notre envoyé spécial

Château-Chinon. — C'est plus fort que lui. A Château-Chinon il ne résiste pas au plaisir de marcher. Ce dimanche 16 mars, il s'en est allé à l'hôtel du Vieux Morvan, puis tout autour de la colline où s'accroche la petite sous-préfecture de deux mille sept cents habitants. François Mitterrand a parcouru ce jour d'élections d'un pas allègre. Costume de flanelle grise, chaussures confortables, il ne s'est arrêté que pour observer de loin les chantiers du lycée d'enseignement professionnel et de l'imprimerie de l'armée de terre, « qui ne doivent pas couper l'horizon », et pour contempler un instant les lointains.

LE PORTRAIT-ROBOT DU PREMIER MINISTRE

MM. François Lottard, Jacques Toubon et Jean Lecanuet sont d'accord... sur le portrait-robot du premier ministre. Le postulat devra remplir trois conditions : « Il faut qu'il ait été l'artisan de la victoire ; il faut qu'il ait contribué à la plate-forme commune de l'opposition et qu'il soit un représentant de l'union de l'opposition ».

M. Toubon ajoute une condition supplémentaire : qu'il soit issu du parti leader de l'opposition. Ce qui l'amène à conclure : « Jacques Chirac est celui qui répond le mieux à la description ». M. Lecanuet abonde aussitôt dans son sens : « Je n'ai aucune difficulté de conscience à soutenir le leader du RPR et celui-ci est candidat ». Et lorsqu'on demande à M. Lottard s'il soutiendrait un gouvernement conduit par M. Chirac, il répond : « Bien évidemment ».

Belle unanimité. L'accord est-il déjà conclu entre l'UDF et le RPR ? « Nous nous rencontrerons demain pour en discuter », précise prudemment M. Lecanuet.

vapoureux du Nivernais, à l'ouest, face au soleil.

Emouré d'amis, du docteur René-Pierre Signé, son successeur à la mairie, de l'architecte Jean-Jacques Farnier, il a parlé TVA et taxa professionnelle.

Et tant pis pour les symboles. Il y a belle lurette qu'il feint de les ignorer, quand ce n'est pas lui qui les organise. Il a donc descendu la rue du Centre, avant d'arpenter la promenade du Château. Déjà, à 13 heures, au moment de la carte de 1932, sur les listes électorales, carte d'électorat signée à la hâte avant d'emporter deux bulletins dans l'isolement, le socialiste et le communiste, — il n'avait pas eu un regard pour les murs de la salle de l'hôtel de ville, où deux effigies du musée de Cortone, en Italie, se faisaient face : l'Annonciation et la Crucifixion.

Où, vraiment, le chemin de croix lui fut d'une insoutenable légèreté dans cette lumière de printemps, version incontestable d'un « Jour tranquille » à Château-Chinon, en somme, ou d'un « Dimanche à la campagne ». Comme si l'issue, à défaut de la victoire, ne pouvait plus le surprendre. Après tout, n'avait-il pas son idée sur les temps prochains :

« Finalement, confie-t-il, il y aura un gouvernement et un président. » Le déjeuner au Vieux Morvan familial avait donné dans la bonne humeur. Moins à cause de la salade de pissenlits que de la verve, peut-être du bon-hôte, acteur Roger Hanin. Et aussi parce qu'il se souvenait du président se précipitant. Quarante ans d'épousailles avec une terre amie, ce vous met des choses dans le cœur.

Un musée du septennat

Après les frissons du dessert, le digestif, ce fut une visite au futur musée du « septennat », dans l'ancien couvent Sainte-Chaire. Tous les caducées repus par le chef de l'Etat seront rassemblés, des bijoux de panthère à la caine incrustée de diamants offerte par le roi du Maroc. Le bureau du maire, François Mitterrand, quarante-deuxième du nom depuis Edgard de la Faulotie, en 1786-1789, sera reconstitué. Ouverture prévue dans quelques semaines.

Avec la fin de l'après-midi et l'approche du retour vers Paris viendront peut-être les confidences, rimées de philosophie politique : « Il

n'y a pas de moments tranquilles dans l'histoire. La Belle Epoque cachait la guerre de 1914 qui se préparait... La démocratie est faite pour que les gens vivent ensemble dans les mêmes institutions... Il faut que les deux camps fassent preuve de sagesse ; c'est en tout cas ma disposition d'esprit... L'opinion publique est souvent aveugle. C'est un besoin, un rêve. En 1940, nombre de pisciculteurs croyaient que Pétain et de Gaulle étaient d'accord ».

Dans la foule, l'histoire immédiate a néanmoins fait intrusion : « Beaucoup de Français sont convaincus que si la droite était majoritaire ce soir, il devrait y avoir des socialistes au gouvernement. C'est un réflexe sage. Mais il ne résiste pas que, dans la pratique, les choses ne se passent pas dans les mêmes termes ».

En effet, entre un président et une majorité adverse, « ce sera beaucoup plus compliqué. C'est plus simple quand on s'adresse à des amis ». Comme le disait ce proche du président, un député socialiste du faubourg de Paris, dimanche 16 mars, à Château-Chinon (Nivernais) : « Demain ne sera plus comme aujourd'hui ».

CHARLES VIAL.

Le sort des membres du gouvernement

● Quatre n'étaient pas candidats :

MM. Hubert Curien, Georges Fauriol, Raymond Courrière et Haroun Tazieff ;

● Deux ont été battus :

MM. Jean-Michel Baylet (MRG, Tarn-et-Garonne), Jean Gatel (PS, Vaucluse) ;

● Trente-cinq ont été élus :

MM. Jean Auroux (PS, Loire), MM. Edwige Avice (PS, Paris), MM. Pierre Bérégovoy (PS, Nièvre), Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin), M^{me} Huguette Bouchardau (app. PS, Doubs), MM. Alain Calmat (app. PS, Cher), Roland Carrat (PS, Côte-d'Or), Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire de Belfort), Michel Crépeau (MRG, Charente-Maritime), M^{me} Edith Cresson, (PS, Vienne), MM. Gaston Defferre (PS, Bouches-du-Rhône), Michel Delebarre (PS, Nord), M^{me} Georgine Dutoit (PS,

Gard), MM. Roland Dumas (PS, Dordogne), Henri Emmanuelli (PS, Landes), Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime), Joseph Franceschi (PS, Val-de-Marne), Edmond Hervé (PS, Ille-et-Vilaine), Charles Josselin (PS, Côte-du-Nord), Pierre Joux (PS, Saône-et-Loire), André Labanère (PS, Pyrénées-Atlantiques), M^{me} Catherine Lalumière (PS, Gironde), MM. Jack Lang (PS, Loire-Cher), Jean Laurain (PS, Moselle), Jean Le Garrec (PS, Nord), Georges Lemoine (PS, Eure-et-Loir), Guy Lepage (PS, Pas-de-Calais), Martin Maury (PS, Lot), Louis Mexandrier (PS, Calvados), Henri Nallet (app. PS, Yonne), Christian Nucci (PS, Isère), Paul Quilès (PS, Paris), MM. Yvette Roudy (PS, Calvados), MM. Roger Gérard Schwartzberg (MRG, Val-de-Marne) et René Souchon (PS, Cantal).



LE MONDE DE RÉUSSITE

50 mementos Dalloz. Des exposés synthétiques sur toutes les questions juridiques, économiques et sur tous les sujets d'examen. Indispensable pour comprendre vite et retenir longtemps. Vous avez le droit de réussir.

MEMENTOS DALLOZ

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75421 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS : 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats) :

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG : 389 F 762 F 1 080 F 1 380 F

2. SUISSE-TUNISIE : 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : adresser les changements (deux semaines au plus) aux abonnés sous pli recommandé ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Les abonnés qui ne nous envoient pas leur adresse avant leur départ risquent de perdre leur abonnement. Envoyez à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'essai sous les mêmes conditions de paiement.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 2,20 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.R., 95 p. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 3 f. ; Portugal, 150 esc. ; Roumanie, 280 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

« L'histoire a hâte de revenir à l'officialité »

Dans les deux premiers de ses entretiens avec M^{me} Marguerite Duras, publiés par l'Autre Journal (Le Monde du 28 février et du 6 mars), M. Mitterrand répond à une réflexion sur le caractère « clandestin » de tout exercice du pouvoir par la gauche en France. « L'histoire a hâte de revenir à l'officialité. Qu'il s'agisse d'une période clandestine, par rapport à la société dominante française, c'est certainement ce qui est le plus intéressant... Ils sont là, ils ne devraient pas y être... et puis, c'est arrivé si souvent. Il faut songer que, depuis la première révolution française, celle de 1789, la gauche n'a été au pouvoir que quatre fois : en 1848, quatre mois ; en 1870, deux mois, et à Paris seulement en 1936, un an, et en 1981. Donc, on peut dire que, depuis 1789, et les années qui ont suivi, le premier gouvernement de la gauche qui ait gouverné durablement, c'est le nôtre. La première fois en deux cents ans... Donc, quand vous dites « clandestin », je comprends, mais je conteste. Disons que c'est révéler la volonté obscure du peuple français. »

« La France a été généralement à droite, conservatrice, observe M. Mitterrand. Parfois elle se prend de passion pour la gauche, quand ses besoins profonds sont désemparés, contrariés par la société conservatrice. Alors, les verrous sautent. Cela arrive de temps en temps mais pas souvent. Ce que nous avons fait depuis 1981 permettrait à la gauche... c'est un des objectifs que je recherche — de gouverner durablement ».

législatives

Les surprises du 16 mars

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Les sondages se sont-ils trompés ? Pour l'essentiel, non. Dans le détail, un peu. Pourquoi ?

Les cinq principales nouveautés politiques de mars 1986 avaient été repérées dans les sondages : une France votant très fortement à droite, une majorité absolue pour l'opposition parlementaire d'ici, un nouveau recul communiste, l'apparition de l'extrême droite à l'Assemblée nationale, l'hégémonie socialiste à gauche.

Mais trois détails importants n'avaient pas été prévus : l'érosion de la majorité en sièges de la droite classique, l'ampleur de la remontée socialiste (au-delà de la barre mythique des 30 %), l'importance de la parole parlementaire de l'extrême droite. Les instituts de sondage affirment, évidemment, l'un qu'il avait vu ceci, l'autre annoncé cela. Tous ont perçu l'essentiel, aucun n'a repéré l'exactitude de tous les détails. Pourquoi ?

Parce qu'un sondage n'est une élection ni dans le temps ni dans le procédé. Ce n'est pas exactement la même chose de répondre à une enquête sur les intentions de vote, d'expressions d'une opinion, que de voter - passage à l'acte. Ce n'est pas exactement la même chose d'annoncer son vote une ou deux semaines, un ou deux jours avant le scrutin, que de se décider dans l'isoloir. Et ce petit écart pourrait bien expliquer les petites différences.

En 1978, la surprise avait été plus grande encore. Et la clé de l'évolution entre les dernières enquêtes et les résultats du scrutin largement identiques. On avait déjà rencontré des électeurs « oppositionnels - indécis - majoritaires » : opposition-

nels dans l'expression de leur intention de vote, par intuition à l'égard des gouvernements, indécis à la veille même du scrutin, majoritaires, c'est-à-dire votant dans l'isoloir pour la majorité en place. Ce mécanisme avait joué en mars 1978 pour la droite au pouvoir. Il a joué un peu cette fois-ci pour les socialistes. Certains déçus du socialisme, sûrement inquiets du chômage, probablement excédés par la 5^e chaîne, peut-être contrecarés par l'affaire des otages du Liban, envisageaient de voter pour les écologistes (surestimés par tous les instituts avant l'élection) ou pour l'extrême gauche, voire de s'abstenir. Mais, à la dernière minute, ils ont voté socialistes, contre la droite.

Les « oppositionnels - indécis - majoritaires » n'expliquent cependant pas entièrement les petites surprises du 16 mars.

L'autre fait inattendu est le score du Front national, qui, au cours des dernières enquêtes publiées ne dépassait pas 10 %. Une autre explication doit être avancée. On peut supposer que l'affaire des otages a joué en faveur du parti le plus sommairement antisémite. Ce qui, dans ce drame, et à la différence des autres, n'a pas participé au consensus autour du gouvernement socialiste.

On peut ajouter que les Français ont plus voté contre que pour. Contre la droite, le vote utile paraissait clairement socialiste. Contre les socialistes, cohabitation aidant, le vote utile n'était pas évidemment RPR-UDF. D'où le succès de l'extrême droite. D'où, aussi, les difficultés de la période à venir, puisque personne ne peut prétendre avoir recueilli une franche adhésion.

* Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Les conditions de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Le climat politique, au petit matin d'une nuit électorale à suspense, a donc quelque chose de surréaliste. Les vainqueurs ont l'air d'aller vers le pouvoir la corde au cou, et les vaincus leur cèdent la place avec l'entrain de ceux qui s'apprêtent à fêter le début d'un spectacle de comédie.

L'opposition d'ici s'apprête donc à gouverner, car une seule voix de majorité lui confère ce pouvoir. En 1967 déjà, lorsque les candidats « V^e République » disposaient, au soir du deuxième tour, d'un seul siège de majorité, on avait supputé les difficultés qu'annonçaient un si maigre résultat. Georges Pompidou, premier ministre reconduit, n'a jamais eu à s'en plaindre : une voix à condition qu'elle soit fidèle - ce qui fut le cas - suffit à conduire un pays.

L'équilibre d'aujourd'hui est, il est vrai, de nature différente. En 1967, les élus « V^e République » devaient tout à ce label. En 1986, une douzaine d'élus « divers » ne doivent rien à la coalition RPR-UDF, quand ils ne s'y sont pas opposés. En 1967, la courte majorité s'appuyait sur son fédérateur élyséen, le général de Gaulle.

En 1986, le chef de l'Etat est un adversaire et le fédérateur du jour, installé à Matignon, sera inamoviblement considéré par une partie de la majorité comme le représentant d'une autre faction. En 1967, Georges Pompidou disposait d'une réserve, celle des députés centristes. En 1986, la réserve s'arrête aux frontières de l'extrême droite avec laquelle la droite traditionnelle ne veut pas gouverner.

La difficile émergence de la nouvelle majorité donne tout son acuité à la formule inscrite pour le chef de l'Etat, à la formule constitutionnelle qui confie au président de la République, et à lui seul, le choix du premier ministre. M. Mitterrand, pour ce faire, ne s'est fixé qu'une frontière : le respect de la volonté populaire, et donc le choix d'un chef de gouvernement assuré d'obtenir la confiance de sa majorité parlementaire.

Même s'il s'agit de M. Chirac, expression d'une logique parlementaire (le RPR dispose, au sein de la coalition, du groupe le plus important), M. Chirac ne se sera pas auto-

proclamé ; il aura été désigné par plus souverain que lui. Il n'aura pas à poser au chef de l'Etat ces « conditions » que M. Mitterrand ne voulait pas entendre - « je fais le sourd », disait-il au temps où la coalition RPR-UDF paraissait triomphante, - et qu'il peut maintenant refuser d'écouter.

A l'inverse, c'est M. Mitterrand qui peut tenter de prendre la nou-

velle majorité à contre-pied, sinon en lui posant ses propres conditions, du moins en faisant peser sur elle un élément de forte incertitude.

Tard dans la nuit de dimanche à lundi, M. Mitterrand s'est longuement entretenu avec le premier ministre, M. Laurent Fabius et avec le premier secrétaire du Parti socialiste. Il leur a dit d'abord l'évidence, à savoir sa volonté de respecter le verdict populaire. Mais rien ne presse, à son avis. C'est ainsi que la démission du premier ministre sera acceptée, mais que le chef de l'Etat ne la considérera comme définitive qu'au terme du processus de sélection de son successeur : M. Fabius, dans cet intervalle de quelques jours, gouvernera, et ne se contentera pas de « gérer les affaires courantes ».

Enfin, M. Mitterrand a exprimé l'intention d'adresser à l'opposition le message suivant : vous gouvernez tant que vous ne remettrez pas en cause le consensus que j'ai moi-même défini (acquis sociaux, compétences du président de la République...). Message que M. Jospin traduira dès lundi matin de cette façon : « Le président de la République doit à présent apprécier et savoir, sur un certain nombre de

points, à quoi veulent s'engager tel ou tel leader de l'opposition susceptible de diriger le gouvernement. »

M. Mitterrand, en somme, s'apprête à convoquer les meilleurs de la classe pour un examen de passage !

Les conditions sont créées d'un face-à-face Mitterrand-Chirac. Le maire de Paris a renouvelé son acte de candidature à Matignon, aussitôt encouragé par M. Jean Lecan-

serait pas ce qui ne lui a pas encore été proposé. M. Mitterrand va donc s'efforcer de répartir les rôles entre ses adversaires. Celui qui apparaissait jusqu'à présent comme son principal rival, ou du moins, aux yeux des socialistes, comme le plus dangereux des prétendants à la prochaine élection présidentielle, est momentanément affaibli. M. Raymond Barre, même s'il réussit son opération dans les Yvelines où sa candidature est éliminée, n'est pas en échec : on retiendra surtout le revers qu'il a subi, chez lui, dans le Rhône. Déjà, M. Giscard d'Estaing lui attribue implicitement la responsabilité du succès rétrogradé de son « parti de l'union ».

La « clé sous le paillasson », ce n'est pas le genre de M. Mitterrand. Il l'a dit et répété. Mais il avait aussi averti ses proches qu'il n'écarterait pas de l'opposition envisageant une large victoire ou si le Parti socialiste - il s'en était ouvert, la semaine dernière, à quelques-uns - n'obtenait qu'un score modeste. Or le vote utile a plus joué en faveur du PS, que de la coalition RPR-UDF.

M. Mitterrand a perdu, mais pas tout. Il est toujours là, dans une situation qui exige adresse et subtilité, celle dont on soupçonnera toujours qu'il avait rêvé.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.



muot, selon lequel « c'est au RPR de parler le premier ». M. Jacques Chaban-Delmas, recordman de vitesse dans la catégorie, avait déjà devancé l'appel. Quant à M^{me} Simone Veil, au-dessus de la mêlée UDF-RPR, elle a utilisé quelques formules compliquées pour indiquer sans le dire qu'elle ne refu-

«Le premier ministre s'organise»

Lors de l'émission « Ça nous intéresse Monsieur le président », diffusée le 2 mars dernier par TF 1, M. Mitterrand avait déclaré, à propos du choix du premier ministre et de son rôle : « Quelles que soient les hypothèses (...) je dois et je le fais, laisser le gouvernement gouverner (...). Quel qu'il en soit, je prendrai la majorité que le peuple français me donnera, qu'il se donne lui-même et avec laquelle je dois conduire les affaires de la France (...). Si les électeurs ont désigné une majorité claire, dont les contours seront précis, mon devoir est de chercher à désigner comme premier ministre une personnalité sortant de ce milieu (...) ».

« Le président de la République nomme qui il veut comme premier ministre, et le premier ministre s'organise avec les différentes formations de sa majorité pour savoir comment il peut gouverner (...). Personne ne désignera le premier ministre à ma place, croyez-moi (...). Bien entendu, il faut désigner quelqu'un qui ait toutes les chances d'avoir la majorité à l'Assemblée nationale tout aussitôt ; tout au moins si un vote de confiance ou un vote de censure devait être proposé. »

M. Mitterrand avait ajouté : « On ne pose pas de conditions au président de la République. On ne pose pas de conditions (...) Je fais le sourd, à ce moment-là. »

Les statistiques du ministère de l'Intérieur

LÉGISLATIVES : TOTAL MÉTROPOLE + DOM

Inscrits	37 162 820
Votants	29 894 929 (78,29 %)
Abstentions	8 267 891 (21,70 %)
Suffrages exprimés	27 825 239

LISTES	Nombre de voix obtenues	%
Extrême gauche	422 109	1,51
PC	2 724 381	9,79
PS	8 679 723	31,19
Union de la gauche	56 044	0,20
MRG	107 591	0,38
Divers gauche	277 936	0,99
Écologistes	339 939	1,22
Régionalistes	22 218	0,07
Union RPR-UDF	5 995 410	21,54
RPR	3 063 612	11,01
UDF	2 319 347	8,33
Divers droite	1 055 253	3,79
FN	2 705 497	9,72
Extrême droite	56 179	0,20

MOS PROPRES STATISTIQUES EN MÉTROPOLE

	TOTAL	%
Inscrits	36 685 381	
Votants	28 721 804	
Abstentions	7 963 577	21,53
Suffrages exprimés	27 485 667	

LISTES	Nombre de voix obtenues	%
Extrême gauche	413 345	1,50
PC	2 663 734	9,69
PS	8 689 246	31,61
MRG	70 526	0,25
Divers gauche	248 726	0,90
Écologistes	340 980	1,24
RPR + UDF (listes d'union et listes séparées)	11 553 945	42,03
Divers droite	745 803	2,71
FN	2 694 233	9,80
FN diss.	20 876	0,07
Divers	44 233	0,16

Les trois derniers scrutins législatifs (métropole : premiers tours)

	1981 (14 juin)		1978 (12 mars)		1973 (4 mars)	
Inscrits	35 536 041		34 394 378		29 901 822	
Votants	25 182 262	(70,86 %)	28 656 845	(83,31 %)	24 289 285	(81,23 %)
Abstentions	10 353 779	(29,13 %)	5 737 533	(16,68 %)	5 612 537	(18,76 %)
Suffrages exprimés	24 823 065		28 098 113		23 751 213	
PARTIS	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de voix obtenues	%
Extrême gauche	330 344	1,33	910 054	3,27	778 195	3,28
PC	4 003 025	16,12	5 791 525	20,61	5 085 108	21,41
PS + MRG	9 376 853	37,77	7 018 915	24,98	4 559 241	19,20
Divers gauche	141 638	0,57	808 577	2,88	3 647 881 (2)	15
Écologistes	270 792	1,09	611 210	2,18	—	—
RPR	5 192 894	20,91	6 303 611	22,43	5 684 396	23,93
UDF	4 756 503	19,16	5 738 938 (1)	20,42	2 540 152 (3)	10,69
Divers droite	660 990	2,66	906 283	3,22	784 735	3,30
Extrême droite	90 026	0,36	—	—	671 505	2,83

(1) Nombre de voix obtenues par les candidats du CDS, du Parti républicain et les autres candidats de la majorité investis par l'UDF.
(2) Parmi ces suffrages figurent les 2 979 781 (12,55 %) obtenues par les candidats du Mouvement réformateur qui se situent alors dans l'opposition au pouvoir gaulliste.
(3) Nombre de voix obtenues par les candidats « Républicains indépendants » et ceux du Centre démocratique et Progrès (CDP).

Les élections européennes du 17 juin 1984

		%
Inscrits	36 880 688	
Votants	20 918 772	
Abstentions	15 961 916	43,27 %
Suffrages exprimés	20 180 934	
LISTES	VOIX	%
PCF	2 261 312	11,20
PS	4 188 875	20,75
UDF-RPR	8 683 596	43,02
PCI	182 520	0,90
LO	417 702	2,06
PSE-CDU	146 238	0,72
ERE	670 474	3,32
VERTS	680 080	3,36
EUE	78 234	0,38
REUSSIR	382 404	1,89
UTILE	138 220	0,68
184	123 642	0,61
FN	2 210 334	10,95
POE	17 503	0,08

L'élection présidentielle de 1981 (1^{er} tour)

		%
Inscrits	36 398 859	
Votants	29 516 082	
Abstentions	8 882 777	18,90
Suffrages exprimés	29 038 117	
CANDIDATS	VOIX	%
A. Laguerre	668 057	2,30
H. Bouchardeau	321 353	1,10
G. Marchais	4 456 922	15,34
F. Mitterrand	7 505 960	25,84
M. Crépéau	642 847	2,21
V. Giscard d'Estaing	8 222 432	28,31
J. Chirac	5 225 848	17,99
M. Debré	481 821	1,65
M.-F. Garand	386 623	1,33
B. Lalonde	1 126 254	3,87

QUATRE SÉNATEURS ÉLUS DÉPUTÉS

Quatre sénateurs ont été élus députés. Il s'agit de MM. Marc Bozon (ex-RPR, Finistère), Maurice Janetti (PS, Var), Jean Lecomte (UDF-CDS, Seine-Maritime) et Roger Quilliot (PS, Puy-de-Dôme).

Dans le Finistère et le Puy-de-Dôme, où les élections sénatoriales ont lieu au scrutin majoritaire, des partielles seront organisées pour pourvoir les sièges devenus vacants. Dans la Seine-Maritime, où les sénateurs sont élus au scrutin de liste, c'est le suivant de la liste de M. Lecomte qui remplacera ce dernier au Palais du Luxembourg. Il s'agit de M. Paul Caron (UDF-CDS). Dans le Var, qui appartient à la série renouvelable cette année, le siège restera vacant jusqu'en septembre prochain.

LA CONSCIENCE D'UN PEUPLE... LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID

Préface de Danielle Mitterrand 79 F

« Le Blanc est venu avec la Bible dans une main et le fusil dans l'autre. Il a donné au Noir la Bible et il lui a pris sa terre. Il a appris au Noir à tendre la joue droite quand le maître frappait la joue gauche. Et, tandis que le Blanc profitait de son paradis ici-bas, il voulait nous faire croire que nous aurions notre part du gâteau dans l'autre monde. Nous n'avons que faire des biens spirituels de cette terre. Nous voulons la richesse de cette terre que nous avons bâtie et pour laquelle nous nous sommes sacrifiés. »

Winnie Mandela

SEUIL

مكتبة من الأصيل

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Commentaires

PCF : encore une défaite historique

La direction du PCF a subi une nouvelle défaite historique. En obtenant un score inférieur à 10 % (9,8 %), le Parti communiste retrouve le résultat qu'il avait fait aux législatives de... 1932. Douze ans après sa naissance au congrès de Tours de 1920, il était en pleine adolescence et à l'aube de son ascension. Malgré l'hémorragie militante qu'allait lui faire subir la signature du pacte germano-soviétique en août 1939, sa participation active à la Résistance à partir de 1941 le consacra premier parti de France au sortir de la guerre. Aux élections législatives du 10 novembre 1946, il totalisait près de 5,5 millions de voix, soit 28,6 % des suffrages exprimés, et 166 députés.

Quarante ans plus tard, après avoir enregistré deux cuisants revers à l'élection présidentielle de 1981 et aux élections européennes de 1984, son influence électorale est amputée des deux tiers. Il n'est plus que la quatrième - ou cinquième - force politique française, et, pire injure

voit, il a situé l'action à venir du PCF dans la droite ligne du vingt-cinquième congrès de février 1985, non sans avoir dénoncé les médias.

M. Marchais, à juste titre, a fait remarquer que le PCF n'est pas écrasé, comme le supposait, selon lui, le système d'alternance voulu par le PS et la droite. Pas écrasé, certes, mais en terrible danger à brève échéance, malgré les quelques centaines de milliers de voix supplémentaires qu'il a récoltées par rapport aux européennes. La représentation parlementaire du PCF sur le territoire métropolitain ne couvre guère que vingt-trois départements, contre vingt-deux dans la précédente assemblée. La direction actuelle est en droit de dire un grand merci au système proportionnel, qui lui a permis de « sauver les meubles ». Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer que le PCF réalise un score inférieur à 10 % dans cinquante-huit départements (voir tableau) et qu'il obtient 20 % et plus dans trois départements seulement, contre quarante-cinq aux législatives de 1978.

Il n'est pas certain que les militants acceptent ce nouvel échec sans réagir, comme cela avait été le cas après les européennes. Placé face à ses responsabilités des 24 et 25 mars, pour la prochaine réunion du comité central, la direction s'attend probablement à une offensive des « rénovateurs » du parti, qui pourraient demander des comptes, au risque de tomber sous l'accusation de remise en cause des analyses faites au dernier congrès. Mais cette fronde ne sera sûrement pas la seule.

Menant une vie un peu en marge du fonctionnement interne du PCF, quelques élus pourraient, eux aussi, intervenir dans le débat, forts de leur assise électorale locale qui risque d'être quelque peu ébranlée par le cours actuel du parti.

La direction du PCF, qui ne peut se prévaloir d'une amélioration en pourcentage par rapport aux européennes que dans treize départements (M. Jacques Rimbault, maire de Bourges, l'un des plus populaires de ces élus communistes, réalise le meilleur score avec 24,75 %, soit sept points de plus qu'en 1984, alors qu'à Amiens où le maire communiste, M. René Lamps, avait été réélu en 1983, M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, n'obtient que 14,34 % des suffrages), aura quelque difficulté à argumenter devant le comité central. Le parti recule en effet dans quatre-vingt-deux départements. Les slogans contre le « vote utile », ou « l'anticommunisme effréné », les refrains sur le gain de voix en valeur absolue par rapport à 1984 ne suffisent peut-être plus.

OLIVIER BIFFAUD.

Répartition des départements de France métropolitaine suivant le score obtenu par le PCF.

	Légl. 78	Euro. 79	Légl. 81	Euro. 84	Légl. 86
- de 10 %	9	6	39	45	58
de 10 à 15 %	15	19	24	31	27
de 15 à 20 %	27	29	17	15	8
de 20 à 25 %	22	22	13	5	3
25 % et +	23	20	12	0	0
Métropole	96	96	96	96	96

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

MBA

Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Programme de 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif :
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

AMS American Management Studies
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

Informations et sélections : E.U.A.
3 Imp. Royer Collard (M. Lombardi), Paris 75005 - (1) 46 34 66 06
Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France

PS : l'ambition hégémonique

Le PS avait deux ambitions pour le scrutin du 16 mars : empêcher la droite classique d'avoir la majorité absolue à l'Assemblée nationale ; atteindre, voire dépasser le seuil psychologique des 30 % de suffrages. Le premier objectif n'est pas atteint. La conséquence la plus immédiate est que le PS retourne dans l'opposition, conformément aux orientations arrêtées par le congrès socialiste de Toulouse, en octobre 1985, et constamment confirmées depuis.

Pourtant, pour les socialistes, le score obtenu - près de 32 % des suffrages exprimés - éclipse presque ce départ, et paraît - allié à la fluidité probable de la vie politique dans la période qui s'ouvre, et à la proximité des nouvelles échéances électorales - réduire largement le risque d'une longue traversée du désert.

Prise d'un côté entre M. Mitterrand et un parti d'opposition représenté à lui seul près du tiers du corps électoral français et de l'autre côté l'extrême droite, la nouvelle majorité, dont M. Lionel Jospin a répété dès dimanche soir qu'elle était « factice et fragile » devra avoir les reins solides.

Parallèlement, le PS est, lui aussi, dans une situation curieuse et inédite. Les obligations qu'imposera la cohabitation au président représenteront autant de contradictions et de contraintes à avaler pour les socialistes. Mais, à tout prendre, le parti des socialistes est que le PS préservera mieux l'avenir, en gardant avant que faire se peut, les mains propres, dans une situation - l'opposition - où il « excelle », comme le disait en plaisantant un dirigeant socialiste dès vendredi. Si l'échec électorat n'est pas bouverné, il pourra préparer le « reconquête » dans une position plus facile. En cas d'élections anticipées, le PS dispose déjà maintenant d'un solide capital électoral qui, pense-t-il, peut grossir, à la nouvelle majorité mécontente l'opinion.

Au-delà de l'immédiat après-16 mars, le score du PS donne crédit à la démarche engagée par sa direction : faire du PS un parti « hégémonique », à vocation majoritaire. Un score médiocre aurait probablement porté un coup sévère à la poursuite de cette ligne. Au contraire, M. Jospin, dimanche à la télévision, a pu souligner que le PS est dès maintenant devenu « un grand parti d'exercice du pouvoir ». Plus crûment, un dirigeant socialiste expliquait dimanche que le PS est

aujourd'hui « le parti de l'alternance ».

Le succès obtenu en termes d'audience électorale, comporte un autre avantage, d'ordre interne cette fois, pour la direction du PS. On voit mal, désormais, des socialistes mettre en cause une politique, et des hommes, qui, en cinq ans et dans des conditions ingrates d'exercice du pouvoir, ont permis au PS de faire 6 points de plus que M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. M. Jospin devrait tirer des bénéfices directs de la situation.

Succès à Paris

Le premier secrétaire du PS peut, en outre, se prévaloir d'un beau succès à Paris, puisque le PS fait passer huit candidats, soit un de plus que ce qu'espéraient encore vendredi soir les plus audacieux de ses dirigeants, et... trois de plus que les estimations faites au début de l'été. Il aurait prédit que le PS, à Paris, allait faire jeu égal avec le RPR ?

Les succès électoraux inattendus du PS provoquent probablement quelques amertumes discrètes du côté de ceux qui avaient refusé pour les avoir jugés indignes, les places un peu reculées qu'ils leur avaient offertes. A l'inverse, le bon résultat du 16 mars a facilité bien des parachutages. Contrairement à ce qu'il paraissait, M^{me} Ghislaine Tournant, parachutée dans la Marne depuis Paris, ne sera pas seule à être élue dans ces conditions : M. Dominique Strauss-Kahn, élu en Haute-Savoie, revient de loin (la situation est d'ailleurs presque cocasse dans ce département, puisque le chef de file de la dissidence est, lui aussi, élu). Le parachutage de M. Jack Lang dans le Loire-et-Cher prend des allures de triomphe. M. Henri Fiazbin, communiste critique candidat sur la liste socialiste, qui semblait en position difficile dans les Alpes-Maritimes, tire lui aussi son épingle du jeu.

Deux échecs significatifs se mêlent à ce lot de succès : en Mayenne, c'est le dissident, M. André Pinçon, qui a été élu à la place du parachuté parisien, M. Jean-Paul Planchon. Dans le Tarn-et-Garonne, c'est, là encore, le dissident, M. Hubert Gouze, qui est élu à la place de M. Jean-Michel Baylet, président d'honneur du MRG, tête de liste socialiste « officielle » dans ce département.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

UDF : M. Barre en question

L'UDF, qui espérait 140 à 150 élus dans la nouvelle Assemblée nationale, a déchanté au matin du 17 mars. Elle pourra toutefois compter, selon nos propres estimations, sur 129, voire 130 élus (quand l'ensemble des résultats d'outre-mer seront connus). Ce qui signifie qu'elle a, malgré tout, presque doublé ses effectifs et qu'à l'intérieur de la confédération le PR, s'il n'atteint pas les 75 élus escomptés, passe de 30 à 60 élus, le CDS de 23 à 41 et le Parti radical de 1 à 6.

Dans la bataille, elle aura perdu quelques sortants, notamment M. Roger Lestas (PR) dans la Mayenne, M. René Haby (PR) dans la Meurthe-et-Moselle, M. Francis Perrut (PR) dans le Rhône, M^{me} Claude Birraux et Yves Sautier (CDS) dans la Haute-Savoie, M. Paul Perrin (CDS) à Paris, ou encore M. Marcel Esdras (PR) en Guadeloupe. Porte-compensée sans doute par l'arrivée d'une jeune génération comme M. Dominique Baudis dans la Haute-Garonne, Dominique Busseau (PR) en Charente-Maritime ou François Bayrou (CDS) dans les Pyrénées-Atlantiques.

Les parachutages n'auront pas été couronnés de succès puisque ses candidats se sont, à quelques exceptions près, fait reculer, que ce soit dans les Landes, l'Indre ou les Pyrénées-Atlantiques, où le giscardien Alain Lamassoure, délégué général des clubs Perspectives et Réalités, a dû s'incliner face au PS. Ce seront finalement deux barristes qui auront réussi à franchir cette difficile épreuve du parachutage : M. Bruno Durieux dans le Nord et M. Pierre-André Wiltzer dans l'Eure, tous deux collaborateurs de M. Barre. Sans doute faut-il ajouter à cette dernière courte liste le cas de M. Philippe Vasseur (PR), à la tête de la liste UDF dans le Pas-de-Calais mais qui n'a pu sauver que son siège et a dû laisser au maire du Touquet (PR), entré en dissidence le deuxième siège acquis par l'UDF.

Mais si l'UDF paraissait morose au soir des élections, ce n'était pas tant en raison de ses scores, somme toute fort acceptables (auxquels s'ajoute la perspective de quatre nouvelles présidences de région :

Auvergne, Provence-Alpes-Côte d'Azur-Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon qui à cause de la faible marge de manœuvre dont dispose la nouvelle majorité RPR-UDF et l'UDF elle-même, où se côtoient hier encore farouches adversaires et partisans déterminés de la cohabitation.

Déjà dans les coulisses des partis, avant même que ne commence le marathon des réunions partisans ou interpartisanes, des voix s'élevaient pour dénoncer la responsabilité de M. Raymond Barre dans le supposé mécompte de l'acquisition de l'ancien premier ministre, en n'obtenant que trois élus dans son département (autant que le RPR et deux de moins que le PS) à un avertissement sévère qui peut laisser supposer que le courant d'opinion qui s'est prononcé en sa faveur ces dernières années va se tasser.

Les barristes tentés par la participation à un gouvernement de cohabitation n'étaient pas les derniers à formuler ce genre de critique, et ils étaient rares ceux qui, au soir du 16 mars, se revendiquaient comme tels et continuaient à évoquer leur poids dans la future Assemblée.

Après la déclaration apaisante de M. Raymond Barre expliquant qu'il ne ferait « rien qui puisse perturber l'action de ceux qui accepteraient de gouverner », la tendance était plutôt à l'affirmation d'une nécessité « loyale » à l'égard de la future majorité RPR-UDF, qui, comme le remarquait un responsable du CDS, aurait besoin « que tout le monde se serre les coudes ».

Le jeu apparaissait en tout cas difficile à organiser au sein d'une confédération qui ne veut pas abandonner, face au RPR, ses prétentions à participer aux « conséquences du succès » de l'opposition. L'UDF compte en son sein des tendances hier encore opposées mais qui, aujourd'hui, devant la tentation de quelques portefeuilles, peuvent se livrer à de subtiles révisions pour expliquer qu'une certaine fidélité à M. Barre et aux principes qui guident son action doivent s'accommoder de nécessités plus pressantes.

CHRISTINE MYCIA.

RPR : M. Chirac est prêt

M. Jacques Chirac a rencontré lundi matin M. Jean Lecanuet pour tirer les premières conclusions du scrutin du 16 mars. Le président du RPR résumait mardi 18 mars après-midi à Paris dans un grand hôtel de la rive droite l'ensemble des députés de son mouvement. Le maître de la capitale y fera sa première déclaration après celle qu'il a prononcée pendant la nuit des élections devant les caméras de la télévision.

M. Chirac qui continue d'affirmer officiellement qu'il n'est pas candidat aux fonctions de premier ministre - sous la V^e République on ne saurait solliciter ce poste que le président de la République pourvus souverainement - veut toutefois manifester clairement qu'il se tient prêt à assumer une telle responsabilité. Le fait que la majorité sortie des urnes le 16 mars soit tangente n'est pas une objection que rétorque M. Chirac. Au Grand jury RTL-Le Monde du vendredi 14 mars il avait d'ailleurs indiqué : « Ce n'est pas une question de marge : s'il y a une majorité, il y a une majorité » et il avait ajouté : « ce qui est important c'est que celle-ci soit tout à fait déterminée à respecter les engagements pris pendant la campagne, c'est-à-dire à appliquer sans compromis la concession la plus-forme de gouvernement RPR-UDF ». Au lendemain même du scrutin, M. Chirac est toujours dans le même état d'esprit.

Le président du RPR demeure donc prêt à répondre à une éventuelle invitation du président de la République. Le moment est ainsi venu pour M. Chirac de vérifier si sont réunies « les quatre conditions qui devraient être réunies pour qu'un premier ministre accepte la mission » qui ne sont pas, précisément, des conditions qu'il impose au président de la République. La première est remplie à ses yeux : l'existence d'une majorité. La deuxième consiste à s'assurer « de façon indiscutable de la confiance de cette majorité ». Dans l'hypothèse où M. Chirac deviendrait premier ministre, il devrait ensuite, comme il l'a dit à « L'heure de vérité » le 26 février, engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. Maintenant que la majorité est mince, cette intervention ne ferait d'autant plus vite afin de couper court à tout éventuel état d'âme des parlementaires. Ceux-ci, et notamment les plus sceptiques sur les chances de la cohabitation, seront placés au pied du mur et en quelque sorte mis en demeure d'ouvrir une crise dès le

lendemain d'une victoire. On ne cache pas dans l'entourage de M. Chirac que le danger ne peut plus venir des « barristes ». Ceux-ci, analysés-on, portent une lourde responsabilité dans la désagrégation de l'image de l'opposition tout au long de la campagne électorale. Le score relativement faible obtenu par M. Barre à Lyon et par le soutien alternatif et ambigu qu'il a apporté à Paris à M^{me} Giscard et à M. Dominique Baudis - ne moins pour un temps - réduire les prétentions du député du Rhône. Si au RPR on exerce toujours avec la plus grande fermeté tout accord politique formel avec l'extrême droite, on se souvient aussi que les représentants du Front national ont été qu'il ne refuse pas systématiquement les menaces « libérales » présentées par le gouvernement nouveau.

Rien n'est réglé

La dernière condition citée par M. Chirac ne pourra recevoir de réponse qu'après une entrevue entre le chef de l'Etat et le futur premier ministre. Elle consiste en effet pour ce dernier à définir avec le premier les conditions de fonctionnement du gouvernement. Il s'agit, selon M. Chirac, de permettre l'application pleine et entière de l'article 20 de la Constitution selon lequel « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » ce qui, en l'occurrence, peut se traduire par « l'application pleine et entière de la petite-forme RPR-UDF » sans opposition du président de la République. Sur ce dernier point, rien n'est donc encore réglé. Jusqu'à quel niveau de mise en œuvre des réformes projetées par la nouvelle majorité M. Mitterrand considérera-t-il que « les compétences de sa fonction » sont réunies en cause ? Le nouveau premier ministre devra donc obtenir s'il n'a d'empêcher sur les pouvoirs constitutionnels du chef de l'Etat ni d'humilier sa personne. Le catalogue des projets de la majorité devra ainsi être passé en revue.

M. Chirac, dont la victoire ne correspond pas tout à fait à ses espérances, s'efforcera par son comportement de démontrer que tous les espoirs ne sont pas perdus pour le RPR puisqu'il continue le groupe le plus important de la nouvelle majorité. Cette cohabitation, si elle est accompagnée d'une mise en œuvre volontaire des réformes, serait présentée comme le gage de succès futurs. Mais faut-il s'enorgueillir de « la clé de vote des institutions » qu'est présentement M. Mitterrand le permet.

ANDRÉ PASSERON.

MRG : un double revers

Bien que proportionnalistes de conviction, les radicaux de gauche n'avaient pas approuvé le nouveau mode de scrutin : le cadre départemental et la barre éliminatoire des 5 % étaient à la base de leurs griefs. Au vu des résultats, cette hostilité se justifie : le MRG, petit parti avant 1981, le reste, il paie un lourd tribut sans doute à la réforme électorale... mais surtout à la stratégie qu'il a suivie depuis cinq ans : M. Emile Zuccarelli, qui succède ainsi à son père, en Corse-du-Sud, M. Nicolas Alfonsi, dans l'Aveyron, M. Jean Rigal, dans la Dordogne, M. Alain Bonnet sont réélus, de même que M. Michel Crépeau en Charente-Maritime.

Restent les fiefs perdus : le Tarn-et-Garonne où M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, tombe face à un dissident socialiste qui n'avait pas accepté de s'effacer ; les Hautes-Pyrénées, où M. Jean Duprat ne parvient pas à conserver le mandat qu'il détenait en sa qualité de suppléant de M. François Abadie.

Quant à M. Bernard Charles, qui, député sortant de Lot, avait refusé

de figurer en deuxième position derrière M. Martin Mahy (PS), secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, il réalise un médiocre score. Ce choix de la dissidence, que ce soit dans le Lot ou dans des départements comme la Saône-et-Loire ou les Landes, apparaît au total infructueux.

Le défilé du président du Mouvement, M. François Douhin, dans l'Orne ajoute aux futures difficultés du MRG, même si ce dernier peut se féliciter de l'acquisition de deux nouveaux sièges, dans l'Ain au profit de l'avocat lyonnais Dominique Saint-Pierre, et dans le Val-de-Marne au bénéfice du secrétaire d'Etat chargé des universités et ancien président du parti, M. Roger Gérard Schwartzenberg.

Au total, l'antonomie autorisée par l'accord électoral signé avec le PS ou l'autonomie « sauvage » n'aura pas été payante. Seuls s'en sont sortis sans trop de dommages les radicaux de gauche candidats à la fois acceptés localement et - ou - fermement soutenus par le Parti socialiste.

L'assomée global du MRG sanctionne une stratégie qui, tout au long de la législature, s'est cherchée entre l'indépendance-vis-à-vis du traditionnel allié socialiste et la non-remise en cause du soutien à la majorité présidentielle.

Le revers est double : d'une part, l'objectif des 6-6 fixé par M. Douhin se révèle n'être qu'un mirage ; d'autre part, le rôle de rassembleur au centre gauche que se promettait de jouer le MRG n'a pas été tenu.

ANNE CHAUSSEBOURG.

SCIENCES-PO
préparations d'été ou annuelles sur place et par correspondance
1^{re} et 2^e année - Fin d'A.P. - 2^e année : Chaire Jean ou Maury
57, rue Ch. Lullin, 92 Haussy, 92 22 94 94
CEPES 47.55.08.19. Enseignement supérieur privé

Peau neuve

Le monde de la peau neuve

Le monde de la peau neuve

Le monde de la peau neuve

Le monde de la peau neuve

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LA SOIRÉE A LA TÉLÉVISION

En apesanteur

Les cris de victoire passent mal. Dès les premières minutes après 20 heures, on sent bien que cette soirée électorale ne sera pas comme les autres. Pas tellement parce que les chaînes de télévision nous présentent un spectacle inédit, des plateaux plus vivants, des décors plus beaux, la magie des images électroniques... Un vrai show politique. Le climat est pesant, les débats empruntés, les journalistes fébriles. Y-a-t-il une majorité ? La France va-t-elle être gouvernée ?

La gêne

Incertitude du résultat. Prudence, conditionnels. Bientôt, la majorité arithmétique paraît acquise à la droite parlementaire. Alors, que va faire Raymond Barre ? Les déclarations des grands se font attendre. Que fait le PC ? Georges Marchais ne paraît pas vers 22 h 20. L'ancien premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing vers 23 h 10. Il ne « perturbera pas ». Ouf ! Cette fois, c'est la majorité politique. Jacques Chirac, à son tour, peut faire sa déclaration d'investiture... ou presque. Il est 23 h 20.

Soirée inédite, comme en apesanteur. Décalage entre les discours et une situation que personne n'arrive à appréhender.

« La bipolarisation demeure », commente le politologue René

Rémoud. De fait, le dialogue se centre autour des deux forces principales : union de la droite parlementaire (aucune alliance avec le Front national, c'est redit) - Parti socialiste. Mais quel dialogue de sourds ! Le PS a les yeux fixés vers l'avenir, sur la ligne bleue de la présidentielle. On récoltera les semences dans deux ans, semblent dire ses représentants. Jacques Toubon s'énervait : « La campagne est finie ! On n'est plus dans la politique-fiction ! » Laissez-nous

gouverner. Demain, pas après-demain.

Décalage aussi : la faible présence sur les antennes des deux extrêmes. Le PCF, le grand perdant du 16 mars, est en concubine. Jean-Marie Le Pen, la vedette des précédentes soirées électorales, le grand vainqueur du scrutin, n'apparaît pas. On sent, omniprésente, la gêne de voir l'extrême droite au Palais-Bourbon. Harlem Désir, sur Antenne 2, l'exprime à sa manière : « Il y a des immigrés qui doivent être inquiets. Il y a

aujourd'hui un kyste dans la société française, et on est confronté à un danger de métastase, de contamination. »

Décalage encore, et bien visible celui-là : entre d'un côté la diarrhée verbale de la classe politique, médias compris, sur la cohabitation, qui se prolonge ce soir après des mois de logorhée, et de l'autre les préoccupations des « gens ». Elles se visualisent à l'écran dans des sondages, elles s'expriment par la voix des non-politiques qui « cassent la baraque ». Assez, la langue de bois ! Et puis, le chantage, le chantage... On en a peu parlé, presque en catimini, comme pour manifester quelque impuissance.

Décalage enfin : pour qui parlent-ils ? Pour les téléspectateurs, les Français ? Ou bien pour cet homme invisible, mais si présent : l'hôte de l'Elysée, dont tout un chacun attend l'oracle ? Le rideau tombe sur le premier acte. Lui prépare le deuxième.

YVES AGNÈS
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les estimations de 20 heures en sièges

	PC	PS-MRG Divers gauche	UDF-RPR Divers droite	FN
IFOP-RTL	40	200	280	35
BVC-BVA-AZ	36	213	295	33
SOFRES	37	214	296	37
HARRIS-FR 3	37	215	289	38

LES ESTIMATIONS DE 20 HEURES EN POURCENTAGE DE VOIX

	EXT. GAUCHE	PC	PS-MRG	Dv. gauche	Dv. droite	FN
IFOP-RTL	1,5 %	10,5 %	30,5 %	1 %	2 %	42,5 %
BULL-BVA-AZ	1,6 %	10 %	31,3 %	2 %	2 %	42,9 %
SOFRES-TV 1	1,5 %	10,4 %	30,9 %	1,4 %	1 %	42 %
HARRIS-FR 3	1,9 %	10,5 %	30,5 %	1,5 %	1 %	42,9 %

Commentaires

Front national : un nouveau succès

Le Front national ne progresse pas. Son résultat en métropole (9,80 % des suffrages exprimés) traduit même un léger recul de son audience électorale : puisqu'il fait apparaître une perte de 1,15 point sur son score triomphal des élections européennes de juin 1984 (10,95 %). Le résultat ne correspond pas aux espérances de M. Jean-Marie Le Pen, qui se déclarait certain de recueillir « au moins 15 % » des suffrages exprimés et qui proclamait avec certitude d'avoir « entre 50 et 100 députés ». Il se révèle, en revanche, nettement supérieur à toutes les prévisions.

Tous les instituts de sondage avaient crédité le parti de M. Le Pen de 7 à 8 %, mais ils avaient, une nouvelle fois, sous-estimé le pouvoir d'attraction des thèmes démagogiques de l'extrême droite. Ils avaient commis la même erreur d'appréciation avec le scrutin européen. Le coup d'arrêt qu'avaient enregistré les élections cantonales de mars 1985 ne s'est pas transformé en véritable reflux, bien qu'il plafonne. Le Front national confirme ainsi son implantation dans l'ensemble du pays. Il représente désormais le troisième courant politique français, à peu près égalité avec le Parti communiste. Et M. Le Pen est fondé à se réjouir, même si son succès est relatif, puisque, avec 35 députés il pourra constituer son propre groupe à l'Assemblée nationale et que ses 135 conseillers régionaux auront leur mot à dire dans dix régions et à Paris.

Comme en juin 1984, le Front national réalise ses meilleurs scores dans les départements méditerranéens. Il y dispose maintenant de solides bastions dans les zones urbaines et les grandes agglomérations où les

difficultés économiques et sociales alimentent ses thèmes de campagne dénonçant l'immigration et l'insécurité. Il progresse spectaculairement dans les Bouches-du-Rhône où il recueille 22,53 % des suffrages exprimés - gagnant 3,04 points par rapport à 1984 - et où il devance la liste de l'UDF conduite par le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale sortante, M. Jean-Claude Gaudin. M. Le Pen espère bien pouvoir obliger celui-ci à passer sous ses fourches caudines quand il s'agira d'être le nouveau président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. A Marseille, même le vote ainsi immigré, habilement suscité par la personnalité de M. Pascal Arzighi, a joué à plein : le Front national y recueille 24,37 % des suffrages, c'est-à-dire 2,95 points de plus qu'en juin 1984.

Le parti d'extrême droite accente aussi son influence dans les Pyrénées-Orientales (19,08 %, + 3,22 %) et en particulier dans la cité de Perpignan (25,09 %, + 3,57 %) où la psychose sécuritaire, qui vise souvent les enfants d'anciens baskis, s'ajoute à son comportement volontiers néo-poujadiste du petit monde du commerce. Même phénomène dans le Vaucluse. Là aussi, le Front national obtient 19,49 % des suffrages, soit un gain de 3,05 points malgré la présence d'une liste dissidente. L'annonce de la formation de M. Le Pen apparaît aussi très fort dans les Alpes-Maritimes (20,88 %), l'Hérault (15,55 %), où ses scores ne varient pas, ainsi que dans le Var (17,77 %) malgré une perte de 2,85 points due essentiellement à une autre liste dissidente. Pour lui la tendance est également à la hausse dans les départements du Nord (7,83 %, + 1,18 %) et du Pas-de-Calais (11,35 %, + 0,8 %). Tel est même le cas, à l'opposé, dans certains départements ruraux où le Front national avait obtenu ses scores les plus faibles il y a près de deux ans, si l'on en juge par les légères progressions constatées, par exemple, dans la Creuse (3,95 %, + 1,23 %) la Haute-Vienne (4,23 %, + 1,19 %), le Cantal (3,70 %, + 0,46 %).

Effritement

Les zones où M. Le Pen élargit son audience apparaissent toutefois moins nombreuses que celles où elle se réduit. C'est là le fait nouveau qui tend à confirmer les enseignements des dernières élections cantonales sur les réticences des électeurs de la droite libérale à s'accommoder de l'extrême droite. Cet effritement est sensible à Paris (10,99 %, - 4,25 %) et d'une façon assez générale dans les départements de l'Île-de-France. Le Front national est en recul dans les Yvelines (10,40 %, - 3,97 %), les Hauts-de-Seine (11,14 %, - 3 %), le Val-d'Oise (12,24 %, - 2,73 %), la Seine-et-Marne (12,01 %, - 2,61 %) et, à un degré moindre, en Seine-Saint-Denis (15,04 %, - 0,94 %) bien qu'il obtienne partout des scores supérieurs à moyenne nationale. De la même façon, l'effet Le Pen rencontre ses limites à Lyon (13,41 %, - 3,59 points) et dans l'ensemble du département du Rhône (13,24 %, - 2,62), ainsi que dans beaucoup d'autres régions moins urbanisées : la Haute-Savoie, le Doubs, l'Yonne, l'Ain, la Haute-Corse, etc.

Vingt des trente-cinq députés du Front national proviennent ainsi de trois régions seulement : la Provence-Alpes-Côte d'Azur (8), l'Île-de-France (8) et Rhône-Alpes (4). Le parti de M. Le Pen compte toutefois assez de conseillers régionaux pour apparaître en position d'arbitre dans cinq régions - l'Aquitaine, la Franche-Comté, le Languedoc-Roussillon, la Haute-Normandie, la Picardie - où le RPR et l'UDF devront composer avec lui s'ils veulent contrarier une gauche relativement majoritaire, et en mesure de gêner éventuellement la droite libérale dans trois autres : l'Île-de-France, Midi-Pyrénées et la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Quoi qu'il en soit, M. Le Pen, élu député de Paris, va retrouver les bancs du Palais-Bourbon qu'il avait quitté en novembre 1962, après y avoir été porté, en 1956, par la vague poujadiste. Fort de sa légitimité issue des urnes, il y poursuivra son combat pour la « remise en ordre » de la France en pensant uniquement à la prochaine élection présidentielle. La gauche s'opposera farouchement à ses orientations radicales, porteuses de germes totalitaires... après lui avoir fourni, avec la réforme électorale, le tremplin qui aura favorisé son accession au pouvoir législatif. Face à cette résurgence d'extrême droite encouragée par les temps de crise que connaît notre pays et à M. Le Pen, le risque serait surtout, maintenant, que dans leur course à l'Elysée, les prétendants à la succession de M. François Mitterrand ne soient tentés par de dangereuses surenchères.

ALAIN ROLLAT.

Peau neuve

« Le Pen à l'Elysée », « Mitterrand sous le camp », l'énorme clameur s'empare du chapiteau, à l'Hôtel de Paris, où le Front national tient sa soirée électorale. Sur le podium, Jean-Marie Le Pen fait le V de la victoire devant un millier de ses fans, tandis qu'un écran géant reproduit chacun de ses gestes.

Une dans en vision de droite, entourée de loubards en blouson. Ranzaniés et jeunes couples, bourgeois et « pros » : venus de Paris, mais aussi du Nord et du Sud, les plus fidèles des militants ont payé leur entrée 50 francs. La salle est loin d'être pleine. Mais ils vivent enfin le moment tant attendu : le Front national à l'Assemblée. « J'espère encore plus, lance un adhérent enthousiaste. Nous avons dépassé le Parti communiste. C'était notre objectif numéro un. L'opposition parlementaire va devoir composer avec nous. C'est notre deuxième victoire. »

Porté par ses amis et protégé par ses gardes du corps, M. Le Pen traverse les divers stands. Ici, la Fédération de Paris. Là, un comptoir où sont vendues des montres « Jean-Marie Le Pen ». Plus loin, le chef qui déguise, baguettes en mains, des rouleaux de printemps que vend une famille vietnamienne, gratifiée les uns d'une remorque, les autres d'une poignée de main. Pas un mot sur la sécurité et l'immigration... Ce soir, M. Le Pen a le ton noble qui convient à son triomphe parlementaire.

Les thèmes de sa campagne n'en sont pas moins restés chers au cœur des fidèles. C'est à qui oie le plus fort lorsque apparaissent sur les écrans de télévision, des ministres - tel M. Pierre Joxe, ou des journalistes « ennemis » - tel M. Jean-François Kahn. C'est à qui fustige dans les trèves « ces immigrés qui vous prennent vos logements, et vous menacent le soir ».

M. Le Pen, bon enfant, sait aussi tenir ses troupes. Ses lieutenants veillent au grain. Un jeune supporter éméché inactive une équipe de télévision. Mais lui en prend. En quelques minutes, le voici éjecté par le service d'ordre. Décidément, ce 16 mars au soir, le Front national veut changer d'image.

DANIELE ROUARD.

Sous la direction de
Fernand BRAUDEL

Le Monde de
Jacques Cartier
L'aventure au XVI^e siècle

23x30 cm - 380 p.
369 illustrations
dont 158 en couleurs

Editions BERGER-LEVRULT

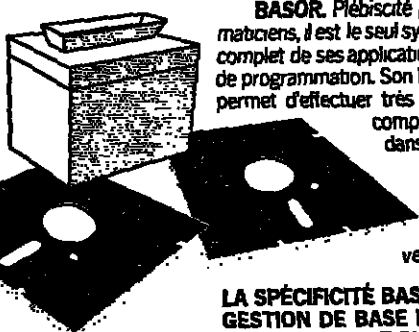
ÉLUS A L'UNANIMITÉ, QUEL TALOR!

TEXTOR* ET BASOR* LES LOGICIELS BUREAUTIQUES DE TALOR.

Le marché français de la micro-informatique a largement accordé ses suffrages à TALOR, créateur de deux logiciels compatibles.

TEXTOR. Avec 27000 logiciels vendus en trois ans, TEXTOR est le numéro 1 des traitements de texte pour sa simplicité, sa puissance et son ergonomie. TEXTOR permet en effet la réalisation de courriers personnalisés et de mailings, le classement automatique de vos textes en documents et dossiers, ainsi que l'exécution dans ces textes de calculs sophistiqués.

LA PERFORMANCE TEXTOR : DES FONCTIONS ÉTENDUES OBTENUES EN UN TEMPS RECORD.



BASOR. Plébiscité par les utilisateurs, même non-informaticiens, il est le seul système permettant le développement complet de ses applications, sans apprentissage d'un langage de programmation. Son langage d'interrogation de type SQL permet d'effectuer très rapidement les sélections les plus complexes. Enfin l'intégration d'un éditeur dans le programme permet la fusion des données dans des documents immédiatement imprimables, supprimant ainsi tous les problèmes de transfert de ces données vers un traitement de texte.

LA SPÉCIFICITÉ BASOR : LE PREMIER SYSTÈME DE GESTION DE BASE DE DONNÉES VÉRITABLEMENT RELATIONNEL ET BUREAUTIQUE.

Aujourd'hui la France gagne la guerre du soft

TALOR

TALOR S.A. "LE WILSON" 18, rue du Président Wilson 78230 LE PECQ - Tél. (1) 39.76.79.80 - Téléc 699.482
TALOR DISTRIBUTION. 74-80, rue Roques de Filol 92800 PUTEAUX - Tél. (1) 47.73.54.04 - Téléc 615.282

* TEXTOR ET BASOR fonctionnent sur IBM PC et compatibles dont BUJL MICRAL 30, OLIVETTI M.24, etc.
Développés en France par Thierry LORTHOIS, P.-D.G. de TALOR S.A.

URANUM

هكذا من الأصل

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Réactions

M. Jacques Chirac : le rassemblement nécessaire

« Malgré un scrutin proportionnel dont l'objectif était, à l'évidence, d'empêcher toute majorité nouvelle, les Français ont choisi : ils ont censuré la majorité sortante socialiste et communiste. Ils ont confié au RPR et à l'UDF la majorité absolue à l'Assemblée nationale. »

« Dès lors, les Français ont manifesté leur volonté de voir se constituer un gouvernement nouveau. Ils ont décidé, par là-même, que ce gouvernement devait mener une politique nouvelle, celle que le RPR et l'UDF ont proposée à leurs suffrages et qu'ils ont approuvée en leur donnant la majorité. Maintenant, c'est à tous les responsables de notre vie

nationale d'assurer le respect de la volonté populaire et de la mettre en œuvre sans faiblesse. »

« La nouvelle majorité, consciente de la mission dont le peuple français vient de l'investir, se sent désormais responsable devant lui, sans sectarisme ni esprit de revanche, cela va de soi, responsable du redressement et de l'avenir de notre pays. Les élections sont passées, le choix est fait. Il s'agit maintenant, pour tous les Français, quelles que soient leurs opinions, de se rassembler pour participer au nécessaire effort de renouveau qu'exige la situation de la France. »

M. Laurent Fabius : le grand mouvement de l'espoir

« Les Français viennent de voter, on ne connaît pas encore la totalité des résultats, mais d'ores et déjà, trois faits sont acquis : d'abord les listes pour la « majorité de progrès » avec le président de la République, composées essentiellement du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche, ces listes obtiennent un score tout à fait honorable. Ensuite, les partis de droite n'atteignent pas les chiffres qu'ils espéraient. Enfin, le Front national remporte un nombre important de

sièges, ce qui suscite l'inquiétude légitime chez tous les démocrates. »

« Je veux m'adresser aux millions d'électeurs qui nous ont accordé leur confiance, et leur dire, du fond du cœur, mes remerciements, et ajouter que l'heure aujourd'hui doit être à la fierté pour l'œuvre que nous avons déjà accomplie avec le président Mitterrand. Il y aura d'autres échéances et nous sommes plus que jamais le grand mouvement de l'espoir. »

M. Lionel Jospin : les Français nous rendront justice

« Le scrutin du 16 mars 1986 est clos. Notre peuple s'est exprimé. A l'heure où je parle, tous les résultats ne sont pas connus, mais les grandes tendances de l'élection peuvent être appréciées. Pour les élections régionales, il faudra attendre quelques jours pour que les conclusions du vote soient tirées par l'élection des députés et des présidents de régions. »

« Pour les élections législatives, les indications générales sont les suivantes : la coalition RPR-UDF n'a peut-être pas atteint la majorité absolue. L'extrême droite du Front national sera représentée à l'Assemblée, mais je me réjouis qu'elle soit en recul par rapport aux élections européennes. Les petites listes n'ont que très rarement atteint la barre des 5 %. Le Parti communiste s'est vu confirmer dans une droite et partit de division à l'Assemblée. Le Parti socialiste et le MGR ont obtenu nettement plus de 30 % des voix. »

« Le 16 mars 1986, le Parti socialiste a poursuivi sa progression historique. Après avoir été de 1971 à 1981 un parti d'opposition intelligent et fécond, il a pu devenir, après sa victoire de 1981, un grand parti d'exercice du pouvoir. A l'issue de cinq années de gouvernement, dans la réalité, le score le plus élevé depuis sa fondation en 1905, à l'exclusion de celui exceptionnel de juin 1981 qui avait, au fond, davantage un caractère défensif de confirmation de l'élection de François Mitterrand. »

« Je suis fier des militants, des adhérents, des sympathisants qui, en nous aidant tous à faire une bonne campagne, ont rendu ce résultat possible. Je remercie les millions de Français qui, en métropole comme en outre-mer, ont appuyé le suffrage à nos listes. Je félicite nos élus et je salue nos candidats. Le Parti socialiste est bien la première force politique du pays, il aura le groupe parlementaire le plus important à

l'Assemblée nationale. Nous avons beaucoup travaillé pendant ces cinq ans, nous avons bien servi notre pays, l'économie est en progrès, la paix sociale est là, la société française s'est débarrassée avec nous. Les Français nous rendront justice, ils ont déjà commencé à le faire. »

« La coalition RPR-UDF est loin d'avoir obtenu le succès qu'elle espérait. Sa majorité, qu'elle soit absolue ou relative, est factice et fragile. On sait ses leaders très divisés, et multiples sont les interprétations qu'ils donnent de la plate-forme RPR-UDF. Il ne faudra pas attendre longtemps avant de voir cette coalition d'intérêts et ce nœud de rivalités se défaire sous l'effet des ambitions contraires. »

« Mais je crains dans les mois qui viennent, pour les Français et particulièrement pour le monde du travail, les conséquences négatives de l'application de cette politique. Maintenant, la parole est au président de la République. Je ne connais pas ses desseins, mais je sais qu'il respectera la démocratie et les votes qui viennent de s'exprimer. Quant au rôle du Parti socialiste, il sera très important. Le 16 mars 1986 ne signifie pas un retour à la situation d'avant 1981. »

« François Mitterrand, le président élu en 1981, est à son poste, il remplira ses obligations et exercera pleinement sa fonction. Nous serons à ses côtés. Le Parti socialiste est une très grande force. Les socialistes ont acquis une expérience et un capital de compétence qui leur permettent de faire fructifier à l'Assemblée nationale, dans les régions, et dans le pays. Les socialistes peuvent préparer avec confiance leur futur rendez-vous avec le peuple. »

« Je demande à tous les citoyens qui nous ont soutenus dans cette campagne de nous rejoindre, pour agir dans le présent et pour préparer l'avenir. »

M. Raymond Barre : ne pas jouer les perturbateurs

« Les Français et les Français se sont prononcés. Ils avaient aux élections législatives de juin 1981 donné au président de la République une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cinq ans après, c'est aux formations parlementaires de l'opposition nationale qu'ils ont donné la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est l'heure des comptes. Le paysage s'est clarifié, mais le ciel est encore incertain. Après la course folle des deux derniers mois, il sait maintenant que le « stress » va être son plus proche compagnon. Alors, cela vaut bien quelques dés de jargon politicien du bout d'une fourchette et arrosés de champagne, sans façon. »

LAURENT GRELSAMER.

M. Jean-Marie Le Pen : une grande victoire politique

« Nous avons remporté une grande victoire politique qui est en même temps un soulagement au système décadent du terrorisme intellectuel. Je suis, ce soir, grâce à vous, heureux et fier d'être français. »

« La gauche est battue et largement battue. Malgré l'engagement du président de la République, le PS ne représente pas plus de trois Français sur dix. Le PC est largement descendu au-dessous de la barre des 10 %. Le Front national a atteint son premier objectif : battre le PC. »

« Malgré les redondances du RPR et de l'UDF, l'opposition n'atteint pas la majorité qu'elle avait annoncée à sons de trompes. Sans cesse, à ceux qui parlent encore de soit sur les élections — hommes politiques ou journalistes — d'extrême droite, je dis que la démocratie, la République et la France sortent confortées, et ce grâce à nous. »

« Les électeurs viennent de faire faire un progrès considérable à la démocratie et à la France et de démontrer que des hommes libres, courageux, dévoués, étaient capables de faire échec aux complots politiques qui étouffaient la liberté. »

« J'ai exprimé pour ma part les craintes que m'inspire la situation particulière de conception entre le président de la République et un gouvernement issu de la nouvelle majorité. Mais je tiens à préciser une fois de plus ce soir que je ne ferai rien qui puisse, de quelque façon, perturber l'action que mèneraient ceux qui dans la nouvelle majorité accepteraient la responsabilité de gouverner. »

« Je souhaite que la France puisse retrouver le plus rapidement possible la cohésion de ses institutions, conformément à la tradition de la V^e République. De cette cohésion dépend, en effet, l'efficacité de la politique de redressement et de progrès dont notre pays a besoin. »

« L'opposition disposerait des moyens de gouverner la France et de rompre avec le socialisme. Le Front national constituerait un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. »

« M. EDMOND MAIRE (CFDT) : turbulences. — M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT : « On risque d'entrer dans une période de turbulences politiques. L'emploi doit avoir une priorité absolue. Ce n'est pas par la dégradation mais par la négociation contractuelle que l'on trouvera des solutions. »

« M. PAUL MARCHELLI (CGC) : pas de parenthèses. — M. Paul Marchelli, président de la CGC : « Nous avons maîtrisé l'inflation et amélioré un certain nombre de données économiques. Reste la compétitivité, la capacité d'employer l'emploi. Je ne voudrais pas que, dès demain matin, s'ouvre une nouvelle bataille politique, celle des présidentielles, et qu'on mette entre parenthèses les problèmes économiques et sociaux. »

M. Valéry Giscard d'Estaing : une alternance ferme et raisonnable

« Les électeurs ont mis fin à la majorité qui gouvernait notre pays depuis 1981. Quand on totalise les voix de toutes les formations qui constituent l'ancienne majorité, elles n'atteignent pas 45 %. Et si l'on y ajoute, de l'autre côté, une majorité plus nette, cela tient au changement de loi électorale. Si l'on avait pas eu de changement de loi électorale, le résultat aurait été net et la France aurait gouvernable. »

« Quand ce changement a été décidé, j'ai pensé qu'il n'y avait qu'une seule réplique possible, c'était l'union de l'opposition ; mais une union sans considération de personnes, sans rivalités. Et si pendant un an j'ai travaillé inlassablement pour cette union, c'est parce que je pensais que c'était la seule issue du succès face au changement de loi électorale. »

« Là où on a pratiqué cette union telle que je la décris, le succès a été net. J'ai une bonne nouvelle à vous donner : c'est les résultats en Auvergne. Nous avons fait basculer très nettement la majorité dans notre région d'Auvergne, et nous avons doublé la représentation parlementaire de l'opposition dans les quatre départements auvergnats. Si nous avons réussi ce succès, c'est parce que nous nous sommes battus dans l'union sans question de personnes, avec la volonté d'aller sur le terrain, à la rencontre des préoccupations des Français et des Françaises. »

« Alors, quelle est la situation actuelle ? Si la majorité le permet, si les résultats permettent de constituer une majorité, il faudra conduire une alternance ferme et raisonnable. Une alternance sans rancune et sans rancœur. Car ce ne sera pas pour nous la victoire du peuple de droite, ce sera la chance de faire redresser la France. Car ce que je crains le plus, c'est que les circonstances politiques laissent passer la chance éco-

nomique qui s'offre à nous de faire redresser notre pays. »

« Dans la campagne que nous avons faite, directe et chaleureuse, j'ai senti que l'immense aspiration des Français et des Françaises, c'était le redressement de l'économie française et une réponse à apporter au problème du chômage et en particulier du chômage des jeunes. Je souhaite donc que l'union pour l'action, et l'union profonde, une union sans faille, permette à la France de ne pas laisser passer l'occasion et lui permette au contraire de faire redresser son économie le plus vite possible. »

« C'est pourquoi, en pensant à ce qui s'est passé et en pensant à ce qui nous attend, à cette période difficile de gestion de la France, je souhaite que nous effaçions nos différences. Que nous mettions en commun ce qui nous permet d'agir, que nous organisions une véritable union pour l'action. Et si nous étions cette union pour l'action, nous connaîtrions les mêmes succès que ceux que nous avons remportés lorsque nous avons réalisé l'union pour aller à la rencontre des Français et des Françaises. »

« Et je souhaite que dans cette circonstance, si on nous regarde de l'extérieur — où je vous dirais franchement que, peut-être plus encore qu'aux résultats électoraux, je pense à l'image de notre pays, à sa façon de réagir et de faire face aux circonstances que la France va traverser, — je souhaite que nous pensions davantage, et même franchement, beaucoup davantage, à l'intérêt de la France et que nous redoublions tous nos forces pour conduire son redressement. »

« Voilà les réflexions qu'appellent, de ma part, ce bilan partiel de la majorité en France et en même temps cette grande attente du peuple français de voir redresser l'économie française et de voir notre pays reprendre son progrès. »

M. Georges Marchais : Une triste et douloureuse expérience

« Ainsi la droite l'emporte. C'est mauvais pour le monde du travail, les familles modestes, pour la France. En apparence cette victoire de la droite et de l'extrême droite, des millions de Français et de Françaises éprouvent ce soir colère et amertume. C'est vrai des élections et des électeurs qui ont voté communiste et ont ainsi exprimé une condamnation sans appel de la droite. C'est vrai aussi de celles et de ceux qui, en votant socialiste aujourd'hui, ont pensé voter utile pour lui faire barrage. Il n'est pas vrai que l'expérience ouverte en 1981 devait fatalement se conclure par cet échec. Il était possible de suivre une autre voie. Le Parti communiste français a fait tout ce qu'il était en son pouvoir pour y parvenir. »

« Durant ces cinq années, il n'a pas cessé de multiplier les propositions constructives et les mises en garde pour que les engagements pris par la gauche, qui avaient suscité tant d'espoirs, soient tenus. Pendant cette campagne électorale, il a consacré tous ses efforts à rassembler le plus largement contre la droite afin de lui faire échec. Mais depuis 1981, c'est le Parti socialiste qui avait tous les pouvoirs. Et pour faire une politique nouvelle, les dirigeants de ce parti ont fait le contraire de ce qu'ils avaient promis. Ils ont repris les mauvaises recettes de la droite en menant une dure politique d'austérité, ce qui a affaibli la France, augmenté le chômage et accru toutes les inégalités sociales. »

« Ils ont ainsi ouvert la porte à la droite. Le retour de celle-ci et sa cohabitation avec les dirigeants socialistes étaient inscrits dans l'orientation néfaste de la politique du gouvernement, dans la déception profonde et le mécontentement justifié qu'elle a engendrés. »

« A n'en pas douter, les forces du capital vont profiter de la situation créée désormais pour tenter de porter de nouveaux coups aux travailleurs. Toutes celles et tous ceux qui ont été frappés par la crise et qui ont tout à craindre de cette perspective vont avoir davantage encore besoin à leurs côtés de la force qui ne s'est jamais compromise et ne se compromettra jamais avec la droite et la politique : le Parti communiste français. Ils peuvent compter pour les aider à faire face à la période difficile que s'ouvre sur les députés et les conseillers régionaux communistes qui viennent d'être élus aujourd'hui, sur l'ensemble des élus et des militants communistes. »

« Le bureau politique appelle tous les communistes partout où ils se trouvent à travailler résolument au rassemblement de toutes les forces populaires dans les luttes sociales et politiques pour résister au chômage, aux injustices, aux attaques contre les acquis sociaux et les libertés, au déclin national. »

« Dans cette campagne électorale, les communistes ont avancé des propositions précises pour résoudre les graves problèmes posés, notamment le problème crucial de

l'emploi. Ils vont continuer à agir en faveur de ces propositions. Il s'agit, sur le terrain, face à chaque problème, créé dans tous les domaines de la vie de la société, de la mobilisation de la force de la gauche, de la force du capital, de mener une activité intense, ouverte, diversifiée, pour rassembler le plus largement afin de résister à la crise. »

« Comme nous l'avons mis en évidence lors du comité central de juin 1985, et lors de la conférence nationale d'octobre, la mise en place en France d'un système d'alternance, copié sur le modèle américain, d'un partage du pouvoir entre la droite et le Parti socialiste, pour imposer toujours plus de sacrifices, imposait que le Parti communiste soit écarté. Ils n'ont pas réussi. C'est pourtant l'objectif que la droite et le Parti socialiste ont poursuivi, ils ont fait à cet effet tous les moyens à leur disposition, particulièrement la télévision, étroitement contrôlée par le pouvoir. »

« Jamais sans doute on n'aurait assisté à une campagne d'une telle ampleur pour masquer les enjeux du scrutin, pour dévoyer le vote des électeurs communistes, déformer et censurer les propositions de leur parti, et faire place nette aux partisans de la cohabitation. C'est ainsi que dans ce scrutin, marqué par la menace de la droite, un changement énorme a été exercé sur les électeurs communistes pour les convaincre que cette fois-ci le seul moyen d'empêcher le retour de la droite était de voter socialiste. »

« Le bureau politique félicite tous les communistes qui, dans ces conditions extrêmement difficiles, ont mené pendant plusieurs mois en profondeur une campagne exemplaire. Ces multiples efforts ont permis aux communistes de nouer des liens nouveaux avec des millions de gens qui s'étaient éloignés de notre parti et de s'étaient éloignés de nous. C'est une victoire de 1984. C'est essentiel pour l'avenir, d'autant plus que celles et ceux qui se sont rassemblés aujourd'hui dans la base d'une politique originale, d'une vraie politique de gauche qui définit de réelles solutions anti-crise. »

« Après la victoire de la droite, il faut tirer toutes les leçons de la triste et douloureuse expérience que vient de vivre le mouvement populaire. Contre les combinaisons qui se préparent, contre la poursuite et l'aggravation de la politique d'austérité et la mise en place en France d'une société de plus en plus injuste et inhumaine, les communistes proposent une autre perspective. Leur politique est celle de la main tendue à ces millions d'hommes, de femmes, de jeunes qui ont aujourd'hui voté contre la droite et qui ne veulent pas se résigner à leur sort. L'effort (...) doit maintenant continuer à s'amplifier, à s'avancer pour la justice, la liberté, la dignité, la paix. »

The point of view of Mister Toubon

Varier, lui ? Jamais ! Jacques Toubon est comme ça. Impétueux, charmant, colérique, en granit. Dès 20 h 30, dimanche, il le dit au micro de la BBC : pour lui « le prime minister » [c'est], « in my personal point of view, Jacques Chirac ».

Quelques heures plus tard, au sein du RPR M. Toubon s'offre un gobelet d'eau gazeuse tiède. Les flonflons sont passés. Le dernier carré des journalistes l'attend pour causer. Et il cause, in-fatigable.

« Chirac, c'est le seul qui a fait une déclaration vraiment claire. On a la majorité. Il faut nous donner le gouvernement. »

C'est simple, net. Le voilà édenté. Heureux, disert. Il est 2 heures du matin, rue de Lille, le bastion des chiraquiens. Jacques Toubon laisse filer le temps. Il papote, digresse, salue les copains. C'est sa façon à lui de fêter la victoire, un terme qu'il n'a du reste pas prononcé de la nuit. Tout à l'heure il fondera vers la mairie du XIII^e arrondissement, sa mairie. Plus tard, vers la rédaction de l'hebdomadaire *Veilleurs* actuelles pour une interview : le journal boucle à 6 heures du matin.

Il y a des nuits comme celles-là qui vous échappent. Dès les radios l'attendent pour leurs éditions du matin tandis que les hémisphères occupent leur salle de bain. Dès, il a cédé sa fureur sur le plateau de TF 1 dans la soirée (« c'est un scandale ! la politique n'est pas du théâtre ») quand les responsables de la région ont laissé passer des images de Jacques Chirac avant sa déclaration alors que ce dernier n'était pas manifestement au courant qu'il était à l'antenne. « Ce n'est pas digne. »

Sacré Toubon ! Il est sorti comme une bombe hors du plateau exigeant de voir sur le champ Alain Denvers, directeur de la rédaction ou Hervé Bourges, PDG de la chaîne. Nous aurions donné cher pour assister à l'explication entre ces grands hommes, reclus cinq bonnes minutes dans une salle de maquillage. Jean-Claude Bourret, présentateur sur cette chaîne, l'appareil de photos en bandoulière, était hilare : « Bourges, ben... virez-le ! » (vires des confrères). « Moi, j'ai rien contre. »

M. Toubon est comme ça. Volcanique et chaleureux, soupe au lait. Urbain aussi. Il connaît tout le monde. Bernard-Henry Lévy croisé dans les couloirs d'Antenne 2 : « Comment vas-tu ? »

Tout le monde et les autres. C'est vrai, on l'embrasse, on le tutoie, et lui, il répond aux télévisions autochtones, espagnoles, anglaises. Il se multiplie, enlève son manteau, le remet.

Simone Veil apparaît. « Comment allez-vous. » Les oreilles se tendent de toutes parts. Leurs têtes se rapprochent, leur discussion devient un chuchotement. Sont-ce des secrets d'Etat qui s'échangent devant nous ? On saisit une larme.

— Simone Veil : « Le Front national... »

— Jacques Toubon : « Ça ne m'étonne pas du tout. »

Les résultats ? Toubon fait une moue : « Il y a une espèce d'immobilisme (suit un geste de la main). A vous d'interpréter. »

Cap sur FR 3. Lise Toubon, qui a jusque-là accompagné son mari, le laisse pour aller dans le XIII^e arrondissement. Jacques dans sa voiture écoute la radio, pianote sur le cadran du téléphone, lit des dépêches d'agences : « Le problème, c'est que l'on parle, on passe d'une émission à l'autre sans connaître précisément les résultats. »

Décompression

La voiture est un sas de décompression. On compte les points, on reprend ses esprits, on souffle. Jacques Toubon est ravi. Il estime avoir rivi son clou à Jack Lang qui amènerait au profit des socialistes la vie, l'intelligence, la création. Il ne demande pas s'il n'a pas été trop véhément dans ses répliques. Ravi aussi de la nouvelle majorité : « Nous avons réussi deux beaux spectacles d'union avec Léotard sur Antenne 2 et Lecaunet sur TF 1. »

Sur RTL il ferraille avec Jean Poperen, s'insurge des notions de « majorité arithmétique » et de « majorité politique » avancées par le numéro deux du Parti socialiste. Mais tout se termine par une poignée de main solide.

A 1 h 30 Jacques Toubon se réfugie dans son bureau au RPR. Il tombe la veste. C'est la plongée, la vraie, dans les chiffres. Alain Juppé le rejoint. C'est l'heure des comptes. Le paysage s'est clarifié, mais le ciel est encore incertain. Après la course folle des deux derniers mois, il sait maintenant que le « stress » va être son plus proche compagnon. Alors, cela vaut bien quelques dés de jargon politicien du bout d'une fourchette et arrosés de champagne, sans façon.

LAURENT GRELSAMER.

M. Jacques Chaban-Delmas : le respect des institutions

« Il convient maintenant que la nouvelle politique destinée à développer l'économie et à réduire le chômage, politique annoncée par les formations de l'union de l'opposition dans leur plate-forme, cette nouvelle politique soit mise en place sans tarder dans un esprit à la fois d'efficacité et de solidarité. »

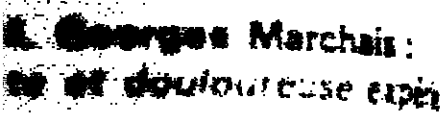
« Mais qu'on ne se trompe pas. Tout repose sur le respect des institutions de la V^e République. Le président, le gouvernement, la nouvelle majorité parlementaire, auront à tenir leur rôle constitutionnel et à s'y tenir. Ce sont là les conditions indispensables pour que dans les deux années qui viennent la France puisse repartir car elle n'a cessé de rétrograder en réalité, et on le sait bien, depuis cinq ans. Et le gouvernement, appuyé par la nouvelle majorité, devra exercer le pouvoir en s'efforçant de rassembler le maximum de Français en les appelant à participer à l'effort commun. »

« Tel est l'impératif catégorique pour demain, et si l'on ne se conduisait pas de la sorte, ce serait une mauvaise action à l'égard de la

France, la France repartant, la France sûre d'elle-même comme elle peut l'être, et en réalité c'est la seule question qui se pose. »

« M^{me} Simone Veil : trop négatif. — M^{me} Simone Veil, ancien ministre, député au Parlement européen et ancien président de ce Parlement : « Je me réjouis que le Parti communiste ait atteint ce score aussi bas. Je crois que c'est une sanction sur le plan national et sur le plan international, pour tout ce que le PC représentait dans tous les pays où il a été instauré (...). Le score de trente-trois députés (pour le FN), donc un groupe parlementaire, c'est inquiétant. Je crois qu'il faut être plus vigilant qu'on ne l'a été et plus attentif aux problèmes des Français, et on a été trop indulgent, et peut-être trop négatif (...). Le président de la République a en lui toutes les possibilités d'éviter l'épreuve de force s'il choisit son premier ministre de façon très claire pour répondre à ce que souhaite cette nouvelle majorité. »

Petit
politique



Maurice Duverger

puf

160 pages. 65 F.

هكذا من الأصل

فكزا من الأصل

LES ÉLECTIONS

Paris : PS et RPR à égalité

Un avertissement pour M. Chirac

La bataille de Paris a-t-elle vraiment eu lieu dimanche 16 mars ? Le Parti socialiste, en tout cas, et son chef de file parisien, M. Jospin, font mieux que résister : avec huit élus, il conserve 38 % de la représentation parlementaire de la capitale, soit à peine moins que celle qu'il détenait depuis 1981 avec douze députés sur trente et un sièges. Avec 31,95 % des voix, les socialistes maintiennent leur influence au même niveau, à 0,19 point près, qu'il y a cinq ans !

La représentation du PS se retrouve ainsi aussi forte que celle du RPR en sièges. Le parti de M. Chirac en 1981, avec 14 élus sur 31, représentait, en effet, 45 % des députés de la capitale. En voix, la majorité - municipale - RPR-UDF se tasse. Alors qu'elle recueillait, il y a cinq ans, 51,62 % des suffrages, elle n'en obtient aujourd'hui que 46,82 %. Toutefois, prise dans sa plus large globalité, la droite parisienne progresse très sensiblement mais elle devient plus électorale.

L'UDF ne s'en va pas de justice le troisième siège, celui de M. Gilbert Gastier, député sortant.

Le RPR a souffert du fait que M. Jacques Chirac n'a pas conduit à Paris une liste d'union de l'opposition, comme le souhaitaient certains de ses amis ainsi que l'UDF. Le président du RPR qui, pendant toute cette campagne, a parcouru la France, n'a pas été réellement remplacé par le secrétaire général du mouvement, M. Jacques Toubon. Ce dernier, malgré son activité, est d'ailleurs dévot par le PS (M. Quilès) dans son propre arrondissement (le XIII^e). Le RPR a également été distancé par le PS dans la moitié des arrondissements, notamment dans le XI^e, dont le maire est M. Alain Deruquet, qui conduisait la liste régionale, et dont M. Sarre est le député socialiste et dans le XVIII^e, lieu de l'ancienne circonscription de M. Jospin.

L'UDF n'a pas été - contrairement à ses craintes - sérieusement inquiétée par M^{me} Marie-France Garaud. Celle-ci peut se consoler de son échec en constatant qu'avec 2,58 % des voix, elle double le nombre des suffrages qu'elle avait recueillis au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 ! Et pourtant, à la veille du scrutin, elle dif-

fusait encore un tract reproduisant une lettre de M. Raymond Barre à sa deuxième de liste, M^{me} Beau, proclamant « Je souhaite que vous soyez élus ». L'UDF, qui perd un siège, celui de M. Pen, maire du XII^e, a sans doute davantage souffert de « l'effet Le Pen », puisque la liste du Front national obtient plus de 10 % des voix dans les arrondissements de l'ouest parisien, tout en étant également très forte dans les quartiers populaires (13 % dans le XIX^e, 13,5 % dans le XX^e, 14 % dans le XVIII^e) où elle réalise ses meilleurs scores.

M. Le Pen fait donc son entrée au Palais-Bourbon, comme député de Paris, avec pour second de liste le doyen des élus de la capitale, M. Edouard Frédéric-Dupont qui, membre du CNIP, était dans l'Assemblée sortante député apparenté RPR. Toutefois, le maire du VII^e arrondissement n'a recueilli sur son propre terrain que 12 % des voix. Le Front national avec presque 11 % des suffrages sur l'ensemble de Paris, ne retrouve pas le score spectaculaire de 15,24 % qu'il avait obtenu lors des élections européennes de juin 1984. Il ne réussit donc pas, contrairement aux espoirs de son leader, à

ramener M. Jean-Baptiste Héguy sur les bancs du Palais-Bourbon.

Le grand perdant de la compilation parlementaire est le Parti communiste qui touche le fond avec 4,56 % des voix. En cinq ans, la droite est revenue puisque le PC perd 5 points par rapport aux législatives de 1981 où il avait obtenu 9,56 % des voix.

Les écologistes, dont les listes additionnelles n'arrivent même pas à attirer 2 % des suffrages, subissent aussi une déroute tout comme les huit petites listes de gauche ou de droite qui obtiennent des scores microscopiques.

An total, la capitale devient désormais le champ clos d'un combat dans lequel le tenant du titre, le RPR, est encore fort, mais handicapé par un allié en déclin, l'UDF, et concurrencé à la fois sur sa gauche et sur sa droite. À travers la liste qui défendait ses couleurs, l'avertissement d'indécision avait été adressé à M. Chirac. Le président du RPR, député de la Corréze, peut-il courir le risque de négliger la question qu'il s'est construite dans les années de Paris pour se lancer dans d'autres entreprises sans garantie de succès ?

ANDRÉ-PASSERON

PARIS (21)

ÉLUS. - 8 PS : MM. Lionel Jospin, Paul Quilès, Georges Sarre, Michel Charzat, M^{me} Edwige Avice, M. Gérard Fuchs, M^{me} Gisèle Stévenard, M. Louis Martinet ; 1 UDF-CDS : M. Georges Mesmin ; 2 UDF-R : MM. Jacques Dominati, Gilbert Gastier ; 8 RPR : MM. Jacques Toubon, Jean Tiberi, Edouard Ballard, Bernard Pons, Alain Juppé, Pierre-Guillaume de Benoville, Gabriel Kasperet, Claude-Gérard Marcas ; 2 FN : MM. Jean-Marie Le Pen, Edouard Frédéric-Dupont.

Ins. 1250715; abst. 25,27 %; suff. ex. 918 398.
RPR (M. Toubon), 321 776 (35,03 %); 8 élus; PS (M. Jospin), 293 417 (31,94 %); 8 élus; UDF (M. Dominati, UDF-R, a. sec. E.), 108 682 (11,83 %); 3 élus; FN (M. Le Pen, a. d.), 100 933 (10,99 %); 2 élus; PC (M^{me} Moreau, a. d.), 41 941 (4,56 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 23 701 (2,58 %); Verts (M. Dumont), 13 200 (1,43 %); LO (M^{me} Cauquil), 3 963 (0,43 %); Écol. (M. Fischer), 3 002 (0,32 %); MPPT (M^{me} Debat), 2 539 (0,27 %); ALT (M. Jacquard), 2 394 (0,26 %); I 86 (M. Touati), 1 396 (0,15 %); PH (M. Moal), 629 (0,06 %); div. opp. (M. Mercante), 315 (0,03 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 266 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 244 (0,02 %).

SORTANTS : MM. Pierre-Charles Krieg (RPR); Jacques Dominati (UDF-R); Jean Tiberi (RPR); Pierre Bas (RPR); Edouard Frédéric-Dupont (CNP); app. (RPR); Maurice Corve de Marville (RPR); Gabriel Kasperet (RPR); Claude-Gérard Marcas (RPR); Georges Sarre (PS); M^{me} Christine Toulain (PS); M^{me} Paul Pernin (CDS); app. UDF; Pierre de Benoville (app. RPR); Louis Moulins (PS); Serge Binko (PS); Yves Lancelin (RPR); Roger Rouquette (PS); Bernard Rocher (RPR); M^{me} Nicole de Hanteleu (RPR); M^{me} Jacques Toubon (RPR); Georges Mesmin (UDF-CDS); Gilbert Gastier (UDF-R); Bernard Pons (RPR); Jean de

Prémont (RPR) : M^{me} Hélène Missoffe (app. RPR); M^{me} Claude Estier (PS); Bertrand Delmas (PS); Lionel Jospin (PS); M^{me} Escott (PS); Alain Billas (PS); Michel Charzat (PS); Jean-Paul Flancon (PS).
26 avril 1981 : Ins. 1272 577; abst. 22,49 %; suff. ex. 975 035. MAR-CHAI, 89 376 (9,16 %); MITTER-RAND, 239 718 (24,58 %); MITTER-RAND + CREPEAU, 260 426 (26,70 %); GISCARD D'ESTAING, 253 155 (25,96 %); CHIRAC, 263 096 (26,98 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 297 979 (30,56 %).
14 juin 1981 : Ins. 1282 335; abst. 33,21 %; suff. ex. 849 281. PC, 79 563 (9,36 %); PS-MRG, 272 962 (32,14 %); UDF-RPR, 438 459 (51,62 %).

17^e arrondissement : Ins. 1231 905; abst. 43,55 %; suff. ex. 685 516. PC, 42 237 (6,16 %); PS, 126 027 (18,38 %); UDF-RPR, 340 066 (49,60 %); FN, 104 515 (15,24 %).

I^{er} arrondissement : Ins. 11 960; abst. 26,21 %; suff. ex. 8 672. RPR (M. Toubon), 3 221 (37,14 %); PS (M. Jospin), 2 685 (30,56 %); FN (M. Le Pen), 977 (11,26 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 972 (11,20 %); PC (M^{me} Moreau), 312 (3,59 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 279 (3,21 %); Verts (M. Dumont), 120 (1,38 %); Écol. (M. Fischer), 29 (0,33 %); LO (M. Jacquard), 27 (0,31 %); ALT (M. Jacquard), 22 (0,25 %); MPPT (M^{me} Debat), 9 (0,10 %); I 86 (M. Touati), 7 (0,8 %); PH (M. Moal), 5 (0,05 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 3 (0,03 %); div. opp. (M. Marchant), 1 (0,01 %).

II^e arrondissement : Ins. 12 152; abst. 28,97 %; suff. ex. 8 489. PS (M. Jospin), 3 031 (35,70 %); RPR (M. Toubon), 2 121 (24,98 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 1 484 (17,48 %); FN (M. Le Pen), 929 (10,99 %); PC (M^{me} Moreau), 382 (4,49 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 222 (2,61 %); Verts (M. Dumont), 134 (1,57 %); LO (M. Jacquard), 32 (0,37 %); MPPT (M. Fischer), 29 (0,34 %); ALT (M^{me} Debat), 27 (0,32 %); I 86 (M. Touati), 14 (0,16 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 9 (0,10 %); PH (M. Moal), 2 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 1 (0,01 %).

III^e arrondissement : Ins. 12 152; abst. 28,97 %; suff. ex. 8 489. PS (M. Jospin), 3 031 (35,70 %); RPR (M. Toubon), 2 121 (24,98 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 1 484 (17,48 %); FN (M. Le Pen), 929 (10,99 %); PC (M^{me} Moreau), 382 (4,49 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 222 (2,61 %); Verts (M. Dumont), 134 (1,57 %); LO (M. Jacquard), 32 (0,37 %); MPPT (M. Fischer), 29 (0,34 %); ALT (M^{me} Debat), 27 (0,32 %); I 86 (M. Touati), 14 (0,16 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 9 (0,10 %); PH (M. Moal), 2 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 1 (0,01 %).

IV^e arrondissement : Ins. 12 152; abst. 28,97 %; suff. ex. 8 489. PS (M. Jospin), 3 031 (35,70 %); RPR (M. Toubon), 2 121 (24,98 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 1 484 (17,48 %); FN (M. Le Pen), 929 (10,99 %); PC (M^{me} Moreau), 382 (4,49 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 222 (2,61 %); Verts (M. Dumont), 134 (1,57 %); LO (M. Jacquard), 32 (0,37 %); MPPT (M. Fischer), 29 (0,34 %); ALT (M^{me} Debat), 27 (0,32 %); I 86 (M. Touati), 14 (0,16 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 9 (0,10 %); PH (M. Moal), 2 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 1 (0,01 %).

V^e arrondissement : Ins. 12 152; abst. 28,97 %; suff. ex. 8 489. PS (M. Jospin), 3 031 (35,70 %); RPR (M. Toubon), 2 121 (24,98 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 1 484 (17,48 %); FN (M. Le Pen), 929 (10,99 %); PC (M^{me} Moreau), 382 (4,49 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 222 (2,61 %); Verts (M. Dumont), 134 (1,57 %); LO (M. Jacquard), 32 (0,37 %); MPPT (M. Fischer), 29 (0,34 %); ALT (M^{me} Debat), 27 (0,32 %); I 86 (M. Touati), 14 (0,16 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 9 (0,10 %); PH (M. Moal), 2 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 1 (0,01 %).

IX^e arrondissement : Ins. 13 949; abst. 29,10 %; suff. ex. 33 270. PS (M. Jospin), 11 501 (34,56 %); RPR (M. Toubon), 11 384 (34,21 %); FN (M. Le Pen), 4 362 (13,11 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 2 516 (7,56 %); PC (M^{me} Moreau), 1 165 (3,62 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 545 (1,63 %); Verts (M. Dumont), 487 (1,46 %); Écol. (M. Fischer), 208 (0,62 %); MPPT (M^{me} Debat), 140 (0,42 %); ALT (M. Jacquard), 118 (0,35 %); I 86 (M. Touati), 67 (0,20 %); PH (M. Moal), 23 (0,07 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 18 (0,05 %); div. opp. (M. Marchant), 11 (0,03 %).

X^e arrondissement : Ins. 10 536; abst. 20,85 %; suff. ex. 78 678. RPR (M. Toubon), 33 225 (42,22 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 19 831 (25,20 %); PS (M. Jospin), 13 016 (16,54 %); FN (M. Le Pen), 8 343 (10,60 %); PC (M^{me} Moreau), 2 404 (3,05 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 786 (0,99 %); Verts (M. Dumont), 583 (0,74 %); Écol. (M. Fischer), 140 (0,17 %); I 86 (M. Touati), 87 (0,11 %); LO (M. Jacquard), 83 (0,10 %); ALT (M. Jacquard), 60 (0,07 %); MPPT (M^{me} Debat), 54 (0,06 %); PH (M. Moal), 26 (0,03 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 20 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 9 (0,01 %).

XI^e arrondissement : Ins. 79 111; abst. 26,55 %; suff. ex. 56 891. PS (M. Jospin), 22 029 (38,72 %); RPR (M. Toubon), 17 443 (30,66 %); FN (M. Le Pen), 6 548 (11,50 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 4 387 (7,71 %); PC (M^{me} Moreau), 3 438 (6,04 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 840 (1,47 %); Verts (M. Dumont), 367 (0,64 %); Écol. (M. Fischer), 207 (0,36 %); MPPT (M^{me} Debat), 180 (0,31 %); ALT (M. Jacquard), 176 (0,30 %); I 86 (M. Touati), 93 (0,15 %); PH (M. Moal), 51 (0,08 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 34 (0,05 %); div. opp. (M. Marchant), 20 (0,03 %); div. opp. (M. Marchant), 11 (0,01 %).

XII^e arrondissement : Ins. 80 631; abst. 23,48 %; suff. ex. 60 559. PS (M. Jospin), 20 485 (33,82 %); RPR (M. Toubon), 20 094 (33,18 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 7 506 (12,39 %); FN (M. Le Pen), 6 318 (10,43 %); PC (M^{me} Moreau), 2 981 (4,92 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 1 232 (2,03 %); Verts (M. Dumont), 979 (1,61 %); LO (M. Jacquard), 254 (0,41 %); Écol. (M. Fischer), 207 (0,34 %); MPPT (M^{me} Debat), 164 (0,27 %); ALT (M. Jacquard), 147 (0,24 %); I 86 (M. Touati), 93 (0,15 %); PH (M. Moal), 43 (0,07 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 22 (0,03 %); div. opp. (M. Marchant), 15 (0,02 %).

XIII^e arrondissement : Ins. 93 936; abst. 23,20 %; suff. ex. 59 719. PS (M. Jospin), 21 546 (36,07 %); RPR (M. Toubon), 19 829 (33,20 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 5 858 (9,80 %); FN (M. Le Pen), 2 935 (4,91 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 2 110 (3,53 %); Verts (M. Dumont), 1 043 (1,74 %); LO (M. Jacquard), 215 (0,36 %); Écol. (M. Fischer), 177 (0,29 %); MPPT (M^{me} Debat), 144 (0,24 %); I 86 (M. Touati), 73 (0,12 %); PH (M. Moal), 47 (0,07 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 27 (0,04 %); div. opp. (M. Marchant), 9 (0,01 %).

XIV^e arrondissement : Ins. 80 228; abst. 24,72 %; suff. ex. 19 030. RPR (M. Toubon), 8 827 (46,38 %); PS (M. Jospin), 3 647 (19,16 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 2 340 (12,29 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 637 (3,34 %); PC (M^{me} Moreau), 243 (1,27 %); Verts (M. Dumont), 188 (0,98 %); Écol. (M. Fischer), 43 (0,22 %); LO (M. Jacquard), 41 (0,21 %); I 86 (M. Touati), 35 (0,18 %); ALT (M. Jacquard), 21 (0,11 %); MPPT (M^{me} Debat), 12 (0,06 %); PH (M. Moal), 9 (0,04 %); div. opp. (M. Marchant), 4 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 3 (0,01 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 2 (0,01 %).

XV^e arrondissement : Ins. 139 481; abst. 24,20 %; suff. ex. 104 004. RPR (M. Toubon), 41 381 (39,78 %); PS (M. Jospin), 30 949 (29,75 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 12 470 (11,98 %); FN (M. Le Pen), 9 570 (9,20 %); PC (M^{me} Moreau), 3 410 (3,27 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 3 324 (3,19 %); Verts (M. Dumont), 1 491 (1,43 %); Écol. (M. Fischer), 346 (0,33 %); LO (M. Jacquard), 336 (0,32 %); MPPT (M^{me} Debat), 215 (0,20 %); ALT (M. Jacquard), 190 (0,18 %); I 86 (M. Touati), 163 (0,15 %); PH (M. Moal), 66 (0,06 %); div. opp. (M. Marchant), 39 (0,03 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 29 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 25 (0,02 %).

XVI^e arrondissement : Ins. 100 536; abst. 20,85 %; suff. ex. 78 678. RPR (M. Toubon), 33 225 (42,22 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 19 831 (25,20 %); PS (M. Jospin), 13 016 (16,54 %); FN (M. Le Pen), 8 343 (10,60 %); PC (M^{me} Moreau), 2 404 (3,05 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 786 (0,99 %); Verts (M. Dumont), 583 (0,74 %); Écol. (M. Fischer), 140 (0,17 %); I 86 (M. Touati), 87 (0,11 %); LO (M. Jacquard), 83 (0,10 %); ALT (M. Jacquard), 60 (0,07 %); MPPT (M^{me} Debat), 54 (0,06 %); PH (M. Moal), 26 (0,03 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 20 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 9 (0,01 %).

XVII^e arrondissement : Ins. 99 533; abst. 25,57 %; suff. ex. 72 893. RPR (M. Toubon), 29 944 (41,07 %); PS (M. Jospin), 18 340 (25,16 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 4 511 (6,25 %); FN (M. Le Pen), 8 829 (12,15 %); PC (M^{me} Moreau), 2 340 (3,21 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 2 124 (2,91 %); Verts (M. Dumont), 908 (1,24 %); LO (M. Jacquard), 263 (0,36 %); Écol. (M. Fischer), 204 (0,27 %); MPPT (M^{me} Debat), 135 (0,18 %); ALT (M. Jacquard), 116 (0,15 %); I 86 (M. Touati), 113 (0,15 %); PH (M. Moal), 40 (0,05 %); div. opp. (M. Marchant), 27 (0,03 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 19 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 10 (0,01 %).

XVIII^e arrondissement : Ins. 81 481; abst. 26,71 %; suff. ex. 58 435. PS (M. Jospin), 21 725 (37,17 %); RPR (M. Toubon), 16 597 (28,40 %); FN (M. Le Pen), 7 626 (13,05 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 4 627 (7,91 %); PC (M^{me} Moreau), 5 016 (8,72 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 946 (1,65 %); Verts (M. Dumont), 870 (1,48 %); LO (M. Jacquard), 407 (0,69 %); MPPT (M^{me} Debat), 297 (0,50 %); Écol. (M. Fischer), 267 (0,45 %); ALT (M. Jacquard), 194 (0,33 %); I 86 (M. Touati), 137 (0,23 %); PH (M. Moal), 52 (0,08 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 24 (0,04 %); div. opp. (M. Marchant), 22 (0,03 %); div. opp. (M. Marchant), 20 (0,03 %).

XIX^e arrondissement : Ins. 94 369; abst. 27,83 %; suff. ex. 66 634. PS (M. Jospin), 23 117 (37,69 %); RPR (M. Toubon), 17 865 (28,81 %); FN (M. Le Pen), 9 005 (15,51 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 3 792 (6,09 %); PC (M^{me} Moreau), 5 016 (8,72 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 946 (1,65 %); Verts (M. Dumont), 1 032 (1,54 %); LO (M. Jacquard), 432 (0,64 %); Écol. (M. Fischer), 291 (0,43 %); MPPT (M^{me} Debat), 223 (0,32 %); ALT (M. Jacquard), 223 (0,32 %); I 86 (M. Touati), 118 (0,17 %); PH (M. Moal), 64 (0,09 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 31 (0,04 %); div. opp. (M. Marchant), 19 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 19 (0,02 %).

XX^e arrondissement : Ins. 94 369; abst. 27,83 %; suff. ex. 66 634. PS (M. Jospin), 23 117 (37,69 %); RPR (M. Toubon), 17 865 (28,81 %); FN (M. Le Pen), 9 005 (15,51 %); UDF (M. Dominati, UDF-R), 3 792 (6,09 %); PC (M^{me} Moreau), 5 016 (8,72 %); div. opp. (M^{me} Garaud), 946 (1,65 %); Verts (M. Dumont), 1 032 (1,54 %); LO (M. Jacquard), 432 (0,64 %); Écol. (M. Fischer), 291 (0,43 %); MPPT (M^{me} Debat), 223 (0,32 %); ALT (M. Jacquard), 223 (0,32 %); I 86 (M. Touati), 118 (0,17 %); PH (M. Moal), 64 (0,09 %); div. g. (M. Collet-Sparto), 31 (0,04 %); div. opp. (M. Marchant), 19 (0,02 %); div. opp. (M. Marchant), 19 (0,02 %).

Liste des abréviations

TITRES	ÉCARTS
a.d. : ancien député.	éc. : écologistes.
a.m. : ancien ministre.	ext. g. : extrême gauche.
a. prem. min. : ancien premier ministre.	FGA : Fédération de la gauche alternative.
a. sec. E. : ancien secrétaire d'État.	FN : Front national.
a. sén. : ancien sénateur.	IGA : Initiative 86.
d. a. : député sortant.	LCR : Ligue communiste révolutionnaire.
m. : maire.	LO : Lutte ouvrière.
min. : ministre.	MCA : Mouvement corse pour l'autodétermination (indépendantistes).
prem. min. : premier ministre.	MGP : Mouvement gaulliste populaire.
prés. c. g. : président du conseil général.	MPPT : Mouvement pour un parti des travailleurs.
sec. E. : secrétaire d'État.	MRG : Mouvement des radicaux de gauche.
sén. : sénateur.	NAR : Nouvelle action royaliste.
	opp. : opposition nationale.
	PAC : Parti pour l'alternative.
	PC : Parti communiste.
	PH : Parti humaniste.
	PL : Parti libéral.
	POBL : Parti pour l'organisation d'une Bretagne libre.
	POE : Parti ouvrier européen.
	PR : Parti républicain (UDF).
	PS : Parti socialiste.
	PSD : Parti social-démocrate (UDF).
	PSU : Parti socialiste unifié.
	Rad. : Parti radical (UDF).
	reg. : régionalistes.
	RPR : Rassemblement pour la République.
	UCR : Union centriste républicaine.
	UDB : Union démocratique bretonne.
	UDF : Union pour la démocratie française.
	un. opp. : union de l'opposition nationale (RPR-UDF).
	UPC : Union du peuple corse (autonomiste).
	Verts : parti des Verts (écologistes).

D'Eluard à Pif le Chien
où en est la culture communiste ?

la Culture des Camarades

Tous ceux qui s'intéressent au mouvement social, à la gauche, doivent lire la Culture des camarades.

Max Gallo. Le Matin.

"L'autopsie, car ça en prend souvent l'aspect, est cruelle et passionnante."

Nichol Samson. Libération.

224 pages - 80 F.

la Culture des Camarades

LÉGISLATIVES

Le PS, premier parti en Ile-de-France

A toutes les élections c'est la même chanson : les socialistes commencent à l'emporter, les autres après les autres, cette fois à Saint-Denis, à Montreuil, à Nanterre, le PC a vu le drapeau du PS plus haut que le sien. Le parti de Georges Marchais n'est plus chez lui en Ile-de-France. Il ne l'est même plus dans cette petite commune dont il a fait si longtemps la capitale rouge de Paris, en Seine-Saint-Denis, où il détenait encore la majorité absolue au conseil général, il n'est plus que la troisième force politique derrière le PS et RPR, dans le Val-de-Marne, la liste qui menait personnellement le secrétaire général, n'arrive là aussi qu'en troisième position, tandis que l'UDF lui colle à la roue.

La proportionnelle n'a pas sauvé le PC. Il savait qu'il en pâtirait l'introduction à l'Assemblée nationale, mais il pensait qu'il se rattraperait là où se force avait depuis longtemps disparu (Paris), et là où se faiblissent les lui permettrait pas de s'asseoir au scrutin majoritaire (sa grande erreur). Ce ne fut pas le cas. Malgré l'augmentation du nombre de sièges à pourvoir en Ile-de-France, non seulement il est loin de retrouver le nombre d'élus de 1978 (27), mais avec 10 députés dans la nouvelle Assemblée, il ne sera même pas dans celle dont le mandat s'achève (13). Les communistes devront mener de rudes batailles s'ils veulent conserver leurs municipalités et leurs conseils généraux.

Leur influence locale reste, toutefois, plus forte que ne l'indique leur score aux législatives. Dans l'Essonne, comme en Seine-Saint-Denis, ils ont obtenu de meilleurs résultats pour l'élection des conseillers régionaux que pour celle des députés. Le phénomène du « vote utile », pour eux comme pour tous les candidats des « grands » partis, a plus joué aux secondes qu'aux premières. Mais ne Seine-Saint-Denis, il leur faut constater que l'ancien ministre Jack Ralite, a fait légèrement mieux (1,8 point) que le nouveau poulain de la direction, M. Jean-Claude Gayssot.

Faut-il avoir sa vision en même temps que la sociologie de la région parisienne, le PC perd une de ses places fortes. Malgré les demandes de ses rattachés, il n'a pas voulu, on peut se, tenir un discours alléchant pour les « cote blancs » qui font maintenant l'essentiel de la population de la région parisienne. Manifestement, ceux-ci entendent mieux ce que leur disent les socialistes. Dans les sept départements de la banlieue, ces derniers représentent aujourd'hui la première force politique, comme dans l'ensemble de l'Ile-de-France. Avec 65 élus, ils forment — et de loin — le premier groupe du conseil régional de l'Ile-de-France, à 57 et l'UDF, avec les « divers droites », que 37. Leurs électeurs étant répartis de manière assez équilibrée, ils ont profité de la proportionnelle alors qu'ils n'arrivent pas à percer au scrutin

majoritaire. L'augmentation du nombre des sièges leur permet, en outre, de ne perdre que 3 mandats de députés (34 contre 37, mais ils n'en avaient que 6 en 1978).

Les barrières escomptées bien, eux aussi, trouver chez les cadres un auditoire attentif. Leurs espoirs sont aujourd'hui déçus. Certes, les deux listes qui se présentaient sous ce seul drapeau ont devancé celles de l'autre composante de l'UDF. Mais la division de cette confédération a surtout profité aux chiraquiens. Là aussi, la comparaison de certains résultats des législatives et des régionales (en Seine-et-Marne, par exemple) montre que les électeurs déçus par les querelles internes aux giscard-baristes se sont retournés, pour le scrutin à fort enjeu, vers le RPR. Même dans le Val-d'Oise, seul département où l'UDF réussissait jusqu'alors à contenir le RPR, les amis du maire de Paris ont cette fois devancé ceux de MM. Giscard d'Estaing et Barre (qui là pourtant avaient fait cause commune).

Seule consolation pour M. Barre, dans l'Essonne, un des ses proches, M. Pierre-André Wiltzer, est élu après une difficile campagne contre M. Serge Dassault, qui faisait cavalier seul, et cela grâce à une mauvaise campagne du RPR.

Tous ces comptes devront se régler, aux sénatoriales de septembre d'abord, aux cantonales et aux municipales ensuite. En attendant les présidents cen-

tristes des conseils généraux des Yvelines du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne devront tenir compte du rapport de forces qui vient, soit d'apparaître, soit de se confirmer.

Le Front national lui aussi vaudra, dorénavant, faire entendre sa voix. Dans tous les départements de banlieue il obtient plus de 10 % des suffrages exprimés, on frôle cette barre (9,46 % dans l'Essonne), atteignant même 14,52 % en Seine-Saint-Denis. Les grandes cités avec leurs problèmes d'immigration lui sont favorables, mais aussi les villes plus bourgeoises, comme Neuilly (11,02 %). Cela lui permet d'avoir dix députés en Ile-de-France et vingt-trois conseillers régionaux.

Le piège s'est ainsi refermé sur M. Michel Giraud, le président sortant du conseil régional candidat à sa succession. Le sénateur RPR du Val-de-Marne ne peut plus s'appuyer que sur quatre-vingt-neuf conseillers de la droite parlementaire. La gauche en ayant quatre-vingt-cinq, il dispose certes d'une majorité relative, mais il est loin de la majorité absolue (quatre-vingt-dix-neuf sièges). Le gouverneur de la première région française va devenir difficile, puisque M. Giraud a affirmé qu'il ne voulait en aucune façon s'associer aux amis de M. Le Pen. Gâté sur l'extrême droite, contré de très près sur la gauche, il est bien fin le temps où le RPR, associé à l'UDF et ceux « non inscrits », faisait ce qu'il voulait en Ile-de-France.

THIERRY BRÉHIER.

SEINE-ET-MARNE (9)

ÉLUS. — 1 PC : M. Gérard Bordin, 3 PS : MM. Alain Vivien, Robert La Folle, Pierre Bourcier, 1 UDF-CDS : M. Jean-Jacques Hyeat, 3 RPR : MM. Alain Peyrefitte, Didier Julia, Guy Dret, 1 FN : M. Jean-François Jalkh.

Ins. 584.506; abst. 23,75 %; suff. ex. 428.657.

PS (M. Vivien), 131.282 (30,62 %); 3 élus; RPR (M. Peyrefitte, a. min., m. de Provins), 120.407 (28,08 %); 3 élus; FN (M. Jalkh), 51.032 (11,90 %); 1 élu; UDF (M. Hyeat, UDF-CDS), 49.253 (11,49 %); 1 élu; PC (M. Bordin, a.d.), 37.619 (8,77 %); 1 élu; UDF (M. Parant, UDF-PR), 13.941 (3,25 %); Verts (M. Rist), 9.313 (2,17 %); div. opp. (M. Hourtal), 6.737 (1,57 %); LO (M. Marnault), 5.944 (1,38 %); MPPT (M. Scatier), 2.006 (0,46 %); 1 élu; M. Poupon, 1.123 (0,26 %).

SORTANTS : MM. Alain Vivien (PS); Jean-Pierre Bourcier (PS); Robert La Folle (PS); Alain Peyrefitte (RPR); Didier Julia (RPR).

26 avril 1981 : Ins. 531.590; abst. 18,63 %; suff. ex. 430.665. MAR-CHAI, 56.171 (13,36 %); MITTER-RAND, 108.935 (25,29 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 120.323 (27,93 %); GISCARD D'ESTAING, 111.595 (25,91 %); CHIRAC, 82.612 (19,18 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 97.049 (22,53 %).

14 juin 1981 : Ins. 538.083; abst. 29,40 %; suff. ex. 375.470. PC, 55.069 (14,66 %); PS-MRG, 148.611 (39,57 %); UDF-RPR, 161.871 (43,11 %).

17 juin 1984 : Ins. 556.510; abst. 42,87 %; suff. ex. 309.462. PC, 31.370 (10,13 %); PS, 59.010 (19,06 %); UDF-RPR, 129.663 (41,89 %); FN, 45.272 (14,62 %).

MELUN

Ins. 19.883; abst. 17,07 %; suff. ex. 13.015. PS (M. Vivien), 4.209 (32,33 %); RPR (M. Peyrefitte), 3.484 (26,76 %); UDF (M. Hyeat, UDF-CDS), 1.734 (13,32 %); FN (M. Jalkh), 1.305 (10,06 %); UDF (M. Parant, UDF-PR), 709 (5,44 %); PC (M. Bordin), 694 (5,33 %); Verts (M. Rist), 252 (1,93 %); LO (M. Marnault), 167 (1,28 %); div. opp. (M. Hourtal), 167 (1,28 %); MPPT (M. Scatier), 58 (0,44 %); 1 élu; M. Poupon, 36 (0,27 %).

CHELLES

Ins. 27.368; abst. 29,69 %; suff. ex. 18.671. PS (M. Vivien), 5.639 (30,20 %); RPR (M. Peyrefitte), 4.755 (25,46 %); FN (M. Jalkh), 2.616 (14,01 %); PC (M. Bordin), 2.493 (13,35 %); UDF (M. Hyeat, UDF-CDS), 1.765 (9,45 %); UDF (M. Parant, UDF-PR), 397 (2,12 %); Verts (M. Rist), 355 (1,90 %); div. opp. (M. Hourtal), 333 (1,78 %); LO (M. Marnault), 191 (1,02 %); MPPT (M. Scatier), 69 (0,36 %); 1 élu; M. Poupon, 59 (0,31 %).

MEAUX

Ins. 22.040; abst. 29,88 %; suff. ex. 14.905. PS (M. Vivien), 5.122 (34,36 %); RPR (M. Peyrefitte), 3.546 (23,79 %); FN (M. Jalkh), 1.856 (12,45 %); UDF (M. Hyeat, UDF-CDS), 1.838 (12,33 %); PC (M. Bordin), 1.055 (7,07 %); UDF (M. Parant, UDF-PR), 488 (3,27 %); Verts (M. Rist), 334 (2,24 %); div. opp. (M. Hourtal), 287 (1,92 %); LO (M. Marnault), 264 (1,77 %); 86 (M. Poupon), 0,40 %; MPPT (M. Scatier), 55 (0,36 %).

L'UDF pale très cher sa division. Dans ce département où elle détenait trois postes de sénateur sur quatre, la présidence du conseil général et de l'Assemblée départementale, autant que le vote national, ont obtenu même un peu plus de voix que la première liste de l'UDF. Certes les baristes du CDS peuvent se féliciter d'avoir écarté leurs rivaux, soutenus à Paris, par les giscardiens, mais les électeurs de l'opposition ne les ont que peu suivis. Leur volonté de marquer leur différence, au moins là où l'enjeu était d'importance : ils ont été nettement moins nombreux à voter pour eux aux législatives qu'aux régionales. Pour désigner leurs députés, ils ont préféré voter utile, en l'occurrence RPR. Les chiraquiens, en revanche, ont perdu des voix aux régionales. Cette division de la droite a aidé le PC à avoir un élu, et surtout le PS à conserver ses trois sortants. Les solides positions des socialistes dans les villes leur permettent de franchir la barre des 30 %, mais ils ne retrouvent pas leur score des législatives de 1981 (39,58 %) ni même des régionales de 1982 (31,27 %). L'ensemble des grands partis favorables à l'implantation de l'Europe ont obtenu de meilleurs résultats que celui-ci noué dans la population directement concernée : dans les communes touchées, les écologistes obtiennent des scores records : 9 % à Magny-le-Hongre, 6 % à Bailly-Romainvilliers.

YVELINES (12)

ÉLUS. — 1 PC : M. Jacqueline Hoffmann; 4 PS : M. Michel Rocard, M. Martine Frachon, M. Bernard Schreiner, M. Guy Mahanda; 1 UDF-CDS : M. Paul-Louis Tenaillon; 1 ex-UDF-PR : M. Christine Boutin; 4 RPR : MM. Michel Péricard, Franck Borotra, Robert Wagner, Etienne Fiste; 1 FN M. Paul Wagner.

Ins. 730.037; abst. 22,43 %; suff. ex. 568.112.

PS (M. Rocard, a. m., m. de Conflans-Sainte-Honorine), 176.383 (31,04 %); 4 élus; RPR (M. Péricard, m. de Saint-Germain-en-Laye), 166.264 (30,48 %); 4 élus; UDF-CDS (M. Boutin, ex-UDF-PR), 59.133 (10,40 %); 1 élu; FN (M. Wagner), 59.103 (10,40 %); 1 élu; UDF (M. Tenaillon, UDF-CDS, Pres. C.G.), 50.648 (8,91 %); 1 élu; PC (M. Hoffmann), 36.249 (6,38 %); 1 élu; Verts (M. Hantou), 11.707 (2,06 %); LO (M. Bénaud), 4.705 (0,82 %); MPPT (M. Delarue), 1.783 (0,31 %); POE (M. Cadoux), 1.159 (0,20 %); LCR (M. Lascols), 978 (0,17 %).

SORTANTS : MM. Jean Le Car (PS); Michel Péricard (RPR); M. Martine Frachon (PS); M. Marc Lamiel (RPR); Etienne Fiste (RPR); Robert Wagner (RPR); Bernard Schreiner (PS); Guy Mahanda (PS).

26 avril 1981 : Ins. 710.390; abst. 18,09 %; suff. ex. 573.473. MAR-

CHAI, 71.742 (12,51 %); MITTER-RAND, 139.747 (24,36 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 156.988 (27,37 %); GISCARD D'ESTAING, 154.482 (26,93 %); CHIRAC, 118.604 (20,63 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 141.414 (24,65 %).

14 juin 1981 : Ins. 713.759; abst. 29,43 %; suff. ex. 495.247. PC, 62.571 (12,55 %); PS-MRG, 177.287 (35,58 %); UDF-RPR, 233.466 (46,85 %).

17 juin 1984 : Ins. 721.901; abst. 42,36 %; suff. ex. 401.508. PC, 32.062 (7,86 %); PS, 73.600 (18,04 %); UDF-RPR, 186.289 (45,67 %); FN, 58.638 (14,37 %).

VERSAILLES

Ins. 60.093; abst. 22,57 %; suff. ex. 45.691. RPR (M. Péricard), 15.844 (34,67 %); PS (M. Rocard), 10.828 (23,69 %); UDF (M. Tenaillon, UDF-CDS), 6.480 (14,07 %); FN (M. Wagner), 5.048 (11,14 %); UDF-CDS (M. Boutin, ex-UDF-PR), 4.926 (10,78 %); PC (M. Hoffmann), 1.392 (3,04 %); Verts (M. Hantou), 692 (1,51 %); LO (M. Bénaud), 293 (0,64 %); MPPT (M. Delarue), 118 (0,25 %); POE (M. Cadoux), 61 (0,13 %); LCR (M. Lascols), 59 (0,12 %).

MANTES-LA-JOLIE

Ins. 19.142; abst. 32,94 %; suff. ex. 12.463. PS (M. Rocard), 3.980 (31,93 %); RPR (M. Péricard), 2.790 (22,38 %); FN (M. Wagner), 2.176 (17,44 %); PC (M. Hoffmann), 1.069 (8,57 %); UDF (M. Tenaillon, UDF-CDS), 1.019 (8,17 %); UDF-CDS,

(M. Boutin, ex-UDF-PR), 835 (6,69 %); Verts (M. Hantou), 269 (2,15 %); LO (M. Bénaud), 174 (1,39 %); MPPT (M. Delarue), 74 (0,59 %); LCR (M. Lascols), 43 (0,34 %); POE (M. Cadoux), 36 (0,28 %).

LES MUREAUX

Ins. 13.367; abst. 29,34 %; suff. ex. 9.140. PS (M. Rocard), 3.129 (34,23 %); RPR (M. Péricard), 1.888 (20,65 %); FN (M. Wagner), 1.411 (15,43 %); PC (M. Hoffmann), 1.114 (12,18 %); UDF-CDS (M. Boutin, ex-UDF-PR), 587 (6,42 %); UDF (M. Tenaillon, UDF-CDS), 470 (5,14 %); Verts (M. Hantou), 220 (2,40 %); LO (M. Bénaud), 157 (1,71 %); MPPT (M. Delarue), 99 (1,08 %); POE (M. Cadoux), 36 (0,39 %); LCR (M. Lascols), 29 (0,31 %).

POISSY

Ins. 20.435; abst. 24,82 %; suff. ex. 14.899. PS : (M. Rocard), 5.196 (34,78 %); RPR : (M. Péricard), 4.331 (28,99 %); FN : (M. Wagner), 1.744 (11,67 %); PC : (M. Hoffmann), 1.224 (8,19 %); UDF-CDS : (M. Boutin, ex-UDF-PR), 1.143 (7,65 %); UDF : (M. Tenaillon, UDF-CDS), 337 (5,60 %); Verts : (M. Hantou), 261 (1,74 %); LO : (M. Bénaud), 116 (0,77 %); MPPT : (M. Delarue), 38 (0,25 %); LCR : (M. Lascols), 27 (0,18 %); POE : (M. Cadoux), 22 (0,14 %).

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins. 25.377; abst. 24,87 %; suff. ex. 18.871. RPR : (M. Péricard), 5.985 (47,61 %); PS : (M. Rocard), 4.795 (25,40 %); FN : (M. Wagner), 1.553 (8,22 %); UDF-CDS : (M. Boutin, ex-UDF-PR), 1.532 (8,11 %); UDF :

(M. Tenaillon, UDF-CDS), 943 (4,99 %); PC : (M. Hoffmann), 576 (3,05 %); Verts : (M. Hantou), 305 (1,61 %); LO : (M. Bénaud), 110 (0,58 %); MPPT : (M. Delarue), 33 (0,17 %); POE : (M. Cadoux), 21 (0,11 %); LCR : (M. Lascols), 18 (0,09 %).

SARTROUVILLE

Ins. 25.976; abst. 25,50 %; suff. ex.

18.897. PS : (M. Rocard), 5.928 (31,37 %); RPR : (M. Péricard), 3.664 (19,38 %); PC : (M. Hoffmann), 2.575 (13,62 %); FN : (M. Wagner), 2.453 (12,98 %); UDF : (M. Tenaillon, UDF-CDS), 1.937 (10,25 %); UDF-CDS : (M. Boutin, ex-UDF-PR), 1.508 (7,98 %); Verts : (M. Hantou), 427

(Lire la suite page 10.)

CHUTE DE CHEVEUX PAS DE MIRACLE

Lors d'un entretien gratuit, Dominique LAVIGNE s'efforcera, avec vous, d'en trouver les raisons et de vous apporter des solutions.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Tél. 42-60-69-02. - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.

L'Extrême Orient Express.

Paris-Hong Kong. Vol express, confort extrême.



Des le 2 avril, volez de Paris à Hong Kong en temps express. La Cathay Pacific ouvre

une nouvelle liaison directe avec une seule escale à Rome. Départs : mercredi et dimanche à 11 heures à partir d'Orly Sud. Sur la Cathay Pacific, confort extrême, courtoisie et cuisine raffinée sont toujours au rendez-vous; pour que vous arriviez au votre, en pleine forme. - Cathay Pacific Airways : 42.27.70.05

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group

مكتبة من الأصل

فكرنا من الأصل

LES ÉLECTIONS

LEGISLA

(Suite de la page 9.)

(2,25 %) ; LO : (M. Bénard), 171 (0,90 %) ; LCR : (M. Delarue), 150 (0,79 %) ; LCR : (M. Lascos), 54 (0,28 %) ; POE : (M. Cadoux), 30 (0,15 %).

M. Michel Rocard n'a gagné qu'une partie de son pari : le PS est bien la première force politique des Yvelines, mais le score de la liste qu'il menait reste - très légèrement, il est vrai - inférieur au score de son parti au niveau national. Il a quand même réussi à faire réélire les quatre députés sortants socialistes.

M^{me} Christine Boutin, elle, doit être « déçue » : elle avait en tout cas dit qu'elle se serait sa liste n'obtenant qu'un élu, ce qui est le cas. Elle peut quand même se vanter d'avoir devancé

de 1,5 point la liste officielle de l'UDF. Mais si les « barrières » ont gagné aux législatives, les UDF orthodoxes devant à leur solide implantation locale d'avoir renversé, lors de celles-ci, le rapport de force.

Le Front national, s'il a perdu 4 points depuis les élections européennes de 1984, reste quand même largement devant le PC et n'est qu'à 30 voix de M^{me} Boutin. Les communistes sont, ici aussi, les grands perdants de ces élections. En chute de 1,5 point sur 1984, le PC ne doit qu'au mécanisme de la plus forte moyenne d'avoir un député, même dans son fief de Saint-Denis, où il avait remporté une primaire aux municipales de 1983, sur le PS, les socialistes obtenant plus de deux fois plus de voix que les communistes.

ESSONNE (10)

ÉLUS. - 1 PC : M. Roger Combrison ; 4 PS : MM. Claude Geron, Jacques Goyard, Yves Tavernier, Michel Berson ; 1 UDF-PR : M. Michel Pelchat ; 1 UDF : M. Pierre-André Wiltzer ; 2 RPR : MM. Jean de Préamont, Xavier Duguin ; 1 FN-CNIP : M. Michel de Rostolan.

Ins. 616.902 ; abst. 22,85 % ; suff. ex. 462.700.

PS-MRG : (M. Geron, PS, m. de Paris), 151.988 (32,84 %) ; 4 élus ; RPR (M. de Préamont, d.s. de Paris), 95.203 (20,57 %) ; 2 élus ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 80.585 (17,41 %) ; 2 élus ; PC (M. Combrison, a.d. m. de Corbeil), 49.070 (10,60 %) ; 1 élu ; FN (M. de Rostolan), 43.760 (9,45 %) ; 1 élu ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 22.988 (4,96 %) ; Verts (M. Berson), 10.606 (2,29 %) ; LO (M. Thoralval), 4.342 (0,93 %) ; MPPT (M. Coustal), 1.982 (0,42 %) ; LCR (M. Canty), 1.134 (0,24 %) ; LCR (M. Bazinet), 1.042 (0,22 %).

SORTANTS : MM. Michel Berson (PS) ; Jacques Goyard (PS) ; Claude Geron (PS) ; Yves Tavernier (PS).

26 avril 1981 : Ins. 594.642 ; abst. 17,91 % ; suff. ex. 480.732. MARCHAIS, 80.789 (16,80 %) ; MITTERRAND, 128.184 (26,66 %) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 141.896 (29,51 %) ; GISCARD D'ESTAING, 110.048 (22,89 %) ; CHIRAC, 87.091 (18,11 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 103.461 (21,52 %).

14 juin 1981 : Ins. 595.936 ; abst. 30,35 % ; suff. ex. 410.783. PC 92.971 (22,63 %) ; PS, 144.292 (35,12 %) ; UDF-RPR, 144.265 (35,11 %).

17 juin 1984 : Ins. 600.282 ; abst. 45,22 % ; suff. ex. 321.917. PC 39.177 (12,16 %) ; PS, 66.635 (20,69 %) ; UDF-RPR, 129.945 (40,36 %) ; FN, 40.016 (12,43 %).

ÉVRY

Ins. 16.077 ; abst. 22,68 % ; suff. ex. 12.118. PS-MRG (M. Geron, PS), 5.003 (41,28 %) ; RPR (M. de Préamont), 3.179 (17,98 %) ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 2.023 (16,69 %) ; FN (M. de Rostolan), 1.110 (9,15 %) ; PC (M. Combrison), 822 (6,78 %) ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 459 (3,78 %) ; Verts (M. Berson), 301 (2,48 %) ; LO (M. Thoralval), 102 (0,84 %) ; MPPT (M. Coustal), 58 (0,47 %) ; LCR (M. Canty), 32 (0,26 %) ; LCR (M. Bazinet), 29 (0,23 %).

CORREIL-ESSONNES

Ins. 20.583 ; abst. 28,33 % ; suff. ex. 14.356. PC (M. Combrison), 4.038 (28,12 %) ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 3.206 (22,33 %) ; PS-MRG (M. Geron, PS), 2.948 (20,53 %) ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 1.319 (9,18 %) ; RPR (M. de Préamont), 1.227 (8,54 %) ; FN (M. de Rostolan), 1.149 (8 %) ; Verts (M. Berson), 238 (1,65 %) ; LO (M. Thoralval), 123 (0,85 %) ; MPPT (M. Coustal), 43 (0,29 %) ; LCR (M. Bazinet), 40 (0,27 %) ; LCR (M. Canty), 25 (0,17 %).

MASSY

Ins. 23.834 ; abst. 27,58 % ; suff. ex. 16.824. PS-MRG (M. Geron, PS), 6.908 (41,06 %) ; RPR (M. de Préamont), 3.015 (17,92 %) ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 2.620 (15,57 %) ; PC (M. Combrison), 1.560 (9,27 %) ; FN (M. de Rostolan), 1.420 (8,44 %) ; Verts (M. Berson), 534 (3,17 %) ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 441 (2,62 %) ; LO (M. Thoralval), 122 (0,72 %) ; MPPT (M. Coustal), 107 (0,63 %) ; LCR (M. Bazinet), 50 (0,29 %) ; LCR (M. Canty), 47 (0,27 %).

SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS

Ins. 17.830 ; abst. 25,39 % ; suff. ex. 13.262. PS-MRG (M. Geron, PS), 4.062 (30,62 %) ; RPR (M. de Préamont), 2.638 (19,89 %) ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 2.316 (17,46 %) ; PC (M. Combrison), 2.092 (15,77 %) ; FN (M. de Rostolan), 1.249 (9,41 %) ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 430 (3,24 %) ; Verts (M. Berson), 259 (1,95 %) ; LO (M. Thoralval), 99 (0,74 %) ; MPPT (M. Coustal), 66 (0,49 %) ; LCR (M. Canty), 39 (0,29 %) ; LCR (M. Bazinet), 26 (0,16 %).

SAVIGNY-SUR-ORGE

Ins. 20.211 ; abst. 21,13 % ; suff. ex. 15.551. PS-MRG (M. Geron, PS), 5.174 (33,27 %) ; RPR (M. de Préamont), 3.635 (23,37 %) ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 2.387 (15,34 %) ; PC (M. Combrison), 1.689 (10,86 %) ; FN (M. de Rostolan), 1.554 (9,99 %) ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 536 (3,44 %) ; Verts (M. Berson), 313 (2,01 %) ; LO (M. Thoralval), 144 (0,92 %) ; MPPT (M. Coustal), 54 (0,34 %) ; LCR (M. Canty), 39 (0,25 %) ; LCR (M. Bazinet), 26 (0,16 %).

VIRY-CHATILLON

Ins. 17.932 ; abst. 28,24 % ; suff. ex. 12.506. PS-MRG (M. Geron, PS), 3.831 (30,63 %) ; UDF (M. Pelchat, UDF-PR), 2.502 (20,02 %) ; RPR (M. de Préamont), 2.442 (19,52 %) ; PC (M. de Rostolan), 1.668 (13,23 %) ; Div. opp. (M. Dassa, PL), 720 (5,75 %) ; Verts (M. Berson), 224 (1,79 %) ; LO (M. Thoralval), 116 (0,92 %) ; MPPT (M. Coustal), 40 (0,31 %) ; LCR (M. Canty), 32 (0,25 %) ; LCR (M. Bazinet), 20 (0,15 %).

M. Serge Dassa a échoué. Malgré tout l'argent investi dans cette campagne, il ne parvient pas à faire élire à l'Assemblée nationale. Le « vote utile » a joué contre lui, puisqu'il obtient un bon nombre de voix au second tour, mais n'a pas obtenu la majorité absolue. Mais contrairement à ce qui avait été prévu ce n'est pas l'UDF qui a gagné, mais le RPR. Les chrétiens ont un élu de moins que ce qu'ils espéraient. Un parachutage mal conduit, une campagne beaucoup plus discrète que celle de l'UDF et de M. Dassa expliquent certainement aussi ce résultat. D'ailleurs, sa solide implantation locale permet au RPR de creuser l'écart avec les giscardistes aux législatives. Mais aux législatives l'UDF réussit à faire élire deux députés dont le deuxième est un proche collaborateur de M. Barre.

HAUTS-DE-SEINE (13)

ÉLUS. - 1 PC : M. Guy Ducloux ; 4 PS : MM. Philippe Rassinat, Georges Le Bail, Michel Sapia, Michel Margnes ; 1 UDF-PR : M. Florence d'Harcourt ; 1 UDF-PR : M. Claude Labbé ; Georges Gorce ; Jacques Bannet ; Georges Tranchant ; Patrick Develdjian ; 1 FN : M. Jean-Pierre Stébois.

Ins. 816.867 ; abst. 22,79 % ; suff. ex. 615.332.

RPR (M. Labbé), 190.944 (31,03 %) ; 5 élus ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 173.953 (28,26 %) ; 4 élus ; UDF (M. de Courbeville), 90.061 (14,63 %) ; 2 élus ; FN (M. Stébois), 69.528 (11,29 %) ; 1 élu ; PC (M. Ducloux), 66.185 (10,75 %) ; 1 élu ; Ecol. (M. Labbé), 12.469 (2,02 %) ; LO (M. Labbé), 4.399 (0,71 %) ; Alt. (M. Labbé), 3.914 (0,63 %) ; MPPT (M. Bourdin), 2.545 (0,41 %) ; POE (M. Laverne), 1.334 (0,21 %).

SORTANTS :

MM. Jacques Brumhes (PC) ; Georges Tranchant (RPR) ; Dominique Frélat (PC) ; Parfait Jans (PC) ; Charles Deprez (UDF-PR) ; M. Florence d'Harcourt (app. UDF) ; Jacqueline Frayssé-Cazalis (PC) ; MM. Jacques Bannet (RPR) ; Claude Labbé (RPR) ; Georges Gorce (RPR) ; Guy Ducloux (PC) ; Georges Le Bail (PS) ; Philippe Rassinat (PS).

26 avril 1981 : Ins. 853.119 ; abst. 19,81 % ; suff. ex. 675.274. MARCHAIS, 109.047 (16,14 %) ; MITTERRAND, 158.852 (22,52 %) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 176.373 (26,11 %) ; GISCARD D'ESTAING, 168.480 (24,94 %) ; CHIRAC, 139.222 (20,61 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 164.437 (24,35 %).

14 juin 1981 : Ins. 855.057 ; abst. 30,85 % ; suff. ex. 585.608. PC, 117.657 (20,09 %) ; PS-MRG, 171.485 (29,28 %) ; UDF-RPR, 260.816 (44,53 %).

17 juin 1984 : Ins. 816.267 ; abst. 42,62 % ; suff. ex. 460.103. PC, 32.977 (11,51 %) ; PS, 81.692 (17,75 %) ; UDF-RPR, 20.837 (44,51 %) ; FN, 65.090 (14,14 %).

NANTERRE

Ins. 40.611 ; abst. 27,30 % ; suff. ex. 28.529. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 7.725 (27,07 %) ; PC (M. Ducloux), 6.688 (24,17 %) ; RPR (M. Labbé), 5.493 (19,22 %) ; FN (M. Stébois), 3.712 (13,01 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 3.200 (11,21 %) ; Ecol. (M. Labbé), 636 (2,22 %) ; LO (M. Labbé), 352 (1,23 %) ; Alt. (M. Labbé), 218 (0,76 %) ; MPPT (M. Bourdin), 125 (0,44 %) ; POE (M. Laverne), 100 (0,35 %).

ANTONY

Ins. 36.492 ; abst. 27,30 % ; suff. ex. 27.360. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 9.114 (33,51 %) ; RPR (M. Labbé), 5.493 (19,22 %) ; FN (M. Stébois), 3.050 (11,14 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 2.865 (10,47 %) ; FN (M. Stébois), 2.811 (10,27 %) ; Ecol. (M. Labbé), 594 (2,17 %) ; Alt. (M. Labbé), 185 (0,67 %) ; LO (M. Labbé), 168 (0,61 %) ; MPPT (M. Bourdin), 125 (0,44 %) ; POE (M. Laverne), 64 (0,23 %).

ASNIÈRES-SUR-SEINE

Ins. 40.234 ; abst. 24,94 % ; suff. ex. 29.486. RPR (M. Labbé), 5.597 (24,54 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 8.225 (28,09 %) ; FN (M. Stébois), 4.619 (15,66 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 3.884 (13,17 %) ; PC (M. Ducloux), 1.882 (6,38 %) ; Ecol. (M. Labbé), 630 (2,13 %) ; LO (M. Labbé), 232 (0,78 %) ; Alt. (M. Labbé), 163 (0,55 %) ; MPPT (M. Bourdin), 116 (0,39 %) ; POE (M. Laverne), 78 (0,26 %).

BAGNEUX

Ins. 23.620 ; abst. 32,54 % ; suff. ex. 15.506. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 4.872 (31,42 %) ; PC (M. Ducloux), 3.690 (23,79 %) ; RPR (M. Labbé), 3.147 (20,29 %) ; FN (M. Stébois), 1.561 (10,06 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 1.379 (8,89 %) ; Ecol. (M. Labbé), 428 (2,76 %) ; LO (M. Labbé), 161 (1,03 %) ; Alt. (M. Labbé), 150 (0,96 %) ; MPPT (M. Bourdin), 90 (0,58 %) ; POE (M. Laverne), 28 (0,18 %).

BOULOGNE-BILLANCOURT

Ins. 60.144 ; abst. 22,55 % ; suff. ex. 45.617. RPR (M. Labbé), 20.664 (45,29 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 17.735 (38,72 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 4.940 (10,82 %) ; FN (M. Stébois), 4.662 (10,21 %) ; PC (M. Ducloux), 2.281 (5 %) ; Ecol. (M. Labbé), 710 (1,55 %) ; LO (M. Labbé), 240 (0,52 %) ; Alt. (M. Labbé), 172 (0,37 %) ; POE (M. Laverne), 61 (0,13 %).

CLAMART

Ins. 31.331 ; abst. 22,42 % ; suff. ex. 23.704. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 7.720 (32,56 %) ; RPR (M. Labbé), 6.218 (26,23 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 4.047 (17,07 %) ; FN (M. Stébois), 2.469 (10,41 %) ; PC (M. Ducloux), 2.149 (9,06 %) ; Ecol. (M. Labbé), 575 (2,42 %) ; LO (M. Labbé), 401 (1,71 %) ; Alt. (M. Labbé), 140 (0,59 %) ; MPPT (M. Bourdin), 69 (0,29 %) ; POE (M. Laverne), 37 (0,16 %).

CLICHY

Ins. 24.835 ; abst. 26,35 % ; suff. ex. 17.770. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 6.112 (34,51 %) ; RPR (M. Labbé), 4.685 (26,45 %) ; FN (M. Stébois), 2.647 (14,94 %) ; PC (M. Ducloux), 1.943 (10,97 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 1.407 (7,92 %) ; Ecol. (M. Labbé), 401 (2,26 %) ; LO (M. Labbé), 218 (1,23 %) ; MPPT (M. Bourdin), 134 (0,75 %) ; Alt. (M. Labbé), 106 (0,59 %) ; POE (M. Laverne), 57 (0,32 %).

COLOMBES

Ins. 44.373 ; abst. 22,87 % ; suff. ex. 33.804. RPR (M. Labbé), 8.142 (24,42 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 8.071 (24,23 %) ; PC (M. Ducloux), 7.231 (21,71 %) ; FN (M. Stébois), 4.394 (13,19 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 3.889 (11,67 %) ; Ecol. (M. Labbé), 780 (2,34 %) ; LO (M. Labbé), 407 (1,21 %) ; Alt. (M. Labbé), 177 (0,53 %) ; POE (M. Laverne), 73 (0,21 %).

COURBEVOIE

Ins. 32.951 ; abst. 18,16 % ; suff. ex. 26.394. UDF (M. Deprez, UDF-PR), 7.774 (29,45 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 7.105 (26,91 %) ; RPR (M. Labbé), 5.991 (22,69 %) ; FN (M. Stébois), 3.264 (12,37 %) ; PC (M. Ducloux), 1.354 (5,12 %) ; Ecol. (M. Labbé), 495 (1,87 %) ; LO (M. Labbé), 149 (0,56 %) ; Alt. (M. Labbé), 128 (0,48 %) ; MPPT (M. Bourdin), 87 (0,32 %) ; POE (M. Laverne), 45 (0,17 %).

GENNEVILLIÈRES

Ins. 19.038 ; abst. 24,76 % ; suff. ex. 13.930. PC (M. Ducloux), 3.516 (25,25 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 2.802 (20,11 %) ; RPR (M. Labbé), 2.120 (15,21 %) ; FN (M. Stébois), 2.083 (14,95 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 680 (4,88 %) ; Ecol. (M. Labbé), 258 (1,83 %) ; LO (M. Labbé), 192 (1,36 %) ; Alt. (M. Labbé), 135 (0,96 %) ; MPPT (M. Bourdin), 108 (0,77 %) ; POE (M. Laverne), 38 (0,27 %).

ISSY-LES-MOULINEAUX

Ins. 26.875 ; abst. 21,26 % ; suff. ex. 20.597. UDF (M. Deprez, UDF-PR), 6.594 (31,52 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 5.991 (28,27 %) ; RPR (M. Labbé), 3.264 (15,37 %) ; PC (M. Ducloux), 2.510 (11,85 %) ; FN (M. Stébois), 1.937 (9,40 %) ; Ecol. (M. Labbé), 353 (1,71 %) ; Alt. (M. Labbé), 171 (0,83 %) ; LO (M. Labbé), 117 (0,56 %) ; MPPT (M. Bourdin), 85 (0,41 %) ; POE (M. Laverne), 45 (0,21 %).

LEVALLOIS-PERRET

Ins. 24.518 ; abst. 17,38 % ; suff. ex. 21.373. RPR (M. Labbé), 5.228 (38,49 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 4.917 (33 %) ; PC (M. Ducloux), 3.103 (14,51 %) ; FN (M. Stébois), 2.424 (11,34 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 1.987 (9,29 %) ; Ecol. (M. Labbé), 156 (1,66 %) ; LO (M. Labbé), 135 (0,63 %) ; Alt. (M. Labbé), 123 (0,57 %) ; MPPT (M. Bourdin), 63 (0,29 %) ; POE (M. Laverne), 37 (0,17 %).

MALAKOFF

Ins. 20.464 ; abst. 27,50 % ; suff. ex. 14.414. PC (M. Ducloux), 4.829 (33,50 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 3.429 (23,78 %) ; RPR (M. Labbé), 2.607 (18,08 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 1.515 (10,51 %) ; FN (M. Stébois), 1.420 (9,85 %) ; Ecol. (M. Labbé), 293 (2,03 %) ; LO (M. Labbé), 133 (0,92 %) ; Alt. (M. Labbé), 102 (0,70 %) ; MPPT (M. Bourdin), 61 (0,42 %) ; POE (M. Laverne), 25 (0,17 %).

MEUDON

Ins. 31.229 ; abst. 25,04 % ; suff. ex. 22.963. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 7.753 (33,76 %) ; RPR (M. Labbé), 7.328 (31,90 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 3.289 (14,32 %) ; FN (M. Stébois), 2.127 (9,26 %) ; PC (M. Ducloux), 1.538 (6,69 %) ; Ecol. (M. Labbé), 512 (2,22 %) ; LO (M. Labbé), 156 (0,67 %) ; Alt. (M. Labbé), 154 (0,67 %) ; MPPT (M. Bourdin), 29 (0,12 %) ; POE (M. Laverne), 29 (0,12 %).

MONTEIROUGE

Ins. 23.108 ; abst. 25,29 % ; suff. ex. 17.770. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 6.086 (35,24 %) ; RPR (M. Labbé), 4.949 (28,65 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 2.393 (13,85 %) ; FN (M. Stébois), 1.836 (10,63 %) ; PC (M. Ducloux), 1.204 (6,97 %) ; Ecol. (M. Labbé), 363 (2,10 %) ; LO (M. Labbé), 152 (0,88 %) ; Alt. (M. Bourdin), 117 (0,67 %) ; POE (M. Laverne), 39 (0,22 %).

NEUILLY-SUR-SEINE

Ins. 37.023 ; abst. 17,23 % ; suff. ex. 30.257. RPR (M. Labbé), 15.793 (52,19 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 6.143 (20,30 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 4.177 (13,80 %) ; FN (M. Stébois), 3.335 (11,02 %) ; PC (M. Ducloux), 328 (1,08 %) ; Ecol. (M. Labbé), 322 (1,06 %) ; Alt. (M. Labbé), 65 (0,21 %) ; LO (M. Labbé), 45 (0,14 %) ; MPPT (M. Bourdin), 25 (0,08 %) ; POE (M. Laverne), 24 (0,07 %).

PUTEAUX

Ins. 21.598 ; abst. 22,01 % ; suff. ex. 16.325. RPR (M. Labbé), 5.216

(31,95 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 4.886 (29,92 %) ; FN (M. Stébois), 2.230 (13,66 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 2.203 (13,49 %) ; PC (M. Ducloux), 1.044 (6,39 %) ; Ecol. (M. Labbé), 340 (2,08 %) ; LO (M. Labbé), 148 (0,90 %) ; MPPT (M. Bourdin), 187 (0,65 %) ; Alt. (M. Labbé), 99 (0,60 %) ; POE (M. Laverne), 52 (0,31 %).

RUEIL-MALEMAISON

Ins. 41.718 ; abst. 19,94 % ; suff. ex. 32.235. RPR (M. Labbé), 13.722 (42,56 %) ; PS-MRG (M. Bassinet, PS), 9.317 (28,90 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 3.091 (9,58 %) ; FN (M. Stébois), 2.864 (8,88 %) ; PC (M. Ducloux), 1.939 (6,07 %) ; Ecol. (M. Labbé), 642 (1,99 %) ; LO (M. Labbé), 211 (0,65 %) ; Alt. (M. Labbé), 204 (0,63 %) ; MPPT (M. Bourdin), 142 (0,44 %) ; POE (M. Laverne), 85 (0,25 %).

SURESNES

Ins. 20.841 ; abst. 21,21 % ; suff. ex. 15.976. PS-MRG (M. Bassinet, PS), 5.164 (32,32 %) ; RPR (M. Labbé), 4.929 (30,91 %) ; PC (M. Ducloux), 1.765 (11,04 %) ; UDF (M. Deprez, UDF-PR), 1.625 (10,17 %) ; Ecol. (M. Labbé), 348 (2,17 %) ; LO (M. Labbé), 168 (1,05 %) ; Alt. (M. Labbé), 135 (0,84 %) ; MPPT (M. Bourdin), 81 (0,50 %) ; POE (M. Laverne), 52 (0,32 %).

Le Parti communiste obtient moins de voix que le Front national ; il n'est plus qu'un parti de 6 points par rapport aux premiers scores de l'élection présidentielle de 1981, et même un peu moins d'un point sur les bases départementales. Ses bastions traditionnels ne sont même plus pour lui des places fortes : le PS le devance à Nanterre de peu il est vrai, à Bagneux et à Colombes. Seul Malakoff résiste encore un peu et surtout Gennevilliers. Ce sont les socialistes qui profitent le plus de cet effacement des communistes : ils doublent le nombre de leurs députés ; ils n'avaient pas eu le premier parti du département. Cela lui permet d'obtenir un élu de plus que l'UDF n'en avait de sortants, alors que l'UDF ne réussit qu'à faire réélire les deux siens. M. Charles Foccart a même pu résister à l'offensive de M. Jean-Pierre Fourcade, alors que ce dernier n'était fait que de remonter aux législatives le rapport de forces des législatives entre les deux grands partis de l'opposition parlementaire. En fait le RPR perd moins de deux points qu'une élection à une autre, l'UDF, elle, n'en gagne qu'un peu plus de deux et demi.

SEINE-SAINT-DENIS (13)

ÉLUS. - 3 PC : MM. Jean-Claude Gaysot, François Assel, M^{me} Marguerite Jacquelin ; 4 PS : MM. Gilbert Bonnemaison, Claude Barthelemy, M^{me} Véronique Nègre, M. Jacques Mahès ; 1 UDF-Rad : M. Didier Bariani ; 3 RPR : MM. Robert Pandraud, Eric Raoult, Jacques Oudot ; 2 FN : MM. François Bachelot, Roger Holcindre.

Ins. 708.276 ; abst. 28,26 % ; suff. ex. 492.592.

PS (M. Bonnemaison, m. d'Épinay-a-Seine), 143.506 (29,13 %) ; 4 élus ; RPR (M. Pandraud), 110.334 (22,39 %) ; 3 élus ; PC (M. Gaysot), 91.926 (18,66 %) ; 3 élus ; FN (M. Bachelot), 71.534 (14,32 %) ; 2 élus ; UDF (M. Bariani, UDF-Rad, a. d.), 48.171 (9,77 %) ; 1 élu ; Alt. (M. Ligault), 11.321 (2,29 %) ; LO (M. Ligault), 6.969 (1,41 %) ; Div. (M. Dersion), 5.589 (1,12 %) ; LCR (M. Gersin), 2.528 (0,51 %) ; LCR (M. Gersin), 1.222 (0,24 %) ; POE (M. Maadi), 1.092 (0,22 %) ; Div. opp. (M. Pougnaud), 308 (0,06 %) ; Div. (M. Nari), 89 (0,01 %).

LÉGISLATIVES

DRANCY
Ins. 37.318; abst. 31,36 %; suff. ex. 24.720. PS (M. Gayssot), 7.625 (30,83 %); PS (M. Bonnemaison), 5.711 (23,09 %); RPR (M. Pandraud), 4.594 (18,37 %); FN (M. Bachelot), 3.620 (14,63 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.883 (7,61 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 339 (2,17 %); LO (M. Lagallier), 341 (1,37 %); Div. (M. Denon), 148 (0,59 %); MPPT (M. Brousse), 115 (0,46 %); LCR (M. Gervin), 69 (0,27 %); POE (M. Masdi), 65 (0,26 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 14 (0,05 %); Div. g. (M. Nard), 5 (0,02 %).

ÉPINAY-SUR-SEINE
Ins. 23.112; abst. 26,39 %; suff. ex. 18.012. PS (M. Bonnemaison), 7.174 (39,82 %); RPR (M. Pandraud), 3.949 (21,92 %); FN (M. Bachelot), 2.400 (13,32 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.836 (10,19 %); PC (M. Gayssot), 1.722 (9,56 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 419 (2,32 %); LO (M. Lagallier), 201 (1,11 %); Div. (M. Denon), 158 (0,87 %); MPPT (M. Brousse), 83 (0,46 %); POE (M. Masdi), 38 (0,21 %); LCR (M. Gervin), 30 (0,16 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 2 (0,01 %).

GAGNY
Ins. 23.084; abst. 26,73 %; suff. ex. 16.442. PS (M. Bonnemaison), 5.087 (30,93 %); RPR (M. Pandraud), 4.920 (29,92 %); FN (M. Bachelot), 2.332 (14,20 %); PC (M. Gayssot), 1.762 (10,71 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.604 (9,75 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 384 (2,33 %); LO (M. Lagallier), 150 (0,91 %); MPPT (M. Brousse), 60 (0,36 %); Div. (M. Denon), 37 (0,23 %); LCR (M. Gervin), 30 (0,18 %); POE (M. Masdi), 28 (0,17 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 9 (0,05 %).

LIVRY-GARGAN
Ins. 21.005; abst. 23,26 %; suff. ex. 15.783. PS (M. Bonnemaison), 5.524 (35,17 %); RPR (M. Pandraud), 3.887 (24,75 %); FN (M. Bachelot), 2.561 (16,20 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.907 (12,14 %); PC (M. Gayssot), 1.338 (8,52 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 381 (2,42 %); LO (M. Lagallier), 200 (1,27 %); Div. (M. Denon), 160 (0,46 %); MPPT (M. Brousse), 37 (0,23 %); LCR (M. Gervin), 26 (0,16 %); POE (M. Masdi), 20 (0,12 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 15 (0,09 %); Div. g. (M. Nard), 1 (0,01 %).

MONTREUIL
Ins. 31.588; abst. 31,46 %; suff. ex. 24.334. PS (M. Bonnemaison), 9.930 (28,92 %); PC (M. Gayssot), 7.833 (23,87 %); RPR (M. Pandraud), 7.568 (22,87 %); FN (M. Bachelot), 4.375 (12,74 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 3.184 (9,27 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 764 (2,22 %); LO (M. Lagallier), 402 (1,17 %); Div. (M. Denon), 160 (0,46 %); MPPT (M. Brousse), 155 (0,45 %); LCR (M. Gervin), 139 (0,40 %); POE (M. Masdi), 73 (0,21 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 31 (0,09 %).

NOISY-LE-GRAND
Ins. 23.119; abst. 23,48 %; suff. ex. 17.214. PS (M. Bonnemaison), 5.624 (32,67 %); RPR (M. Pandraud), 4.340 (25,21 %); FN (M. Bachelot), 2.377 (13,80 %); PC (M. Gayssot), 2.068 (12,01 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.952 (11,33 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 417 (2,42 %); LO (M. Lagallier), 214 (1,24 %); MPPT (M. Brousse), 78 (0,45 %); Div. (M. Denon), 76 (0,44 %); LCR (M. Gervin), 36 (0,21 %); POE (M. Masdi), 26 (0,15 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 16 (0,09 %).

NOISY-LE-SEC
Ins. 20.512; abst. 27,91 %; suff. ex. 14.373. PS (M. Bonnemaison), 3.972 (27,63 %); RPR (M. Pandraud), 3.251 (22,61 %); PC (M. Gayssot), 2.988 (20,78 %); FN (M. Bachelot), 1.942 (13,51 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.418 (9,84 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 353 (2,45 %); LO (M. Lagallier), 216 (1,50 %); Div. (M. Denon), 78 (0,54 %); MPPT (M. Brousse), 73 (0,50 %); LCR (M. Gervin), 42 (0,29 %); POE (M. Masdi), 36 (0,25 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 10 (0,07 %).

PANTIN
Ins. 23.668; abst. 28,99 %; suff. ex. 16.112. PS (M. Bonnemaison), 5.202 (31,89 %); RPR (M. Pandraud), 3.707 (22,72 %); PC (M. Gayssot), 2.595 (15,90 %); FN (M. Bachelot), 2.280 (13,97 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.611 (9,87 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 368 (2,25 %); LO (M. Lagallier), 233 (1,45 %); Div. (M. Denon), 154 (0,94 %); MPPT (M. Brousse), 72 (0,44 %); LCR (M. Gervin), 37 (0,22 %); POE (M. Masdi), 26 (0,15 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 7 (0,04 %).

ROSNY-SOUS-BOIS
Ins. 21.300; abst. 27,53 %; suff. ex. 14.996. PS (M. Bonnemaison), 4.086 (27,24 %); RPR (M. Pandraud), 3.455 (23,03 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 2.555 (17,03 %); FN (M. Bachelot), 2.286 (15,24 %); PC (M. Gayssot), 1.937 (12,91 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 300 (2 %); LO (M. Lagallier), 158 (1,05 %); MPPT (M. Brousse), 73 (0,50 %); Div. (M. Denon), 64 (0,42 %); LCR (M. Gervin), 37 (0,24 %); POE (M. Masdi), 25 (0,16 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 14 (0,09 %); Div. g. (M. Nard), 4 (0,02 %).

SAINT-DENIS
Ins. 38.754; abst. 30,58 %; suff. ex. 25.979. PS (M. Bonnemaison), 7.327 (28,20 %); PC (M. Gayssot), 6.535 (25,13 %); RPR (M. Pandraud), 4.334 (16,68 %); FN (M. Bachelot), 3.021 (11,64 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.970 (7,38 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 598 (2,30 %); LO (M. Lagallier), 528 (2,03 %); Div. (M. Denon), 289 (1,11 %); MPPT (M. Brousse), 187 (0,72 %); LCR (M. Gervin), 87 (0,33 %); POE (M. Masdi), 65 (0,25 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 20 (0,08 %); Div. g. (M. Nard), 8 (0,03 %).

SAINT-OUEN
Ins. 19.336; abst. 25,88 %; suff. ex. 13.881. PS (M. Bonnemaison), 3.680 (26,51 %); PC (M. Gayssot), 3.551 (25,58 %); RPR (M. Pandraud), 2.595 (18,69 %); FN (M. Bachelot), 2.128 (15,33 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.087 (7,83 %); ALI (M. Lippiez, Verts), 304 (2,19 %); LO (M. Lagallier), 264 (1,90 %); Div. (M. Denon), 99 (0,71 %); MPPT (M. Brousse), 86 (0,61 %); LCR (M. Gervin), 46 (0,33 %); POE (M. Masdi), 33 (0,23 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 12 (0,08 %).

SEVRAN
Ins. 20.990; abst. 28,38 %; suff. ex. 14.520. PS (M. Bonnemaison), 4.140 (28,51 %); RPR (M. Pandraud), 3.087 (21,22 %); PC (M. Gayssot), 2.654 (18,27 %); FN (M. Bachelot), 2.248 (15,48 %); UDF (M. Bariani, UDF-rad), 1.357 (9,33 %); LO (M. Lagallier), 211 (1,45 %); Div. (M. Denon), 204 (1,41 %); MPPT (M. Brousse), 113 (0,77 %); POE (M. Masdi), 46 (0,31 %); LCR (M. Gervin), 39 (0,27 %); Div. opp. (M. Pougnaud), 12 (0,08 %).

VAL-DE-MARNE (12)
ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

ÉLUS. - 2 PC: MM. Georges Marchais, Paul Mercieca; 3 PS: MM. Joseph Franceschi, Laurent Cathala, M. Roger Gérard; 1 MRG: M. Roger Gérard; 1 UDF-GDR: M. Jean-Jacques Jegen; 1 UDF-PR: M. Alain Griotteray; 3 RPR: MM. Robert-Armand Vigne, Roland Nungesser, M. Christiane Papon; 1 FN: M. Olivier Lefebvre d'Ormesson.

SEINE-SAINT-DENIS. Cette fois, le PS devient la première force politique du département: ses quatre députés sortants ont été réélus et le total des suffrages recueillis dépasse de plus de 10 points le résultat du Parti communiste, jusqu'alors premier parti dans ce département. Cela fera date.

Alors qu'il comptait cinq élus, le PC n'en aura plus que trois: avec 18,66 % des voix, il passe au troisième rang des forces politiques, et perd 16 % par rapport aux législatives de 1981. Le basculement est tel que le PS l'emporte nettement dans plusieurs fiefs traditionnels: communistes comme Montreuil, Pantin et Saint-Denis.

Le RPR qui n'avait aucun élu devient, avec trois députés, la deuxième force politique de Seine-Saint-Denis. Ce parti progresse de 6 % par rapport aux deux européennes de 1984 et devient l'UDF, qui n'obtient qu'un siège, de 14 points.

Avec 14,5 % des suffrages, le Front national conserve pratiquement l'audience qu'il avait eue lors des deux européennes de 1984 (15,98 %); il aura deux députés et cinq représentants au conseil régional.

FONTENAY-SOUS-BOIS
Ins. 22.532; abst. 28,07 %; suff. ex. 22.947. RPR (M. Vivien), 5.651 (24,62 %); PC (M. Marchais), 5.541 (24,14 %); PS-MRG (M. Franceschi, PS), 5.306 (23,12 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 2.811 (12,24 %); FN (M. d'Ormesson), 2.513 (10,93 %); Verts (M. Bich), 585 (2,54 %); Div. g. (M. Noël), 229 (0,99 %); LO (M. Franceschini), 135 (0,58 %); 186 (0,82 %); MPPT (M. Denis), 140 (0,61 %); LCR (M. Le Jeannic), 35 (0,15 %).

IVRY-SUR-SEINE
Ins. 29.800; abst. 24,12 %; suff. ex. 22.707. PC (M. Marchais), 9.423 (42,43 %); PS-MRG (M. Franceschi, PS), 4.970 (22,38 %); RPR (M. Vivien), 2.727 (12,27 %); FN (M. d'Ormesson), 1.908 (8,59 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 1.841 (8,29 %); Verts (M. Bich), 600 (2,70 %); Div. g. (M. Noël), 256 (1,15 %); LO (M. Franceschini), 236 (1,06 %); MPPT (M. Denis), 99 (0,44 %); LCR (M. Le Jeannic), 70 (0,31 %); 186 (M. Toussay), 70 (0,31 %).

MAISON-ALFORT
Ins. 32.255; abst. 22,25 %; suff. ex. 24.364. PS-MRG (M. Franceschi, PS), 7.612 (31,24 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 6.115 (25,09 %); RPR (M. Vivien), 4.448 (18,25 %); FN (M. d'Ormesson), 3.057 (12,46 %); PC (M. Marchais), 1.721 (7,05 %); Verts (M. Bich), 700 (2,87 %); Div. g. (M. Noël), 261 (1,07 %); LO (M. Franceschini), 198 (0,81 %); 186 (M. Toussay), 91 (0,37 %); MPPT (M. Denis), 82 (0,33 %); LCR (M. Le Jeannic), 40 (0,16 %).

SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Ins. 48.247; abst. 21,80 %; suff. ex. 36.929. RPR (M. Vivien), 11.004 (29,77 %); PS-MRG (M. Franceschi, PS), 9.659 (26,23 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 7.865 (21,28 %); FN (M. d'Ormesson), 4.803 (12,99 %); PC (M. Marchais), 1.705 (4,61 %); Verts (M. Bich), 900 (2,43 %); Div. g. (M. Noël), 551 (1,49 %); LO (M. Franceschini), 135 (0,36 %); MPPT (M. Denis), 111 (0,30 %); LCR (M. Le Jeannic), 56 (0,15 %).

VILLEJUIF
Ins. 26.378; abst. 24,14 %; suff. ex. 19.636. PC (M. Marchais), 6.992 (35,60 %); PS-MRG (M. Franceschi, PS), 4.461 (22,71 %); RPR (M. Vivien), 3.058 (15,57 %); FN (M. d'Ormesson), 1.861 (9,47 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 1.846 (9,40 %); Verts (M. Bich), 612 (3,11 %); Div. g. (M. Noël), 261 (1,32 %); LO (M. Franceschini), 167 (0,84 %); MPPT (M. Denis), 98 (0,49 %); LCR (M. Le Jeannic), 69 (0,35 %); 186 (M. Toussay), 56 (0,28 %).

VINCENNES
Ins. 29.040; abst. 22,71 %; suff. ex. 21.905. RPR (M. Vivien), 7.103 (32,42 %); PS-MRG (M. Franceschi, PS), 6.035 (27,53 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 4.077 (18,61 %); FN (M. d'Ormesson), 2.634 (12,02 %); PC (M. Marchais), 1.023 (4,67 %); Verts (M. Bich), 585 (2,67 %); Div. g. (M. Noël), 187 (0,85 %); LO (M. Franceschini), 109 (0,49 %); 186 (M. Toussay), 64 (0,29 %); MPPT (M. Denis), 54 (0,24 %); LCR (M. Le Jeannic), 34 (0,15 %).

VITRY-SUR-SEINE
Ins. 43.556; abst. 26,45 %; suff. ex. 31.208. PC (M. Marchais), 9.427 (30,20 %); PS-MRG (M. Franceschi, PS), 8.259 (26,46 %); RPR (M. Vivien), 5.022 (16,09 %); FN (M. d'Ormesson), 3.389 (10,58 %); UDF (M. Griotteray, UDF-PR), 3.035 (9,72 %); Verts (M. Bich), 988 (3,16 %); Div. g. (M. Noël), 375 (1,20 %); LO (M. Franceschini), 339 (1,08 %); MPPT (M. Denis), 167 (0,52 %); LCR (M. Le Jeannic), 166 (0,51 %); 186 (M. Toussay), 108 (0,34 %).

Bien qu'il conserve ses députés sortants, MM. Marchais et Mercieca, le PC voit ses positions grignotées dans ses fiefs. A Champigny, commune symbole, puisque le secrétaire général y réside, il est devancé de 114 voix par le PS et, à Fontenay-sous-Bois, il est distancé de 110 voix par le RPR. Le parti gaulliste, en perte de vitesse par rapport à l'UDF aux cantonales de 1985, effectue un rattrapage notable. Il devance dans toutes les villes, à l'exception de dix (Abkon, Charenton, Maisons-Alfort, Le Plessis-Trévise, Vil-

lecreuse, Villeneuve-Saint-Georges), mais il ne réussit pas à décrocher le quatrième siège qu'il convoitait.

Le Front national confirme sa percée des européennes. Il mène aussi bien dans les villes dites bourgeoises que dans celles à direction communiste, là où le PCF est mal assuré. Il talonne souvent l'UDF et la devance parfois, comme à Vitry, Bussy-Saint-Leger, Bondouf, Champigny, Chevilly-Larue, Ivry ou Orly.

Le Parti socialiste obtient un résultat au-delà de ses espérances en remportant le deuxième siège. Avec quatre députés, il confirme une première place qui lui était contestée et il consolide ses positions dans nombre de communes, dont Créteil.

VAL-D'OISE (9)
ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

ÉLUS. - 1 PC: M. Robert Montargent; 3 PS: MM. Michel Coffineau, Alain Richard, M. Marie-France Lecœur; 1 UDF: M. Jean-Philippe Lachenaud; 1 RPR: M. Francis Delattre; 2 RPR: M. Hélène Misooffe, M. Jean-Pierre Delattre; 1 FN: M. Yvon Briant.

Par l'auteur de La Maison aux Esprits, la romancière par excellence du destin des femmes latino-américaines



396 pages
95F

FAYARD

مكتبة الأصيل

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

فكذا من الأصل

AIN (4)

ÉLUS. - 1 PS: M. Noël Ravassard; 1 MRG: M. Dominique Bernard Saint-Pierre; 1 UDF-PR: M. Charles Millon; 1 RPR: M. Jacques Boyon.

Ins. 277710; abst. 23,56 %; suff. ex. 201983.

PS-MRG (M. Ravassard, PS), 64 903 (32,13 %); 2 élus: UDF (M. Millon, UDF-PR, M. de Belley), 59 809 (29,61 %); 1 élu: RPR (M. Boyon, a. d., pré. c. g.), 43 065 (21,32 %); 1 élu: FN (M. Devezze, a. d., sén. de l'Ain), 20 471 (10,13 %); PC (M. Jacquard), 11 255 (5,57 %); MPPT (M. Duchemin), 4 416 (2,21 %); ALT (M. Lombard, PSU), 1 064 (0,52 %).

SORTANTS: MM. Louis Robin (PS); Charles Millon (UDF-PR); Noël Ravassard (PS).

26 avril 1981: Ins. 262 000; abst. 21,62 %; suff. ex. 202 080. MAR-CHAS, 22 913 (11,33 %); MITTER-RAND, 21 232 (10,53 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 16 438 (7,92 %); GISCARD D'ESTAING, 64 004 (31,67 %); CHIRAC, 36 171 (17,89 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 42 957 (21,25 %).

14 juin 1981: Ins. 262 345; abst. 32,19 %; suff. ex. 175 854. PC, 17 061 (9,70 %); PS, 68 754 (39,09 %); UDF-RPR, 36 857 (22,39 %).

17 juin 1984: Ins. 270 176; abst. 48,70 %; suff. ex. 134 586. PC, 9 652 (7,17 %); PS, 27 817 (20,66 %); UDF-RPR, 61 845 (45,95 %); FN, 16 875 (12,53 %).

BOURG-EN-BRESSE

Ins. 21 752; abst. 23,50 %; suff. ex. 16 143. PS-MRG (M. Ravassard, PS), 5 905 (36,57 %); UDF (M. Millon, UDF-PR), 4 124 (25,55 %); RPR (M. Boyon), 3 671 (22,73 %); FN (M. Devezze), 1 247 (7,72 %); PC (M. Jacquard), 961 (5,95 %); MPPT (M. Duchemin), 126 (0,78 %); ALT (M. Lombard, PSU), 109 (0,67 %).

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire national du MRG, a donc remporté la quatrième siège, le seul qui était incertain avant le scrutin. C'est un succès pour l'alliance PS-MRG, mais surtout une défaite pour le bariste, M. Charles Millon, qui avait refusé de constituer une liste d'union avec le RPR. Si on analyse les résultats, on constate que l'UDF et le RPR réunissent mathématiquement, prétendre à trois des quatre sièges. On constate aussi une régression en pourcentage du Front national, qui avait atteint 12,53 % aux européennes de juin 1984 et qui n'obtient plus que 10,14 % des suffrages aux législatives et 9,68 % aux régionales. Le recul du PC est sensible.

ALLIER (4)

ÉLUS. - 1 PC: M. André Lajoinie; 1 PS: M. Jean-Michel Belongy; 1 UDF-PR: M. Jacques Lescarot; 1 RPR: M. Hector Bolland.

Ins. 267 377; abst. 21,07 %; suff. ex. 199 414.

Un. opp. (M. Rolland, RPR, a. d., m. de Moulins), 78 824 (39,52 %); 2 élus: PS (M. Belongy), 52 883 (26,51 %); 1 élu: PC (M. Lajoinie), 44 311 (22,22 %); 1 élu: FN (M. Bruley), 13 124 (6,58 %); MRG-MGP (M. Charasse, MRG), 8 406 (4,21 %); MPPT (M. Gardet), 1 866 (0,93 %).

SORTANTS: MM. Jean-Paul Desgranges (PS); Albert Chastard (PS); André Lajoinie (PC); Jean-Michel Belongy (PS).

26 avril 1981: Ins. 266 534; abst. 16,60 %; suff. ex. 218 640. MAR-CHAS, 49 934 (22,83 %); MITTER-RAND, 52 072 (23,81 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 53 966 (25,59 %); GISCARD D'ESTAING, 55 467 (25,36 %); CHIRAC, 39 294 (17,97 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 44 059 (20,15 %).

14 juin 1981: Ins. 266 716; abst. 25,96 %; suff. ex. 194 897. PC, 55 087 (28,26 %); PS, 69 783 (35,80 %); UDF-RPR, 68 123 (34,95 %).

17 juin 1984: Ins. 266 145; abst. 40,76 %; suff. ex. 150 978. PC, 31 256 (20,70 %); PS, 29 073 (19,25 %); UDF-RPR, 58 554 (38,78 %); FN, 11 581 (7,57 %).

MOULINS

Ins. 14 651; abst. 23,29 %; suff. ex. 10 754. Un. opp. (M. Rolland, RPR), 5 299 (49,27 %); PS (M. Belongy), 2 789 (25,93 %); PC (M. Lajoinie), 1 455 (13,52 %); FN (M. Bruley), 806 (7,49 %); MRG-MGP (M. Charasse, MRG), 270 (2,51 %); MPPT (M. Gardet), 133 (1,25 %).

MONTLUÇON

Ins. 32 653; abst. 20,99 %; suff. ex. 24 328. Un. opp. (M. Rolland, RPR), 8 814 (36,22 %); PC (M. Lajoinie), 7 048 (28,97 %); PS (M. Belongy), 6 015 (24,72 %); FN (M. Bruley), 1 493 (6,13 %); MRG-MGP (M. Charasse, MRG), 221 (0,97 %); MPPT (M. Gardet), 77 (0,32 %).

VICHY

Ins. 20 257; abst. 24,21 %; suff. ex. 14 793. Un. opp. (M. Rolland, RPR), 7 539 (50,96 %); PS (M. Belongy), 7 958 (52,07 %); FN (M. Bruley), 1 670 (11,28 %); PC (M. Lajoinie), 1 044 (7,05 %); MRG-MGP (M. Charasse, MRG), 605 (4,08 %); MPPT (M. Gardet), 77 (0,52 %).

La gauche demeure nettement majoritaire dans l'Allier, où le Parti socialiste (26,5 %) réussit à devancer sensiblement le Parti communiste (22,2 %). Ce qui constitue une belle performance dans le département d'élection de

aux législatives, où la liste conduite par le secrétaire de la Fédération départementale, M. Guy Jacquin, n'atteint pas les 6 % des exprimés.

AINES (5)

ÉLUS. - 1 PC: M. Daniel Le Meur; 2 PS: MM. Jean-Pierre Belligand, Bernard Lefranc; 1 UDF-RAD: M. André Rossi; 1 RPR: M. Jean-Claude Lamant.

Ins. 364 736; abst. 19,89 %; suff. ex. 276 670.

Un. opp. (M. Rossi, UDF-RAD, a. d., m. de Châteauneuf-Thierry), 108 245 (39,12 %); 2 élus: PS (M. Belligand), 95 236 (34,42 %); 2 élus: PC (M. Le Meur), 43 307 (16,65 %); 1 élu: FN (M. Potel), 25 399 (9,18 %); MPPT (M. Auwigny), 4 457 (1,61 %); div. opp. (M. Lipka), 26 (0,00 %).

SORTANTS: MM. Robert Aumont (PS); Daniel Le Meur (PC); Jean-Pierre Belligand (PS); Bernard Lefranc (PC); Bernard Lefranc (PS).

26 avril 1981: Ins. 359 922; abst. 15,32 %; suff. ex. 289 795. MAR-CHAS, 64 047 (21,69 %); MITTER-RAND, 75 984 (25,34 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 80 753 (26,93 %); GISCARD D'ESTAING, 76 418 (25,49 %); CHIRAC, 48 819 (16,22 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 37 107 (19,04 %).

14 juin 1981: Ins. 360 540; abst. 24,77 %; suff. ex. 267 777. PC, 66 096 (24,68 %); PS, 96 194 (33,92 %); UDF-RPR, 103 108 (38,50 %).

17 juin 1984: Ins. 363 379; abst. 39,55 %; suff. ex. 209 794. PC, 32 090 (15,25 %); PS, 40 745 (19,42 %); UDF-RPR, 80 740 (38,48 %); FN, 20 329 (9,68 %).

LAON

Ins. 16 383; abst. 24,48 %; suff. ex. 11 869. Un. opp. (M. Rossi, UDF-RAD), 5 337 (44,96 %); PS (M. Belligand), 4 530 (38,16 %); PC (M. Le Meur), 1 095 (9,22 %); FN (M. Potel), 738 (6,21 %); MPPT (M. Auwigny), 169 (1,42 %).

SAINT-QUENTIN

Ins. 38 010; abst. 21,21 %; suff. ex. 28 652. Un. opp. (M. Rossi, UDF-RAD), 10 581 (36,99 %); PS (M. Belligand), 8 524 (29,79 %); PC (M. Le Meur), 6 058 (21,17 %); FN (M. Potel), 2 947 (10,30 %); MPPT (M. Auwigny), 495 (1,73 %).

Les voix de l'extrême droite ont fait pencher la balance pour le cinquième siège. Le Front national a vraisemblablement perdu son statut d'UDF-RPR l'un des trois sièges de député. Le Parti communiste progresse - de peu il est vrai - par rapport aux élections européennes de juin 1984.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (2)

ÉLUS. - 1 PS: M. André Belon; 1 RPR: M. Pierre Delmar.

Ins. 95 479; abst. 17,56 %; suff. ex. 73 445.

PS (M. Belon), 23 262 (30,83 %); 1 élu: RPR (M. Delmar, m. de Forcalquier), 17 944 (23,78 %); 1 élu: UDF (M. Cabanne, m. de Manosque), 13 860 (18,37 %); PC (M. Girardot, a. d.), 10 716 (14,20 %); FN (M. Pansier), 7 954 (10,59 %); div. opp. (M. Prouvent), 1 124 (1,48 %); MPPT (M. Estrac), 351 (0,46 %); 1 élu: M. Graugnard, 194 (0,25 %).

SORTANTS: MM. François Massot (PS); André Belon (PS).

26 avril 1981: Ins. 87 661; abst. 19,10 %; suff. ex. 69 711. MAR-CHAS, 15 419 (19,24 %); MITTER-RAND, 17 494 (25,09 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 18 788 (26,95 %); GISCARD D'ESTAING, 18 957 (27,16 %); CHIRAC, 10 913 (15,65 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 12 973 (18,60 %).

14 juin 1981: Ins. 87 819; abst. 27,56 %; suff. ex. 62 661. PC, 14 638 (26,26 %); PS, 12 380 (22,50 %); UDF-RPR, 22 595 (36,05 %).

MANOSQUE

Ins. 10 249; abst. 21,21 %; suff. ex. 7 718. RPR (M. Delmar), 2 622 (33,97 %); PS (M. Belon), 2 423 (31,39 %); UDF (M. Cabanne), 863 (11,18 %); PC (M. Girardot), 845 (10,94 %); FN (M. Pansier), 779 (10,09 %); div. opp. (M. Prouvent), 122 (1,58 %); MPPT (M. Estrac), 48 (0,62 %); 1 élu: M. Graugnard, 16 (0,20 %).

MANOSQUE

Ins. 12 811; abst. 21,21 %; suff. ex. 9 740. PS (M. Belon), 3 029

(31,09 %); UDF (M. Cabanne), 2 568 (26,36 %); RPR (M. Delmar), 1 641 (16,84 %); FN (M. Pansier), 1 297 (13,31 %); PC (M. Girardot), 976 (10,02 %); div. opp. (M. Prouvent), 162 (1,66 %); MPPT (M. Estrac), 45 (0,46 %); 1 élu: M. Graugnard, 22 (0,22 %).

Le PS, en perte de vitesse depuis les cantonales de 1982, se redresse sensiblement. M. André Belon, tête de liste socialiste, qui conserve son siège, obtient un score supérieur à celui de M. Mitterrand et Crépeau en 1981 (26,95 %). Le PC, en chute libre par rapport aux dernières législatives, se maintient au niveau des européennes de 1984. Son recul est plus sensible en zone urbaine (10 % seulement à Digne et à Manosque) qu'en secteur rural et montagne.

La RPR confirme sa bonne implantation avec l'élection de M. Pierre Delmar, premier député de cette formation dans le département. M. Cabanne (UDF), qui défendait du soutien de M. Raymond Barre, n'a pas réussi à le devancer.

Le Front national ne retrouve pas ses résultats des élections européennes de 1984 (12,16 %) mais gagne 2 points à Manosque.

La participation, relativement importante, est supérieure de 10 points à celle des dernières législatives.

Dans ce département qui a basculé à droite aux dernières cantonales, la droite et l'extrême droite restent majoritaires, le RPR et l'UDF totalisant 42 % des suffrages, auxquels viennent s'ajouter les 10 % à 11 % du Front national.

HAUTES-ALPES (2)

ÉLUS. - 1 PS: M. Daniel Chevalier; 1 UDF-CDS: M. Pierre Bernard-Raymond.

Ins. 80 370; abst. 18,58 %; suff. ex. 63 165.

Un. opp. (M. Bernard-Raymond, UDF-CDS, a. sec. E., a. d.), 28 430 (45 %); 1 élu: PS (M. Chevalier), 21 333 (33,77 %); 1 élu: PC (M. Julian, a. d.), 4 360 (6,90 %); FN (M. Layrisse), 4 306 (6,81 %); RPR-diss. (M. Chabas), 3 112 (4,97 %); écol. (M. Blache), 1 338 (2,1 %); MPPT (M. Florenson), 286 (0,45 %).

ALPES-MARITIMES (9)

ÉLUS. - 1 PS, M. Jean-Henri; 1 app. PS, M. Henri Fizez; 1 UDF-CDS, M. Louise Moreau; 1 UDF-PR, M. Charles Elrannay; 3 RPR, MM. Jacques Médécin, Emmanuel Albert, Pierre Bachelet; 2 FN, MM. Jacques Peyrat, Albert Peyrot.

Ins. 640 178; abst. 21,63 %; suff. ex. 485 429.

Un. opp. (M. Médécin, RPR, a. sec. E., prés. c. g., m. de Nice), 213 647 (44,01 %); 5 élus: PS (M. Colonna), 114 171 (23,51 %); 2 élus: FN (M. Peyrat), 101 392 (20,88 %); 2 élus: PC (M. Carrière), 41 821 (8,61 %); Verts (M. Gillard), 11 929 (2,45 %); MPPT (M. Ristoni), 2 469 (0,50 %).

SORTANTS: MM. Francis Girotti (PS); Jacques Médécin (RPR); Jean-Henri Colonna (PS); Emmanuel Albert (RPR); Louise Moreau (UDF-CDS); Pierre Bachelet (RPR).

26 avril 1981: Ins. 594 882; abst. 20,73 %; suff. ex. 465 063. MAR-CHAS, 75 563 (16,24 %); MITTER-RAND, 98 426 (21,16 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 106 192 (22,83 %); GISCARD D'ESTAING, 149 702 (32,18 %); CHIRAC, 94 400 (20,29 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 106 393 (22,87 %).

14 juin 1981: Ins. 598 856; abst. 30,26 %; suff. ex. 417 03. PC, 72 437 (17,59 %); PS, 55 268 (13,70 %); UDF-RPR, 203 166 (49,33 %).

17 juin 1984: Ins. 609 231; abst. 40,74 %; suff. ex. 351 961. PC, 39 320 (6,47 %); PS, 55 268 (9,25 %); UDF-RPR, 150 540 (24,77 %); FN, 75 312 (12,39 %).

NICE

Ins. 232 470; abst. 24,08 %; suff. ex. 171 096. Un. opp. (M. Médécin, RPR), 75 957 (44,39 %); PS (M. Colonna), 41 211 (24,08 %); FN (M. Peyrat), 35 366 (20,67 %); PC (M. Carrière), 14 301 (8,35 %); Verts (M. Gillard), 3 652 (2,13 %); MPPT (M. Ristoni), 609 (0,33 %).

ANTIBES

Ins. 44 286; abst. 22,14 %; suff. ex. 33 597. Un. opp. (M. Médécin, RPR), 15 308 (45,56 %); FN (M. Peyrat), 8 166 (24,30 %); PS (M. Colonna), 7 486 (22,28 %); PC (M. Carrière), 1 672 (4,97 %); Verts (M. Gillard), 798 (2,27 %); MPPT (M. Ristoni), 167 (0,49 %).

CAGNES-SUR-MER

Ins. 24 500; abst. 20,52 %; suff. ex. 18 873. Un. opp. (M. Médécin, RPR), 8 233 (43,62 %); FN (M. Peyrat), 4 528 (23,99 %); PS (M. Colonna), 4 339 (22,99 %); PC (M. Carrière), 1 219 (6,45 %); Verts (M. Gillard), 475 (2,51 %); MPPT (M. Ristoni), 79 (0,41 %).

CANNES

Ins. 48 974; abst. 18,42 %; suff. ex. 38 921. Un. opp. (M. Médécin, RPR), 17 692 (45,45 %); FN (M. Peyrat), 9 109 (23,40 %); PS (M. Colonna), 8 856 (22,75 %); PC (M. Carrière), 1 190 (3,02 %); Verts (M. Gillard), 527 (1,38 %); MPPT (M. Ristoni), 187 (0,48 %).

LE CANNET

Ins. 26 202; abst. 23,75 %; suff. ex.

SORTANTS: MM. Daniel Chevalier (PS); Robert de Camont (PS).

26 avril 1981: Ins. 75 034; abst. 21,10 %; suff. ex. 58 098. MAR-CHAS, 8 947 (15,39 %); MITTER-RAND, 14 127 (24,31 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 15 251 (26,25 %); GISCARD D'ESTAING, 17 356 (29,83 %); CHIRAC, 9 842 (16,32 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 11 335 (19,51 %).

14 juin 1981: Ins. 75 130; abst. 27,29 %; suff. ex. 53 586. PC, 7 511 (14,01 %); PS, 20 601 (38,44 %); UDF-RPR, 25 284 (47,18 %).

17 juin 1984: Ins. 77 255; abst. 38,87 %; suff. ex. 45 516. PC, 4 654 (10,22 %); PS, 9 594 (21,07 %); UDF-RPR, 21 402 (47,02 %); FN, 3 918 (8,60 %).

GAP

Ins. 20 481; abst. 19,94 %; suff. ex. 15 872. Un. opp. (M. Bernard-Raymond, UDF-CDS), 7 582 (47,16 %); PS (M. Chevalier), 5 419 (34,14 %); PC (M. Layrisse), 1 107 (6,97 %); PC (M. Blache), 571 (3,59 %); écol. (M. Blache), 312 (1,96 %); MPPT (M. Florenson), 77 (0,48 %).

Le parachutage de M. Patrick Ollier (RPR), adjoint au maire de Roset-Malmont (Haute-Savoie) sur la liste d'union de l'opposition, qui avait conduit M. Georges Chabas, président départemental du RPR à présenter une liste dissidente a été mal accueilli par une partie de l'électorat haut-alpin. Si le bon score de la liste d'union de l'opposition permet, comme prévu, à M. Pierre Bernard-Raymond (UDF-CDS), vice-président du conseil général, de retrouver le siège perdu en 1981, il ne suffit pas à assurer l'élection de M. Ollier.

M. Georges Chabas, quant à lui, ne réunit que 4,9 % des voix sur sa liste dissidente et ne peut donc être tenu pour responsable de l'échec de M. Ollier comme certains, dans l'opposition des Alpes-deux-savoies.

M. Daniel Chevalier, maire de Veynes (PS), conserve son siège avec un bon score (33,77 %) qui peut s'expliquer en partie par sa bonne image personnelle et par les remous qui ont secoué l'opposition depuis quelques mois. Le score définitif du PCF dépeint celui du Front national de quelques dizaines de voix seulement, le résultat étant inverse, à Gap, de celui de l'ensemble du département.

GRASSE

Ins. 22 800; abst. 19,89 %; suff. ex. 17 660. Un. opp. (M. Médécin, RPR), 7 265 (41,13 %); PS (M. Colonna), 3 866 (21,89 %); FN (M. Peyrat), 3 786 (21,43 %); PC (M. Carrière), 2 082 (11,67 %); Verts (M. Gillard), 564 (3,19 %); MPPT (M. Ristoni), 117 (0,66 %).

NEUF SIÈGES ÉTAIENT À POURVOIR, MAIS SEULES SEPT SE SONT PRÉSENTÉES

L'union RPR-UDF, conduite par M. Jacques Médécin, maire de Nice, conforte ses positions en obtenant cinq sièges. Le Front national obtient deux sièges (à Cannes, Antibes et Cagnes), le devance le PC, tout comme le Parti socialiste, qui réussit à faire élire le conseiller critique Henri Fizez.

Les Alpes-Maritimes comptent jusqu'à trois députés RPR, un député UDF et deux PS. Il aura manqué 900 voix au PC (dont le score, à Cannes notamment, a été particulièrement faible: 5,51 % des suffrages) pour avoir un député.

ARDECHE (3)

ÉLUS. - 1 PS: M. Robert Chapuis; 1 UDF-CDS: M. Jean-François Michel; 1 RPR: M. Régis Perbet.

Ins. 200 893; abst. 19,85 %; suff. ex. 159 547.

PS (M. Chapuis, M. du Teil), 50 635 (33,19 %); 1 élu: RPR (M. Perbet, m. d'Annonay), 40 239 (26,57 %); 1 élu: UDF (M. Michel, UDF-CDS), 32 325 (21,19 %); 1 élu: PC (M. Feuchot), 15 212 (9,97 %); FN (M. Holzer), 12 764 (8,36 %); MPPT (M. Stora), 1 371 (0,89 %).

SORTANTS: MM. Robert Chapuis (PS); Régis Perbet (RPR); Jean-Marie Aliste (PS).

26 avril 1981: Ins. 192 790; abst. 18,91 %; suff. ex. 153 960. MAR-CHAS, 24 325 (15,79 %); MITTER-RAND, 38 827 (25,21 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 41 154 (26,73 %); GISCARD D'ESTAING, 48 576 (31,55 %); CHIRAC, 24 250 (15,75 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 28 426 (18,46 %).

14 juin 1981: Ins. 193 376; abst. 28,43 %; suff. ex. 136 537. PC, 21 541 (15,77 %); PS, 50 147 (36,72 %); UDF-RPR, 44 849 (32,49 %); FN, 9 583 (8,34 %).

PRIVAS

Ins. 5 853; abst. 24,84 %; suff. ex. 4 243. UDF (M. Michel, UDF-CDS), 1 460 (34,40 %); PS (M. Chapuis), 1 411 (33,25 %); RPR (M. Perbet), 619 (14,58 %); FN (M. Holzer), 387 (9,13 %); PC (M. Feuchot), 357 (8,34 %); MPPT (M. Stora), 29 (0,68 %).

ANNONAY

Ins. 17 471; abst. 23,81 %; suff. ex. 8 353. RPR (M. Perbet), 3 123 (35,29 %); PS (M. Chapuis), 2 515 (31,38 %); UDF (M. Michel, UDF-C

maifa



NEUBURGRING • SPA

KOUROS

Le Parfum des Conquérants.

Parfums
YVES SAINT LAURENT



مَكْنَزَا مِنْ الْأَصْلِ

فكذا من الأصل

LES ÉLECTIONS

EGISLA

(Suite de la page 12.)

teaudary, 57 269 (33,36 %).
1 élu: M. (Martin), 23 211 (13,52 %); FN (M. Rousseau), 15 282 (8,90 %); Verts (M. Doucet), 3 691 (2,15 %); POE (M. Olivier), 800 (0,46 %); MPPT (M. Vialat), 631 (0,36 %).

SORTANTS: MM. Joseph Vidal (PS), Régis Barthe (PS); Jacques Cambou (PS).

26 avril 1981: Ins., 204 990; abst., 16,50 %; suff. ex., 168 220. MARCHAIS, 34 310 (20,39 %); MITTER-RAND, 57 881 (34,40 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 60 946 (36,22 %); GISCARD D'ESTAING, 32 195 (19,13 %); CHIRAC, 27 256 (16,20 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 30 589 (18,18 %).

14 juin 1981: Ins., 205 216; abst., 25,32 %; suff. ex., 150 246. PS, 30 276 (20,15 %); PS, 75 875 (50,50 %); UDF-RPR, 40 322 (26,83 %).

17 juin 1984: Ins., 209 996; abst., 35,69 %; suff. ex., 128 993. PC, 21 093 (16,35 %); PS, 43 461 (33,69 %); UDF-RPR, 40 339 (31,27 %); FN, 11 263 (8,73 %).

CARCASSONNE

Ins., 28 233; abst., 17,35 %; suff. ex., 21 442. Un. opp. (M. Cassabell, RPR), 8 445 (39,38 %); PS (M. Baralla), 7 480 (34,88 %); PS (M. Martin), 2 655 (12,36 %); FN (M. Rousseau), 2 212 (10,31 %); Verts (M. Doucet), 480 (2,23 %); POE (M. Olivier), 87 (0,40 %); MPPT (M. Vialat), 83 (0,38 %).

NARBONNE

Ins., 28 233; abst., 19,30 %; suff. ex., 21 934. PS (M. Baralla), 7 388 (33,68 %); Un. opp. (M. Cassabell, RPR), 7 242 (33,01 %); FN (M. Rousseau), 3 652 (16,64 %); PC (M. Martin), 2 910 (13,26 %); Verts (M. Doucet), 513 (2,33 %); POE (M. Olivier), 134 (0,61 %); MPPT (M. Vialat), 95 (0,43 %).

Le Parti socialiste occupe toujours, dans ce département qui avait donné à M. François Mitterrand son meilleur pourcentage au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981, une place prépondérante et améliore même sa position par rapport aux élections européennes au détriment, non pas de la droite, mais du Parti communiste.

Dans les grandes villes du département, toutefois, la droite confirme son implantation, tandis que les communes rurales sont acquises au PS. Le score du Front national à Narbonne risque de porter, à terme, un épaveux problème à la municipalité « politique » de cette ville.

Le maire (RPR) de Castelnaudary, M. Jean-Pierre Cassabell, retrouve le Palais-Bourbon, où il avait siégé de 1968 à 1973.

BOUCHES-DU-RHÔNE (16)

ÉLUS. - 2 PC (MM. Guy Herminier, Vincent Porelli); 5 PS (MM. Gaston Delfino, Michel Pezet, Jacques Siffert, Philippe Sammarco, Michel Vauzelle); 1 UDF (M. Jean-François Peretti Della Rocca); 3 UDF-PR (MM. Jean-Claude Gaudin, Jean Roatta, Roland Blum); 1 RPR (M. Maurice Toga); 4 FN (MM. Pascal Arrighi, Ronald Perdomo, Jean Roussel, Gabriel Domenech).

SORTANTS: MM. Hyacinthe Santoni (RPR); Jean-Claude Gaudin (UDF-PR); Philippe Sammarco (PS); Guy Herminier (PC); René Omette (PS); Louis Philibert (PS); René Rimbault (PS); Vincent Porelli (PC).

26 avril 1981: Ins., 1 036 072; abst., 24,32 %; suff. ex., 780 797. CHAIS, 204 643 (25,55 %); MITTER-RAND, 190 955 (23,84 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 203 779 (25,44 %); GISCARD D'ESTAING, 204 419 (25,52 %); CHIRAC, 118 448 (14,82 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 138 965 (17,35 %).

14 juin 1981: Ins., 1 039 574; abst., 35,19 %; suff. ex., 665 344. PC, 192 173 (28,88 %); PS, 223 972 (33,66 %); UDF-RPR, 218 983 (32,91 %).

17 juin 1984: Ins., 1 056 854; abst., 45,48 %; suff. ex., 561 241. PC, 100 500 (17,90 %); PS, 103 949 (18,52 %); UDF-RPR, 191 839 (34,18 %); FN, 109 406 (19,49 %).

MARSEILLE

Ins., 496 896; abst., 28,30 %; suff. ex., 348 745.

PS-MRG (M. Defferre, PS), 91 304 (26,18 %); FN (M. Arrighi), 85 004 (24,37 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 84 447 (24,21 %); PC (M. Herminier), 46 253 (13,26 %); RPR (M. Toga), 26 609 (7,62 %); div. opp. (M. Genoyer), 7 535 (2,16 %); Verts (M. Botella), 3 995 (1,14 %); LO (M. Cloroc), 1 315 (0,37 %); MPPT (M. Peruffo), 731 (0,20 %); LCR (M. Jean), 665 (0,19 %); PH (M. Ribet), 467 (0,13 %); POE (M. Namane), 420 (0,12 %).

AIX-EN-PROVENCE

Ins., 73 354; abst., 23,66 %; suff. ex., 54 774. PS-MRG (M. Defferre, PS), 15 861 (28,95 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 13 588 (24,80 %); FN (M. Arrighi), 11 633 (21,33 %); RPR (M. Toga), 6 372 (11,63 %); PC (M. Herminier), 3 004 (5,48 %); div. opp. (M. Genoyer), 2 823 (5,2 %); Verts (M. Botella), 935 (1,70 %); LO (M. Cloroc), 211 (0,38 %); MPPT (M. Peruffo), 140 (0,25 %); LCR (M. Jean), 76 (0,13 %); PH (M. Ribet), 72 (0,13 %); POE (M. Namane), 61 (0,11 %).

AVEYRON (3)

ÉLUS. - 1 MRG: M. Jean Rigal; 1 UDF-CDS: M. Jean Brissac; 1 RPR: M. Jacques Godfrain.

Ins., 212 595; abst., 17,32 %; suff. ex., 168 164.

Un. opp. (M. Godfrain, RPR), 83 911 (49,89 %); 2 élus: PS-MRG: (M. Rigal, MRG, m. de Villefranche-de-Rouergue), 59 059 (35,11 %); 1 élu: PC (M. Pages), 9 121 (5,42 %); FN (M. Cabanot), 8 116 (4,82 %); UDF-diss. (M. Bouysière, UDF-PR-diss.), 6 602 (3,92 %); MPPT (M. Meunier), 1 355 (0,80 %).

SORTANTS: MM. Jean Brissac (PS); Régis Barthe (PS); Jacques Cambou (PS).

26 avril 1981: Ins., 209 707; abst., 17,03 %; suff. ex., 170 524. MARCHAIS, 34 310 (20,39 %); MITTER-RAND, 57 881 (34,40 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 60 946 (36,22 %); GISCARD D'ESTAING, 32 195 (19,13 %); CHIRAC, 27 256 (16,20 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 30 589 (18,18 %).

14 juin 1981: Ins., 209 755; abst., 25,85 %; suff. ex., 152 848. PC, 12 528 (6,19 %); PS-MRG, 61 267 (40,08 %); UDF-RPR, 77 405 (50,64 %).

17 juin 1984: Ins., 211 988; abst., 37,95 %; suff. ex., 125 128. PC, 5 521 (6,80 %); PS, 28 631 (22,88 %); UDF-RPR, 64 322 (51,32 %); FN, 6 545 (5,23 %).

RODEZ

Ins., 14 633; abst., 20,73 %; suff. ex., 11 064. Un. opp. (M. Godfrain, RPR), 5 734 (51,82 %); PS-MRG (M. Rigal, MRG), 3 801 (34,35 %); FN (M. Cabanot), 627 (5,66 %); PC (M. Pages), 452 (4,08 %); UDF-diss. (M. Bouysière, UDF-PR-diss.), 379 (3,42 %); MPPT (M. Meunier), 71 (0,64 %).

Pas de surprise pour les législatives en Aveyron. Les trois députés sortants, MM. Jacques Godfrain (RPR), Jean Brissac (CDS) et Jean Rigal (MRG), retrouvent leurs sièges. Les responsables départementaux du PS et du MRG s'attendaient plutôt à un score légèrement inférieur. Il en va de même pour les régionalistes. On hésite généralement pour l'attribution du dernier siège qui revient au département. Il ira à la liste PS-MRG. L'Aveyron aura donc six conseillers régionaux de l'opposition et quatre conseillers de gauche élus sur la liste PS-MRG.

Les électeurs aveyronnais ont-ils voté utile ? En fait, ce sont les listes PS-MRG et RPR-UDF qui ont eu le meilleur score de ce département.

Le PC enregistre un net recul. La deuxième liste de l'opposition, qui déclarait être « derrière Raymond Barre », n'a pas réussi sa percée. Le Front national obtient des voix, non seulement dans les villes mais aussi dans le milieu rural réputé modéré, même s'il n'obtient pas un score exceptionnel.

BOUCHES-DU-RHÔNE (16)

ARLES

Ins., 32 364; abst., 20,83 %; suff. ex., 24 869. PS-MRG (M. Defferre, PS), 5 338 (21,46 %); FN (M. Arrighi), 4 550 (18,29 %); RPR (M. Toga), 3 866 (15,54 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 3 176 (12,77 %); div. opp. (M. Genoyer), 594 (2,33 %); Verts (M. Botella), 366 (1,47 %); LO (M. Cloroc), 142 (0,57 %); MPPT (M. Peruffo), 97 (0,39 %); POE (M. Namane), 62 (0,24 %); LCR (M. Jean), 50 (0,20 %); PH (M. Ribet), 25 (0,10 %).

AUBAGNE

Ins., 24 962; abst., 21,95 %; suff. ex., 18 940. PC (M. Herminier), 5 021 (26,51 %); FN (M. Arrighi), 4 096 (21,62 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 3 982 (21,02 %); PS-MRG (M. Defferre, PS), 3 089 (16,30 %); RPR (M. Toga), 1 551 (8,18 %); div. opp. (M. Genoyer), 594 (3,13 %); Verts (M. Botella), 364 (1,92 %); LO (M. Cloroc), 112 (0,59 %); MPPT (M. Peruffo), 48 (0,25 %); LCR (M. Jean), 30 (0,19 %); PH (M. Ribet), 24 (0,12 %); POE (M. Namane), 22 (0,11 %).

LA CROIXAUX

Ins., 21 359; abst., 18,93 %; suff. ex., 16 809. FN (M. Arrighi), 3 742 (22,26 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 3 556 (21,15 %); PS-MRG (M. Defferre, PS), 3 418 (20,33 %); PC (M. Herminier), 3 287 (19,55 %); RPR (M. Toga), 1 645 (9,78 %); div. opp. (M. Genoyer), 503 (2,99 %); Verts (M. Botella), 431 (2,56 %); LO (M. Cloroc), 110 (0,65 %); MPPT (M. Peruffo), 42 (0,24 %); LCR (M. Jean), 39 (0,23 %); POE (M. Namane), 36 (0,21 %).

MARIGNANE

Ins., 19 174; abst., 24,52 %; suff. ex., 14 093. FN (M. Arrighi), 4 174 (29,61 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 3 181 (22,57 %); PS-MRG (M. Defferre, PS), 3 074 (21,81 %); PC (M. Herminier), 1 482 (10,51 %); RPR (M. Toga), 1 159 (8,22 %); div. opp. (M. Genoyer), 509 (3,61 %); Verts (M. Botella), 252 (1,78 %); LO (M. Cloroc), 115 (0,81 %); POE (M. Namane), 33 (0,23 %); MPPT (M. Peruffo), 40 (0,28 %); LCR (M. Jean), 31 (0,21 %); PH (M. Ribet), 19 (0,13 %).

MARTIGUES

Ins., 25 568; abst., 20,51 %; suff. ex., 19 723. PC (M. Herminier), 4 813 (24,40 %); PS-MRG (M. Defferre, PS), 4 807 (24,37 %); FN (M. Arrighi), 3 926 (19,90 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 2 819 (14,29 %); RPR (M. Toga), 1 749 (8,86 %); div. opp. (M. Genoyer), 870 (4,41 %); Verts (M. Botella), 390 (1,97 %); LO (M. Cloroc), 142 (0,71 %); MPPT (M. Peruffo), 97 (0,49 %); LCR (M. Jean), 50 (0,25 %); PH (M. Ribet), 25 (0,12 %); POE (M. Namane), 22 (0,11 %).

(M. Peruffo), 77 (0,39 %); LCR (M. Jean), 69 (0,34 %); POE (M. Namane), 35 (0,17 %); PH (M. Ribet), 26 (0,13 %).

SALON-DE-PROVENCE

Ins., 22 369; abst., 19,42 %; suff. ex., 17 447. PS-MRG (M. Defferre, PS), 4 477 (25,66 %); FN (M. Arrighi), 4 166 (23,87 %); UDF (M. Gaudin, UDF-PR), 4 033 (23,23 %); RPR (M. Toga), 2 164 (12,40 %); PC (M. Herminier), 1 192 (6,83 %); div. opp. (M. Genoyer), 795 (4,55 %); Verts (M. Botella), 361 (2,06 %); LO (M. Cloroc), 113 (0,64 %); POE (M. Namane), 51 (0,29 %); MPPT (M. Peruffo), 38 (0,21 %); PH (M. Ribet), 26 (0,16 %); LCR (M. Jean), 11 (0,06 %).

Le scrutin dans le département a été marqué par une forte participation, supérieure de près de 12 points, à celle des législatives de 1981. Cette mobilisation des électeurs a entraîné une victoire du Front national, qui a obtenu 25,85 % des voix, arrive nettement en tête et obtient cinq élus. Le PS, certes, est en recul de près de 8 points par rapport aux législatives de 1981, mais il retrouve son score de l'élection présidentielle et progresse de 7,33 % en doublement pratiquement ses voix par rapport aux élections européennes de 1984. Ces résultats s'expliquent sans doute par une campagne très active menée sur le terrain par le maître de Marseille, M. Gaston Defferre, qui a également bénéficié du phénomène du vote utile.

Le Front national est l'outsider grand vainqueur de ces élections. Avec 25,85 % des suffrages exprimés, il améliore de plus de 3 points son score des européennes et obtient quatre sièges par rapport à 1984, la parti de M. Jean-Marie Le Pen gagne plus de 71 000 voix, sans toutefois atteindre son objectif qui était de devenir le premier parti du département. A Marseille, le FN est également devancé par le PS et fait mieux que son score cantonal de 1985 (24,2 % contre 26 %).

En dépit d'une campagne menée avec des moyens très importants, l'UDF ne recueille que 21,64 % des voix et obtient le même nombre d'élu que l'extrême droite. Elle régresse de près de 4 points par rapport à la mairie de Marseille et de 11 points par rapport au score de M. Giscard d'Estaing en 1981. Pour M. Jean-Claude Gaudin, tête de liste, il s'agit d'un résultat d'autant plus décevant qu'il espérait se servir des élections de 1986 comme d'un tremplin pour la conquête de la mairie de Marseille en 1989. Le très vieux concubine du Front national et le redressement du Parti socialiste vont désormais lui compliquer la tâche.

Le Parti communiste et le RPR sont enfin les principaux vainqueurs du scrutin. Le score du PC est en recul de 1,5 point par rapport à 1981. Le RPR obtient 17,35 % des voix et deux élus - au lieu de deux élus en 1981 - le PC perd plus de 14 points par rapport aux législatives de 1981. Il recule également en pourcentage par rapport aux européennes de 1984 (17,90 %), tout en regagnant néanmoins plus de 15 000 voix.

Quant au RPR, il passe en dessous de la barre des 10 % avec seulement 75 000 voix, alors que les candidats gaullistes (MM. Chirac, Debré et Jean-Marie Le Pen) avaient obtenu 17,35 % et 138 965 voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Il n'a qu'un élu, M. Hyacinthe Santoni perdant son siège de député après avoir été battu aux élections cantonales en 1985.

On observe par ailleurs que la liste socialiste conduite par M. Michel Pezet, présente sortant du conseil régional, recueille moins de voix au scrutin des législatives que celle de M. Defferre aux législatives. Le RPR est dans le même cas, alors que le PC, l'UDF et le FN se trouvent dans une situation inverse.

CALVADOS (6)

ÉLUS. - 3 PS: M^{me} Yvette Roody, MM. Louis Mexandean et André Ledras; 2 UDF-PR: MM. Michel d'Ornano et Francis Saint-Ellier; 1 RPR: M. André Fanton.

Ins., 40 761; abst., 22,43 %; suff. ex., 30 172.

Un. opp. (M. d'Ornano, UDF-PR), a. min., prés. c.g., 140 008 (46,48 %); 3 élus: PS (M. Mexandean), 105 555 (35,04 %); 3 élus: FN (M. de Neuvy), 20 298 (6,73 %); Verts (M. Viot), 9 084 (3,01 %); MPPT (M. Constant), 2 486 (0,82 %); 1 élu: M. Cherrier, 2 087 (0,69 %); LCR (M. Beies), 1 007 (0,33 %).

SORTANTS: M^{me} Elise Provost (PS); M^{me} Henri Delisle (PS); Michel d'Ornano (UDF-PR); Francis Saint-Ellier (RPR); André Fanton (RPR).

26 avril 1981: Ins., 389 807; abst., 17,36 %; suff. ex., 317 586. MARCHAIS, 36 415 (11,46 %); MITTER-RAND, 85 253 (26,84 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 92 113 (29 %); GISCARD D'ESTAING, 93 119 (29,32 %); CHIRAC, 61 229 (19,27 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 70 600 (22,23 %).

14 juin 1981: Ins., 390 439; abst., 27,82 %; suff. ex., 278 449. PC, 21 181 (7,60 %); PS, 113 916 (40,91 %); UDF-RPR, 155 060 (48,50 %).

17 juin 1984: Ins., 398 620; abst., 45,84 %; suff. ex., 215 940. PC, 14 600 (6,76 %); PS, 41 999 (19,4 %); UDF-RPR, 95 415 (44,18 %); FN, 18 056 (8,36 %).

CAEN

Ins., 67 133; abst., 28,71 %; suff. ex., 46 352. Un. opp. (M. d'Ornano, UDF-PR), 20 783 (44,83 %); PS (M. Mexandean), 18 221 (39,31 %); FN (M. de Neuvy), 2 921 (6,3 %); PC (M. Beies), 2 345 (5,05 %); Verts (M. Viot), 1 332 (2,87 %); 1 élu: M. Cherrier, 278 (0,59 %); MPPT (M. Beies), 206 (0,44 %).

Trois partout ! Ce n'était pas le score généralement attendu pour le Calvados, où la liste UDF-RPR entendait bien emporter quatre des six sièges en jeu (un de plus que lors de la précédente législature) et n'a laissé que deux aux socialistes. Le mauvais résultat du PS aux européennes de 1984 (19,44 % des suffrages) et le « parachutage » de M^{me} Yvette Roody, ministre des droits de la femme, qui avait provoqué quelques remous chez les militants, pouvaient le faire croire. Pourtant, la liste PS-MRG (qui ne perd qu'à peine six points sur le premier tour des législatives de 1981) réussit non seulement à conserver ses deux sièges (M. Mexandean, M. de Neuvy), mais encore, par la grâce de la proportionnelle, en gagne un, qui va à M. André Ledras, secrétaire de la fédération socialiste, qui n'avait pas coté de tel homme grâce sa place de deuxième à M^{me} Roody.

De son côté, la liste UDF-RPR, si elle s'octroie facilement les trois sièges restants (M. Michel d'Ornano, UDF-PR, sortant, M. Francis Saint-Ellier, UDF-PR, adjoint au maire de Caen, conseiller général, et M. André Fanton, RPR, ancien secrétaire d'Etat), elle n'a pas réalisé un si bon score puisque, 46,5 % des suffrages, elle perd exactement deux points par rapport aux législatives de 1981. Sans doute une partie de l'électorat de M. Olivier Stora, maire de Vire, qui se présentait dans la Manche, lui a-t-elle manqué.

Quant au Parti communiste et au Front national, ils obtiennent des résultats inférieurs à leur moyenne nationale, contrairement aux Verts qui atteignent 3 %.

CANTAL (2)

ÉLUS. - 1 PS: M. René Souchon; 1 RPR: M. Pierre Raynal.

Ins., 125 505; abst., 18,34 %; suff. ex., 98 936.

Un. opp. (M. Raynal, RPR, prés. c.g.), 55 368 (56,02 %); 1 élu: PS (M. Souchon), a. min., m. d'Aurillac, 34 992 (35,40 %); 1 élu: PC (M. Balanche), 4 696 (4,75 %); FN (M. Teuillet-Lapeyre), 3 066 (3,10 %); MPPT (M. Cregut), 639 (0,64 %); POE (M. Bourriat), 75 (0,07 %).

SORTANTS: MM. Firmin Bédoune (PS); Pierre Raynal (RPR).

26 avril 1981: Ins., 124 516; abst., 18,82 %; suff. ex., 100 013. MARCHAIS, 10 596 (10,59 %); MITTER-RAND, 22 108 (22,10 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 22 244 (22,24 %); GISCARD D'ESTAING, 23 924 (23,92 %); CHIRAC, 33 452 (33,44 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 35 280 (35,27 %).

14 juin 1981: Ins., 124 311; abst., 28,96 %; suff. ex., 87 252. PC, 6 599 (7,56 %); PS, 33 808 (38,74 %); UDF-RPR, 46 845 (53,68 %).

17 juin 1984: Ins., 125 967; abst., 41,79 %; suff. ex., 69 772. PC, 5 222 (7,48 %); PS, 14 304 (20,50 %); UDF-RPR, 39 015 (55,91 %); FN, 3 240 (4,64 %).

AURILLAC

Ins., 18 959; abst., 16,76 %; suff. ex., 15 223. Un. opp. (M. Raynal, RPR), 7 030 (46,18 %); PS (M. Souchon), 6 785 (44,57 %); PS (M. Beies), 558 (3,57 %); FN (M. Teuillet-Lapeyre), 497 (3,26 %); MPPT (M. Cregut), 68 (0,44 %); POE (M. Bourriat), 35 (0,23 %).

En réunissant sur la liste qu'il conduisait 35,41 % des suffrages exprimés, M. René Souchon, socialiste, ministre délégué à l'Agriculture et à la Forêt, a non seulement préservé un siège qu'il jugeait menacé, mais réalisé un score supérieur à la moyenne nationale du PS. Il a dépassé de quinze points le résultat de la liste socialiste aux européennes de 1984. M. Souchon doit ce résultat à l'union RPR-UDF-PR (PC, 47,6 %), dont une fraction de l'électorat a préféré le vote utile pour le PS, surtout pour l'élection législative. Au scrutin régional, en effet, le PC a beaucoup mieux résisté (6,43 %).

Tout en maintenant son résultat des européennes, l'union RPR-UDF-PR, qui a obtenu 60 % qu'elle escomptait, si elle s'est bien comportée à Aurillac (46,18 %), la gauche a regagné, elle n'a pas en revanche réussi la percée attendue dans les zones rurales où M. Souchon a pratiquement retrouvé son score des législatives de 1981. Successeur en 1969 de Georges Pompidou, devenu président de la République, M. Pierre Raynal, président du conseil général, obtient son cinquième mandat à l'Assemblée nationale, où il avait toujours été réélu au premier tour même en 1981.

CHARENTE (4)

ÉLUS. - 2 PS: MM. Jean-Michel Boucheron, Jérôme Lambert; 1 UDF-CDS: M. Georges Charvane; 1 RPR: M. Francis Hardy.

Ins., 250 831; abst., 21,43 %; suff. ex., 186 488.

Un. opp. (M. Hardy, RPR, a.d. m. de Cognac), 81 877 (43,90 %); 2 élus: PS (M. Boucheron, m. d'Angoulême), 64 837 (34,76 %); 2 élus: PC (M. Soury), 26 498 (14,20 %); FN (M. Sarrat), 8 737 (4,68 %); LO (M. Debauf), 3 093 (1,65 %); MPPT (M. Loiseau), 1 174 (0,62 %); 1 élu: M. Tabernier, 272 (0,14 %).

SORTANTS: MM. Jean-Michel Boucheron (PS); Bernard Villette (PS); André Soury (PC).

26 avril 1981: Ins., 245 614; abst., 17,14 %; suff. ex., 200 187. MARCHAIS, 32 051 (16,01 %); MITTER-

RAND, 55 733 (27,84 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 65 405 (32,67 %); GISCARD D'ESTAING, 48 486 (24,24 %); CHIRAC, 37 138 (18,55 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 42 622 (21,29 %).

14 juin 1981: Ins., 245 650; abst., 28

فكنا من الأصل

LES ÉLECTIONS

LEGISLAT

(Suite de la page 15.)

Jean-Louis Gossard (PS); M. Marie-Jacques (PS); M. Charles Miossec (RPR); Jean-Benoît (PS); Jean-Paul (PS); Louis Le Pen (PS).

26 avril 1981 : Ins. 595 439; abst. 17,49 %; suff. ex. 486 369. MAR-CHAI, 48 561 (9,98 %); MITTERRAND, 132 343 (27,21 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 140 873 (28,96 %); GISCARD D'ESTAING, 149 041 (30,64 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 106 110 (21,81 %).

14 juin 1981 : Ins. 596 494; abst. 26,11 %; suff. ex. 436 871. PC, 41 358 (9,47 %); PS, 172 012 (39,37 %); UDF-RPR, 209 441 (47,94 %).

17 juin 1984 : Ins. 603 919; abst. 43,54 %; suff. ex. 333 367. PC, 27 973 (8,39 %); PS, 77 801 (23,33 %); UDF-RPR, 162 986 (48,89 %); FN, 22 193 (6,65 %).

QUIMPER

Ins. 37 200; abst. 20,08 %; suff. ex. 28 934. PS-MRG (M. Le Pen), 1 284 (41,76 %); un. opp. (M. Gossard, RPR), 7254 (25,07 %); opp. diss. (M. Becan, ex-RPR), 5 634 (19,47 %); PC (M. Le Roux), 1 946 (6,72 %); FN (M. Blaves), 1 661 (5,72 %); MPPT (M. Lefell), 355 (1,22 %).

BREST

Ins. 97 280; abst. 26,63 %; suff. ex. 69 538. PS-MRG (M. Le Pen), 28 623 (41,14 %); un. opp. (M. Gossard, RPR), 24 524 (35,25 %); FN (M. Blaves), 5 537 (7,96 %); opp. diss. (M. Becan, ex-RPR), 5 167 (7,42 %); PC (M. Le Roux), 5 012 (7,20 %); MPPT (M. Lefell), 700 (1,00 %).

En s'ajoutant quatre députés sur six sortants, le Parti socialiste obtient un résultat inégalé. Son score se rapproche de celui du premier tour des législatives de 1981.

En revanche, le total de la liste d'Union RPR-UDF et de la liste dissidente conduite par le maire de Quimper, M. Marc Becan, n'atteint pas le score de la liste Veil aux élections européennes de 1984. A Brest, les socialistes font pratiquement jeu égal avec la liste d'opposition et la liste dissidente réunie A Quimper, le maire de la ville, M. Marc Becan, est devancé par la liste officielle RPR-UDF.

GARD (5)

ÉLUS. - 1 PC : M. Bernard Deschamps; 2 PS : M. Georges Dufour; M. Alain Jourdain; 1 UDF : M. Jean Bouquet; 1 FN : M. Charles de Chambrun.

Ins. 386 039; abst. 19,66 %; suff. ex. 295 010. PS-MRG (M. Dufour, PS min.), 85 077 (28,83 %); 2 élus; UDF (M. Bouquet, M. de Nimes), 72 819 (24,68 %); 1 élu; PC (M. Deschamps), 51 284 (17,38 %); 1 élu; FN (M. Ch. de Chambrun, a.d.), 41 667 (14,12 %); 1 élu; RPR (M. Boule), 36 665 (12,42 %); FN-Diss. (M. Mathelin), 2 804 (0,95 %); REG (M. Ressaire), 2 514 (0,85 %); MPPT (M. Carbone), 1 376 (0,46 %); POE (M. Boussouf), 804 (0,27 %).

SORTANTS : MM. Emile Jourdain (PC); Georges Benediti (PS); M. Adrienne Horvath (PC); Alain Jourdain (PS).

26 avril 1981 : Ins. 363 950; abst. 18,83 %; suff. ex. 290 111. MAR-CHAI, 72 917 (25,13 %); MITTERRAND, 101 113 (34,18 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 75 164 (25,90 %); GISCARD D'ESTAING, 73 594 (25,36 %); CHIRAC, 40 407 (13,92 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 48 061 (16,56 %).

14 juin 1981 : Ins. 364 462; abst. 30,98 %; suff. ex. 247 817. PC, 82 471 (33,27 %); PS-MRG, 78 206 (31,55 %); UDF-RPR, 78 984 (31,87 %).

17 juin 1984 : Ins. 378 588; abst. 42,08 %; suff. ex. 211 224. PC, 42 630 (20,18 %); PS, 43 228 (20,46 %); UDF-RPR, 74 739 (35,38 %); FN, 26 858 (12,71 %).

NIMES

Ins. 78 158; abst. 23,69 %; suff. ex. 57 583. UDF (M. Bouquet), 18 039 (31,32 %); PS-MRG (M. Dufour, PS), 15 585 (27,32 %); PC (M. Deschamps), 8 989 (15,61 %); FN (M. Ch. de Chambrun), 7 979 (13,85 %); RPR (M. Boule), 5 434 (9,43 %); FN-Diss. (M. Mathelin), 1 027 (1,82 %); REG (M. Ressaire), 234 (0,40 %); POE (M. Boussouf), 109 (0,18 %).

ALÈS

Ins. 28 555; abst. 21,04 %; suff. ex. 21 220. PC (M. Deschamps), 5 496 (25,90 %); PS-MRG (M. Dufour, PS), 4 775 (22,50 %); UDF (M. Bouquet), 4 024 (18,96 %); RPR (M. Boule), 3 579 (16,86 %); FN (M. Ch. de Chambrun), 2 738 (12,90 %); FN-Diss. (M. Mathelin), 256 (1,20 %); REG (M. Ressaire), 185 (0,87 %); MPPT (M. Carbone), 107 (0,50 %); POE (M. Boussouf), 60 (0,28 %).

Le PC perd un siège et près de 16 points par rapport au premier tour des élections législatives de 1981. Ce repli est plus sensible dans le sud du département que dans le bassin minier d'Alès, fief communiste traditionnel.

Le PS retrouve ses deux sièges : mission accomplie pour M. Georges Dufour, dont la liste arrive bonne première.

A droite, M. Jean Bouquet n'obtient pas pour sa liste UDF le second siège qu'il s'était partagé avec M. Jean-Paul Gossard, peu en faire le reproche au RPR, qui avait refusé l'union de l'opposition dans le département. Remontant à l'été dernier, le conflit local entre l'UDF et le RPR se

conclut par l'échec de ce dernier, qui n'obtient aucun élu, malgré la présence sur sa liste, en seconde position, d'une dissidente de l'UDF-RPR, M. Jean-Paul Gossard, PDG de Waterman.

Ces querelles auront servi le Front national. L'exploitation, autour du thème de l'insécurité et de l'immigration, de la mort, le 1^{er} mars, de deux sympathisants de l'extrême-droite, lors de querelles d'après-boire avec des Maghrébins à Beaucarne et à Saint-Gilles, aura profité aux amis de M. Jean-Marie Le Pen, ici conduits par un ancien député (MRP, puis gaulliste) de la Lozère.

HAUTE-GARONNE (8)

ÉLUS. - 4 PS : M. Alex Raymond, M. Gérard Bapt, M. Jacques Roger-Machart, M. Pierre Ortel; 2 div. d. : M. Dominique Baudis, M. Jean Diebold; 1 UDF-Rad. : M. Jean-Paul Seguela; 1 RPR : M. Jean-Paul Seguela.

Ins. 567 875; abst. 19,78 %; suff. ex. 436 664. PS-MRG (M. Raymond, PS, M. de Colomiers), 165 496 (37,90 %); 4 élus; UDF (M. D. Baudis, M. de Toulouse), 148 231 (33,94 %); 3 élus; RPR-CNIP (M. Seguela, RPR), 40 057 (9,17 %); 1 élu; FN (M. Melac), 34 865 (7,98 %); PC (M. Piquet, a.d.), 34 864 (7,98 %); Verts (M. Desmeules), 6 746 (1,54 %); L.O. (M. Laforet), 2 878 (0,65 %); POE (M. Campan), 1 075 (0,24 %); MPPT (M. Rouge), 1 059 (0,24 %); LCR (M. Fournelle), 972 (0,22 %); PH (M. Thevenot), 421 (0,09 %).

SORTANTS : MM. Jacques Roger-Machart (PS); Gérard Bapt (PS); Louis Lareng (PS); Alex Raymond (PS); Gérard Houtzer (PS); Pierre Ortel (PS).

26 avril 1981 : Ins. 528 425; abst. 19,38 %; suff. ex. 419 495. MAR-CHAI, 64 737 (15,43 %); MITTERRAND, 141 538 (33,74 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 152 080 (36,25 %); GISCARD D'ESTAING, 92 114 (21,95 %); CHIRAC, 67 123 (16 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 78 212 (18,64 %).

14 juin 1981 : Ins. 528 624; abst. 31,58 %; suff. ex. 356 749. PC, 46 687 (13,08 %); PS-MRG, 112 257 (52,20 %); UDF-RPR, 110 340 (30,92 %).

17 juin 1984 : Ins. 539 156; abst. 41,75 %; suff. ex. 303 181. PC, 31 943 (10,53 %); PS, 89 652 (29,57 %); UDF-RPR, 115 392 (38,06 %); FN, 29 013 (9,56 %).

TOULOUSE

Ins. 202 621; abst. 26,69 %; suff. ex. 143 889. PC (M. Baudis, UDF), 52 436 (36,56 %); PS-MRG (M. Raymond, PS), 50 343 (35,10 %); FN (M. Melac), 13 427 (9,36 %); RPR-CNIP (M. Seguela, RPR), 12 397 (8,64 %); Verts (M. Desmeules), 1 892 (1,31 %); L.O. (M. Laforet), 782 (0,54 %); LCR (M. Fournelle), 370 (0,25 %); MPPT (M. Rouge), 325 (0,22 %); PH (M. Thevenot), 251 (0,17 %); POE (M. Campan), 235 (0,16 %).

Le Parti socialiste reste le parti dominant aux législatives avec quatre élus. Il obtient un résultat que les pronostics les plus optimistes avaient à peine lui donner. Mais la liste d'Union conduite par M. Dominique Baudis réussit également un score tout à fait remarquable. Avec trois élus, le maire de Toulouse s'impose comme une réelle force politique dans le département.

On retiendra enfin que le PS fait mieux en Haute-Garonne qu'aux européennes de 1984 où il avait obtenu 26,5 % de son côté, le RPR n'est pas parvenu à « rééquilibrer » la droite toulousaine. Avec 9 % de voix, il obtient cependant un élu, devançant de peu le PC et le Front national qui, avec 8 % chacun, font jeu égal. Deux formations en perte de vitesse par rapport à 1981 et elles obtenaient respectivement 10,5 et 9,6 %.

La liste conduite par M. Dominique Baudis aux législatives est devancée par celle du PS. Aux régionales, au contraire, elle a pris le meilleur sur celle qui conduisait M. Louis Lareng, candidat socialiste, avec 39,72 % des voix. La liste du maire de Toulouse obtient 13 conseillers régionaux alors que la liste socialiste en place 11 (dont deux radicaux de gauche).

Le Parti communiste et le Front national obtiennent deux conseillers chacun alors que le RPR, avec un seul élu et seulement 6,06 %, fait un score bien inférieur à celui qu'il a obtenu aux législatives.

Le Parti communiste poursuit, de son côté, le déclin constaté lors des élections européennes et n'est pas parvenu à faire élire sa tête de liste, M. René Piquet, aux élections législatives.

TERS (2)

ÉLUS. - 1 PS : M. Jean Laborde, d.s.; 1 UDF-Rad. : Aymeri de Montesquiou.

Ins. 139 548; abst. 19,16 %; suff. ex. 107 386.

PS (M. Laborde, M. d'Auch), 41 023 (38,20 %); 1 élu; un. opp. (M. de Montesquiou, UDF-Rad.), 29 296 (27,28 %); 1 élu; div. opp. (M. Mességué, a.d., M. de Fleurance), 19 123 (17,80 %); PC (M. Lamothé), 9 136 (8,50 %); FN (M. Guesch), 5 182 (4,82 %); MRG (M. Cellard, ex-PS, a. sec. E., a.d.), 2 634 (2,45 %); POE (M. Le Mercier), 540 (0,50 %); MPPT (M. Fourcade), 452 (0,42 %).

SORTANTS : MM. Jean Laborde (PS); M. Lydie Dupuy (PS).

26 avril 1981 : Ins. 133 585; abst. 17,61 %; suff. ex. 108 281. MAR-CHAI, 14 929 (13,78 %); MITTERRAND, 34 958 (34,13 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 39 378 (36,36 %); GISCARD D'ESTAING, 24 844 (22,94 %); CHIRAC, 18 887 (17,44 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 21 388 (19,75 %).

14 juin 1981 : Ins. 133 672; abst. 28 %; suff. ex. 94 584. PC, 11 504 (12,16 %); PS, 49 483 (52,31 %); UDF-RPR, 29 585 (31,27 %).

17 juin 1984 : Ins. 136 040; abst. 39,20 %; suff. ex. 79 066. PC, 7 802 (5,66 %); PS, 23 346 (29,52 %); UDF-RPR, 30 832 (38,59 %); FN, 6 198 (7,83 %).

AUCH

Ins. 14 462; abst. 20,81 %; suff. ex. 11 191. PS (M. Laborde), 4 933 (44,08 %); un. opp. (M. de Montesquiou, UDF-Rad.), 2 835 (25,33 %); div. opp. (M. Mességué), 1 878 (16,78 %); PC (M. Lamothé), 699 (6,24 %); FN (M. Guesch), 682 (6,09 %); MRG (M. Cellard, ex-PS), 90 (0,80 %); MPPT (M. Fourcade), 39 (0,34 %); POE (M. Le Mercier), 35 (0,31 %).

GIRONDE (11)

ÉLUS. - 1 PC : M. Michel Peyret; 4 PS : M. Catherine Lalumière, M. Michel Sainte-Marie, Pierre Garmentia, Gilbert Mitterrand; 1 UDF-CDS : M. Aymeri Achille-Fould; 1 UDF-RPR : M. Robert Cazalet; 3 RPR : MM. Jacques Chaban-Delmas, Jean Vallex, Gérard César; 1 FN : M. Alain Sirgue.

Ins. 763 684; abst. 21,86 %; suff. ex. 575 692.

Un. opp. (M. Chaban-Delmas, RPR, a. prem. min. M. de Bordeaux), 248 196 (43,11 %); 5 élus; PS-MRG (M. Lalumière, PS, sec. E.), 210 883 (36,63 %); 4 élus; FN (M. Sirgue), 45 757 (7,94 %); 1 élu; PC (M. Peyret), 44 213 (7,67 %); 1 élu; Div. (M. Roche), 10 020 (1,74 %); L.O. (M. Mas), 7 210 (1,25 %); FN-Diss. (M. Michel), 5 063 (0,87 %); MPPT (M. Raymond), 2 691 (0,46 %); LCR (M. Remoiville), 1 659 (0,28 %).

SORTANTS : MM. Jean Vallex (RPR); Jacques Chaban-Delmas (RPR); Marcel Join (PS); Pierre Garmentia (PS); Raymond Julien (MRG); Michel Sainte-Marie (PS); Elbert Haye (PS); Pierre Lagard (PS); Robert Mitterrand (PS); Bernard Madrelle (PS).

26 avril 1981 : Ins. 753 555; abst. 18,98 %; suff. ex. 587 211. MAR-CHAI, 82 611 (10,96 %); MITTERRAND, 195 121 (26,22 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 210 804 (28,91 %); GISCARD D'ESTAING, 137 160 (23,35 %); CHIRAC, 97 864 (16,66 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 119 106 (20,28 %).

14 juin 1981 : Ins. 737 132; abst. 30,55 %; suff. ex. 505 675. PC, 61 344 (12,13 %); PS-MRG, 239 183 (40,74 %); UDF-RPR, 195 448 (33,65 %).

17 juin 1984 : Ins. 742 463; abst. 45,18 %; suff. ex. 394 160. PC, 38 864 (9,85 %); PS, 104 483 (26,50 %); UDF-RPR, 165 996 (42,11 %); FN, 36 159 (9,17 %).

BORDEAUX

Ins. 121 840; abst. 27,79 %; suff. ex. 85 814. Un. opp. (M. Chaban-Delmas, RPR), 42 698 (49,75 %); PS-MRG (M. Chaban-Delmas, PS), 26 770 (31,19 %); FN (M. Sirgue), 8 392 (9,77 %); Div. (M. Peyret), 5 077 (5,91 %); PC (M. Roche), 1 056 (1,23 %); FN-Diss. (M. Michel), 640 (0,74 %); L.O. (M. Mas), 637 (0,74 %); MPPT (M. Raymond), 306 (0,35 %); LCR (M. Remoiville), 238 (0,27 %).

Ins. 34 571; abst. 24,17 %; suff. ex. 25 548. PS-MRG (M. Lalumière, PS), 10 910 (42,70 %); Un. opp. (40,09 %); UDF-RPR, 106 758 (34,60 %).

17 juin 1984 : Ins. 480 151; abst. 42,56 %; suff. ex. 267 582. PC, 44 326 (16,57 %); PS, 60 244 (22,53 %); UDF-RPR, 95 152 (35,58 %); FN, 41 010 (15,33 %).

Ins. 302 260; abst. 20,73 %; suff. ex. 381 258.

PS-MRG (M. Frêche, PS, M. de Montpelliér), 129 491 (33,96 %); 3 élus; RPR (M. Fonta, M. de Béziers), 82 161 (21,54 %); 1 élu; FN (M. Martinez), 59 291 (15,55 %); 1 élu; PC (M. Roux), 48 972 (12,84 %); 1 élu; UDF (M. Dimeglio, UDF-RPR), 48 865 (12,81 %); 1 élu; Div. opp. (M. Pons, ex-UDF-CDS), 10 032 (2,61 %); MPPT (M. Vézinhé), 2 446 (0,64 %).

SORTANTS : MM. Georges Frêche (PS); Gilbert Stéas (PS); Jean Laborde (PS); Paul Balmigère (PC); Raoul Bayou (PS).

26 avril 1981 : Ins. 458 322; abst. 19,49 %; suff. ex. 362 224. MAR-CHAI, 75 997 (20,97 %); MITTERRAND, 141 538 (33,74 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 102 644 (28,25 %); GISCARD D'ESTAING, 91 923 (25,30 %); CHIRAC, 58 161 (16,01 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 67 925 (18,70 %).

14 juin 1981 : Ins. 459 605; abst. 31,93 %; suff. ex. 308 462. PC, 66 311 (21,49 %); PS-MRG, 123 693

C'est la première fois, de longue date, que la droite est majoritaire dans le Gers. Mais il lui faut, pour cela, le concours de l'extrême droite, 808 voix seulement séparant les deux camps. Le Front national confirme la percée qu'il avait faite aux élections européennes et en tire le bénéfice. Le RPR, profitant des potentialités qu'ont acquises, avant le départ des élus, les principaux dirigeants de l'UDF, MM. Yves Marchand (CDS), maire de Sète, Willy Diméglio (PR) et Jean-Jacques Pons (ex-CDS), devient le deuxième parti du département. L'UDF perd plus de 12 points par rapport au score de M. Vézinhé, élu député en 1981. Elle est même dépassée par le PCP, pourtant loin du niveau qu'il atteignait encore il y a cinq ans.

Ce renversement du rapport de forces permet à la droite de prendre un siège au PS, remporté logiquement par M. Aymeri de Montesquiou, tête de liste officielle de l'opposition, qui avait regroupé autour de lui les appareils locaux du RPR et de l'UDF. Victoire étonnante cependant, en raison de la dissidence de M. Maurice Mésigault, maire de Fleurance et phythérapeute de renom, qui avoisine les 18 % des suffrages exprimés.

A gauche, le grand perdant est M. André Cellard, député socialiste en 1978 et 1981, l'ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans les deux premiers gouvernements Mitterrand. Exclu du PS, accueilli par le MRG, il obtient un score minime, avec 2,45 % des suffrages, moins que le score de ses aînés radicaux de gauche aux élections régionales.

(1,37 %); MPPT (M. Vézinhé), 117 (0,55 %).

Le Parti socialiste améliore sa position de premier parti du département. Le Front national confirme la percée qu'il avait faite aux élections européennes et en tire le bénéfice. Le RPR, profitant des potentialités qu'ont acquises, avant le départ des élus, les principaux dirigeants de l'UDF, MM. Yves Marchand (CDS), maire de Sète, Willy Diméglio (PR) et Jean-Jacques Pons (ex-CDS), devient le deuxième parti du département. L'UDF perd plus de 12 points par rapport au score de M. Vézinhé, élu député en 1981. Elle est même dépassée par le PCP, pourtant loin du niveau qu'il atteignait encore il y a cinq ans.

ILLE-ET-VILAINE (7)

ÉLUS. - 3 PS : MM. Edmond Hervé, Jean-Michel Boucheron, Clément Théaudin; 2 UDF-CDS : MM. Pierre Méhaignerie, Yves Fréville; 1 UDF-RPR : M. Alain Madelin; 1 RPR : M. Michel Colinet.

Ins. 518 900; abst. 21,00 %; suff. ex. 388 255.

UDF (M. Méhaignerie, UDF-CDS, a. min. prés. C. g. m. de Vitré), 142 257 (36,64 %); 3 élus; PS (M. Hervé, sec. E. m. de Rennes), 135 391 (34,87 %); 3 élus; RPR (M. Colinet, a. min. prés. C. g. m. de Vitré), 116 161 (30,49 %); 1 élu; FN (M. Clerc), 17 012 (4,38 %); PC (M. Benoist), 13 059 (3,36 %); Div. g. (M. Chapiot, ex-PS), 7 432 (1,91 %); L.O. (M. Madec), 5 685 (1,46 %); MRG (M. Tardif), 1 832 (0,47 %); MPPT (M. Prie), 1 759 (0,45 %); 186 (M. Roux), 1 678 (0,43 %).

SORTANTS : MM. Clément Théaudin (PS); Jean-Michel Boucheron (PS); Pierre Méhaignerie (UDF-CDS); Alain Madelin (UDF-RPR); M. Michel Colinet (RPR); Jean Hénault (RPR).

26 avril 1981 : Ins. 491 872; abst. 17,41 %; suff. ex. 416 643. MAR-CHAI, 29 541 (7,37 %); MITTERRAND, 103 118 (25,74 %); Mitterrand + CRÉPEAU, 111 027 (27,72 %); GISCARD D'ESTAING, 132 068 (32,97 %); CHIRAC, 80 919 (20,28 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 92 716 (23,14 %).

14 juin 1981 : Ins. 492 593; abst. 29,30 %; suff. ex. 343 868. PC, 17 130 (4,98 %); PS, 132 371 (38,49 %); UDF-RPR, 178 226 (51,82 %).

17 juin 1984 : Ins. 505 022; abst. 43,66 %; suff. ex. 274 242. PC, 12 595 (4,59 %); PS, 59 021 (21,52 %); UDF-RPR, 139 941 (51,02 %); FN, 17 837 (6,50 %).

Ins. 111 548; abst. 28,20 %; suff. ex. 78 062. PS (M. Hervé), 34 836 (44,61 %); UDF (M. Méhaignerie, UDF-CDS), 20 787 (26,62 %); RPR (M. Colinet), 12 310 (15,76 %); FN (M. Clerc), 3 986 (5,10 %); PC (M. Benoist), 3 535 (4,52 %); L.O. (M. Madec), 810 (1,03 %); Div. g. (M. Chapiot, ex-PS), 808 (1,03 %); MRG (M. Tardif), 390 (0,49 %); MPPT (M. Prie), 344 (0,44 %); 186 (M. Roux), 266 (0,34 %).

Ins. 34 130; abst. 24,64 %; suff. ex. 24 486. UDF (M. Méhaignerie, UDF-CDS), 8 036 (32,81 %); PS (M. Hervé), 6 826 (27,87 %); RPR (M. Colinet), 4 238 (17,30 %); Div. g. (M. Chapiot, ex-PS), 3 449 (10 %); FN (M. Clerc), 1 539 (6,28 %); L.O. (M. Madec), 272 (1,11 %); 186 (M. Roux), 87 (0,35 %); MPPT (M. Prie), 85 (0,34 %); MRG (M. Tardif), 78 (0,31 %).

Ins. 34 130; abst. 24,64 %; suff. ex. 24 486. UDF (M. Méhaignerie, UDF-CDS), 8 036 (32,81 %); PS (M. Hervé), 6 826 (27,87 %); RPR (M. Colinet), 4 238 (17,30 %); Div. g. (M. Chapiot, ex-PS), 3 449 (10 %); FN (M. Clerc), 1 539 (6,28 %); L.O. (M. Madec), 272 (1,11 %); 186 (M. Roux), 87 (0,35 %); MPPT (M. Prie), 85 (0,34 %); MRG (M. Tardif), 78 (0,31 %).

Ins. 34 130; abst. 24,64 %; suff. ex. 24 486. UDF (M. Méhaignerie, UDF-CDS), 8 036 (32,81 %); PS (M. Hervé), 6 826 (27,87 %); RPR (M. Colinet), 4 238 (17,30 %); Div. g. (M. Chapiot, ex-PS), 3 449 (10 %); FN (M. Clerc), 1 539 (6,28 %); L.O. (M. Madec), 272 (1,11 %); 186 (M. Roux), 87 (0,35 %); MPPT (M. Prie), 85 (0,34 %); MRG (M. Tardif), 78 (0,31 %).

LÉGISLATIVES

de M. Raymond Barre, tablat, elle, sur trois élus. Le maire de Tours devra se contenter de deux : M. Jean Royer, l'indépendant et M. Raymond Lory, maire de Joubert-Tours, conseiller général, lequel avait fait échouer l'UDF, en rejoignant l'ancien candidat à la présidence de la République.

Du côté socialiste, la querelle entre M. Christian Morin et M. Jean Prouvost pour la conduite de la liste PS-MRG a finalement trouvé un apaisement avec l'élection des deux parisiens du courant mitterrandiste. Le PS progresse d'ailleurs de 9,53 % points par rapport aux européennes et fait mieux

que le candidat François Mitterrand en 1981. Le vote utile s'en fait aux dépens du PC, qui s'effondre spectaculairement et ne recueille plus que 6,36 % des suffrages contre 8,12 % aux européennes de 1984, 8,39 % aux législatives de 1981 et 11,97 % aux dernières présidentielles.

M. Bernard Debré, RPR, fils cadet de l'ancien premier ministre, a réussi son pari : il a obtenu l'adhésion du RPR et du CNIP. Le Front national regroupe avec 7,07 des suffrages, contre 8,86 % aux européennes. L'extrême gauche est marginale avec à peine plus de 2 % des voix.

ISÈRE (9)

ÉLUS. - 1 PC : M. Jean Girard ; 3 PS : MM. Louis Mermaz, Christiane Chassagnon, M. Odile Sclard ; 2 UDF-PR : MM. Georges Colombier, Alain Moyne-Bressand ; 2 RPR : MM. Alain Carignon, Michel Hamon ; 1 FN : M. Bruno Megret.

Ins. 598 229 ; abst. 22,43 % ; suff. ex. 447 620.

Un. opp. (M. Carignon, RPR, prés. c. g. m. de Grenoble), 172 925 (38,63 %) ; 4 élus : PS (M. Mermaz, m. de Vienne), 159 428 (35,61 %) ; 3 élus : FN (M. Megret), 45 406 (10,14 %) ; 1 élu : PC (M. Girard), 41 841 (9,34 %) ; 1 élu : V. (M. Commandeur), 10 023 (2,23 %) ; LO (M. Calmel), 3 472 (0,77 %) ; FN-diss. (M. Arabian), 3 246 (0,72 %) ; CNIP (M. Knipper), 2 846 (0,63 %) ; div. opp. (M. Cram), 2 839 (0,63 %) ; div. g. (M. Batory), 1 904 (0,42 %) ; MPPT (M. Vial), 1 563 (0,34 %) ; div. opp. (M. Pronost), 1 301 (0,29 %) ; LCR (M. Vitoz Mea), 827 (0,18 %).

SORTANTS : M. Odile Sclard (PS) ; M. Bernard Monneyrou (PS) ; Louis Mermaz (PS) ; René Bourget (PS) ; Georges Bally (PS).

26 avril 1981 : Ins. 559 968 ; abst. 20,73 % ; suff. ex. 436 737. MAR-CHAS, 124 253 (16,34 %) ; MITTER-RAND, 124 578 (16,47 %) ; MITTER-RAND + CRÉPEAU, 35 678 (4,60 %) ; GISCARD D'ESTAING, 112 947 (14,56 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 79 679 (10,24 %).

14 juin 1981 : Ins. 561 566 ; abst. 32,91 % ; suff. ex. 372 669. PC, 72 446 (19,43 %) ; PS, 141 986 (38,09 %) ; UDF-RPR, 141 602 (37,99 %).

17 juin 1984 : Ins. 576 404 ; abst. 44,83 % ; suff. ex. 310 233. PC, 34 538 (11,13 %) ; PS, 73 009 (23,23 %) ; UDF-RPR, 126 607 (40,31 %) ; FN, 36 075 (11,22 %).

GRENOBLE
Ins. 83 565 ; abst. 25,77 % ; suff. ex. 60 209. Un. opp. (M. Carignon, RPR), 24 061 (39,56 %) ; PS (M. Mermaz), 23 057 (38,29 %) ; FN (M. Megret), 5 729 (9,50 %) ; PC (M. Girard), 4 054 (6,73 %) ; V. (M. Commandeur), 1 223 (2,03 %) ; FN-diss. (M. Arabian), 371 (0,61 %) ; LO (M. Calmel), 320 (0,53 %) ; div. opp. (M. Cram), 307 (0,50 %) ; CNIP (M. Knipper), 289 (0,47 %) ; div. g. (M. Batory), 264 (0,43 %) ; MPPT (M. Vial), 215 (0,35 %) ; div. opp. (M. Pronost), 166 (0,27 %) ; LCR (M. Vitoz Mea), 158 (0,26 %).

ÉCHIROLLES
Ins. 18 624 ; abst. 23,51 % ; suff. ex. 13 798. PS (M. Mermaz), 4 870 (35,29 %) ; un. opp. (M. Carignon, RPR), 3 368 (24,40 %) ; PC (M. Girard), 2 945 (21,34 %) ; FN (M. Megret), 1 775 (12,86 %) ; V. (M. Commandeur), 315 (2,28 %) ; LO (M. Calmel), 111 (0,80 %) ; FN-diss. (M. Arabian), 105 (0,76 %) ; div. opp. (M. Cram), 85 (0,61 %) ; CNIP (M. Knipper), 82 (0,60 %) ; div. g. (M. Batory), 48 (0,34 %) ; div. opp. (M. Pronost), 40 (0,28 %) ; MPPT (M. Vial), 39 (0,28 %) ; LCR (M. Vitoz Mea), 35 (0,25 %).

SAINT-MARTIN-D'HÈRES
Ins. 15 635 ; abst. 27,38 % ; suff. ex. 11 066. PS (M. Mermaz), 4 226 (38,18 %) ; un. opp. (M. Carignon, RPR), 2 888 (26,09 %) ; PC (M. Girard), 2 206 (19,93 %) ; FN (M. Megret), 1 087 (9,82 %) ; V. (M. Commandeur), 221 (1,99 %) ; LO (M. Calmel), 89 (0,80 %) ; FN-diss. (M. Arabian), 71 (0,64 %) ; LCR (M. Vitoz Mea), 63 (0,56 %) ; div. opp. (M. Cram), 61 (0,55 %) ; MPPT (M. Vial), 59 (0,53 %) ; div. g. (M. Batory), 46 (0,41 %) ; CNIP (M. Pronost), 19 (0,17 %).

La répartition du nombre de sièges de députés - 4 UDF et 3 PS, 1 PC, 1 FN - est celle qui était la plus généralement pronostiquée. Plus étonnant est, en revanche, la poussée socialiste dans le département, mais également à Grenoble, ainsi que dans certaines bastions communistes des communes d'Échirolles et de Saint-Martin-d'Hères.

Avec 9,3 % des voix, le PC enregistre l'un de ses plus mauvais scores dans ce département. Son effondrement, amorcé dès le début des années 80, s'est une nouvelle fois confirmé lors du scrutin du 16 mars. Il semble avoir profité assez largement au Parti socialiste, qui obtient 35,6 % des suffrages aux législatives et 34,27 % aux régionales. Lors des élections cantonales de 1985, le PS avait recueilli dans les cantons renouvelés 30,5 % des voix.

Après les victoires successives de M. Alain Carignon (RPR) aux élections municipales de 1983 puis aux élections cantonales de 1985, le score de la liste RPR, que le maire de Grenoble conduisait pour les législatives, n'est pas à la hauteur de ses expériences ni de celles de ses amis. Ceux-ci s'abstiennent, en effet, sur un résultat inférieur à 40 % des voix. Dans sa propre ville, M. Carignon obtient 39,95 % et le PS 38,29 %.

Le candidat de l'extrême gauche, M. Guy Cabanel (PR), constatant, dimanche soir, que les résultats politiques de l'Isère sont encore assez mauvais. Quant aux amis de M. Mermaz, ils voyaient dans ces résultats « un encouragement pour les combats futurs » et « un coup de frein à l'ascension de M. Carignon ».

JURA (3)

ÉLUS. - 1 PS : M. Alain Brune ; 1 UDF-PR : M. Gilbert Barbier ; 1 RPR : M. Jean Chazotte.

Ins. 172 713 ; abst. 20,57 % ; suff. ex. 131 045.

Un. opp. (M. Barbier, UDF, m. de Dole), 53 861 (41,10 %) ; 2 élus : PS (M. Brune), 30 141 (23,45 %) ; 1 élu : FN (M. Normand), 11 406 (8,70 %) ; PC (M. Faivre-Piccon), 9 984 (7,61 %) ; div. opp. (M. Burderyn), 4 998 (3,81 %) ; V. (M. Lancon), 4 644 (3,54 %) ; MPPT (M. Chavet), 851 (0,64 %).

SORTANTS : MM. Alain Brune (PS) ; Jean-Pierre Santa-Cruz (PS).

26 avril 1981 : Ins. 169 848 ; abst. 18,54 % ; suff. ex. 135 844. MAR-CHAS, 18 601 (13,69 %) ; MITTER-RAND, 36 078 (26,55 %) ; MITTER-RAND + CRÉPEAU, 35 678 (26,54 %) ; GISCARD D'ESTAING, 32 123 (24,13 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 27 940 (20,56 %).

14 juin 1981 : Ins. 170 011 ; abst. 29,06 % ; suff. ex. 118 913. PC, 17 197 (14,46 %) ; PS, 42 134 (33,43 %) ; UDF-RPR, 49 022 (41,22 %).

17 juin 1984 : Ins. 171 572 ; abst. 42,45 % ; suff. ex. 95 068. PC, 8 036 (4,45 %) ; PS, 20 811 (11,59 %) ; UDF-RPR, 42 206 (24,39 %) ; FN, 9 559 (10,05 %).

LOIS-LE-SAUNIER
Ins. 12 327 ; abst. 22,79 % ; suff. ex. 9 080. Un. opp. (M. Barbier, UDF), 3 799 (41,83 %) ; PS (M. Brune), 3 081 (33,93 %) ; FN (M. Normand), 795 (8,75 %) ; PC (M. Faivre-Piccon), 716 (8,54 %) ; div. opp. (M. Burderyn), 514 (5,65 %) ; V. (M. Lancon), 263 (2,89 %) ; MPPT (M. Chavet), 52 (0,57 %).

DOLE
Ins. 15 583 ; abst. 23,85 % ; suff. ex. 11 521. Un. opp. (M. Barbier, UDF), 4 374 (37,96 %) ; PS (M. Brune), 4 189 (36,35 %) ; PC (M. Faivre-Piccon), 1 171 (10,10 %) ; FN (M. Normand), 1 093 (9,48 %) ; V. (M. Lancon), 389 (3,37 %) ; div. opp. (M. Burderyn), 217 (1,88 %) ; MPPT (M. Chavet), 88 (0,76 %).

L'opposition emporte comme prévu deux sièges sur trois. La liste d'union RPR-UDF n'a pourtant pas progressé par rapport au résultat de 1981 (41,1 % contre 41,2 %) et a perdu trois points par rapport au score de la liste Vail lors des européennes de 1984. M. Gilbert Barbier, adhérent direct UDF, retrouve le siège à l'Assemblée nationale qu'il avait perdu en 1981.

Le PS s'empare d'un siège sur les deux qu'il avait conquis il y a cinq ans. Les élections déclinées après la victoire d'Alain Brune, qui avait été préféré pour conduire la liste socialiste à l'autre sortant, M. Jean-Pierre Santa-Cruz, ancien maire de Dole, maintient son résultat des législatives de 1981. Il progresse même de deux points par rapport aux européennes. La liste socialiste semble avoir bénéficié de la chute spectaculaire du PC. Celui-ci a perdu la moitié de son électorat en cinq ans et passe désormais derrière le Front national.

LANDES (3)
ÉLUS. - 2 PS : MM. Henri Emmanuel, Jean-Pierre Pénicaut ; 1 RPR : M. Louis Lange.

Ins. 231 773 ; abst. 16,94 % ; suff. ex. 182 263.

PS (M. Emmanuel), sec. E., prés. c. g., 78 097 (42,84 %) ; 2 élus : un. opp. (M. Lange, RPR), 39 433 (21,34 %) ; PC (M. Larrot), 14 650 (8,03 %) ; FN (M. Barrouillet), 9 274 (5,08 %) ; MRG-diss. (M. Dutoy), 7 386 (4,05 %) ; MPPT (M. Bouteraud), 972 (0,53 %).

SORTANTS : MM. Roger Duron (PS) ; Jean-Pierre Pénicaut (PS) ; Robert Cabé (PS).

26 avril 1981 : Ins. 219 366 ; abst. 15,16 % ; suff. ex. 183 197. MAR-CHAS, 36 095 (16,44 %) ; MITTER-RAND, 62 326 (28,42 %) ; MITTER-RAND + CRÉPEAU, 65 421 (30,71 %) ; GISCARD D'ESTAING, 47 013 (21,66 %) ; CHIRAC, 30 748 (14,76 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 35 119 (15,71 %).

14 juin 1981 : Ins. 219 717 ; abst. 23,76 % ; suff. ex. 165 043. PC, 19 424

(11,76 %) ; PS, 83 152 (38,38 %) ; UDF-RPR, 60 327 (27,55 %).

17 juin 1984 : Ins. 225 567 ; abst. 36,47 % ; suff. ex. 137 460. PC, 15 607 (11,35 %) ; PS, 41 691 (30,32 %) ; UDF-RPR, 54 535 (39,67 %) ; FN, 9 793 (7,12 %).

MONT-DE-MARSAN
Ins. 19 674 ; abst. 20,32 % ; suff. ex. 14 890. PS (M. Emmanuel), 6 445 (43,34 %) ; un. opp. (M. Lange, RPR), 6 147 (41,34 %) ; FN (M. Barrouillet), 0 000 (0,00 %) ; PC (M. Larrot), 752 (5,05 %) ; MRG-diss. (M. Dutoy), 550 (3,56 %) ; MPPT (M. Bouteraud), 97 (0,65 %).

Le Parti socialiste limite sa baisse de représentation législative au scrutin proportionnel, en conservant deux sièges sur trois, pour la scolarité d'État en budget, M. Henri Emmanuel, et M. Jean-Pierre Pénicaut. Le troisième revient à M. Louis Lange (RPR), ancien président du CNIA. Tout en restant majoritaire dans les Landes, il voit son score régresser par rapport au premier tour des élections législatives de 1981 (50,38 % contre 42,84 %), mais celui-ci est en nette augmentation comparé au dernier scrutin national significatif, celui des élections européennes de juin 1984, où il avait recueilli 50,32 % des suffrages exprimés. De son côté, le Parti communiste enregistre un net recul, passant, d'une moyenne de 11,5 % au cours de ces deux dernières scrutins, à 8,03 % dimanche.

S'agissant des petites listes, on note surtout la perte d'influence du Front national, qui obtient 3,08 % des suffrages, contre 7,12 % lors des élections européennes. Dans un département traditionnellement orienté à gauche, ces résultats sont, dans l'ensemble, bons pour le Parti socialiste qui, déjà majoritaire au conseil général, confirme sa suprématie.

LOIR-ET-CHER (3)

ÉLUS. - 1 PS : M. Jack Lang ; 1 UDF-CDS : M. Jean Desnais ; 1 RPR : M. Roger Corréze.

Ins. 213 811 ; abst. 18,93 % ; suff. ex. 163 976.

Un. opp. (M. Corréze, RPR), 77 339 (47,16 %) ; 2 élus : PS (M. Lang, min.), 60 737 (37,04 %) ; 1 élu : PC (M. Le Moing), 12 047 (7,34 %) ; FN (M. Chavet), 12 047 (7,34 %).

Les deux députés sortants de l'opposition retrouvent leur siège avec un score jugé par eux « tout à fait honorable ». Leur liste unitaire (47,16 %). Obtenant 1,94 point de plus qu'aux européennes, la liste d'union nationale, lui, baisse d'un point. La présence d'une liste dissidente empêche en outre le parti de M. Le Pen d'emporter un siège aux élections régionales.

LOIRE (7)
ÉLUS. - 1 PC : M. Paul Chomant ; 2 PS : MM. Jean Auroux, Jacques Badet ; 2 UDF-PR : MM. Pascal Clément, Henri Bayard ; 1 RPR : M. Christian Cabal ; 1 FN : M. Guy Le Jaouen.

Ins. 479 305 ; abst. 24,84 % ; suff. ex. 344 209.

Un. opp. (M. Cabal, RPR), 144 912 (42,10 %) ; 3 élus : PS (M. Auroux, min. m. de Roanne), 102 806 (29,86 %) ; 2 élus : FN (M. Le Jaouen), 44 332 (12,87 %) ; 1 élu : PC (M. Chomant), 36 829 (10,70 %) ; 1 élu : V. (M. Privat), 9 167 (2,66 %) ; LO (M. Cuadros), 4 359 (1,26 %) ; MPPT (M. Marcuocelli), 1 774 (0,51 %).

SORTANTS : MM. Paul Chomant (PC) ; Bruno Vennin (PS) ; Jacques Badet (PS) ; Théo Vial-Massat (PC) ; Jean-Jacques Benoit (PS) ; Pascal Clément (UDF-PR) ; Henri Bayard (UDF-PR).

26 avril 1981 : Ins. 475 584 ; abst. 26,75 % ; suff. ex. 370 743. MAR-CHAS, 39 743 (15,84 %) ; MITTER-RAND, 91 612 (24,71 %) ; MITTER-RAND + CRÉPEAU, 98 706 (26,62 %) ; GISCARD D'ESTAING, 108 536 (29,28 %) ; CHIRAC, 64 021 (17,26 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 75 439 (20,34 %).

14 juin 1981 : Ins. 475 527 ; abst. 33,22 % ; suff. ex. 313 571. PC, 52 563 (16,76 %) ; PS, 104 601 (33,35 %) ; UDF-RPR, 135 971 (43,36 %).

17 juin 1984 : Ins. 475 373 ; abst. 46,15 % ; suff. ex. 248 227. PC, 25 233 (5,32 %) ; PS, 57 119 (11,9 %) ; UDF-RPR, 107 941 (22,71 %) ; FN, 32 559 (7,01 %).

SAINT-ÉTIENNE
Ins. 122 706 ; abst. 30,18 % ; suff. ex. 83 697. Un. opp. (M. Cabal, RPR), 32 217 (38,49 %) ; PS (M. Auroux), 24 631 (29,42 %) ; FN (M. Le Jaouen), 13 099 (15,65 %) ; PC (M. Chomant), 10 705 (12,79 %) ; V. (M. Privat), 1 995 (2,38 %) ; LO (M. Cuadros), 690 (0,82 %) ; MPPT (M. Marcuocelli), 360 (0,43 %).

ROANNE
Ins. 28 869 ; abst. 29,63 % ; suff. ex. 19 431. Un. opp. (M. Cabal, RPR), 7 863 (40,46 %) ; PS (M. Auroux), 6 558 (33,75 %) ; PC (M. Chomant), 2 416 (12,43 %) ; FN (M. Le Jaouen), 761 (3,96 %) ; V. (M. Privat), 496 (2,55 %) ; LO (M. Cuadros), 241 (1,24 %) ; MPPT (M. Marcuocelli), 96 (0,49 %).

SAINT-CHAMOND
Ins. 23 635 ; abst. 23,01 % ; suff. ex. 17 572. Un. opp. (M. Cabal, RPR), 6 534 (37,18 %) ; PS (M. Auroux), 6 234 (36,04 %) ; FN (M. Le Jaouen), 2 735 (15,56 %) ; PC (M. Chomant), 1 180 (6,71 %) ; V. (M. Privat), 535 (3,04 %) ; LO (M. Cuadros), 172 (0,97 %) ; MPPT (M. Marcuocelli), 82 (0,46 %).

Le scrutin du Front national retient l'attention : il obtient un élu et devance nettement le Parti communiste, dont l'audience ne cesse de décroître dans le département, et qui ne soigne son siège que de justesse. L'union RPR-UDF n'obtient que trois sièges sur les quatre qu'elle pouvait espérer enlever, mais

12 033 (7,33 %) ; MPPT (M. Roger Corréze), 1 820 (1,10 %).

SORTANTS : MM. François Morin (PS) ; Roger Corréze (RPR) ; Jean Desnais (UDF-CDS).

26 avril 1981 : Ins. 208 054 ; abst. 16,36 % ; suff. ex. 170 420. MAR-CHAS, 74 732 (45,51 %) ; MITTER-RAND, 43 511 (25,53 %) ; MITTER-RAND + CRÉPEAU, 47 543 (27,89 %) ; GISCARD D'ESTAING, 53 259 (31,23 %) ; CHIRAC, 25 838 (15,16 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 31 434 (19,03 %).

14 juin 1981 : Ins. 208 069 ; abst. 25,18 % ; suff. ex. 153 241. PC, 18 659 (12,17 %) ; PS, 57 708 (37,65 %) ; UDF-RPR, 66 589 (43,45 %).

17 juin 1984 : Ins. 210 778 ; abst. 39,68 % ; suff. ex. 121 013. PC, 12 473 (10,30 %) ; PS, 25 249 (20,84 %) ; UDF-RPR, 54 723 (45,22 %) ; FN, 9 960 (8,23 %).

BLOIS
Ins. 26 446 ; abst. 23,21 % ; suff. ex. 19 664. Un. opp. (M. Corréze, RPR), 8 376 (42,59 %) ; PS (M. Lang), 8 141 (41,40 %) ; FN (M. Chavet), 1 648 (8,38 %) ; PC (M. Le Moing), 1 257 (6,39 %) ; MPPT (M. Roger), 242 (1,23 %).

Une victoire de l'opposition à peu près conforme à son attente et un succès personnel du ministre de la culture, M. Jack Lang : tels sont les principaux enseignements de ce scrutin aux surprises. L'« effort Lang » a joué à plein au point qu'il permet au PS de retrouver pratiquement son score de 1981. La campagne très active du ministre de la culture, qui a déboulé rapidement de nombreux dossiers locaux, avec de conséquentes subventions, aura hissé le PS au-delà de ses prévisions les plus optimistes. Dans ce département rural, traditionnellement modéré, M. Lang a incontestablement attiré plus d'électeurs que les seuls sympathisants socialistes. Sans doute les pertes-record enregistrées par le Parti communiste qui, en recueillant 7,34 % des suffrages perd 2,97 points par rapport aux européennes de 1984 s'expliquent-elles en partie ainsi.

Les deux députés sortants de l'opposition retrouvent leur siège avec un score jugé par eux « tout à fait honorable ». Leur liste unitaire (47,16 %). Obtenant 1,94 point de plus qu'aux européennes, la liste d'union nationale, lui, baisse d'un point. La présence d'une liste dissidente empêche en outre le parti de M. Le Pen d'emporter un siège aux élections régionales.

LOIRE-ATLANTIQUE (10)
ÉLUS. - 4 PS : MM. Jean-Marie Ayrault, Claude Evry, Jean Nattiez, Alain Chénard ; 1 UDF : M. Xavier Hamaut ; 1 UDF-CDS : M. Monique Papon ; 1 UDF-PR : M. Joseph-Henri Manjourné du Gasset ; 3 RPR : MM. Olivier Guichard, Lucien Richard, M. Elisabeth Huet.

Ins. 688 522 ; abst. 23,45 % ; suff. ex. 501 461.

Un. opp. (M. Guichard, RPR, a. min.), 235 384 (46,93 %) ; 6 élus : PS (M. Ayrault, M. de Saint-Herblain), 184 759 (36,84 %) ; 4 élus : FN (M. Bouin), 30 479 (6,07 %) ; PC (M. Moresau), 25 519 (5,08 %) ; LO (M. Belin), 7 731 (1,54 %) ; MRG-MGP (M. Odette, MRG), 5 696 (1,13 %) ; MPPT (M. Guillon), 4 522 (0,90 %) ; POE (M. Bierre), 4 016 (0,80 %) ; 1 élu : M. Bourmand, 3 353 (0,66 %).

SORTANTS : MM. Jean Nattiez (PS) ; Alain Chénard (PS) ; Jacques Floch (PS) ; Joseph-Henri Manjourné du Gasset (UDF-PR) ; Xavier Hamaut (UDF) ; Claude Evry (PS) ; Olivier Guichard (RPR) ; Lucien Richard (RPR).

26 avril 1981 : Ins. 652 967 ; abst. 18,57 % ; suff. ex. 523 950. MAR-CHAS, 48 924 (9,33 %) ; MITTER-RAND, 149 168 (28,46 %) ; MITTER-RAND + CRÉPEAU, 163 979 (31,29 %) ; GISCARD D'ESTAING, 156 176 (29,80 %) ; CHIRAC, 93 905

(17,92 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 110 419 (21,07 %).

14 juin 1981 : Ins. 652 569 ; abst. 30,52 % ; suff. ex. 447 563. PC, 31 626 (7,06 %) ; PS-MRG, 188 987 (42,22 %) ; UDF-RPR, 208 728 (46,63 %).

17 juin 1984 : Ins. 674 408 ; abst. 45,44 % ; suff. ex. 356 584. PC, 22 141 (6,20 %) ; PS, 82 322 (23,08 %) ; UDF-RPR, 170 940 (47,93 %) ; FN, 27 708 (7,77 %).

NANTES
Ins. 156 039 ; abst. 28,33 % ; suff. ex. 108 169. Un. opp. (M. Guichard, RPR), 48 273 (44,62 %) ; PS (M. Ayrault), 42 065 (38,88 %) ; FN (M. Bouin), 7 945 (7,34 %) ; PC (M. Moresau), 5 814 (5,37 %) ; MRG-MGP (M. Odette, MRG), 1 209 (1,11 %) ; LO (M. Belin), 1 047 (0,96 %) ; MPPT (M. Guillon), 736 (0,68 %) ; 1 élu : M. Bourmand, 577 (0,53 %) ; POE (M. Bierre), 577 (0,53 %) ; POE (M. Bierre), 577 (0,53 %).

REZE
Ins. 23 942 ; abst. 27,29 % ; suff. ex. 16 668. PS (M. Ayrault), 7 994 (47,96 %) ; un. opp. (M. Guichard, RPR), 5753 (34,51 %) ; PC (M. Moresau), 1 139 (6,83 %) ; FN (M. Bouin), 887 (5,32 %) ; LO (M. Belin), 254 (1,52 %) ; MRG-MGP (M. Odette, MRG), 226 (1,35 %) ; MPPT (M. Guillon), 200 (1,19 %) ; POE (M. Bierre), 110 (0,65 %) ; 1 élu : M. Bourmand, 105 (0,62 %).

(Lire la suite page 18.)

FRED UHLMAN

La lettre de Conrad

Pas de résurrection, si vous plaît

romans

traduit de l'anglais par Bernard Carabac

Fred Uhlman

Sous la lune et les étoiles

romans

traduit de l'anglais par Bernard Carabac

Par l'auteur de IL FAIT BEAU A PARIS AUJOURD'HUI

Stock

156p 69F

Stock

مكتبة من الأصل

فكرنا من الأصل

LES ÉLECTIONS

ÉGISLA

ORNE (3)

ÉLUS. - 1 ex-PS : M. Michel Lambert ; 1 UDF-CDS : M. Francis Geng ; 1 RPR : M. Daniel Goulet.
Ins. 209 590 ; abst. 20,39 % ; suff. ex. 157 048.
Un. opp. : M. Goulet (RPR), 75 755 (48,23 %) ; 2 élus ; PS-diss. : M. Lambert (ex-PS), 34 193 (21,77 %) ; 1 élu ; PS-MRG : M. Doublin (MRG), 16 613 (10,57 %) ; FN : M. Delacroix, 10 208 (6,49 %) ; div. opp. : M. Raud, 8 417 (5,35 %) ; PC : M. Fronté, 5 193 (3,30 %) ; Verts : M. Berthout, 3 848 (2,45 %) ; POE : M. Pautier, 1 470 (0,93 %) ; MRPPT : M. Picco, 850 (0,54 %) ; ALT : M. Noiret, 501 (0,31 %).
SORTANTS : MM. Daniel Goulet (RPR) ; Francis Geng (UDF-CDS) ; Michel Lambert (PS).

PAS-DE-CALAIS (14)

ÉLUS. - 2 PC : MM. Rémy Anchede, Jean-Jacques Barthe ; 6 PS : MM. Roland Hugnet, Guy Lengua, Jean-Pierre Kuchede, Jacques Mellick, André Delehedde, Marcel Wachaux ; 1 UDF-PR : M. Philippe Vasseur ; 2 RPR : MM. Jean-Faust Deloyere, Yvan Biot ; 1 CNRP : M. Jacques Haraux ; 1 div. d. : M. Léonard Deprez ; 1 FN : M. François Porten de la Morandière.
Ins. 977 008 ; abst. 18,23 % ; suff. ex. 762 737.
PS-MRG (M. Hugnet, PS, prés. c.g.), 261 865 (34,33 %) ; 6 élus ; RPR (M. Deloyere), 127 547 (16,72 %) ; 3 élus ; PC (M. Anchede), 126 272 (16,35 %) ; 2 élus ; UDF (M. Vasseur, UDF-PR), 76 274 (10 %) ; 1 élu ; div. diss. (M. Deprez, ex-UDF-PR), 70 669 (9,26 %) ; 1 élu ; FN (M. Porten de la Morandière), 59 745 (7,83 %) ; 1 élu ; Verts (M. Trovilliez), 25 541 (3,34 %) ; div. opp. (M. Canine), 7 485 (0,98 %) ; MPPT (M. Schapman), 7 339 (0,96 %).

SORTANTS : MM. André Delehedde (PS) ; Jean-Pierre Defontaine (MRG) ; Lucien Pignat (PS) ; Claude Wilaup (PS) ; Michel Sargent (PS) ; Dominique Duplet (PS) ; Jean-Jacques Barthe (PC) ; Roland Hugnet (PS) ; Jacques Mellick (PS) ; Marcel Wachaux (PS) ; Noël Joseph (PS) ; Jean-Pierre Kuchede (PS) ; Jean-Claude Bois (PS) ; Joseph Legrand (PC).
26 avril 1981 : Ins. 945 564 ; abst. 13,61 % ; suff. ex. 800 384. MAR-CHAI, 285 427 (23,16 %) ; MITTERRAND, 221 988 (27,73 %) ; CRÉPEAU, 221 988 (27,73 %) ; GISCARD D'ESTAING, 209 454 (26,16 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 128 315 (16,03 %).
14 juin 1981 : Ins. 946 834 ; abst. 22,37 % ; suff. ex. 722 683. PC, 183 875 (25,44 %) ; PS-MRG, 318 991 (44,13 %) ; UDF-RPR, 212 627 (29,42 %).
17 juin 1984 : Ins. 963 801 ; abst. 36,53 % ; suff. ex. 580 311. PC, 104 597 (18,02 %) ; PS, 141 099 (24,31 %) ; UDF-RPR, 197 488 (34,03 %) ; FN, 38 601 (6,65 %).

ARRAS

Ins. 261 711 ; abst. 16,28 % ; suff. ex. 209 226. PS-MRG (M. Hugnet, PS), 75 855 (36,25 %) ; RPR (M. Deloyere), 40 011 (19,12 %) ; UDF (M. Vasseur, UDF-PR), 22 833 (10,91 %) ; div. diss. (M. Deprez, ex-UDF-PR), 2 042 (0,97 %) ; FN (M. Porten de la Morandière), 1 920 (0,91 %) ; PC (M. Anchede), 1 653 (0,79 %) ; Verts (M. Trovilliez), 985 (0,47 %) ; MPPT (M. Schapman), 281 (0,13 %) ; div. opp. (M. Canine), 174 (0,08 %).

BOULOGNE-SUR-MER

Ins. 30 066 ; abst. 27,53 % ; suff. ex. 20 990. PS-MRG (M. Hugnet, PS), 7 039 (33,89 %) ; UDF (M. Vasseur, UDF-PR), 4 361 (20,77 %) ; PC (M. Anchede), 2 730 (13 %) ; RPR (M. Deloyere), 2 500 (11,91 %) ; FN (M. Porten de la Morandière), 1 335 (6,35 %) ; div. diss. (M. Deprez, ex-UDF-PR), 802 (3,82 %) ; Verts (M. Trovilliez), 582 (2,77 %) ; div. opp. (M. Canine), 260 (1,23 %) ; MPPT (M. Schapman), 181 (0,86 %).

CALAIS

Ins. 50 690 ; abst. 27,28 % ; suff. ex. 35 102. PC (M. Anchede), 10 475 (29,84 %) ; RPR (M. Deloyere), 22 621 (64,55 %) ; PS-MRG (M. Hugnet, PS), 7 466 (21,26 %) ; FN (M. Porten de la Morandière), 2 829 (8,05 %) ; UDF (M. Vasseur, UDF-PR), 2 680 (7,63 %) ; div. diss. (M. Deprez, ex-UDF-PR), 1 111 (3,16 %) ; MPPT (M. Schapman), 389 (1,10 %) ; div. opp. (M. Canine), 286 (0,81 %).

LEN

Ins. 25 101 ; abst. 21,58 % ; suff. ex. 18 731. PS-MRG (M. Hugnet, PS), 7 997 (40,55 %) ; PC (M. Anchede), 2 789 (14,88 %) ; RPR (M. Deloyere), 2 172 (11,59 %) ; FN (M. Porten de la Morandière), 1 944 (10,37 %) ; div. diss. (M. Deprez, ex-UDF-PR), 1 628

17 juin 1984 : Ins. 207 812 ; abst. 41,23 % ; suff. ex. 116 983. PC, 55 779 (47,76 %) ; PS, 21 298 (18,20 %) ; UDF-RPR, 59 818 (51,13 %) ; FN, 9 064 (7,74 %).

ALENÇON

Ins. 18 851 ; abst. 27,47 % ; suff. ex. 13 088. Un. opp. : M. Goulet (RPR), 5 972 (45,62 %) ; PS-diss. : M. Lambert (ex-PS), 3 363 (25,69 %) ; PS-MRG : M. Doublin (MRG), 1 469 (11,20 %) ; FN : M. Delacroix, 811 (6,19 %) ; PC : M. Fronté, 569 (4,34 %) ; div. opp. : M. Raud, 368 (2,81 %) ; Verts : M. Berthout, 294 (2,24 %) ; ALT : M. Noiret, 85 (0,64 %) ; POE : M. Pautier, 81 (0,61 %) ; MPPT : M. Picco, 76 (0,58 %).
M. François Doublin a échoué dans sa tentative : les socialistes dissidents ont réussi à conserver le siège de M. Michel Lambert, recordeur, exclu du PS pour avoir refusé le « parachutage » du président du MRG. Celui-ci passe difficilement le cap des 10 %. Avec ces deux listes, gauche et communiste réunies d'ailleurs, un très bon score, mais se déclinant à l'arrière.

Du côté de l'opposition, les divisions du docteur Raud, négociateur dans l'affaire des otages français du Liban, a peu servi en effet, empêchant la liste RPR-UDF d'obtenir les trois sièges ex-jus. A noter que M. Vimal du Bouchet, RPR, qui menait une liste non pas « dissidente » mais « complémentaire » aux régionales, obtient le siège qu'il espérait. M. Doublin est battu aussi aux régionales.

LIÉVIN

Ins. 22 023 ; abst. 21,44 % ; suff. ex. 16 421. PS-MRG (M. Hugnet, PS), 7 899 (48,10 %) ; PC (M. Anchede), 2 954 (17,98 %) ; FN (M. Porten de la Morandière), 1 335 (8,12 %) ; UDF (M. Vasseur, UDF-PR), 943 (5,74 %) ; div. diss. (M. Deprez, ex-UDF-PR), 809 (4,92 %) ; Verts (M. Trovilliez), 575 (3,50 %) ; div. opp. (M. Canine), 179 (1,09 %) ; MPPT (M. Schapman), 159 (0,96 %).
Avec 34,33 % des suffrages, le Parti socialiste confirme et conforte largement sa place de parti dominant dans le département. Il devance désormais largement le Parti communiste, qui, avec 16,56 % des suffrages, se retrouve près de 7 points en dessous du score de M. Marchais aux présidentielles et près de 9 points au-dessous de son résultat des législatives. Le PC ne réussit donc pas à enrayer la baisse d'influence, alors que le Parti socialiste, tout en voyant sa représentation parlementaire réduite de moitié, n'en réussit pas moins une belle performance.

Dans l'opposition, le RPR peut se réjouir de l'emporter, avec trois élus, sur l'UDF, qui, pour cause de parachutage des députés, ne présente aucune liste. Les suffrages des électeurs : alors qu'elle s'effrite, elle n'a pas obtenu qu'un seul. Le maire du Touquet, M. Léonard Deprez, qui s'était vu évincer par M. Vasseur, se félicite d'avoir fait dissidence puisqu'il obtient un siège, comme celui de M. Porten de la Morandière pour le Front national.

PUY-DE-DOME (6)

ÉLUS. - 3 PS : MM. Roger Quilliot, Maurice Adevah-Poud, Jacques Lavardine ; 1 UDF-CDS : M. Georges Chometon ; 1 UDF-PR : M. Valéry Giscard d'Estaing ; 1 RPR : M. Pierre Pascalion.
Ins. 396 930 ; abst. 18,91 % ; suff. ex. 306 918.
Un. opp. : M. Giscard d'Estaing, UDF-PR, 144 979 (47,23 %) ; 3 élus ; PS : M. Quilliot, a. min., 110 584 (36,03 %) ; 3 élus ; PC (M. Jacob), 23 974 (7,81 %) ; FN (M. Piat), 18 616 (6,06 %) ; LO (M. Lafont), 4 047 (1,31 %) ; MPPT (M. Cheville), 1 779 (0,57 %) ; LCR (M. Laffont), 1 230 (0,40 %).

SORTANTS : MM. Maurice Pouchet (UDF-PR) ; Valéry Giscard d'Estaing (UDF-PR) ; Jacques Lavardine (PS) ; Maurice Adevah-Poud (PS) ; Edouard Vancat (PS).
26 avril 1981 : Ins. 387 673 ; abst. 17,04 % ; suff. ex. 317 272. MAR-CHAI, 43 495 (13,70 %) ; MITTERRAND, 88 820 (27,96 %) ; CRÉPEAU, 94 914 (29,91 %) ; GISCARD D'ESTAING, 101 027 (31,84 %) ; CHIRAC, 46 148 (14,54 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 32 330 (10,00 %).

14 juin 1981 : Ins. 388 081 ; abst. 28,57 % ; suff. ex. 272 777. PC, 31 116 (11,40 %) ; PS-MRG, 127 975 (46,91 %) ; UDF-RPR, 107 074 (39,25 %).
17 juin 1984 : Ins. 391 300 ; abst. 40,45 % ; suff. ex. 225 533. PS, 21 713 (9,62 %) ; PS, 35 942 (24,80 %) ; UDF-RPR, 99 163 (43,96 %) ; FN, 18 009 (7,98 %).

CLERMONT-FERRAND

Ins. 72 455 ; abst. 21,78 % ; suff. ex. 54 539. Un. opp. : M. Giscard d'Estaing, UDF-PR, 24 336 (44,65 %) ; PS (M. Quilliot), 21 374 (39,19 %) ; PC (M. Piat), 3 782 (6,93 %) ; FN (M. Jacob), 3 558 (6,52 %) ; LO (M. Lafont), 357 (0,65 %) ; MPPT (M. Cheville), 314 (0,57 %) ; LCR (M. Gressier), 306 (0,56 %) ; LCR (M. Laffont), 262 (0,48 %).
Le Parti socialiste, qui jusqu'à présent dominait le Puy-de-Dôme, et la

coalition UDF-RPR se répartissent équitablement aux élections législatives. Les six sièges, l'objet d'un succès pour l'opposition, conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, en obtenant 47,23 % des suffrages exprimés, enregistre une nette progression par rapport au premier tour des élections législatives de 1981 (39,25 %) et aux élections européennes (43,96 %). Ce succès est complété par celui des élections régionales, qui marquent un renversement important puisque le Parti socialiste détenait la présidence du Conseil régional depuis 1977 avec M. Maurice Pouchet.

M. Giscard d'Estaing, candidat à ce poste, devrait lui succéder vendredi prochain. Son élection ne devrait en effet faire aucune difficulté : les partis de droite avec les deux élus du Front national comptent 28 membres au sein de la nouvelle assemblée, contre 19 ceux de gauche (15 au PS et 4 au PC). Si le Front national fait son entrée au Conseil régional, il régresse cependant de 1,92 % par rapport aux élections européennes. On constate le même phénomène au Parti communiste en retrait de 1,8 % par rapport aux européennes et de 3,6 % par rapport aux législatives de 1981.

Le Parti socialiste n'a pas motif d'être totalement déçu. Certes, il lui manque 10 points pour atteindre le score des législatives de la « vague rose », mais avec ses 36,03 % il augmente son score de 11,23 % sur les élections européennes.

M. Maurice Pouchet, en quatrième place sur la liste législative, pourrait malgré tout bientôt retrouver les bancs de l'Assemblée nationale si M. Roger Quilliot choisissait en septembre prochain de retrouver le siège de sénateur qu'il a abandonné pour stopper les dissensions internes à son parti dans le Puy-de-Dôme.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (6)

ÉLUS. - 3 PS : MM. André Labarthe, Jean-Pierre Desestrade ; Henri Prat ; 1 UDF-CDS : M. François Bayrou ; 2 RPR : M. Jean Gouzy ; M. Michèle Alliot-Marie.
Ins. 409 017 ; abst. 22,31 % ; suff. ex. 316 282.
Un. opp. (M. Gouzy, RPR), 146 687 (46,37 %) ; 3 élus ; PS (M. Labarthe, min. de l'Int.), 118 179 (37,36 %) ; 3 élus ; FN (M. Arette-Hourquet), 24 460 (7,73 %) ; PC (M. Cazetien), 19 851 (6,27 %) ; REG (M. Harichelhar), 5 046 (1,59 %) ; MPPT (M. Eraso), 2 059 (0,65 %).

SORTANTS : MM. Georges Labarthe (PS) ; Henri Prat (PS) ; Michel Alliot-Marie (PS) ; Jean-Pierre Desestrade (PS).
26 avril 1981 : Ins. 389 806 ; abst. 18,37 % ; suff. ex. 314 746. MAR-CHAI, 32 283 (8,57 %) ; MITTERRAND, 89 886 (28,55 %) ; CRÉPEAU, 95 476 (30,33 %) ; GISCARD D'ESTAING, 90 456 (28,73 %) ; CHIRAC, 45 365 (12,84 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 74 094 (23,54 %).

14 juin 1981 : Ins. 391 765 ; abst. 26,72 % ; suff. ex. 283 533. PC, 25 074 (8,84 %) ; PS, 119 837 (42,26 %) ; UDF-RPR, 133 644 (47,13 %).
17 juin 1984 : Ins. 399 143 ; abst. 39,49 % ; suff. ex. 233 697. PC, 17 481 (7,48 %) ; PS, 58 692 (25,11 %) ; UDF-RPR, 105 510 (47,28 %) ; FN, 18 916 (8,09 %).

PAU

Ins. 50 096 ; abst. 21,07 % ; suff. ex. 38 463. Un. opp. (M. Gouzy, RPR), 16 540 (43,00 %) ; PS (M. Labarthe), 16 130 (41,93 %) ; FN (M. Arette-Hourquet), 3 915 (10,17 %) ; PC (M. Cazetien), 1 653 (4,29 %) ; MPPT (M. Eraso), 227 (0,58 %).
Ins. 26 892 ; abst. 26,65 % ; suff. ex. 18 943.
Un. opp. (M. Gouzy, RPR), 8 553 (45,38 %) ; PS (M. Labarthe), 8 553 (45,38 %) ; FN (M. Arette-Hourquet), 1 549 (8,21 %) ; PC (M. Cazetien), 1 321 (7,00 %) ; REG (M. Harichelhar), 442 (2,33 %) ; MPPT (M. Eraso), 122 (0,64 %).

Dans ce département, la surprise vient du PS qui réussit à atteindre son objectif : avec 37,36 % des suffrages, il retrouve les trois sièges qu'il avait acquis en 1981. M. Henri Prat, recordeur, conserve donc son siège malgré des pronostics qui attribuaient ce dernier à M. Alain Lamassouere, député général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, et quatrième sur la liste d'Union de l'opposition conduite par M. Gouzy. Le RPR et l'UDF ont complétement profité à l'extrême droite. La progression du Front national aura en raison de M. André Tourné, député sortant du PC. Les communistes tombent à 10 % à Pau, mais restent relativement stables dans les zones rurales.

HAUTES-PYRÉNÉES (3)

ÉLUS. - 1 PS : M. Pierre Forgas ; 1 UDF-CDS : M. Pierre Bleuler ; 1 UDF-PR : M. Gérard Trémège.
Ins. 171 103 ; abst. 19,97 % ; suff. ex. 130 983.
Un. opp. (M. Bleuler, UDF-CDS), 48 553 (37,06 %) ; 2 élus ; PS (M. Forgas), 39 933 (30,48 %) ; 1 élu ; PC (M. Erracaret, M. De Tarbes), 17 208 (13,13 %) ; MRG (M. Duprat), 15 215 (11,61 %) ; FN (M. Sauvane), 6 712 (5,12 %) ; UDF-diss. (M. Parnemann), 1 563 (1,19 %) ; Div. (M. Delas), 1 008 (0,76 %) ; MPPT (M. Drouillard), 791 (0,60 %).

SORTANTS : MM. Pierre Forgas (PS) ; Jean Duprat (MRG).

26 avril 1981 : Ins. 167 998 ; abst. 20,50 % ; suff. ex. 131 463. MAR-CHAI, 25 000 (19,01 %) ; MITTERRAND, 40 718 (30,97 %) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 43 891 (33,38 %) ; GISCARD D'ESTAING, 30 332 (23,20 %) ; CHIRAC, 20 613 (15,67 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 23 973 (18,23 %).
14 juin 1981 : Ins. 168 092 ; abst. 30,07 % ; suff. ex. 115 997. PC, 21 416 (18,46 %) ; PS-MRG, 56 443 (48,65 %) ; UDF-RPR, 34 732 (29,94 %).
17 juin 1984 : Ins. 168 701 ; abst. 40,73 % ; suff. ex. 96 386. PC, 15 237 (15,80 %) ; PS, 23 917 (24,81 %) ; UDF-RPR, 36 625 (37,99 %) ; FN, 6 454 (6,69 %).

Un. opp. (M. Bleuler, UDF-CDS), 48 553 (37,06 %) ; 2 élus ; PS (M. Forgas), 39 933 (30,48 %) ; 1 élu ; PC (M. Erracaret, M. De Tarbes), 17 208 (13,13 %) ; MRG (M. Duprat), 15 215 (11,61 %) ; FN (M. Sauvane), 6 712 (5,12 %) ; UDF-diss. (M. Parnemann), 1 563 (1,19 %) ; Div. (M. Delas), 1 008 (0,76 %) ; MPPT (M. Drouillard), 791 (0,60 %).

SORTANTS : MM. Pierre Forgas (PS) ; Jean Duprat (MRG).

26 avril 1981 : Ins. 167 998 ; abst. 20,50 % ; suff. ex. 131 463. MAR-CHAI, 25 000 (19,01 %) ; MITTERRAND, 40 718 (30,97 %) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 43 891 (33,38 %) ; GISCARD D'ESTAING, 30 332 (23,20 %) ; CHIRAC, 20 613 (15,67 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 23 973 (18,23 %).
14 juin 1981 : Ins. 168 092 ; abst. 30,07 % ; suff. ex. 115 997. PC, 21 416 (18,46 %) ; PS-MRG, 56 443 (48,65 %) ; UDF-RPR, 34 732 (29,94 %).
17 juin 1984 : Ins. 168 701 ; abst. 40,73 % ; suff. ex. 96 386. PC, 15 237 (15,80 %) ; PS, 23 917 (24,81 %) ; UDF-RPR, 36 625 (37,99 %) ; FN, 6 454 (6,69 %).

TARBES

Ins. 32 039 ; abst. 27,99 % ; suff. ex. 22 400.
Un. opp. (M. Bleuler, UDF-CDS), 4 455 (37,74 %) ; PS (M. Forgas), 4 312 (36,25 %) ; PC (M. Erracaret), 4 312 (36,25 %) ; MRG (M. Duprat), 1 741 (17,77 %) ; FN (M. Sauvane), 1 465 (12,54 %) ; UDF-diss. (M. Parnemann), 309 (2,62 %) ; Div. (M. Delas), 141 (0,62 %) ; MPPT (Drouillard), 127 (0,56 %).
Les Hautes-Pyrénées ont élu deux députés de droite tout en conservant le député PS sortant, M. Pierre Forgas. M. Jean Duprat (MRG) a été élu député (vicar d'un ministre et ancien secrétaire pendant une quinzaine de jours de la campagne électorale) est le grand perdant. Et cela malgré l'appui total que lui avait apporté le sénateur de Lourdes, M. Parnemann, président départemental du PC. M. Duprat, ancien secrétaire d'Etat au tourisme dans les deux gouvernements Maaoui. Regrettant sans doute amèrement, dimanche soir, de n'avoir pas eu devant lui une liste unique avec le PS, M. Duprat et la fédération l'autre député sortant, le PS, ont été devancés de près de 2 500 voix par le député PC de Tarbes, M. Raymond Erracaret. Mais il faut souligner que le député PC de Tarbes, M. Raymond Erracaret, a été élu député.

Largement en tête, la liste UDF-RPR conduite par le docteur Bleuler obtient 37,36 % des suffrages des élections européennes, qui lui permet d'avoir deux élus. A Tarbes même, la liste Bleuler a largement devancé la liste PS. Quant à la liste d'Union pour la nouvelle majorité, conduite par le docteur Bleuler, elle a obtenu 37,36 % des suffrages des élections européennes, qui lui permet d'avoir deux élus. A Tarbes même, la liste Bleuler a largement devancé la liste PS. Quant à la liste d'Union pour la nouvelle majorité, conduite par le docteur Bleuler, elle a obtenu 37,36 % des suffrages des élections européennes, qui lui permet d'avoir deux élus.

STRASBOURG

Ins. 128 723 ; abst. 29,25 % ; suff. ex. 87 760. PS (M. Oehler), 23 353 (26,83 %) ; UDF (M. Zeller, UDF-CDS), 20 564 (23,43 %) ; RPR (M. Durr), 14 880 (16,95 %) ; FN (M. Spieker), 12 496 (14,23 %) ; FN (M. Muller, ex-PS), 5 720 (6,51 %) ; RPR-diss. (M. Piatgraf), 3 380 (3,85 %) ; Verts (M. Stuckel), 2 583 (2,94 %) ; PC (M. Baillieu), 1 790 (2,04 %) ; div. opp. (M. Collin, ex-PS), 1 418 (1,61 %) ; LO (M. Siefert), 1 418 (1,61 %) ; div. opp. (M. Canine), 147 (0,16 %).
La Majorité alsacienne (RPR et UDF), divisée pour ce scrutin, ne retrouve pas tous ses sièges. L'UDF, avec quatre élus et 27,6 % des voix, reste la première formation du département et garde ses quatre députés. En revanche, le RPR perd des querelles internes et perd un siège. M. André Bord, ancien ministre, que les instances nationales avaient impu à retrouver sa position alors qu'il était contesté au sein de la fédération départementale, n'a pas été élu. La liste dissidente Rassemblement pour l'Alsace n'a pas passé le seuil des 5 %.

Les socialistes, pourtant divisés avec la liste dissidente d'un recordeur, M. Alfred Muller, qui est battu, obtiennent deux sièges, et pour la première fois depuis la Libération, le Bas-Rhin envoie une femme, M. Trismann, à l'Assemblée nationale. Du côté du Front national, M. Robert Spieker, maire de Folsch, est élu.

PERPIGNAN

Ins. 71 603 ; abst. 26,16 % ; suff. ex. 51 004. Un. opp. (M. Barre, RPR), 12 799 (25,09 %) ; PS (M. Soum), 12 000 (23,52 %) ; PC (M. Tourné), 5 401 (10,58 %) ; PS-diss. (M. Gendreau), 1 141 (2,23 %) ; div. opp. (M. Aniel), 1 096 (2,14 %) ; MPPT (M. Bonet), 286 (0,56 %).
M. Pierre Sargent, ancien chef militaire de l'OAS à Perpignan, aujourd'hui conseiller, remporte sans difficulté le siège et amène de plus de 3 points le score du Front national aux élections européennes. La présence de nombreux rapatriés et les problèmes de l'immigration, associés à ceux de l'immigration, ont complétement profité à l'extrême droite. La progression du Front national aura en raison de M. André Tourné, député sortant du PC. Les communistes tombent à 10 % à Perpignan, mais restent relativement stables dans les zones rurales.

Au PS, les divisions provoquées par la désignation de M. René Soum comme élu de liste, alors qu'une majorité de militants s'étaient prononcés pour M. Henri Sire, maire de Carcassonne, ont permis au PS de conserver son siège. M. René Soum est réélu plus que confortablement ; la liste dissidente ne l'a pas vraiment inquiété.

BAS-RHIN (9)

ÉLUS. - 2 PS : M. Jean Oehler, M. Catherine Trismann ; 4 UDF-CDS : M. Didier Zeller, M. Emile Kahl, M. Jean-Marie Caro, M. Germain Gengenwein ; 2 RPR : M. André Durr, M. François Gengenwein ; 1 FN : M. Robert Spieker.
Ins. 429 947 ; abst. 22,55 % ; suff. ex. 312 520.
PS (M. Oehler, min.), 92 547 (29,61 %) ; 2 élus ; RPR (M. Weisenborn), 73 238 (23,43 %) ; 2 élus ; UDF (M. Fuchs, UDF-CDS), 70 663 (22,61 %) ; 2 élus ; FN (M. Frantz), 45 205 (14,46 %) ; 1 élu ; Verts (M. Farnet), 11 582 (3,78 %) ; PC (M. Baillieu), 6 142 (1,96 %) ; div. opp. (M. Tausch), 4 463 (1,42 %) ; div. opp. (M. Adolph), 3 167 (1,01 %) ; div. opp. (M. Bader, CNIP), 2 214 (0,70 %) ; POE (M. Loinel), 1 433 (0,45 %) ; MRG-MGP (M. Wertheim, MRG), 937 (0,29 %) ; MPPT (M. Monnet), 929 (0,29 %).
SORTANTS : MM. Jean-Paul Fuchs (UDF-CDS) ; Charles Haly (RPR) ; Pierre Weisenborn (RPR) ; Jean Schmitt (PS) ; Antoine Gengenwein (RPR).

26 avril 1981 : Ins. 413 248 ; abst. 19,94 % ; suff. ex. 322 447. MAR-CHAI, 28 840 (6,98 %) ; MITTERRAND, 74 679 (23,16 %) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 80 344 (24,91 %) ; GISCARD D'ESTAING, 125 718 (38,82 %) ; CHIRAC, 38 116 (18,02 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 67 212 (21,62 %).
14 juin 1981 : Ins. 412 244 ; abst. 35,03 % ; suff. ex. 263 383. PC, 9 289 (3,52 %) ; PS, 84 046 (31,82 %) ; UDF-RPR, 144 031 (54,64 %).

COILMAR

Ins. 37 271 ; abst. 24,33 % ; suff. ex. 24 534. UDF (M. Fuchs, UDF-CDS), 8 792 (35,43 %) ; PS (M. Baillieu), 7 174 (29,24 %) ; FN (M. Frantz), 3 070 (12,51 %) ; RPR (M. Weisenborn), 3 049 (12,42 %) ; Verts (M. Farnet), 867 (3,53 %) ; PC (M. Baillieu), 481 (1,92 %) ; div. opp. (M. Tausch), 328 (1,32 %) ; div. opp. (M. Adolph), 300 (1,22 %) ; div. opp. (M. Bader, CNIP), 155 (0,63 %) ; POE (M. Loinel), 140 (0,57 %) ; MRG-MGP (M. Wertheim, MRG), 88 (0,35 %).

MULHOUSE

Ins. 62 725 ; abst. 31,11 % ; suff. ex. 40 222. PS (M. Oehler), 13 580 (33,34 %) ; UDF (M. Fuchs, UDF-CDS), 9 282 (22,79 %) ; FN (M. Frantz), 7 637 (18,75 %) ; RPR (M. Weisenborn), 6 588 (16,17 %) ; Verts (M. Farnet), 1 303 (3,19 %) ; PC (M. Baillieu), 898 (2,20 %) ; div. opp. (M. Tausch), 508 (1,24 %) ; div. opp. (M. Bader, CNIP), 331 (0,81 %) ; div. opp. (M. Adolph), 195 (0,47 %) ; POE (M. Loinel), 153 (0,37 %) ; MRG-MGP (M. Wertheim, MRG), 111 (0,27 %).

RHODE (14)

ÉLUS. - 1 PC : M. Charles Fierman ; 5 PS : MM. Charles Herms, Jean Popere, M. Marie-Joséphine Sobiet, MM. Gérard Collob, Jean-Jack Quenness ; 1 app. UDF : M. Raymond Barre ; 1 UDF-PR : M. Alain Rigaud ; 3 RPR : MM. Michel Noé, Jean Bessou, Jean-Michel Dubouché ; 2 FN : MM. Bruno Collinac, Jean-Pierre Bessou.
Ins. 863 300 ; abst. 23,50 % ; suff. ex. 638 455.<

LÉGISLATIVES

(17,58 %) : CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 138 093 (20,91 %).
14 juin 1981 : Ins. 849 529 ; abst. 33,74 % ; suff. ex. 555 992. PC, 75 273 (11,33 %) ; PS-MRG, 203 161 (30,54 %) ; UDF-RPR, 254 315 (45,74 %).

17 juin 1984 : Ins. 850 271 ; abst. 46,58 % ; suff. ex. 445 091. PC, 37 836 (8,50 %) ; PS, 85 324 (19,30 %) ; UDF-RPR, 193 092 (43,38 %) ; FN, 70 622 (15,86 %).

LYON

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

BRON

Ins. 22 090 ; abst. 24,77 % ; suff. ex. 16 137. PS (M. Heron), 5 061 (31,36 %) ; RPR (M. Noir), 3 076 (19,06 %) ; UDF (M. Barro), 2 835 (17,56 %) ; FN (M. Gollinich), 2 555 (15,83 %) ; PC (M. Fissman), 1 179 (7,30 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 526 (3,25 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 270 (1,67 %) ; Verts (M. Brière), 230 (1,42 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 180 (1,11 %) ; LO (M. Mestre), 106 (0,66 %) ; div. (M. Festin), 33 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 31 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 30 (0,18 %) ; POE (M. Albert), 23 (0,14 %).

CALUIRE-ET-CUIRE

Ins. 25 046 ; abst. 20,13 % ; suff. ex. 20 246. PS (M. Heron), 5 683 (28,01 %) ; UDF (M. Barro), 5 348 (26,36 %) ; RPR (M. Noir), 4 842 (23,86 %) ; FN (M. Gollinich), 2 531 (12,47 %) ; PC (M. Fissman), 833 (4,10 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 322 (1,58 %) ; Verts (M. Brière), 254 (1,25 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 189 (0,93 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 92 (0,45 %) ; LO (M. Mestre), 83 (0,40 %) ; LCR (M. Drevon), 30 (0,15 %) ; 186 (M. Ouedat), 27 (0,13 %) ; div. (M. Festin), 27 (0,13 %) ; POE (M. Albert), 25 (0,12 %).

RILLIEUX-LA-PAPE

Ins. 16 247 ; abst. 28,82 % ; suff. ex. 11 182. PS (M. Heron), 3 273 (29,27 %) ; UDF (M. Barro), 2 212 (19,78 %) ; FN (M. Gollinich), 2 145 (19,18 %) ; RPR (M. Noir), 1 977 (18,42 %) ; PC (M. Fissman), 651 (5,82 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 282 (2,52 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 219 (1,95 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 120 (1,07 %) ; Verts (M. Brière), 120 (1,07 %) ; LO (M. Mestre), 106 (0,94 %) ; div. (M. Festin), 30 (0,26 %) ; LCR (M. Drevon), 24 (0,21 %) ; LCR (M. Drevon), 23 (0,20 %) ; div. (M. Festin), 10 (0,08 %).

SAINT-PIERRE

Ins. 22 031 ; abst. 26,31 % ; suff. ex. 15 675. PS (M. Heron), 3 344 (34,09 %) ; FN (M. Gollinich), 3 010 (31,20 %) ; RPR (M. Noir), 2 621 (27,12 %) ; UDF (M. Barro), 2 139 (22,16 %) ; PC (M. Fissman), 1 537 (15,80 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 249 (2,58 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 228 (2,38 %) ; Verts (M. Brière), 181 (1,88 %) ; LO (M. Mestre), 126 (1,30 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 121 (1,25 %) ; POE (M. Albert), 35 (0,36 %) ; div. (M. Festin), 34 (0,35 %) ; LCR (M. Drevon), 27 (0,28 %) ; 186 (M. Ouedat), 27 (0,28 %) ; POE (M. Albert), 25 (0,26 %).

VAULX-EN-VELIN

Ins. 18 008 ; abst. 25,58 % ; suff. ex. 11 252. PS (M. Heron), 3 216 (28,58 %) ; PC (M. Fissman), 2 303 (20,46 %) ; FN (M. Gollinich), 2 038 (18,11 %) ; RPR (M. Noir), 1 842 (16,37 %) ; UDF (M. Barro), 1 001 (8,89 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 186 (1,65 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 156 (1,38 %) ; Verts (M. Brière), 145 (1,27 %) ; LO (M. Mestre), 124 (1,10 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 96 (0,85 %) ; LCR (M. Drevon), 48 (0,42 %) ; POE (M. Albert), 45 (0,39 %) ; div. (M. Festin), 39 (0,34 %) ; 186 (M. Ouedat), 13 (0,11 %).

VENISSIEUX

Ins. 31 249 ; abst. 32,30 % ; suff. ex. 20 477. PS (M. Heron), 6 023 (29,41 %) ; PC (M. Fissman), 5 050 (24,64 %) ; FN (M. Gollinich), 2 934 (14,22 %) ; RPR (M. Noir), 2 808 (13,71 %) ; UDF (M. Barro), 2 107 (10,28 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 439 (2,14 %) ; Verts (M. Brière), 268 (1,29 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 235 (1,14 %) ; LO (M. Mestre), 190 (0,92 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 166 (0,81 %) ; LCR (M. Drevon), 70 (0,34 %) ; POE (M. Albert), 68 (0,33 %) ; div. (M. Festin), 67 (0,32 %) ; 186 (M. Ouedat), 33 (0,16 %).

VILLEURBANNE

Ins. 60 215 ; abst. 21,47 % ; suff. ex. 46 146. PS (M. Heron), 18 800 (40,73 %) ; RPR (M. Noir), 8 503 (18,42 %) ; UDF (M. Barro), 7 152 (15,49 %) ; FN (M. Gollinich), 6 434 (13,94 %) ; PC (M. Fissman), 3 304 (7,15 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 251 (1,19 %) ; Verts (M. Brière), 248 (0,53 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 232 (0,50 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 164 (0,35 %) ; LCR (M. Drevon), 62 (0,13 %) ; 186 (M. Ouedat), 59 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 58 (0,12 %) ; POE (M. Albert), 43 (0,09 %).

Le conseil qu'a subi M. Raymond Barre est la surprise majeure du scrutin dans le Rhône, un département où le Parti socialiste, derrière M. Charles Heron, obtient un résultat très positif. Avec cinq élus, les socialistes réalisent la performance d'obtenir le retour au Palais-Bourbon des quatre députés sortants qui se représentaient avec l'ancien ministre de la Défense.

M. Barre est élu, à plus de quarante-deux mille voix du PS. Seul, très minime consolation : il précède - de peu - le RPR de M. Michel Noir sur l'ensemble du département, notamment grâce à une victoire forte dans les zones rurales. La liste de M. Barre précède notamment le RPR à Tarare, ville du maître, M. Jean Besson, est le numéro deux de la liste chrétienne. Même constat dans le Beaujolais, où les barrières religieuses, mais cela n'empêche pas la défaite du sortant UDF du secteur, M. Françoise Perrot.

A Lyon-ville, le RPR talonne M. Barre - à 4 points - dans son propre arrondissement, le 1^{er} arr., et le deuxième dans l'ensemble de la ville de 1 278 voix. C'est sans contestation une revanche des municipales pour M. Michel Noir, battu en « primaire » en 1983 par M. Françoise Perrot, lequel présidait le conseil de soutien de l'ancien premier ministre.

HAUTE-SAONE (3)

Ins. 25 046 ; abst. 20,13 % ; suff. ex. 20 246. PS (M. Heron), 5 683 (28,01 %) ; UDF (M. Barro), 5 348 (26,36 %) ; RPR (M. Noir), 4 842 (23,86 %) ; FN (M. Gollinich), 2 531 (12,47 %) ; PC (M. Fissman), 833 (4,10 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 322 (1,58 %) ; Verts (M. Brière), 254 (1,25 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 189 (0,93 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 92 (0,45 %) ; LO (M. Mestre), 83 (0,40 %) ; LCR (M. Drevon), 30 (0,15 %) ; 186 (M. Ouedat), 27 (0,13 %) ; div. (M. Festin), 27 (0,13 %) ; POE (M. Albert), 25 (0,12 %).

SAONE-ET-LOIRE (6)

Ins. 29 420 ; abst. 25,66 % ; suff. ex. 21 228. Un. opp. (M. Barro, RPR), 9 961 (46,92 %) ; PS-MRG (M. Besson, PS), 6 537 (30,51 %) ; PC (M. Fissman), 2 131 (10,03 %) ; PC (M. Bouvier), 1 288 (6,06 %) ; MPPT (M. Laurent), 197 (0,92 %).

SAONE-ET-LOIRE (6)

Ins. 29 420 ; abst. 25,66 % ; suff. ex. 21 228. Un. opp. (M. Barro, RPR), 9 961 (46,92 %) ; PS-MRG (M. Besson, PS), 6 537 (30,51 %) ; PC (M. Fissman), 2 131 (10,03 %) ; PC (M. Bouvier), 1 288 (6,06 %) ; MPPT (M. Laurent), 197 (0,92 %).

SAONE-ET-LOIRE (6)

Ins. 29 420 ; abst. 25,66 % ; suff. ex. 21 228. Un. opp. (M. Barro, RPR), 9 961 (46,92 %) ; PS-MRG (M. Besson, PS), 6 537 (30,51 %) ; PC (M. Fissman), 2 131 (10,03 %) ; PC (M. Bouvier), 1 288 (6,06 %) ; MPPT (M. Laurent), 197 (0,92 %).

SAONE-ET-LOIRE (6)

Ins. 29 420 ; abst. 25,66 % ; suff. ex. 21 228. Un. opp. (M. Barro, RPR), 9 961 (46,92 %) ; PS-MRG (M. Besson, PS), 6 537 (30,51 %) ; PC (M. Fissman), 2 131 (10,03 %) ; PC (M. Bouvier), 1 288 (6,06 %) ; MPPT (M. Laurent), 197 (0,92 %).

SAONE-ET-LOIRE (6)

Ins. 29 420 ; abst. 25,66 % ; suff. ex. 21 228. Un. opp. (M. Barro, RPR), 9 961 (46,92 %) ; PS-MRG (M. Besson, PS), 6 537 (30,51 %) ; PC (M. Fissman), 2 131 (10,03 %) ; PC (M. Bouvier), 1 288 (6,06 %) ; MPPT (M. Laurent), 197 (0,92 %).

SAONE-ET-LOIRE (6)

Ins. 29 420 ; abst. 25,66 % ; suff. ex. 21 228. Un. opp. (M. Barro, RPR), 9 961 (46,92 %) ; PS-MRG (M. Besson, PS), 6 537 (30,51 %) ; PC (M. Fissman), 2 131 (10,03 %) ; PC (M. Bouvier), 1 288 (6,06 %) ; MPPT (M. Laurent), 197 (0,92 %).

PC (M. Guerin), 8 364 (6,49 %) ; MPPT (M. Bortolozzi), 1 109 (0,86 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

SARTHE (5)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (M. Lalonde), 2 266 (1,30 %) ; Verts (M. Brière), 1 854 (1,07 %) ; MPPT (M. Million-Rousseau), 1 681 (0,97 %) ; opp. diss. (M. Guittard, ex-UDF-CDS), 919 (0,52 %) ; LO (M. Mestre), 209 (0,12 %) ; div. (M. Festin), 349 (0,20 %) ; LCR (M. Drevon), 335 (0,19 %) ; 186 (M. Ouedat), 248 (0,14 %) ; POE (M. Albert), 240 (0,13 %).

Que l'opposition RPR-UDF ne parvienne pas à franchir en Sarthe la barre des 50 % constitue la surprise de ce scrutin. Le coefficient personnel de M. François Pilon, député sortant et tête de liste, n'a donc pas joué comme l'attendait l'opposition. Celle-ci restera représentée par trois députés alors qu'elle s'estime en mesure de menacer un siège socialiste. Au PS, au contraire, on pense : les deux députés sortants ont été savés, grâce à un score de 31,33 % des voix. Le Parti communiste connaît une déstabilisation, il n'a pas d'élu, bien que son score (12,83 %) soit supérieur à celui des européennes (10,33 %). Son résultat aux élections régionales est supérieur (17,05 %). Cette curieuse discordance s'explique par la popularité de M. Robert Jarry, maire communiste du lieu et tête de liste régionale, dont l'audience excède celle de son parti.

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

SAVOIE (3)

Ins. 255 248 ; abst. 23,81 % ; suff. ex. 188 295. Un. opp. (M. Barro, RPR, prés. c.g.), 93 624 (49,72 %) ; 2 élus ; PS-MRG (M. Besson, PS), 62 604 (33,24 %) ; 1 élu ; FN (M. Val-lieux), 16 044 (8,52 %) ; PC (M. Bouvier), 14 303 (7,59 %) ; MPPT (M. Laurent), 1 720 (0,91 %).

La Haute-Savoie, solide bastion de la démocratie chrétienne a été dimanche une véritable surprise en éliminant seulement deux députés UDF, l'un membre du Parti républicain, M. Jean Brocard, député sortant, l'autre membre du CDS, M. Bernard Besson, maire d'Annecy. On pensait généralement que trois, voire quatre représentants de la liste conduite par M. Jean Brocard pouvaient être élus, notamment en raison de la division du RPR et du Parti socialiste. Finalement, celle-ci a largement profité aux socialistes haut-savoie, carés du Palais-Bourbon depuis 1984. M. Strauss-Kahn, représentant officiel du Parti socialiste « parachuté » dans le département - et Borrel, maire d'Annecy, exclu il y a deux mois de

ce même parti, s'étaient probablement cotés à côté, M. Borrel s'étant, tout au long de la campagne, déclaré ouvertement proche du président de la République. Il a très largement devancé son « adversaire », notamment dans la région annécienne et dans le Chablais alors qu'il a obtenu nettement moins de voix que M. Strauss-Kahn à Annecy.

La campagne vigoureuse de M. Pierre Mazeaud (RPR) lui a permis de surmonter les difficultés créées par la constitution d'une liste dissidente, menée par M. Lazard, recueillie moins de 5 % des voix. Le RPR retrouve ainsi en Haute-Savoie un siège qu'il avait perdu en 1978.

SEINE-MARITIME (12)

Ins. 242 399 ; abst. 26,43 % ; suff. ex. 173 158. PS (M. Heron), 49 222 (28,42 %) ; RPR (M. Noir), 41 895 (24,19 %) ; UDF (M. Barro), 40 617 (23,45 %) ; FN (M. Gollinich), 23 227 (13,91 %) ; PC (M. Fissman), 9 399 (5,42 %) ; Ecol. (

فكرنا من الأصل

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

(Suite de la page 21.)
Ins., 379 699; abst., 17,54 %; suff. ex., 293 588.
Un. opp. (M. Audiot), 107 931 (36,76 %); 3 élus: PS-MRG (M. Fleury, PS), 89 732 (30,36 %); 2 élus: PC (M. Grenet), 42 691 (14,54 %); 1 élu: FN (M. Goguelin), 3 827 (1,31 %); RPR-diss. (M. Massoubre, a.d.), 15 981 (5,44 %); LO (M. Stefanski), 6 493 (2,21 %); Div. opp. (M. Bouchon), 2 976 (1,01 %); Div. opp. (M. Mosser), 2 230 (0,75 %); MPPT (M. Pecque), 1 727 (0,58 %).

SORTANTS : MM. Jean-Claude Desseins (PS); Jacques Fleury (PS); Michel Comiliet (PC); Jacques Becq (PS); André Audiot (NL).

26 avril 1981 : Ins., 372 040; abst., 13,95 %; suff. ex., 317 130; MAR-CHAIS, 70 993 (22,38 %); MITTER-RAND, 74 884 (23,61 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 79 658 (25,11 %); GISCARD D'ESTAING, 84 006 (26,48 %); CHIRAC, 52 271 (16,48 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 60 433 (19,05 %).

14 juin 1981 : Ins., 372 632; abst., 21,68 %; suff. ex., 287 846; PC, 76 738 (26,65 %); PS-MRG, 88 317 (30,68 %); UDF-RPR, 117 247 (40,73 %).

17 juin 1984 : Ins., 375 282; abst., 34,75 %; suff. ex., 327 635; PC, 38 051 (16,35 %); PS, 42 320 (18,19 %); UDF-RPR, 90 532 (38,91 %); FN, 22 619 (9,72 %).

AMIENS
Ins., 77 171; abst., 25,38 %; suff. ex., 55 552. Un. opp. (M. Audiot), 18 862 (34,26 %); PS-MRG (M. Fleury, PS), 16 643 (30,23 %); PC (M. Grenet), 7 895 (14,34 %); FN (M. Goguelin), 6 336 (11,50 %); RPR-diss. (M. Massoubre), 2 916 (5,29 %); LO (M. Stefanski), 1 059 (1,92 %); Div. opp. (M. Bouchon), 513 (0,93 %); Div. opp. (M. Mosser), 463 (0,84 %); MPPT (M. Pecque), 365 (0,66 %).

Malgré une baisse de 12 points par rapport aux élections européennes de 1981, le PC conserve son siège, et M. Maxime Grenet retrouve la place qu'il s'était fait souffler dans la circonscription d'Amiens, en 1981, par le PS. A Amiens, donc, le maître est communiste, la gauche ne dépasse pas 48 % des voix, contre un peu moins de 37 %, il est vrai, aux élections européennes de 1984.

L'affaire du Compteur picard, l'un des thèmes de la bataille électorale, ne semble pas avoir eu d'impact sur l'opposition, qui perd 4 points par rapport à 1984, mais remporte, néanmoins, trois sièges, dont celui de M. André Audiot, député sortant non inscrit, mais soutenu par le RPR, et numéro deux du groupe Hérault.

TARN (4)
Élus. - 2 PS : MM. Pierre Bernard (PS); Charles Pestre; 1 UDF-PR : M. Albert Manzy; 1 RPR : M. Jacques Limouzy.

Ins., 252 018; abst., 15,29 %; suff. ex., 203 083.

PS-MRG (M. Bernard, PS), 80 178 (39,48 %); 2 élus: RPR (M. Limouzy, a. soc. E. a. d.), 53 295 (26,24 %); 1 élu: UDF (M. Manzy, UDF-PR), 29 960 (14,75 %); 1 élu: FN (M. Antony), 20 558 (10,12 %); PC (M. Fois-sac), 17 387 (8,56 %); MPPT (M. Soler), 1 705 (0,83 %).

SORTANTS : M. Pierre Bernard (PS); M. Jacqueline Alquier (PS); M. Charles Pestre (PS).

26 avril 1981 : Ins., 247 418; abst., 14,88 %; suff. ex., 205 780. MAR-CHAIS, 26 930 (10,87 %); MITTER-RAND, 60 851 (25,37 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 65 677 (31,91 %); GISCARD D'ESTAING, 51 639 (25,09 %); CHIRAC, 38 039 (18,48 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 43 662 (21,21 %).

14 juin 1981 : Ins., 246 540; abst., 22,92 %; suff. ex., 186 186; PC, 20 021 (10,75 %); PS, 91 010 (48,38 %); UDF-RPR, 71 744 (38,33 %).

17 juin 1984 : Ins., 246 247; abst., 34,48 %; suff. ex., 154 564; PC, 14 880 (6,02 %); PS, 42 782 (27,67 %); UDF-RPR, 61 515 (39,79 %); FN, 14 930 (9,65 %).

ALBI
Ins., 31 705; abst., 19,10 %; suff. ex., 24 476. PC (M. Fois-sac), 9 110 (37,22 %); RPR (M. Limouzy), 6 566 (26,82 %); FN (M. Antony), 4 196 (17,14 %); PS-MRG (M. Bernard, PS), 2 311 (9,44 %); UDF (M. Manzy, UDF-PR), 2 084 (8,51 %); MPPT (M. Soler), 209 (0,85 %).

CASTRES
Ins., 30 327; abst., 16,49 %; suff. ex., 24 095. PC (M. Fois-sac), 7 793 (36,45 %); RPR (M. Limouzy), 7 710 (31,99 %); UDF (M. Manzy, UDF-PR), 3 472 (14,40 %); PS-MRG (M. Bernard, PS), 1 745 (7,24 %); MPPT (M. Soler), 203 (0,84 %).

Les socialistes ne règnent plus en maître absolu sur le Tarn. Non seulement ils n'ont pu conquies le quatrième et nouveau siège qui était à pourvoir, mais ils ont perdu un des trois sièges qu'ils détenaient. Seuls, donc, le docteur Pierre Bernard et M. Charles Pestre retourneront à l'Assemblée nationale. La liste PS-MRG a pourtant réalisé le score confortable de 39,48 % (11,81 % de moins qu'au premier tour des législatives de 1981, mais 9,5 % de plus qu'aux européennes de 1984).

A droite, où l'union ne s'était pas faite, le RPR devance l'UDF de 12 points, mais n'obtient qu'un siège, pour M. Jacques Limouzy, ancien ministre, le dernier siège allant à M. Albert Manzy, PR, maire de Sorèze.

Aux extrêmes, le PCF décline lamentablement mais s'enrichit de 8,56 % des

suffrages, contre 10,75 % aux législatives de 1981 et 9,65 % aux européennes de 1984. Par contre, le Front national confirme son implantation dans le département avec 10,12 % des voix, améliorant d'un demi-point son score de 1984 qui lui avait permis d'avoir un député au Parlement de Strasbourg, M. Bernard Antony.

TARN-ET-GARONNE (2)

Élus. - 1 PS-diss. : M. Hubert Gouze; 1 RPR : M. Jean Bonhomme.

Ins., 142 493; abst., 15,68 %; suff. ex., 114 373.

Un. opp. (M. Bonhomme, RPR, a. d.), 45 084 (39,41 %); 1 élu: PS-diss. (M. Gouze, m. de Montauban), 33 144 (28,97 %); 1 élu: PS-MRG (M. Baylet, MRG, sec. E.), 18 876 (16,50 %); FN (M. Naudin), 8 769 (7,66 %); PC (M. Bonnet), 7 250 (6,33 %); PC-E (M. Desachy), 71 (0,06 %); MPPT (M. Guillauma), 532 (0,46 %).

SORTANTS : MM. Hubert Gouze (PS); Pierre Larroque (MRG).

26 avril 1981 : Ins., 137 238; abst., 15,83 %; suff. ex., 113 070. MAR-CHAIS, 15 402 (13,62 %); MITTER-RAND, 31 342 (27,71 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 37 998 (33,60 %); GISCARD D'ESTAING, 25 562 (22,36 %); CHIRAC, 22 385 (19,79 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 25 256 (22,33 %).

14 juin 1981 : Ins., 137 505; abst., 24,93 %; suff. ex., 101 323; PC, 11 076 (10,93 %); PS-MRG, 49 808 (49,15 %); UDF-RPR, 39 033 (38,52 %).

17 juin 1984 : Ins., 140 681; abst., 37,40 %; suff. ex., 83 107; PC, 9 300 (9,30 %); PS, 20 252 (24,36 %); UDF-RPR, 33 160 (39,90 %); FN, 8 083 (9,72 %).

MONTAUBAN

Ins., 32 693; abst., 17,35 %; suff. ex., 26 033. Un. opp. (M. Bonhomme, RPR, a. d.), 10 673 (40,99 %); PS-diss. (M. Gouze), 9 000 (34,37 %); PS-MRG (M. Baylet, MRG), 2 722 (10,45 %); FN (M. Naudin), 2 129 (8,17 %); PC (M. Bonnet), 1 257 (4,82 %); PC-E (Mme Desachy), 136 (0,52 %); MPPT (M. Guillauma), 116 (0,44 %).

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, a été victime d'un complot fratricide. L'ancien président du MRG, qui avait l'intention de se présenter à la tête de la liste de gauche, a été éliminé par la gauche.

C'est le maire de Montauban, Audiot, député sortant non inscrit, mais soutenu par le RPR, et numéro deux du groupe Hérault.

Au total, la gauche non communiste fait un beau score dans ce département où elle reste bien implantée : elle dépasse largement l'opposition parlementaire, qui bénéficie pourtant d'une liste unique.

VAR (7)

Élus. - 2 PS : MM. Christian Goux, Maurice Janetti; 3 UDF-PR : MM. François Liotard, Maurice Arrecks, Arthur Paecht; 1 RPR : M. Jean-Michel Couve; 1 FN : M. Yvanne Fiat.

Ins., 529 459; abst., 20,97 %; suff. ex., 405 116.

UDF (M. Liotard, UDF-PR, m. de Fréjus), 135 861 (33,53 %); 3 élus: PS (M. Goux), 97 803 (24,14 %); 2 élus: FN (M. Fiat), 69 347 (17,11 %); 1 élu: RPR (M. Couve), 48 364 (11,93 %); 1 élu: PC (M. de March), 41 765 (10,30 %); div. g. (M. Nicoletti), 6 874 (1,69 %); FN-diss. (M. Mammy), 3 534 (0,87 %); MPPT (M. Santucci), 1 568 (0,38 %).

SORTANTS : MM. Alain Hanteau (PS); François Liotard (UDF-PR); Guy Darbes (PS); Christian Goux (PS).

26 avril 1981 : Ins., 470 780; abst., 19,26 %; suff. ex., 374 433. MAR-CHAIS, 67 294 (17,97 %); MITTER-RAND, 87 749 (22,90 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 92 334 (24,65 %); GISCARD D'ESTAING, 117 514 (31,38 %); CHIRAC, 64 991 (17,45 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 75 332 (20,11 %).

14 juin 1981 : Ins., 472 343; abst., 28,92 %; suff. ex., 331 509; PC, 57 862 (17,45 %); PS, 141 905 (42,66 %); UDF-RPR, 146 923 (44,31 %).

17 juin 1984 : Ins., 502 583; abst., 41,16 %; suff. ex., 288 029; PC, 37 241 (12,92 %); PS, 50 359 (17,48 %); UDF-RPR, 115 985 (40,26 %); FN, 37 486 (19,95 %).

TOULON

Ins., 117 340; abst., 26,02 %; suff. ex., 84 699. UDF (M. Liotard, UDF-PR), 28 749 (33,94 %); PS (M. Goux), 19 512 (23,03 %); FN (M. Fiat), 16 398 (19,36 %); RPR (M. Couve), 9 807 (11,57 %); PC (M. de March), 8 238 (9,72 %); div. g. (M. Nicoletti), 849 (1,01 %); FN-diss. (M. Mammy), 819 (0,96 %); MPPT (M. Santucci), 327 (0,38 %).

FRÉJUS
Ins., 22 818; abst., 25,93 %; suff. ex., 16 454. UDF (M. Liotard, UDF-PR), 7 875 (47,83 %); PS (M. Goux), 3 366 (20,44 %); FN (M. Fiat), 3 094 (18,79 %); RPR (M. Couve), 1 036 (6,29 %); PC (M. de March), 800 (4,85 %); FN-diss. (M. Mammy), 126 (0,76 %); div. g. (M. Nicoletti), 42 (0,24 %); MPPT (M. Santucci), 43 (0,27 %).

HYÈRES

Ins., 34 408; abst., 30,53 %; suff. ex., 22 954. UDF (M. Liotard, UDF-PR),

8 111 (35,33 %); PS (M. Goux), 5 335 (23,24 %); FN (M. Fiat), 4 142 (18,04 %); RPR (M. Couve), 3 229 (14,06 %); PC (M. de March), 1 569 (6,83 %); div. g. (M. Nicoletti), 309 (1,34 %); FN-diss. (M. Mammy), 170 (0,74 %); MPPT (M. Santucci), 89 (0,38 %).

LA SEYNE-SUR-MER

Ins., 39 890; abst., 23,57 %; suff. ex., 29 594. UDF (M. Liotard, UDF-PR), 8 412 (28,42 %); PC (M. March), 6 604 (22,31 %); PS (M. Goux), 5 969 (20,16 %); FN (M. Fiat), 4 612 (15,58 %); RPR (M. Couve), 3 229 (10,91 %); div. g. (M. Nicoletti), 347 (1,17 %); FN-diss. (M. Mammy), 251 (0,84 %); MPPT (M. Santucci), 170 (0,57 %).

On assiste à un net tassement de l'électorat communiste, qui perd 7,5 points ses suffrages par rapport aux législatives de 1981 et plus de la moitié de ses voix au regard de l'ensemble de 1978, où il totalisait 24 % des suffrages exprimés. Bien qu'en léger recul, le PS sauve deux sièges sur les trois qu'il possédait. Un changement à la tête de la fédération varoise du PS et des dissensions entre le courant CÉRIS auquel appartient le nouveau premier secrétaire de la fédération, M. Jean-Louis Dieux, et les défenseurs du courant Mayour peuvent avoir découragé militants et sympathisants socialistes.

M. Liotard, qui prévoyait six sièges pour l'opposition, n'a pas atteint ses objectifs. Sa liste UDF n'en obtient que trois et celle du RPR un seul. Malgré une scission au sein de la formation de La Pen et une liste conduite par une parachutée peu connue dans le département, le Front national, en recul de 3 points par rapport aux européennes de 1984 et aux cantonales de 1985, obtient tout de même 17,2 % des voix exprimées et un siège à l'Assemblée nationale.

VAUCLUSE (4)

Élus. - 1 PS : M. André Borel; 1 UDF-PR : M. Maurice Charrier; 1 RPR : M. Jean-Pierre Roux; 1 FN : M. Jacques Bonnard.

Ins., 294 942; abst., 17,99 %; suff. ex., 229 746.

Un. opp. (M. Roux, RPR, m. d'Avignon), 75 922 (33,04 %); 2 élus: PS (M. Borel), 69 177 (30,11 %); 1 élu: FN (M. Bonnard), 41 545 (18,08 %); 1 élu: PC (M. Marin, a. d.), 24 807 (10,79 %); Div. opp. (M. Genin), 7 404 (3,22 %); Verts (M. Pélissier), 5 165 (2,24 %); FN-diss. (M. Grégoire), 2 490 (1,08 %); MRG (M. Rieu), 1 668 (0,72 %); MPPT (M. Fassin), 926 (0,40 %); 1 élu: M. Marze, 642 (0,27 %).

SORTANTS : MM. Charles Robaut (PS); André Borel (PS); Jean-Pierre Roux (PS); Maurice Charrier (PS).

26 avril 1981 : Ins., 272 600; abst., 16,75 %; suff. ex., 222 033. MAR-CHAIS, 42 254 (19,03 %); MITTER-RAND, 57 430 (25,86 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 61 632 (27,75 %); GISCARD D'ESTAING, 59 492 (26,79 %); CHIRAC, 36 103 (16,26 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 42 621 (19,19 %).

14 juin 1981 : Ins., 276 018; abst., 27,72 %; suff. ex., 196 251; PC, 40 811 (20,79 %); PS, 75 988 (38,70 %); UDF-RPR, 76 554 (39,39 %).

17 juin 1984 : Ins., 287 610; abst., 39,83 %; suff. ex., 188 336; PC, 21 579 (12,26 %); PS, 35 066 (20,33 %); UDF-RPR, 57 336 (30,61 %); FN, 27 678 (16,44 %).

AVIGNON

Ins., 52 567; abst., 18,24 %; suff. ex., 41 105. Un. opp. (M. Roux, RPR), 13 235 (32,19 %); PS (M. Borel), 13 018 (31,67 %); FN (M. Bonnard), 8 015 (19,49 %); PC (M. Marin), 3 609 (8,77 %); div. opp. (M. Genin), 230 (2,59 %); Verts (M. Pélissier), 983 (2,39 %); FN-diss. (M. Grégoire), 398 (0,96 %); MRG (M. Rieu), 328 (0,79 %); MPPT (M. Fassin), 171 (0,41 %); 1 élu: M. Marze, 118 (0,28 %).

Le score réalisé par le Front national abaisse le seuil qui obtient 18,09 % en progression par rapport aux élections européennes (16,44 %) aura rendu incertaine une bataille à quatre dans l'issue finale s'est jouée dans un nouveau tour. L'élection de M. Jean-Pierre Roux, tête de liste de l'opposition unitaire, assure, celle de son second, M. Maurice Charrier (UDF-PR), maître de Carpentras, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, étant exclues (37,61 % aux européennes) pour l'Union de l'opposition, M. André Borel (PS), député sortant, retrouvait d'autant plus facilement son siège à l'Assemblée nationale que son parti, tombé à 20,83 % aux européennes, se redressait fortement aux 30,11 %.

Un siège restait à pourvoir, entre le deuxième de la liste du Parti socialiste, M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat et M. Jacques Bonnard, qui mène la liste officielle du Front national. Finalement, ce sont les grandes agglomérations qui ont fait la décision en faveur de ce dernier, le Front national obtenant 19,49 % des suffrages à Avignon. La présence d'une liste MRG (0,73 %) et d'un liste dissidente du Front national (1,09 %) n'ont probablement pas modifié le résultat. Comme il le retournera pas à l'Assemblée.

VENDEE (5)

Élus. - 2 PS : MM. Pierre Métais, Philippe Mestre; 1 UDF-PR : M. Michel Bernard; 1 RPR : M. Vincent Anquetier; Pierre Mauge.

Ins., 356 210; abst., 18,39 %; suff. ex., 271 470.

Un. opp. (M. Anquetier, RPR, a. min.), 157 253 (57,92 %); 3 élus: PS (M. Métais), 79 889 (29,42 %); 2 élus: FN (M. Buchet), 14 135 (5,20 %); PC (M. Tardivel), 9 851 (3,62 %); PC-E (M. Lelièvre), 7 644 (2,81 %); MPPT (M. Bervas), 2 698 (0,99 %).

SORTANTS : MM. Philippe Mestre (UDF); Pierre Métais (PS); Pierre Mauge (RPR); Vincent Anquetier (RPR).

26 avril 1981 : Ins., 335 692; abst., 14,24 %; suff. ex., 282 738. MAR-CHAIS, 18 984 (6,71 %); MITTER-RAND, 61 118 (21,61 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 72 437 (25,61 %); GISCARD D'ESTAING, 140 498 (36,95 %); CHIRAC, 58 980 (20,36 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 68 065 (24,07 %).

14 juin 1981 : Ins., 336 060; abst., 25,89 %; suff. ex., 244 374; PC, 10 953 (4,48 %); PS-MRG, 84 578 (34,61 %); UDF-RPR, 142 764 (58,42 %).

17 juin 1984 : Ins., 347 825; abst., 39,86 %; suff. ex., 199 828; PC, 7 860 (3,93 %); PS, 36 340 (18,18 %); UDF-RPR, 112 550 (56,32 %); FN, 12 172 (6,09 %).

LA ROCHE-SUR-YON

Ins., 29 263; abst., 19,50 %; suff. ex., 22 332. Un. opp. (M. Anquetier, RPR), 10 191 (45,63 %); PS (M. Métais), 9 471 (42,40 %); PC (M. Tardivel), 1 072 (4,80 %); PC (M. Buchet), 943 (4,22 %); PC-E (M. Lelièvre), 578 (2,59 %); MPPT (M. Bervas), 271 (1,24 %).

UDF et le RPR ont espéré emporter quatre sièges, mais de leurs trois sortants plus un qui aurait dû revenir à M. Philippe de Villiers, énarque, créateur du spectacle du Puy-de-Fou et de la radio Alouette-FM, le grand perdant de ce scrutin. Son échec permet au Parti socialiste d'obtenir deux sièges, l'un attendu, qui revient à un sortant, M. Pierre Métais, l'autre, imprévu, qui va à M. Philippe Mestre, lequel emporte ainsi le siège supplémentaire créé par la nouvelle loi électorale. Avec trois députés de droite et deux de gauche, la Vendée ne présente plus le visage d'une terre traditionnellement conservatrice.

VIENNE (4)

Élus. - 2 PS : M. Edith Cresson, M. Jacques Santrot; 1 UDF-CDS : M. Jean-Pierre Abellia; 1 RPR : M. Armand Lepereq.

Ins., 268 616; abst., 20,92 %; suff. ex., 201 552.

Un. opp. (M. Abellia, UDF-CDS, a. d.), 92 407 (45,84 %); 2 élus: PS (M. Cresson, min. de la Châtelleraut), 78 867 (39,12 %); 2 élus: PC (M. Fromentel), 15 033 (7,45 %); FN (M. Robineau), 10 761 (5,33 %); div. g. (M. Robineau), 2 386 (1,18 %); MPPT (M. Baysses), 2 098 (1,04 %).

SORTANTS : MM. Jacques Santrot (PS); Marc Verdun (PS); Armand Lepereq (PS).

26 avril 1981 : Ins., 259 373; abst., 16,91 %; suff. ex., 211 292. MAR-CHAIS, 28 171 (13,33 %); MITTER-RAND, 56 615 (26,79 %); MITTER-RAND + CRÉPEAU, 64 479 (30,51 %); GISCARD D'ESTAING, 65 335 (29,91 %); CHIRAC, 39 792 (18,83 %); CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 46 400 (21,96 %).

14 juin 1981 : Ins., 259 678; abst., 28,65 %; suff. ex., 182 056; PC, 20 343 (11,17 %); PS-MRG, 81 097 (44,54 %); UDF-RPR, 74 861 (41,11 %).

17 juin 1984 : Ins., 266 350; abst., 43,12 %; suff. ex., 144 283; PC, 13 643 (9,45 %); PS, 33 368 (23,12 %); UDF-RPR, 66 147 (45,84 %); FN, 9 416 (6,52 %).

POITIERS

Ins., 45 264; abst., 25,32 %; suff. ex., 32 551. Un. opp. (M. Abellia, UDF-CDS), 14 281 (43,87 %); PS (M. Cresson), 13 976 (42,97 %); PC (M. Fromentel), 2 006 (6,16 %); FN (M. Robineau), 1 322 (7,43 %); div. g. (M. Robineau), 349 (1,07 %); MPPT (M. Baysses), 282 (0,86 %).

CHATELLERAULT

Ins., 24 452; abst., 24,09 %; suff. ex., 17 785. Un. opp. (M. Abellia, UDF-CDS), 7 487 (42,09 %); PS (M. Cresson), 7 153 (40,21 %); PC (M. Fromentel), 1 537 (8,64 %); FN (M. Robineau), 1 322 (7,43 %); div. g. (M. Robineau), 156 (0,87 %); MPPT (M. Baysses), 130 (0,73 %).

La victoire certes, mais pas le chemin espéré par M. René Monory (UDF-CDS), ancien ministre, qui avait prêté l'élection de trois députés et de huit conseillers régionaux. Il se contente de deux députés, M. Jean-Pierre Abellia (UDF-CDS) et Armand Lepereq (RPR), tous deux anciens députés battus en 1981, et de sept conseillers régionaux, le septième étant élu de justesse. Une victoire difficile mais une victoire quand même, puisque les socialistes de la Vienne n'ont plus d'exclusivité de la représentation à l'Assemblée nationale. Toutefois, le PS passe sa filière de la bonne résistance opposée à l'union RPR-UDF à Poitiers, dont le maire, M. Jacques Santrot, et à Châtelleraut, où M. Edith Cresson, ministre depuis 1981, avait emporté les municipalités en mars 1983.

HAUTE-VIENNE (4)

Élus. - 1 PC : M. Marcel Rigou; 1 PS : M. Alain Rodet; 1 RPR : M. Michel Bernard; 1 UDF-Rad. : M. Hervé Bouve.

Ins., 200 661; abst., 17,59 %; suff. ex., 200 313.

Un. opp. (M. Bernard, RPR),

72 368 (36,12 %); 2 élus: PS (M. Rodet), 69 704 (34,79 %); 1 élu: PC (M. Rigou, a. m.), 41 822 (20,87 %); 1 élu: FN (M. Tauran), 8 464 (4,22 %); div. opp. (M. Mauriange), 3 690 (1,84 %); LO (M. Roussie), 3 228 (1,61 %); MPPT (M. Favard), 1 037 (0,51 %).

SORTANTS :

MM. Alain Rodet (PS); Roland Mazouza (PC); Marcel

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

La droite a besoin du Front national pour prendre ou conserver la présidence dans cinq régions

Les élections aux conseils régionaux, qui ont eu lieu pour la première fois (sauf en Corse et dans les DOM), le dimanche 16 mars, ont donné des résultats contrastés. On observe notamment une baisse de participation dans les législatives aux élections régionales, et de légères différences dans certains départements, entre les scores obtenus par une même formation aux deux élections.

Sur les vingt-deux régions métropolitaines, la gauche a été majoritaire dans dix, toutes précédées par le Parti socialiste. Dans trois de ces régions, la droite est, à présent, majoritaire. Elle l'était la majorité absolue des sièges en Auvergne, où M. Valéry Giscard d'Estaing est en mesure de succéder à M. Maurice Pons. Dans deux autres régions, la droite a acquis la majorité relative des sièges, ce qui lui assure la présidence au troisième tour de scrutin. Il s'agit de Midi-Pyrénées, où M. Dominique Baudis (apparenté UDF), maire de

Toulouse, peut prétendre succéder à M. Alex Raymond, et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, où M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF dans l'Assemblée nationale sortante, devrait prendre la place de M. Michel Penet.

Dans ces trois régions, donc, la droite peut accéder à la tête de l'exécutif sans le vote des conseillers du Front national. Il n'en va pas de même dans le Languedoc-Roussillon, où le Parti socialiste, jusqu'à maintenant majoritaire à lui seul, ne l'est plus, mais où la gauche (PS, PCF et MRG) détient la majorité relative des sièges. Seul l'appui de l'extrême droite permettrait à M. Jacques Blanc, chef de file de la droite, d'être élu à la présidence.

La gauche n'est assurée de conserver que le Nord-Pas-de-Calais et le Limousin. En Picardie, région présidée par la droite depuis avril 1985, le PS et le PCF disposent, à présent, de la majorité relative des sièges. M. Charles Baur (UDF-PSD) ne

pourrait conserver la présidence qu'avec le soutien des élus du Front national. De même, en Haute-Normandie, où la gauche dispose de la majorité relative dans le nouveau conseil, M. Roger Essé (RPR) ne pourrait être reconduit à la tête de l'exécutif, face à M. Laurent Fabius, qu'avec l'appui de l'extrême droite. En Franche-Comté, M. Edgar Faure aura besoin, lui aussi, de l'appui du Front national pour conserver la présidence. M. Jacques Chaban-Delmas est dans une situation apparemment identique en Aquitaine, mais l'ancien premier ministre avait bénéficié, en 1985, de deux voix venues de la gauche pour accéder à la tête de l'exécutif.

La situation est arithmétique, mais non politiquement comparable en Corse, où, comme au lendemain de l'élection de la première assemblée régionale, en août 1982, l'alliance des nationalistes et des autonomistes avec la gauche permettrait au MRG de prendre le contrôle de l'exécutif, face à une droite déjà alliée au Front national.

La poussée du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen ne lui donne dans aucune autre région un rôle décisif pour l'élection du président, mais, en Ile-de-France, avec une majorité qui n'est plus que relative, M. Michel Giraud (RPR), assuré d'être réélu au troisième tour de scrutin, devra néanmoins, en Midi-Pyrénées et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, compter avec cette composante nouvelle de cette assemblée.

La stabilité, à droite, devrait prévaloir partout ailleurs, sauf peut-être en Champagne-Ardenne, où M. Bernard Stasi (UDF-CDS), qui a subi un revers aux élections législatives dans la Marne - sa liste n'obtenant qu'un seul siège de député - pourrait être contesté, à la présidence, par un groupe RPR renforcé par rapport à l'UDF.

PATRICK JARREAU.

NOS PROPRES STATISTIQUES EN MÉTROPOLE

	TOTAL	%
Inscrits	36 638 535	
Votants	26 640 567	72,17
Abstention	7 997 968	21,82
Suffrages exprimés	27 381 866	
LISTES		
Extrême gauche	328 052	1,19
PC	2 798 414	10,21
PS	8 183 886	29,88
MRG	135 113	0,49
Divers gauche	296 602	1,08
Ecologistes	643 474	2,35
RPR + UDF (listes d'union et listes séparées)	11 249 323	41,08
Divers droite	965 438	3,52
FN	2 654 390	9,69
FN diss.	24 127	0,08
Divers	103 047	0,37

ILE-DE-FRANCE (197)

NOUVEAU CONSEIL. - 20 PC; 61 PS; 4 MRG; 4 UDF; 1 UDF-Rad; 10 UDF-CDS; 10 UDF-PR; 55 RPR; 9 div. d.; 23 FN.

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Michel Giraud (RPR); 29 PC; 23 PS; 1 MRG; 4 UDF; 1 UDF-Rad; 19 UDF-CDS; 15 UDF-PR; 55 RPR; 3 CNIP; 14 div. d.

PARIS (42)

Ins. 125 037; abst. 25,94 %; suff. ex. 908 610.

RPR (M. Desvignes), 317 135 (34,90 %); 17 élus; PS-MRG (M. Jospin, PS), 272 176 (29,95 %); 15 élus; UDF (M. Dominati, UDF-PR), 107 547 (11,83 %); 5 élus; FN (M. Le Pen), 99 601 (10,96 %); 5 élus; PC (M. Malberg), 44 596 (4,90 %); 2 élus; MRG (M. Lamy), 28 890 (3,17 %); 2 élus; UDF (M. Gaudin), 3 056 (0,33 %); 1 élu; LO (M. Coates), 548 (0,60 %); 1 élu; LO (M. Cauquil), 5406 (0,59 %).

YVELINES (23)

Ins. 750 037; abst. 22,72 %; suff. ex. 566 301.

PS (M. Rocard, a. min. m. de C. Saint-Hilaire), 169 317 (29,93 %); 8 élus; RPR (M. Pécarré, m. de Saint-Germain-en-Laye), 158 148 (27,92 %); 7 élus; UDF (M. Tenaillon, UDF-CDS, prés. c. g.), 60 181 (10,62 %); 3 élus; FN (M. Wagner), 57 697 (10,18 %); 2 élus; UDF-diss (M. Deloroy), 56 404 (9,96 %); 2 élus; PC (M. Trehel), 37 694 (6,65 %); 1 élu; Vets (M. Schaefer), 16 530 (2,91 %); LO (M. Bernard), 5 474 (0,96 %); MRG (M. Scarbouch), 4 656 (0,82 %).

ESSONNE (20)

Ins. 616 901; abst. 23,32 %; suff. ex. 459 832.

PS-MRG (M. Tonquoy-Moriceau, PS), 140 894 (30,64 %); 7 élus; RPR (M. Campredon), 100 313 (21,81 %); 5 élus; UDF (M. Sergeant), 61 770 (13,43 %); 3 élus; PC (M. Vize), 53 740 (11,68 %); 2 élus; FN (M. Dordain), 42 749 (9,29 %); 2 élus; div. opp. (M. Dessault, PL), 35 815 (7,78 %); 1 élu; Vets (M. Coste), 18 874 (4,10 %); LO (M. Thoraval), 5 677 (1,23 %).

HAUTS-DE-SEINE (27)

Ins. 816 866; abst. 23,25 %; suff. ex. 611 966.

RPR (M. Pasqua, sén.), 178 458 (29,16 %); 8 élus; PS-MRG (M. Cané, PS, m. de Cligny), 164 842 (26,93 %); 8 élus; UDF (M. Fourcade, UDF-PR, sén. m. de Saint-Cloud), 105 608 (17,25 %); 5 élus; FN (M. Strebou), 68 194 (11,14 %); 3 élus; PC (M. Schmaus, sén.), 66 385 (10,84 %); 3 élus; Vets (M. Poncey-Monmou), 13 819 (2,25 %); Alt. (M. Pizzin), 9 194 (1,50 %); LO (M. Palacios), 5 466 (0,89 %).

SEINE-SAINT-DENIS (26)

Ins. 708 257; abst. 28,57 %; suff. ex. 490 575.

PS (M. Mahes, m. de Neuilly-sur-Marne), 127 261 (25,93 %); 7 élus; RPR (M. Calmeide, m. de Villeneuve), 108 085 (22,03 %); 6 élus; PC (M. Ralite, a. min. m. d'Aubervilliers), 100 775 (20,54 %); 6 élus; FN (M. Briard), 73 825 (15,04 %); 4 élus; UDF (M. Salles, UDF-CDS, m. des Lilas), 48 633 (9,91 %); 3 élus; Alt. (M. Benhamias, Vets), 16 022 (3,26 %); LO (M. Lagulier), 8 640 (1,76 %); div. (M. Lascary), 4 355 (0,88 %); div. opp. (M. Suire), 2 552 (0,52 %); div. opp. (M. Pongnaud), 328 (0,06 %); div. g. (M. Nan), 119 (0,02 %).

VAL-DE-MARNE (23)

Ins. 694 208; abst. 24,46 %; suff. ex. 510 551.

PS (M. Tabanou, m. de L'Hay-les-Roses), 136 206 (26,67 %); 7 élus; RPR (M. Giraud, sén. m. du Perreux), 112 090 (21,95 %); 5 élus; PC (M. Germa, prés. c. g.), 87 067 (17,05 %); 4 élus; UDF (M. Grignon, UDF-PR, m. de Charenton-le-Pont), 86 706 (16,98 %); 4 élus; FN (M. D'Ormesson), 59 371 (11,62 %); 3 élus; Vets (M. Carré), 23 580 (4,61 %); LO (M. Franceschini), 5 531 (1,08 %).

VAL-D'OISE (18)

Ins. 555 059; abst. 25,11 %; suff. ex. 402 646.

PS-MRG (M. Bequet, PS), 118 121 (29,33 %); 7 élus; RPR (M. Bardet), 80 841 (20,07 %); 4 élus; UDF (M. Chauvin, UDF-CDS, sén.), 63 465 (15,76 %); 3 élus; FN (M. Cottinet), 49 316 (12,24 %); 2 élus; PC (M. Hué), 49 297 (12,24 %); 2 élus; Vets (M. Richard), 16 272 (4,04 %); div. opp. (M. Guay), 8 060 (2 %); div. opp. (M. Leclerc), 6 010 (1,49 %); div. opp. (M. Crum), 4 737 (1,17 %); div. opp. (M. Gontard), 4 636 (1,15 %); Alt. (M. Lallou), 1 891 (0,46 %).

SEINE-ET-MARNE (18)

Ins. 584 598; abst. 23,99 %; suff. ex. 425 776.

PS-MRG (M. Fourre, PS), 124 060 (29,13 %); 6 élus; RPR (M. Julia), 97 617 (22,92 %); 5 élus; UDF (M. Meunier, UDF-Rad), 62 539 (14,68 %); 3 élus; FN (M. Prillard), 51 141 (12,01 %); 2 élus; PC (M. Brunet), 39 678 (9,31 %); 2 élus; UDF (M. Augier, UDF-PR), 17 944 (4,21 %); Vets (M. Langier), 14 317 (3,36 %); div. opp. (M. Hournal), 11 231 (2,63 %); LO (M. Marsault), 7 249 (1,70 %).

ALSACE (47)

NOUVEAU CONSEIL. - 10 PS; 1 ex-PS; 2 Ecol; 14 UDF-

CDS; 1 UDF-PR; 10 RPR; 2 div. d.; 7 FN.

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Marcel Radloff (UDF-CDS); 2 PS; 1 UDF; 2 UDF-PR; 19 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 13 RPR; 2 RPR diss.

BAS-RHIN (27)

Ins. 607 410; abst. 23,29 %; suff. ex. 433 423.

UDF (M. Radloff, UDF-CDS, sén. m. de Strasbourg), 137 127 (31,63 %); 10 élus; RPR (M. Schreiner), 70 945 (16,36 %); 5 élus; PS (M. Eschler), 64 381 (14,85 %); 4 élus; FN (M. Spiller), 52 564 (12,05 %); 4 élus; RPR-diss. (M. Burek), 25 857 (5,96 %); 2 élus; Vets (M. Buchmann), 24 746 (5,70 %); 1 élu; div. g. (M. Ueberrall, ex-PS), 24 634 (5,68 %); 1 élu; div. g. (M. Hoffmann, ex-PS), 14 295 (3,29 %); PC (M. Wurtz), 8 077 (1,86 %); LO (M. Serfat), 6 542 (1,50 %); div. opp. (M. Stoffel, CNIP), 4 555 (1,05 %).

HAUT-RHIN (20)

Ins. 429 943; abst. 22,88 %; suff. ex. 310 561.

PS (M. Baumann), 80 628 (25,96 %); 6 élus; UDF (M. Gerrer, UDF-CDS, m. de Colmar), 73 122 (23,54 %); 5 élus; RPR (M. Meinel, RPR), 67 451 (21,71 %); 5 élus; FN (M. Frenkel), 44 617 (14,36 %); 3 élus; Vets (M. Waechter), 20 329 (6,54 %); 1 élu; div. opp. (M. Lacour), 8 557 (2,75 %); PC (M. Bechler), 7 049 (2,26 %); div. opp. (M. Adolph), 4 937 (1,58 %); div. opp. (M. Bader, CNIP), 3 871 (1,24 %).

AQUITAINE (83)

NOUVEAU CONSEIL. - 8 PC; 30 PS; 2 MRG; 5 UDF; 4 UDF-Rad; 6 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 18 RPR; 3 CNIP; 1 div. d.; 4 FN.

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Jacques Chaban-Delmas (RPR); 4 PC; 30 PS; 2 MRG; 5 UDF; 6 UDF-Rad; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 14 RPR; 3 CNIP.

DORDOGNE (12)

Ins. 301 245; abst. 15,81 %; suff. ex. 237 979.

Un. opp. (M. Bourmazel, RPR), 96 563 (40,57 %); 6 élus; PS-MRG (M. Nicaud), 85 351 (35,45 %); 4 élus; PC (M. Gorse), 36 812 (15,46 %); 2 élus; FN (M. Ricard), 14 280 (6,00 %); MRG-diss. (M. Meyssignac), 8 005 (3,36 %); Alt. (M. Champeau), 4 213 (1,77 %); CNIP (M. Esclater de la Roche), 3 247 (1,36 %).

GIRONDE (34)

Ins. 761 515; abst. 22,19 %; suff. ex. 568 680.

Un. opp. (M. Chaban-Delmas, RPR, a. prem. min. m. de Bordeaux), 245 115 (43,10 %); 16 élus; PS-MRG (M. Madrelle, PS, sén.), 201 967 (35,51 %); 13 élus; PC (M. Barrière), 45 439 (7,99 %); 3 élus; FN (M. Colombar), 40 569 (7,13 %); 2 élus; div. (M. Roche), 11 641 (2,04 %); MRG-diss. (M. Savary), 10 106 (1,77 %); LO (M. Maz), 9 813 (1,72 %); FN-diss. (M. Michélet), 4 030 (0,70 %).

LANDES (10)

Ins. 231 690; abst. 17,06 %; suff. ex. 182 288.

PS (M. Emmanuelli, sec. E. prés. c. g.), 74 316 (40,76 %); 5 élus; Un. opp. (M. Castaing, UDF-CDS), 65 226 (35,78 %); 4 élus; PC (M. Carroussel), 15 647 (8,58 %); 1 élu; MRG-diss. (M. Dutour), 9 273 (5,08 %); FN (M. Barrouillet), 9 156 (5,02 %); Div. opp. (M. Chiron), 8 671 (4,75 %).

LOT-ET-GARONNE (10)

Ins. 223 765; abst. 18,03 %; suff. ex. 172 199.

Un. opp. (M. François-Poncet, UDF, a. min. sén. prés. c. g.), 71 583 (41,56 %); 5 élus; PS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (17)

Ins. 410 408; abst. 19,18 %; suff. ex. 319 119.

Un. opp. (M. Inchaupé, RPR), 134 157 (42,03 %); 8 élus; PS (M. Labarrière, min. m. de Pau), 109 763 (34,39 %); 7 élus; FN (M. Arette-Hourquet), 21 834 (6,84 %); 1 élu; PC (M. Bagge-Bernet), 19 099 (5,98 %); 1 élu; Div. opp. (M. Recapet, CNIP), 15 537 (4,86 %); MRG (M. Poulou), 7 962 (2,49 %); Rg. (M. Izusta), 5 892 (1,84 %); Rg. (M. Gracchande), 4 875 (1,52 %).

AUVERGNE (47)

NOUVEAU CONSEIL. - 4 PC; 15 PS; 1 UDF; 2 UDF-Rad; 3 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 10 RPR; 1 div. d.; 2 FN.

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Maurice Pons (PS); 5 PC; 19 PS; 1 UDF; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 7 RPR; 1 CNIP; 4 div. d.

ALLIER (13)

Ins. 267 377; abst. 21,39 %; suff. ex. 199 069.

Un. opp. (M. Mauviel, UDF-Rad), 76 790 (38,57 %); 6 élus; PS (M. Chabaud), 49 148 (24,68 %); 3 élus; PC (M. Lajoie), 44 780 (22,49 %); 3 élus; FN (M. Bruley), 12 282 (6,67 %); 1 élu; MRG-MGP (M. Charasse, MRG), 9 623 (4,83 %); Alt. (M. Devoucoux, Vets), 5 446 (2,73 %).

CANTAL (6)

Ins. 125 505; abst. 18,46 %; suff. ex. 98 464.

Un. opp. (M. Rigandière, RPR), 53 796 (54,63 %); 4 élus; PS (M. Soucheon, min.), 34 823 (35,36 %); 2 élus; PC (M. Taurant), 6 327 (6,42 %); FN (M. Teulillet-Lapeyre), 3 518 (3,57 %).

HAUTE-LOIRE (8)

Ins. 156 213; abst. 19,28 %; suff. ex. 120 908.

Un. opp. (M. Priot, UDF-PR), 66 228 (54,77 %); 6 élus; PS (M. Chazelle), 32 776 (27,10 %); 2 élus; FN (M. Roudier), 9 226 (7,63 %); PC (M. Beal), 6 593 (5,45 %); Div. opp. (M. Vulliamet), 6 085 (5,03 %).

PUY-DE-DOME (20)

Ins. 396 950; abst. 19,15 %; suff. ex. 308 158.

Un. opp. (M. Giscard d'Estaing, UDF-PR), 141 205 (45,82 %); 10 élus; PS (M. Pouchon), 106 993 (34,72 %); 8 élus; PC (M. Nicolas), 23 583 (7,65 %); 1 élu; FN (M. Waterlot), 17 081 (5,44 %); 1 élu; Vets (M. Saumereau), 7 500 (1,32 %); LO (M. Du-four), 4 070 (1,32 %); MRG (M. Gouttebel), 3 949 (1,28 %); Div. (M. Gauthier), 3 777 (1,22 %).

BOURGOGNE (55)

NOUVEAU CONSEIL. - 5 PC; 17 PS; 2 MRG; UDF; 1 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 12 RPR; 1 CNIP; 4 div. d.; 3 FN.

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Marcel Lucotte (UDF-PR); 2 PC; 20 PS; 2 MRG; 5 UDF; 1 UDF-CDS; 11 UDF-PR; 2 app. UDF; 7 RPR.

COTE-D'OR (16)

Ins. 399 877; abst. 22,80 %; suff. ex. 229 324.

Un. opp. (M. Revol, UDF-PR), 95 419 (41,60 %); 8 élus; PS (M. Vouillot), 64 623 (28,17 %); 4 élus; FN (M. Jaboulet-Varcher), 21 013 (9,16 %); 1 élu; PC (M. Yanello), 13 203 (5,75 %);

NIÈVRE (9)

Ins. 177 376; abst. 22,07 %; suff. ex. 131 374.

PS (M. Teisseire), 53 865 (41 %); 4 élus; un. opp. (M. Sugnot, not. RPR), 48 912 (37,23 %); 4 élus; PC (M. Girard), 19 331 (14,71 %); 1 élu; FN (M. Cendres), 9 266 (7,05 %).

SAONE-ET-LOIRE (19)

Ins. 394 255; abst. 24,45 %; suff. ex. 281 799.

PS-MRG (M. Leborne, PS), 89 050 (31,60 %); 6 élus; RPR (M. Maziane), 67 026 (23,78 %); 5 élus; UDF (M. Lucotte, UDF-PR, sén. m. d'Autun), 64 343 (22,83 %); 5 élus; PC (M. Deschamps), 26 396 (9,36 %); 2 élus; FN (M. Collinet), 19 906 (7,06 %); 1 élu; MRG-diss. (M. Girardon), 8 969 (3,18 %); LO (M. Deroche), 6 109 (2,16 %).

YONNE (11)

Ins. 221 091; abst. 22,06 %; suff. ex. 164 674.

Un. opp. (M. Delprat, CNIP), 74 714 (45,37 %); 6 élus; PS (M. Lassalle), 49 052 (29,78 %); 3 élus; FN (M. Moreau), 17 645 (10,71 %); 1 élu; PC (M. Langouren), 16 700 (10,14 %); 1 élu; div. opp. (M. Morange, UDF-CDS-DI), 6 563 (3,98 %).

BRETAGNE (81)

NOUVEAU CONSEIL. - 4 PC; 30 PS; 1 UDF; 15 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 13 RPR; 3 ex-RPR; 1 CNIP; 4 div. d.; 2 FN.

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Raymond Marcellin (UDF-PR); 4 PC; 24 PS; 2 UDF; 21 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 15 RPR; 1 CNIP; 3 div. d.

COTES-DU-NORD (16)

Ins. 409 950; abst. 16,75 %; suff. ex. 323 239.

PS (M. Dollo), 113 266 (35,04 %); 6 élus; UDF (M. Benoit, UDF-PR, m. de Dinard), 91 448 (28,29 %); 5 élus; RPR (M. Belz), 51 127 (15,81 %); 3 élus; PC (M. Leyzour), 40 231 (12,44 %); 2 élus; FN (M. d'Herbais), 12 590 (3,89 %); Alt. (M. Gourmelen, UDF), 7 729 (2,39 %); LO (M. Collet), 6 848 (2,11 %).

FINISTÈRE (25)

Ins. 611 842; abst. 21,21 %; suff. ex. 468 775.

PS-MRG (M. Le Pen, PS, a. min.), 161 399 (34,42 %); 10 élus; un. opp. (M. Cozan, UDF-CDS), 155 081 (33,08 %); 9 élus; div. (M. Bocan, ex-RPR, a. d. sén. m. de Quimper), 62 999 (13,43 %); 4 élus; PC (M. Leroux), 31 160 (6,64 %); 1 élu; FN (M. Morize), 23 643 (5,04 %); 1 élu; div. opp. (M. Jacq), 13 151 (2,80 %); Vets (M. Huguen), 12 092 (2,57 %); Alt. (M. Marzin, PSU), 9 250 (1,97 %).

ILLE-ET-VILAINE (22)

Ins. 518 895; abst. 21,07 %; suff. ex. 387 380.

UDF (M. Méhaignerie, UDF-CDS, prés. c. g. m. de Vitré), 141 488 (36,52 %); 10 élus; PS (M. Hervé, sec. E. m. de Rennes), 123 455 (31,36 %); 8 élus; RPR (M. Bourges, a. min. a. d. sén. m. de Dinard), 61 588 (15,89 %); 4 élus; FN (M. Neveux), 15 330 (3,95 %); Vets (M. Georges), 13 268 (3,42 %); PC (M. Le Duff), 12 456 (3,21 %); div. g. (M. Philpouen, ex-PS), 8 226 (2,12 %); MRG (M. Tardif), 2 176 (0,56 %); POBL (M. Fonere), 2020 (0,52 %); Alt. (M. Quillevere), 1 500 (0,38 %).

LOIRET (17)

Ins. 357 244; abst. 20,70 %; suff. ex. 269 383.

Un. opp. (M. Masson, RPR, sén.), 122 485 (45,46 %); 9 élus; PS-MRG (

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

(Suite de la page 23.)

CHAMPAGNE-ARDENNE (47)

NOUVEAU CONSEIL. - 4 PC; 15 PS; 1 UDF; 2 UDF-Rad.; 4 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 11 RPR; 3 div. d.; 5 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Bernard Sassi (UDF-CDS); 2 PC; 7 PS; 1 UDF; 3 UDF-Rad.; 6 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 16 RPR; 3 div. d.

ARDENNES (11)

Ins. 193 377; abst. 22,35 %; suff. ex. 143 016.
Un. opp. (M. Blin, UDF-CDS, sén.), 60 646 (42,40 %); 5 élus; PS (M. Istace), 46 592 (32,57 %); 4 élus; PC (M. Vasse), 22 076 (15,43 %); 1 élu; FN (M. Diereken), 13 702 (9,58 %); 1 élu.

AUBE (10)

Ins. 191 226; abst. 24,04 %; suff. ex. 138 633.
Un. opp. (M. Granet, UDF-Rad.), 58 044 (41,86 %); 4 élus; PS (M. Weinling), 40 919 (29,51 %); 3 élus; PC (M. Roy), 13 528 (9,75 %); élu; FN (M. Subtil), 13 471 (9,71 %); 1 élu; div. opp. (M. Lemeland), 12 671 (9,13 %); 1 élu.

MARNE (18)

Ins. 349 120; abst. 24,43 %; suff. ex. 252 128.
PS (M. Fontalirand), 66 958 (26,55 %); 5 élus; RPR (M. Bourg-Broc), 57 282 (22,71 %); 5 élus; UDF (M. Sassi, UDF-CDS, a. min., m. d'Epervay), 42 608 (16,89 %); 3 élus; PC (M. Lambini), 26 641 (10,56 %); 2 élus; FN (M. Robert), 22 694 (9 %); 2 élus; Div. opp. (M. P.-E. Taillinger), 15 563 (5,55 %); 1 élu; UDF-diss. (M. Beaupuy), UDF-PR diss., 7 913 (3,13 %); Alt. (M. Legrand), 6 469 (2,56 %).

HAUTE-MARNE (8)

Ins. 146 761; abst. 23,26 %; suff. ex. 106 761.
Un. opp. (M. Kaltenbach, RPR), 50 873 (47,65 %); 4 élus; PS (M. Baillet, m. de Langres), 35 633 (33,37 %); 3 élus; FN (M. Thomas), 11 595 (10,86 %); 1 élu; PC (M. Fontaine), 8 660 (8,11 %).

CORSE (61)

NOUVEAU CONSEIL. - 2 PC diss.; 5 PC; 6 PS; 2 div. g.; 10 MRG; 3 MCA; 3 UDF; 4 UDF; 2 UDF-PR; 12 RPR; 4 CNIP; 3 CCR; 3 div. g.; 2 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR); 7 PC; 4 PS; 14 MRG; 3 UDF; 3 MCA; 3 UDF; 1 UDF-PR; 12 RPR; 3 CNIP; 6 FN.

CORSE-DU-SUD (28)

Ins. 92 510; abst. 22,98 %; suff. ex. 69 920.
Un. opp. (M. de Rocca-Serra, RPR, m. de Porto-Vecchio), 23 913 (34,20 %); 11 élus; PS-MRG (M. Alfonsi, MRG), 11 656 (16,67 %); 5 élus; UDF-MCA (M. Poggioli, MCA), 6 783 (9,70 %); 3 élus; PC (M. Ferracci), 6 737 (9,63 %); 3 élus; FN (M. Arighi), 5 022 (7,18 %); 2 élus; Div. g. (M. Gaffory, ex-MRG), 4 573 (6,54 %); 2 élus; Div. opp. (M. Colonna), 4 354 (6,22 %); 2 élus; Div. opp. (M. Caci), 3 157 (4,51 %); Div. opp. (M. Villanova, CFR), 2 733 (3,90 %); Div. (M. Celi), 662 (0,94 %); FN-diss. (M. Palmieri), 328 (0,46 %).

HAUTE-CORSE (33)

Ins. 114 763; abst. 23,50 %; suff. ex. 86 110.
RPR (M. J.-C. Colonna, m. de Corte), 16 542 (19,21 %); 8 élus; MRG (M. Giacobbi), 16 441 (19,09 %); 8 élus; UDF (M. Arrighi de Casanova), 8 989 (10,43 %); 4 élus; CNIP (M. Chiarelli), 7 835 (9,09 %); 3 élus; PS (M. Mourat), 7 588 (8,81 %); 3 élus; UDF-MCA (M. Simeoni, UDF), 7 214 (8,37 %); 3 élus; PC (M. Stefani), 5 901 (6,85 %); 2 élus; PC-diss. (M. Calandini), 4 122 (4,78 %); Div. g. (M. X. Colonna, MRG).

diss.), 3 132 (3,63 %); Div. opp. (M. Orastelli), 2 280 (2,64 %); RPR diss. (M. Bartoli), 1 604 (1,86 %).

FRANCHE-COMTÉ (43)

NOUVEAU CONSEIL. - 2 PC; 16 PS et app.; 1 div. g.; 1 MRG; 2 UDF-Rad.; 4 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 9 RPR; 4 FN et app.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Edgar Faure (UDF-Rad.); 3 PC; 14 PS; 2 UDF; 2 UDF-Rad.; 1 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 6 RPR; 2 div. d.

TERRITOIRE DE BELFORT (6)

Ins. 84 270; abst. 19,65 %; suff. ex. 64 876.
PS (M. Chevènement, min., m. de Belfort), 25 929 (39,96 %); 3 élus; un. opp. (M. Bidaux, RPR), 23 800 (36,68 %); 3 élus; FN (M. Roubert), 7 279 (11,01 %); PC (M. Drouot), 4 518 (6,96 %); ALT (M. Cardot), 2 336 (3,60 %); LO (M. Belot), 1 014 (1,56 %).

DOUBS (18)

Ins. 303 935; abst. 19,96 %; suff. ex. 233 741.
Un. opp. (M. Faure, UDF-Rad., sén.), 95 940 (41,04 %); 8 élus; PS (M. Schwint, sén., m. de Besançon), 76 624 (32,78 %); 7 élus; FN (M. Mars), 22 189 (9,49 %); 2 élus; PC (M. Carrez), 13 074 (5,59 %); 1 élu; UDF diss. (M. Thibault), 11 336 (4,84 %); Verts (M. Fousset), 10 532 (4,50 %); LO (M. Driano), 4 046 (1,73 %).

JURA (10)

Ins. 172 713; abst. 20,71 %; suff. ex. 130 871.
Un. opp. (M. Lehmann, RPR), 48 225 (36,84 %); 4 élus; PS (M. Santa-Cruz), 29 533 (30,52 %); 4 élus; FN (M. Moriconi), 11 426 (8,73 %); 1 élu; PC (M. Faivre-Picon), 10 864 (8,30 %); 1 élu; Verts (M. Moreau), 6 330 (4,83 %); div. opp. (M. Laibe), 5 540 (4,23 %); div. opp. (M. Delacroix), 5 022 (3,83 %); div. (M. Bourgeois-République), 3 511 (2,68 %).

HAUTE-SAONE (9)

Ins. 164 460; abst. 17,50 %; suff. ex. 128 448.
Un. opp. (M. Chantelat, UDF-PR, m. de Vesoul), 38 842 (45,80 %); 4 élus; PS-MRG (M. Tonlot, PS), 47 140 (36,69 %); 4 élus; FN (M. Martin), 12 496 (9,72 %); 1 élu; PC (M. Bernardin), 9 970 (7,76 %).

LANGUEDOC-ROUSSILLON (65)

NOUVEAU CONSEIL. - 9 PC; 21 PS; 1 MRG; 1 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 10 RPR; 6 div. d.; 8 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Robert Capdeville (PS); 9 PC; 27 PS; 2 app. PS; 1 UDF; 1 UDF-PR; 1 UDF-Rad.; 3 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 4 RPR; 3 div. d.

AUDE (10)

Ins. 214 370; abst. 16 %; suff. ex. 172 608.
PS (M. Courrière, sén. E.), 66 372 (38,45 %); 5 élus; UN. opp. (M. Chesa, RPR, m. de Carcassonne), 43 101 (24,97 %); 3 élus; div. opp. (M. Mouly, m. de Narbonne), 23 633 (13,69 %); 1 élu; PC (M. Marcaillou), 23 299 (13,49 %); 1 élu; FN (M. Escorcel), 10 607 (6,14 %); Verts (M. Gils), 3 753 (2,17 %); Reg. (M. Rouch), 1 841 (1,06 %).

GARD (18)

Ins. 385 998; abst. 20,02 %; suff. ex. 293 368.
PS (M. Benediti, m. de Bagnols-sur-Cèze), 83 739 (28,54 %); 5 élus; UDF (M. Mourat, ex-RPR), 66 034 (22,50 %); 4 élus; PC (M. Millet), 56 758 (19,34 %); 3 élus; FN (M. Champ), 43 551 (14,84 %); 3 élus; RPR (M. Gomez, UDF-PR-DI), 43 286 (14,75 %); 3 élus.

HÉRAULT (23)
Ins. 502 236; abst. 20,96 %; suff. ex. 380 966.
PS-MRG (M. Saumade, PS, prés. c. g.), 121 631 (31,92 %); 8 élus; RPR (M. Couvinihes), 72 347 (18,99 %); 5 élus; UDF (M. Marchand, UDF-CDS, m. de Sète), 59 269 (15,55 %); 4 élus; FN (M. Jamet), 53 604 (14,07 %); 3 élus; PC (M. Liberti), 50 533 (13,26 %); 3 élus; Div. opp. (M. Pons), 10 280 (2,69 %); Verts (M. Degane), 9 197 (2,41 %); ALT (M. Huijter), 4 110 (1,07 %).

LOZÈRE (3)

Ins. 57 407; abst. 17,57 %; suff. ex. 45 590.
UDF (M. Blanc, UDF-PR), 25 404 (55,72 %); 2 élus; PS (M. Gasparin), 12 272 (26,91 %); 1 élu; RPR (M. Attrazic), 3 060 (6,71 %); PC (M. Galvier), 2 509 (5,50 %); FN (M. Goubert), 2 345 (5,14 %).

PYRÉNÉES-ORIENTALES (11)

Ins. 246 431; abst. 21,11 %; suff. ex. 185 760.
Un. opp. (M. Alduy, UDF-PR, sén., m. de Perpignan), 64 477 (34,70 %); 4 élus; PS (M. Sicre), 51 542 (27,74 %); 3 élus; FN (M. Armengol), 31 598 (17,01 %); 2 élus; PC (M. Vila), 25 936 (13,96 %); 2 élus; Div. opp. (M. Amiel), 5 357 (2,88 %); Reg. (M. Barrère), 5 324 (2,86 %); FN Diss. (M. Boher), 1 526 (0,82 %).

LIMOUSIN (41)

NOUVEAU CONSEIL. - 8 PC; 15 PS; 1 UDF-Ad; 2 UDF-PR; 2 UDF-PR; 12 RPR; 1 div. d.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Louis Longuepue (PS); 7 PC; 16 PS; 1 UDF; 6 RPR.

CORRÈZE (14)

Ins. 185 132; abst. 14 %; suff. ex. 152 547.
Un. opp. (M. Mouly, UDF-PR, sén.), 73 767 (48,35 %); 7 élus; PS (M. Terrieux), 41 161 (26,98 %); 4 élus; PC (M. Chamande), 31 554 (20,68 %); 3 élus; FN (M. du Verdier), 6 065 (3,97 %).

CREUSE (8)

Ins. 112 629; abst. 22,38 %; suff. ex. 83 523.
Un. opp. (M. Pasty, RPR), 36 756 (44,84 %); 4 élus; PS-MRG (M. Rimareix, PS), 27 173 (32,53 %); 3 élus; PC (M. Labrousse), 13 235 (15,84 %); 1 élu; FN (M. de la Chapelle), 3 201 (3,83 %); Div. diss. (M. de Fioquelin), ex-UDF-Rad., 3 158 (3,78 %).

HAUTE-VIENNE (19)

Ins. 260 661; abst. 17,66 %; suff. ex. 200 387.
PS (M. Savy), 66 283 (33,04 %); 8 élus; Un. opp. (M. Debusschere, UDF-PR, m. de Saint-Yrieix-la-Perche), 64 788 (32,30 %); 7 élus; PC (M. Jouve), 41 349 (20,61 %); 4 élus; FN (M. Tauran), 7 919 (3,94 %); Verts (M. Devailly), 6 514 (3,24 %); Div. diss. (M. Moreau, RPR-Diss.), 6 178 (3,08 %); Div. opp. (M. Mauriange), 3 946 (1,96 %); LO (MME Roussie), 3 604 (1,79 %).

LORRAINE (73)

NOUVEAU CONSEIL. - 4 PC; 24 PS; 1 UDF; 2 app. UDF; 2 UDF-Rad.; 1 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 17 RPR; 1 app. RPR; 3 CNIP; 7 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Jean-Marie Rausch (UDF-CDS); 2 PC; 16 PS; 2 UDF-Rad.; 9 UDF-CDS; 13 UDF-PR; 5 app. UDF; 18 RPR; 4 app. RPR.

MEURTHE-ET-MOSELLE (22)

Ins. 469 039; abst. 25,34 %; suff. ex. 335 491.
PS (M. Tondou), 107 614 (32,07 %); 8 élus; UDF (M. Rosnot, UDF-Rad., m. de Nancy), 97 011 (28,91 %); 7 élus; RPR (M. Vallin), 49 469 (14,74 %); 3 élus; PC (M. Favaro), 35 028 (10,44 %); 2 élus; FN (M. Monzeim), 33 468 (9,97 %); 2 élus; LO (M. Neis), 7 803 (2,32 %); MRG (M. Michel), 5 098 (1,51 %).

MEUSE (7)

Ins. 139 877; abst. 20,43 %; suff. ex. 105 876.
Un. opp. (M. Biwer, UDF), 48 093 (45,42 %); 4 élus; PS (M. Bernard, m. de Bar-le-Duc), 38 280 (36,15 %); 3 élus; FN (M. Sauvagnac), 11 572 (10,92 %); PC (M. Mayer), 7 931 (7,49 %).

MOSELLE (31)

Ins. 658 406; abst. 22,38 %; suff. ex. 484 854.
PS (M. Malgras), 118 040 (24,34 %); 8 élus; UDF (M. Rausch, UDF-CDS, sén., m. de Metz), 108 637 (22,40 %); 7 élus; RPR (M. Messmer, a. prem. min., m. de Sarrebourg), 99 869 (20,59 %); 7 élus; FN (M. Herlory), 58 450 (12,05 %); 4 élus; CNIP (M. Kiffer, a.d.), 41 752 (8,61 %); 3 élus; PC (M. Souffrin, sén., m. de Thionville), 33 074 (6,82 %); 2 élus; Verts (M. Beguin), 19 936 (4,11 %); MRG (M. Debrière), 5 096 (1,05 %).

VOSGES (13)
Ins. 274 704; abst. 21,01 %; suff. ex. 204 159.
RPR (M. Poncelet, prés. c. g., sén., m. de Remiremont), 81 581 (39,95 %); 6 élus; PS (M. Pétier), 63 463 (31,08 %); 5 élus; UDF (M. Thomas, UDF-PR), 17 127 (8,38 %); 1 élu; FN (M. Freppel), 15 093 (7,39 %); 1 élu; PC (M. Ferry), 12 379 (6,06 %); Verts (M. Noirel), 8 473 (4,15 %); div. opp. (M. Chantouret), 3 258 (1,59 %); ALT (M. Viry), 2 785 (1,36 %).

MIDI-PYRÉNÉES (87)

NOUVEAU CONSEIL. - 5 PC; 26 PS et app.; 2 ex-PS; 1 MRG; 1 MRG diss.; 1 UDF; 1 UDF-PR; 3 UDF-Rad.; 6 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 14 RPR; 10 div. d.; 3 FN; 1 div. d.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Alex Raymond (PS); 9 PC; 44 PS; 17 MRG; 2 UDF; 2 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 2 RPR; 1 div. d.

ARIÈGE (6)

Ins. 108 479; abst. 19,17 %; suff. ex. 83 904.
PS (M. Massat), 31 364 (37,38 %); 2 élus; un. opp. (M. Rouquet, UDF-CDS, m. de Pamiers), 24 571 (29,28 %); 2 élus; div. (M. Trigano), 12 298 (14,65 %); 1 élu; PC (M. Seguela), 11 874 (14,15 %); 1 élu; FN (M. Combes), 3 797 (4,52 %).

AVEYRON (10)

Ins. 212 400; abst. 16,94 %; suff. ex. 167 685.
Un. opp. (M. Censi, UDF-PR, m. de Rodéz), 78 366 (46,73 %); 6 élus; PS-MRG (M. Deruy, PS, m. de Millau), 38 365 (34,80 %); 4 élus; div. opp. (M. Escafre, UDF-PR diss.), 11 367 (6,77 %); PC (M. Perez), 10 721 (6,39 %); FN (M. Cabantous), 8 866 (5,28 %).

HAUTE-GARONNE (29)

Ins. 567 600; abst. 19,81 %; suff. ex. 435 583.
Un. opp. (M. Baudis, app. UDF, m. de Toulouse), 173 123 (39,72 %); 13 élus; PS-MRG (M. Lareng, PS), 153 679 (35,25 %); 11 élus; PC (M. Ainaridi), 34 773 (7,97 %); 2 élus; FN (M. Melac), 27 338 (6,27 %); 2 élus; RPR-CNIP (M. Huguenard, RPR), 26 419 (6,06 %); 1 élu; Verts (M. Bevenut), 9 209 (2,11 %); Reg. (M. Lasserre), 4 343 (0,99 %); LO (M. Laffont), 3 564 (0,81 %); PS diss. (M. Cornet), 3 405 (0,78 %).

TERS (7)

Ins. 139 548; abst. 19,32 %; suff. ex. 98 870.
PS (M. Joseph, prés. c. g.), 41 641 (38,96 %); 3 élus; UDF (M. Rispait), 32 576 (30,48 %); 3 élus; PC (M. Thomas, UDF-CDS), 14 701 (13,75 %); 1 élu; PC (M. Lasserre), 9 413 (8,80 %); FN (M. Pelletan), 5 652 (5,28 %); MRG (M. Mondango), 2 887 (2,70 %).

LOT (6)

Ins. 121 770; abst. 15,07 %; suff. ex. 98 844.
Un. opp. (M. Juskiowski), 34 624 (35,02 %); 3 élus; PS-MRG (M. Malvy, PS, sec. E., m. de Figeac), 32 354 (32,73 %); 2 élus; MRG (M. Lasserre), 18 850 (19,07 %); 1 élu; PC (M. Thannier), 9 153 (9,26 %); FN (M. Vigne), 3 863 (3,90 %).

HAUTES-PYRÉNÉES (9)

Ins. 171 144; abst. 20,12 %; suff. ex. 130 179.
Un. opp. (M. Marthe, RPR), 45 177 (34,43 %); 3 élus; PS (M. Forques), 34 958 (26,64 %); 3 élus; MRG (M. Abadie, a. sec. E., sén., m. de Lourdes), 22 683 (17,29 %); 2 élus; PC (M. Gonzalez), 17 330 (13,21 %); 1 élu; FN (M. Coumeton), 6 790 (5,17 %); Verts (M. Dubalen), 4 241 (3,23 %).

TARN (13)

Ins. 252 805; abst. 15,45 %; suff. ex. 203 475.
PS-MRG (M. Deyveaux, PS, m. de Castres), 74 249 (36,49 %); 5 élus; RPR (M. Bonnemercière), 50 667 (24,90 %); 4 élus; UDF (M. Nespolos, UDF-CDS), 31 775 (15,61 %); 2 élus; FN (M. Anany), 19 782 (9,72 %); 1 élu; PC (M. Delpeas), 17 080 (8,39 %); 1 élu; Verts (M. Carrière), 5 746 (2,82 %); 1 élu; Reg. (M. Marty), 4 176 (2,05 %).

TARN-ET-GARONNE (7)
Ins. 143 597; abst. 18,12 %; suff. ex. 113 270.
Un. opp. (M. Roset, UDF-Rad.), 43 038 (37,99 %); 4 élus; PS-diss. (M. Naudin, m. de Moissac), 31 931 (28,19 %); 2 élus; PS (M. Cambron), 19 930 (17,59 %); 1 élu; FN (M. Naudin), 10 175 (8,98 %); PC (M. Gredier), 8 196 (7,23 %).

NORD-PAS-DE-CALAIS (113)

NOUVEAU CONSEIL. - 19 PC; 56 PS; 5 MRG; 2 UDF; 8 UDF-PR; 1 UDF-Rad.; 6 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 22 RPR; 1 CNIP; 4 div. g.; 12 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Noël Joseph (PS); 24 PC; 64 PS; 2 UDF-PR; 1 UDF-Rad.; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 app. UDF; 13 RPR; 1 div. d.

NORD (72)

Ins. 1 628 151; abst. 20,67 %; suff. ex. 1 227 771.
PS-MRG (M. Delabarre, PS, min.), 369 962 (30,13 %); 24 élus; RPR (M. Vernier, M. de Douai), 267 213 (21,76 %); 17 élus; PC (M. Ansart), 180 445 (14,69 %); 11 élus; UDF (M. de Gaulle), 174 523 (14,21 %); 11 élus; FN (M. Durieux), 145 452 (11,84 %); 9 élus; Verts (M. Coppin), 44 184 (3,59 %); LO (M. Baudrin), 26 521 (2,16 %); div. opp. (M. Catelin), 19 471 (1,58 %).

PAS-DE-CALAIS (41)

Ins. 977 020; abst. 18,42 %; suff. ex. 755 649.
PS-MRG (M. Joseph, PS), 254 429 (33,67 %); 15 élus; PC (M. Letoquart, m. d'Avion), 128 643 (17,02 %); 8 élus; RPR (M. Delvaux, m. de Saint-Omer), 124 533 (16,48 %); 6 élus; UDF (M. Foudonon, UDF-CDS, sén.), 77 987 (10,32 %); 4 élus; div. opp. (M. Desprez, ex-UDF-PR), 71 056 (9,40 %); 4 élus; FN (M. Agard), 56 973 (7,53 %); 3 élus; Verts (M. Istas), 29 101 (3,85 %); div. opp. (M. Grève), 12 927 (1,71 %).

BASSE-NORMANDIE (45)

NOUVEAU CONSEIL. - 1 PC; 10 PS; 2 UDF; 2 ex-PS; 1 MRG; 1 ex-UDF; 3 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 10 RPR; 1 CNIP; 5 div. d.; 2 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Michel d'Ornano (UDF-PR); 2 ex-PS; 1 UDF; 6 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 10 RPR; 6 CNIP; 5 div. d.

CALVADOS (19)

Ins. 407 761; abst. 22,67 %; suff. ex. 300 842.
Un. opp. (M. d'Ornano, UDF-PR, a. min., prés. c. g.), 139 203 (46,27 %); 10 élus; PS (M. Méxandeau, min.), 96 236 (32,01 %); 7 élus; PC (M. Bayon), 21 733 (7,22 %); 1 élu; FN (M. Huet), 20 711 (6,88 %); 1 élu; Verts (M. Lemerrier), 12 855 (4,27 %); PS diss. (M. Paysant), 10 013 (3,32 %).

MANCHE (16)

Ins. 337 747; abst. 22,65 %; suff. ex. 245 802.
Un. opp. (M. Aguiton, UDF-PR), 199 935 (42,28 %); 7 élus; PS (M. Dupuis), 68 461 (27,85 %); 5 élus; Div. diss. (M. Cottereau, ex-RPR), 30 129 (12,25 %); 2 élus; FN (M. Le Rachinel), 20 67

LA PREMIERE...

LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A ENSEIGNER "LE MANAGEMENT COMPARÉ"

successivement en EUROPE, aux U.S.A., au JAPON, en CHINE et en CORÉE.
Ses cycles multinationaux donnent aux étudiants la possibilité d'appréhender sur le terrain les caractéristiques de leur économie.

LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A ENVOYER CHAQUE ANNÉE 350 ÉTUDIANTS AU JAPON.

Depuis 1983, elle fait suivre à ses étudiants un cursus pédagogique à l'INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA (IMUA) de TOKYO alliant enseignement des techniques et apprentissage sur le terrain.

LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A S'EXPORTER EN CHINE.

Former des professeurs stagiaires chinois aux techniques françaises de gestion à PARIS.
Former chaque année 150 de ses étudiants aux réalités économiques chinoises à PÉKIN et à CANTON.
Ce sont les termes des accords avec l'U.I.B.E. (University of International Business and Economics) et le G.I.F.T. (Guangzhou Institute of Foreign Trade)

LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A ENSEIGNER L'"ACTION TERRAIN".

Chaque étudiant complète ses études théoriques par une "action terrain" (étude de marché, d'implantation, de création d'entreprises, etc.).
La nécessité de pénétrer le monde des affaires, l'obligation de franchir les barrières culturelles et linguistiques sont stimulées par la réalisation d'un projet exigeant une forte capacité d'adaptation.

THE FIRST BUSINESS SCHOOL TO OFFER A "POST GRADUATE MANAGEMENT MULTINATIONAL PROGRAM" (3^e CYCLE)

Graduate students and executives gathered from all over the world, live, study and work together in the major economic centres of the world (Paris, New York, Tokyo, Peking) and thereby, learn first hand about the cultures, customs and business practices that exist today.

LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A PROPOSER UN 3^e CYCLE MULTINATIONAL

Des étudiants diplômés aussi bien que des cadres, de toutes nationalités, vivent, étudient et travaillent ensemble dans les principaux centres économiques du monde (Paris, New York, Tokyo, Peking). Ils se familiarisent directement avec les cultures, les coutumes et les techniques de management qui existent aujourd'hui.

...EST FRANÇAISE

Institut Supérieur de Gestion

établissement libre d'enseignement supérieur
8 rue de Lota 75116 Paris 47 27 95 99

LE SENS DE LA REUSSITE



مركز من الأصل

فكنا من الأصل

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

(Suite de la page 24.)

OISE (21)

Ins. 432 094; abst. 19,90 %; suff. ex. 329 965.
Un. opp. (M. Souplet, UDF-CDS, sén.), 131 330 (39,80 %); 10 élus; PS (M. Amsellem, m. de Beauvais), 103 588 (31,39 %); 7 élus; FN (M. Descaves), 38 482 (11,66 %); 2 élus; PC (M. Bamber, m. de Montataire), 36 276 (10,99 %); 2 élus; LO (M. Szpirko), 11 736 (3,55 %); MRG (M. Laffoley), 8 553 (2,59 %).

SOMME (17)

Ins. 379 699; abst. 17,78 %; suff. ex. 292 730.
Un. opp. (M. Broutin, UDF-CDS), 107 060 (36,57 %); 7 élus; PS-MRG (M. Lecul, PS), 81 633 (27,88 %); 5 élus; PC (M. Leblanc-Camelot), 45 146 (15,42 %); 3 élus; FN (M. Gogulion), 22 604 (7,72 %); 1 élu; RPR-diss. (M. Meziou), 16 541 (5,65 %); 1 élu; LO (M. Stefanski), 8 442 (2,88 %); Verts (M. Duquet), 7 589 (2,59 %); div. opp. (M. Malier), 3 715 (1,26 %).

POITOU-CHARENTES (53)

NOUVEAU CONSEIL. - 3 PC; 19 PS; 2 MRG; 3 UDF; 2 UDF-Rad.; 4 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 10 RPR; 5 div. d.; 1 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés.: M. René Monory (UDF-CDS); 2 PC; 10 PS; 4 MRG; 1 cent. g.; 8 UDF; 1 UDF-Rad.; 6 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 8 RPR; 1 CNIP; 3 div. d.; 1 siège vacant obtenu par 1 PS, délégué.

CHARENTE (12)

Ins. 250 831; abst. 21,65 %; suff. ex. 183 303.
Un. opp. (M. Houssin, RPR, prés. C.G.), 81 420 (43,93 %); 6 élus; PS (M. Reyral), 59 821 (32,28 %); 5 élus; PC (M. Barral), 23 538 (12,70 %); 1 élu; FN (M. Bulan), 9 912 (5,34 %); Div. g. (M. Germon), 5 559 (2,99 %); LO (M. Debeuf), 5 053 (2,72 %).

CHARENTE-MARITIME (17)

Ins. 376 787; abst. 24,27 %; suff. ex. 270 039.
PS-MRG (M. Beix, PS), 92 650 (34,30 %); 7 élus; Opp.-RPR (M. Blaizot, UDF-CDS, prés. c.g.), 92 205 (34,14 %); 6 élus; UDF (M. Busseureau, UDF-PR), 39 561 (14,65 %); 2 élus; PC (M. Bolly), 26 216 (9,70 %); 1 élu; FN (M. Nauleau), 19 407 (7,18 %); 1 élu.

DEUX-SÈVRES (12)

Ins. 248 069; abst. 20,73 %; suff. ex. 185 633.
Un. opp. (M. Fruchard, UDF), 79 316 (42,72 %); 6 élus; PS (M. Hervé, m. de Parthenay), 63 808 (34,37 %); 5 élus; Div. opp. (M. Bouchet), 21 025 (11,32 %); 1 élu; PC (M. Vacker), 8 084 (4,25 %); FN (M. de La Serre), 7 447 (4,01 %); Div. g. (M. Paineau), 5 953 (3,20 %).

VIENNE (12)

Ins. 268 616; abst. 20,81 %; suff. ex. 201 437.
Un. opp. (M. Monory, UDF-CDS, sén. prés. c.g. m. de Loudun), 97 935 (48,61 %); 7 élus; PS (M. Cartrand), 69 272 (34,38 %); 4 élus; PC (M. Fromontell), 17 975 (8,92 %); 1 élu; FN (M. Pichon), 10 643 (5,28 %); Div. g. (M. Bonnefon), 5 612 (2,78 %).

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (117)

NOUVEAU CONSEIL. - 14 PC; 31 PS; 2 UDF; 1 UDF-PSD; 2 UDF rad.; 3 UDF-CDS; 15 UDF-PR; 17 RPR; 7 div. d.; 19 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés.: M. Michel Pezet (PS); 15 PC; 44 PS; 2 MRG; 1 UDF; 6 UDF-Rad.; 3 UDF-CDS; 12 UDF-PR; 5 app. UDF; 20 RPR.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (4)

Ins. 95 479; abst. 17,76 %; suff. ex. 75 101.
PS (M. Massot), 24 745 (32,94 %); 2 élus; RPR (M. Rinaldi, M. De Digne), 21 012 (27,97 %); 1 élu; PC (M. Philippe), 10 574 (14,07 %); 1 élu; UDF (M. Villevieille, UDF-PR), 10 255 (13,65 %); FN (M. de Guilhemier), 8 515 (11,33 %).

HAUTES-ALPES (4)

Ins. 80 370; abst. 18,74 %; suff. ex. 62 632.
Un. opp. (M. Lesbros, UDF, prés. c.g.), 28 698 (45,82 %); 3 élus; PS (M. de Caumont, M. de Briançon), 18 923 (25,42 %); 1 élu; MRG (M. Didier, sén.), 7 921 (12,64 %); PC (M. Ferrero), 5 223 (8,33 %); Verts (M. Labeyrie), 4 867 (7,77 %).

ALPES-MARITIMES (26)

Ins. 640 178; abst. 22,10 %; suff. ex. 481 663.
Un. opp. (M. Aubert, RPR, M. de Menton), 205 856 (42,73 %); 12 élus; PS (M. Giolitti), 109 789 (22,79 %); 6 élus; FN (M. Peyron), 104 733 (21,74 %); 6 élus; PC (M. Fiori), 44 876 (9,31 %); 2 élus; Verts (M. Labeyrie), 16 409 (3,40 %).

BOUCHES-DU-RHÔNE (49)

Ins. 1 078 745; abst. 24,22 %; suff. ex. 791 180.
PS-MRG (M. Pezet, PS), 198 345 (25,06 %); 13 élus; FN (M. Perdomo), 178 882 (22,60 %); 12 élus; UDF (M. Gaudin, UDF-RPR), 174 100 (22 %); 12 élus; PC (M. Hermier), 118 844 (15,02 %); 8 élus; RPR (M. Toga), 68 494 (8,65 %); 4 élus; div. opp. (M. Gennoy), 25 511 (3,22 %); Verts (M. Monnier-Besombes), 17 024 (2,15 %); LO (M. Clouet), 5 712 (0,72 %); rég. (M. Mancini), 2 781 (0,35 %); div. opp. (M. Namane), 1 487 (0,18 %).

VAR (21)

Ins. 529 456; abst. 21,26 %; suff. ex. 404 020.
UDF (M. Léotard, UDF-PR, m. de Fréjus), 137 470 (34,02 %); 8 élus; PS (M. Dieux), 92 625 (22,92 %); 5 élus; FN (M. Piau), 66 325 (16,41 %); 4 élus; RPR

(M. Laurin, m. de St-Raphaël), 42 324 (10,47 %); 2 élus; PC (M. Ceze), 42 140 (10,43 %); 2 élus; div. g. (M. Nicoletti), 9 710 (2,40 %); Verts (M. Pizzolo), 9 417 (2,33 %); FN-diss. (M. Mamy), 4 009 (0,99 %).

VAUCLUSE (13)

Ins. 934 942; abst. 18,29 %; suff. ex. 228 636.
Un. opp. (M. Roux, RPR, m. d'Avignon), 75 546 (33,04 %); 5 élus; PS (M. Gatel, sec. g.), 66 615 (28,91 %); 4 élus; FN (M. Bompard), 40 436 (17,65 %); 3 élus; PC (M. Aubert), 25 159 (11 %); 1 élu; div. opp. (M. Genin), 8 029 (3,51 %); Verts (M. Faivet), 7 435 (3,29 %); FON (M. Marquis), 3 395 (1,48 %); MRG (M. Perrin), 2 521 (1,10 %).

RHÔNE-ALPES (151)

NOUVEAU CONSEIL. - 13 PC; 45 PS; 2 ex-PS; 5 UDF; 40 div. 2 app.; 3 UDF-Rad.; 11 UDF-CDS; 11 UDF-PR; 1 ex-UDF-PR; 27 RPR; 1 ex-RPR; 5 CNIP; 13 div. d.; 14 FN.
CONSEIL SORTANT. - Prés.: M. Charles Bernaudier (UDF); 10 PC; 38 PS; 1 MRG; 26 UDF; 3 UDF-Rad.; 15 UDF-CDS; 18 UDF-PR; 22 RPR; 5 div. d.

AIN (13)

Ins. 277 710; abst. 24,48 %; suff. ex. 201 644.
UDF (M. Millon, UDF-PR, m. de Baillay), 66 122 (32,79 %); 5 élus; PS-MRG (M. Moret, PS), 59 203 (29,36 %); 4 élus; RPR (M. Guichon, m. d'Oyonnax), 35 437 (17,57 %); 2 élus; FN (M. Leroy), 19 521 (9,68 %); 1 élu; PC (M. Roustin), 12 207 (6,05 %); 1 élu; Verts (M. Gilbert), 9 154 (4,53 %).

ARDÈCHE (9)

Ins. 200 893; abst. 19,85 %; suff. ex. 152 951.
PS (M. Alaize), 47 400 (30,99 %); 3 élus; RPR (M. Perbet, m. d'Annonay), 35 992 (23,53 %); 3 élus; UDF (M. Imbert, UDF-PR, m. de Privas), 34 344 (22,45 %); 2 élus; PC (M. Plans), 15 769 (10,30 %); 1 élu; FN (M. Arnaud), 11 923 (7,79 %); Verts (M. Julien), 4 055 (2,65 %); div. opp. (M. Comte), 3 468 (2,26 %).

DROME (12)

Ins. 270 457; abst. 21,23 %; suff. ex. 204 146.
PS (M. Leron), 70 959 (34,75 %); 4 élus; Un. opp. (M. Cornillet, UDF-Rad.), 57 920 (28,37 %); 4 élus; div. diss. (M. Durand, CNIP), 30 330 (14,55 %); 2 élus; FN (M. Burgeat), 22 253 (10,90 %); 1 élu; PC (M. Allégret), 18 912 (9,26 %); 1 élu; MRG (M. Pissac), 3 772 (1,84 %).

ISÈRE (28)

Ins. 598 230; abst. 22,68 %; suff. ex. 444 688.
Un. opp. (M. Saugy, UDF-PR), 168 263 (37,83 %); 12 élus; PS (M. Migaud), 152 401 (34,27 %); 10 élus; FN (M. Sellier), 45 921 (10,32 %); 3 élus; PC (M. Rochet), 45 137 (10,15 %); 3 élus; Verts (M. Grandjacques), 17 120 (3,84 %); CNIP (M. Lang), 6 033 (1,35 %); FN diss. (M. Charret), 5 067 (1,13 %); LO (M. Calmel), 4 746 (1,06 %).

LOIRE (22)

Ins. 479 305; abst. 25,03 %; suff. ex. 344 652.
Un. opp. (M. Dubanchet, UDF-CDS, m. de Saint-Étienne), 123 297

(35,77 %); 9 élus; PS (M. Yemini), 90 880 (26,36 %); 6 élus; PC (M. Vial-Massat, m. de Firminy), 41 497 (12,04 %); 3 élus; FN (M. Despert), 39 377 (11,42 %); 2 élus; opp. (M. Durafour, UDF-Rad., a. min. a. d. ext.), 29 074 (8,43 %); 2 élus; Verts (M. Brodabag), 12 469 (3,61 %); LO (M. Chaudron), 4 838 (1,40 %); MRG (M. Chizallet), 3 220 (0,93 %).

RHÔNE (42)

Ins. 862 719; abst. 23,93 %; suff. ex. 634 251.
PS-MRG (M. Popert, PS, m. de Meyzieu), 174 875 (27,57 %); 13 élus; UDF (M. Barre, a. prom. min.), 148 004 (23,33 %); 11 élus; RPR (M. Merieux), 144 784 (22,82 %); 10 élus; FN (M. Gollnisch), 78 100 (12,31 %); 5 élus; PC (M. Fiterman, a. min.), 48 689 (7,67 %); 3 élus; écol. (M. Fleuret), 14 827 (2,33 %); Verts (M. Tete), 12 599 (1,98 %); LO (M. Mestre), 7 261 (1,14 %); div. diss. (M. Guillard, ex-UDF-CDS), 5 112 (0,80 %).

SAVOIE (10)

Ins. 255 248; abst. 23,89 %; suff. ex. 187 291.
Un. opp. (M. Girard, UDF), 85 193 (45,48 %); 5 élus; PS-MRG (M. Rincher, PS, sén.), 56 861 (30,35 %); 3 élus; FN (M. Velieux), 17 098 (9,12 %); 1 élu; PC (M. Gaudet), 16 734 (8,93 %); 1 élu; rég. (M. Augier), 11 405 (6,08 %).

HAUTE-SAVOIE (15)

Ins. 326 065; abst. 25,16 %; suff. ex. 234 331.
UDF (M. Bouvier, UDF-CDS, sén.), 76 247 (32,53 %); 6 élus; PS (M. Grandjacques), 39 975

(17,05 %); 3 élus; RPR-CNIP (M. Dagand, RPR), 32 252 (13,76 %); 2 élus; PS-diss. (M. Poulet), 25 189 (10,74 %); 2 élus; FN (M. Barone), 21 077 (8,99 %); 1 élu; RPR-diss. (M. Ferrario), 11 779 (5,02 %); 1 élu; rég. (M. Florent), 10 149 (4,33 %); PC (M. Perrigney), 9 848 (4,20 %); Verts (M. Scheppler), 7 815 (3,33 %).

GUADALUPE (41)

NOUVEAU CONSEIL. - 00
Ins. 188 932; abst. 33,19 %; suff. ex. 76 662.
RPR (M. Michaux-Chevry), 25 371 (33,09 %); 15 élus; PS (M. Larcia), 21 969 (28,65 %); 12 élus; app. PC (M. Clery), 18 229 (23,77 %); 10 élus; UDF (M. Montaché, ex-RPR), 8 217 (10,71 %); 4 élus; div. g. (M. Farugia), 1 794 (2,34 %); extr. g. (M. Sene), 1 082 (1,41 %).
CONSEIL SORTANT. - Prés.: M. José Montaché, RPR; 11 PC; 9 PS; 5 UDF; 8 RPR; 8 div. d.

MARTINIQUE (41)

NOUVEAU CONSEIL. - 00
CONSEIL SORTANT. - Prés.: M. Aimé Césaire, PPM, app. PS; 2 ext. g.; 2 PCM (app. PC); 5 PS; 12 PPM (div. g.); 7 UDF; 11 RPR; 2 div. d.
Ins.: 204 920; abst.: 35,95 %; suff. ex.: 121 839.
Un. g. (M. Césaire, app. PS), 50 372 (41,34 %); 19 élus; RPR (M. Petit, a. d.), 37 573 (30,83 %); 14 élus; UDF (M. Laventure), 23 087 (18,94 %); 8 élus; extr. g.: (M. Marie-Jeanne), 4 655 (4,48 %); extr. g. (M. Joachim-Arnaud), 2 428 (1,99 %); extr. g. (M. Page), 1 106 (0,90 %); div. opp. (M. Argo), 1 056 (0,86 %); div. opp. (M. Tallame), 752 (0,61 %).

(Publicité)
LANGUE DES AFFAIRES
ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL
ITALIEN - RUSSO - GREC
Apprenez tranquillement chez vous une langue ou préparez un examen spécialisé : Chaires de commerce étrangères, Université de Cambridge, BTS traducteur commercial, etc.
Enseignements par correspondance + cassettes et stages oraux complémentaires. Inscriptions toute l'année. Durée flexible à votre choix.
Re. gen. : LANGUES & AFFAIRES, Service 4457, 35 rue Calvaire 92303 Paris-La Neuville.
Tél. : (1) 42-70-81-88 (répond. privé).

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LA PROTECTION SOCIALE EN QUESTION
avec des articles de :
Pierre BEREGOVY
Jacques DELORS
Michel DELEBARRE
Georgina DUFOIX, etc.
Envoyer 23 F (timbres à 1 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, un spécimen du dossier demandé, ou 130 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

La fin de l'innocence
Les Etats-Unis de Wilson à Reagan
DENISE ARTAUD
Le destin fulgurant des Etats-Unis, leur rapide accession aux responsabilités mondiales, leurs difficultés actuelles.
95 F
ARMAND COLIN
103, bd Saint-Michel 75005 Paris

PICARD
Votre serrure doit être révisée !
Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !
Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.
Il vous dira si votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.
S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 42-33-44-85 +

(Publicité)
UNICEF
Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1960), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou l'UNICEF) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, dans l'immédiat après-guerre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au **COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF**
SERVICE DE L'INFORMATION
36, rue Fédérale-Duval, 75016 Paris
Tél. : 46-34-00-00
Vos témoignages ou vos documents personnels (photos notamment) enrichiront une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ
Plages de sable fin sous un ciel toujours bleu - 340 jours de soleil par an -
Groupes de fleurs accrochées aux menages, aux villages, aux colonies, au parcant la poussière d'or des mosaïques, trépassent d'un instant à l'autre dans le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les Airbus de Chypre Airways.
CHYPRE
LE TRAVAILLEUR A 4 VOIES D'ACCÈS
AVEC LES AIRBUS DE CHYPRE AIRWAYS

PUISSANCE ET VITESSE
TANDY 3000
Dans bien des cas, la puissance ne serait rien sans la rapidité d'exécution. D'où le grand intérêt du nouveau TANDY 3000, l'un des plus puissants ordinateurs personnels. Et l'un des plus rapides.
Doté d'un microprocesseur INTEL 80286 et livré avec 512K de mémoire vive extensible à 12 mégaoctets (sous XENIX, prévu), le TANDY 3000 permet de traiter de nombreuses tâches en un temps record.
Equippé d'une unité de disquette de 5 pouces 1/4 de grande capacité, le TANDY 3000 vous permet de voir venir. Et cette unité peut utiliser des disquettes de 1,2 million de caractères et lire des disquettes de 360 Ko, accédant ainsi aux formats des PC ou du PC/AT.
Exploitant le système MS™-DOS 3.1 (option), le TANDY 3000 est compatible avec les PC, XT et AT, et donne accès à une très vaste bibliothèque de logiciels. Mais cette compatibilité n'est qu'un des aspects de la polyvalence du TANDY 3000, prêt à travailler en réseau ou à devenir le cœur d'un système multi-utilisateurs. TANDY 3000: le plus puissant des TANDY. Comptez sur lui.
MS™-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation.
TANDY
Retournez-nous ce coupon... réponse immédiate assurée.
Je désire plus d'informations sur le TANDY 3000.
Prénom : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
(ou joindre votre carte de visite)
A renvoyer à : TANDY FRANCE - Division Ordinateurs
Immeuble "Les 3 Fontaines" - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE.

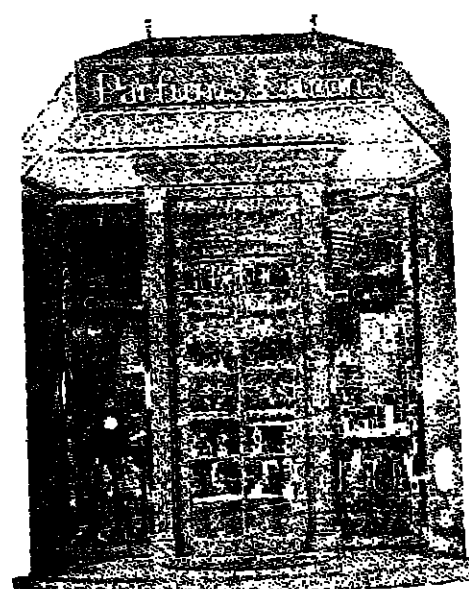
Doyle Dane Bernbach



Pour un Homme
de Caron.
Hier, aujourd'hui,
demain.



1934. Les salles de bains
Arts décoratifs fleurissent
bon la vanille et
les plus fines lavandes.
L'eau de toilette masculine
est née.
Discrètement ambrée,
raffinée.
Intemporelle.
Les hommes de goût
lui sont restés fidèles.
Ils l'utilisent aussi
aujourd'hui en atomiseur,
baume après rasage,
gel de douche ou savon.
Pour un Homme de Caron.
Le grand classique.



Boutique des Parfums Caron
34, Avenue Montaigne à Paris

مركز من الأصل

étranger

EUROPE

Suisse

Les trois quarts des électeurs se sont prononcés contre l'adhésion à l'ONU

De notre correspondant

Berne. - L'ONU ne fait pas recette. En tout cas auprès des Suisses qui ont catégoriquement rejeté, dimanche 16 mars, par 1 591 428 « non » contre 511 548 « oui », une proposition gouvernementale d'adhésion à la Confédération aux Nations unies.

Si ce refus était généralement attendu, il a néanmoins surpris par son ampleur : trois électeurs sur quatre et tous les cantons sans exception se sont opposés à l'entrée à l'ONU. Le rejet a été particulièrement net dans les régions rurales et montagneuses de la Suisse profonde. Dans onze cantons ou demi-cantons sur vingt-six, les « non » ont dépassé les 80 %, atteignant 83 % des suffrages en Valais, et le record de près de 90 % en Appenzel, Rhodés-Intérieures. Dans le canton de Fribourg, les citoyens de plusieurs communes ont répondu non à l'unanimité. Avec 40,2 % de oui, le Jura s'est montré le plus favorable à l'adhésion. A Genève, qui abrite pourtant le siège européen de l'ONU, les opposants ont recueilli 70 % des voix. Signe de l'importance de l'enjeu, la participation au scrutin a atteint 50,2 %, ce qui est un taux relativement élevé pour la Confédération.

Pour le gouvernement helvétique, le revers est d'autant plus cinglant que son projet d'adhésion avait reçu l'aval du Parlement et des états-majors des trois principaux partis. Mais il a eu beau multiplier les assurances et les appels à la raison, rien n'y a fait. De même, les efforts de la presse, en grande partie en faveur des thèses gouvernementales, n'ont guère eu d'effet sur le choix des électeurs. Leur décision a été sans appel, et l'entrée de la Suisse à

l'ONU pourrait bien avoir été reportée aux calendes grecques.

La principale raison de ce refus semble avoir été la crainte éternelle par de nombreux Suisses de voir leur sacro-sainte neutralité remise en cause. Généralement satisfaits de leur sort, ils ne percevaient pas la nécessité de modifier le *statu quo*, et leur vote apparaît aussi comme une manifestation d'autosatisfaction. Il exprime, enfin, une indéniable méfiance à l'égard d'une organisation dont les adversaires se sont surtout acharnés à souligner l'inefficacité et les défauts.

Tout en regrettant cette décision « implacable », M. Pierre Aubert, chef du département fédéral des affaires étrangères, qui avait jeté tout son poids dans cette bataille, a indiqué que l'issue du scrutin ne modifiait pas les orientations traditionnelles de la diplomatie helvétique. Pour leur part, les partis gouvernementaux ont cru bon de faire savoir que ce vote ne signifiait pas que la Suisse voulait « se désolidariser du monde ». Un certain embarras est cependant perceptible parmi les édiles de Genève, qui ont bien du mal à concilier le vote de leurs électeurs avec la vocation internationale de leur ville.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

Pologne

Nouvelle vague de hausses de prix

Les autorités de Varsovie ont annoncé une nouvelle série de hausses de prix, comprises entre 8 et 20 %, pour un grand nombre de produits alimentaires, le charbon, l'électricité, le gaz et les transports en commun. Certaines de ces augmentations devaient être introduites dès ce lundi 17 mars, en particulier sur le sucre, la farine, le beurre, le fromage, l'huile, les pâtes, l'alcool. La viande augmentera, elle, de 8 % en août. L'office des prix a assuré qu'aucune autre hausse des prix des produits alimentaires n'interviendrait d'ici à la fin de l'année « à condition que la récolte soit bonne et que la production agricole ne baisse pas ».

M. Lech Walesa a immédiatement réagi à cette annonce, en déclarant que les autorités n'avaient « rien d'autre à proposer à la société que des hausses de prix permanentes au lieu d'une entente sociale et de réformes économiques profondes », tandis qu'elles « rejetaient toutes les propositions positives, comme la création d'un fonds agricole » (il s'agit du fonds dont l'Eglise demande depuis plusieurs années la constitution pour utiliser les sommes mises à sa disposition, en particulier par divers pays occidentaux).

Les hausses auront, selon M. Walesa, pour seule conséquence une nouvelle dégradation d'un niveau de vie « déjà très bas ». Dans cette situation, a ajouté le président de Solidarité, « je pense qu'une protestation de la classe ouvrière serait justifiée » (1).

(1) L'an dernier, Solidarité avait appelé à une grève symbolique de protestation contre des mesures similaires, également critiquées par les nouveaux syndicats officiels. Les autorités avaient alors annoncé des augmentations moins fortes que celles qu'elles avaient laissé craindre, organisées des procès contre des dirigeants tenus pour responsables des appels à la grève, et les ardeurs de travail avaient été de faible ampleur dans le pays.

DIPLOMATIE

EN MARGE DES OBSEQUES D'OLOF PALME

M. Shultz s'est entretenu avec le chef du gouvernement soviétique

De notre correspondant

Stockholm. - Vingt-quatre heures après les funérailles d'Olof Palme, des milliers de personnes faisaient la queue dimanche soir 16 mars le long des grilles du cimetière Adolf-Frederik au cœur de Stockholm, pour venir déposer une rose ou simplement se recueillir quelques secondes sur la tombe du premier ministre assassiné.

La veille, entre cent mille et deux cent mille personnes avaient suivi le cortège funèbre dans les rues de la capitale sous un ciel gris et maussade. Seuls huit tambours voilés, les cloches de toutes les églises de Stockholm et les fers des chevaux résonnant sur l'asphalte rompaient un silence impressionnant et glacial.

Les obsèques étaient organisées par le Parti social-démocrate et le cortège a traversé, bien entendu, la Norra Bantorget, qu'on appelle communément la « place Rouge » de Stockholm, avec les quartiers généraux de la Confédération générale du travail (LO) et de la Fédération des métallos, la Maison du peuple où ont lieu tous les grands congrès de la gauche et, dans un square au milieu de la place, la statue de Hjalmar Branting, l'un des pères de la social-démocratie suédoise, l'ami de Jean Jaurès.

L'office civil, samedi, s'est déroulé dans l'austère Salle bleue de l'hôtel de ville en présence de mille cinq cents invités. La voix brisée, le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, secrétaire national du parti pendant plus de vingt ans, a eu du mal à prononcer les dernières phrases de son allocution : « Tu es mort par ton action que la conviction d'un individu et la détermination d'une petite nation peuvent apporter une contribution importante à la paix et à la liberté dans un monde divisé et injuste. (...) Nous nous sentons en cet instant affaiblis. Mais aussi résolu. Nous ne te serons pas infidèles. Nous ne perdrons pas courage. Nous ne céderons pas devant la violence ».

M. Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste, s'est exprimé en anglais, mais, à la fin de son discours, il a dit quelques phrases d'amitié, en norvégien, à l'adresse de l'épouse et des trois fils d'Olof Palme. C'est une langue que les Suédois comprennent si bien et que M. Brandt maîtrise parfaitement, car c'est en Norvège que l'ancien chancelier s'était réfugié pendant les années du nazisme et la seconde guerre mondiale.

Quant au nouveau premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, il a souligné que la douleur et le deuil, après la mort d'Olof Palme, avaient rapproché les Suédois les uns des autres. Il a fait sourire l'assistance en rappelant « certaines images d'Olof Palme qui s'imposent physiquement : la mèche qui ne pouvait

jamais être vraiment démontée, la cravate désemparée... ».

La jeunesse était également présente à la cérémonie de l'hôtel de ville, avec un chœur de deux cent quatre-vingt-quatre enfants (un par commune) portant des chandails sur lesquels était imprimé la main ouverte de « Touche pas à mon pote ! » désormais bien connue en Scandinavie.

« Trop peu de progrès »

De nombreux entretiens bilatéraux et réunions politiques ont eu lieu au cours du week-end à Stockholm en marge des obsèques. Samedi après-midi, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a eu un entretien de deux heures avec le chef du gouvernement soviétique, M. Nicolas Ryjkov, à l'ambassade d'URSS à Stockholm. La conversation, qualifiée d'« ouverte et franche », marquait la première prise de contact, à ce niveau, entre les deux pays depuis le sommet de Genève en novembre 1985. Elle a porté essentiellement sur la possibilité d'un arrêt des essais nucléaires et les dernières propositions du président Reagan invitant des observateurs soviétiques à

assister aux expériences américaines.

Les travaux des conférences de Genève (armements nucléaires), Stockholm (mesures de confiance et de sécurité) et Vienne (réduction des effectifs militaires) ont également été évoqués. De part et d'autre, on souligne que l'amélioration des relations américano-soviétiques n'avance pas « assez rapidement » et que « trop peu de progrès ont été enregistrés depuis le mois de novembre ». Un haut fonctionnaire de l'administration de Washington a résumé les discussions en ces termes : « L'heure est venue de retoucher les manches si nous voulons faire un pas en avant ». La délégation américaine a regretté que Moscou n'ait toujours pas répondu à l'invitation du chef de la Maison Blanche d'organiser le prochain « sommet » Reagan-Gorbatchev à Washington en juin ou juillet. Les Soviétiques, de leur côté, reprochent aux Américains de ne pas avoir examiné dans le détail leurs propositions sur le gel des arsenaux nucléaires. Enfin, aucune date n'a été fixée pour la visite aux Etats-Unis du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze.

ALAIN DEBOVE.

M. Marcos en quête d'une terre d'asile

New-York. - M. Marcos a demandé aux Etats-Unis de l'aider à obtenir l'autorisation de s'installer en Espagne, au Mexique ou au Panama, a annoncé, dimanche 16 mars, le *New York Times*. L'ancien dictateur philippin et le département d'Etat auraient fait des travaux d'approche auprès de ces pays.

« Je pense que s'il trouve un endroit convenable, avec un logement acceptable et des conditions appropriées, il quittera les Etats-Unis », a déclaré l'un des informateurs du *New York Times*, précisant que les préférences de M. Marcos allaient à l'Espagne.

Le quotidien ajoute que M. Marcos « n'est pas heureux » à Hawaï. En raison des enquêtes sur sa fortune et sur ses activités passées, il redoute les actions judiciaires que pourraient décider les Etats-Unis à son encontre.

Par ailleurs, un dirigeant de l'opposition philippine, M. Blas Ople, a demandé l'ouverture d'une enquête sur le rôle joué par les

Etats-Unis, lors de la rébellion militaire ayant entraîné la chute de l'ex-président.

M. Ople, ancien ministre, a quitté le parti KBL (Mouvement de la nouvelle société) de M. Marcos, pour fonder sa propre formation. Il a indiqué à la presse qu'il était « un fait établi » que la base américaine de Clark (au nord de Manille) « avait accueilli des éléments des forces armées des Philippines à cette époque ». « L'utilisation d'une base militaire étrangère dans une affaire de politique intérieure, quel qu'en soit le résultat, constitue une source d'inquiétude » pour le gouvernement, a-t-il ajouté.

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, a déclaré, dimanche 16 mars, que son pays n'accorderait pas l'asile à l'ex-président Marcos. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Négociation d'un contrat de vente d'armes avec la Libye

Sao-Paulo (AFP). - Une délégation militaire brésilienne ayant pour mission de négocier un contrat d'achat d'armes d'un montant de 1 milliard de dollars était attendue, lundi 17 mars, au Brésil. Cette visite, révélée par la presse brésilienne, n'a été ni démentie ni confirmée par les autorités. Initialement prévue pour le 14 février, elle avait alors été annulée afin d'éviter une tension avec les Etats-Unis. Le Brésil a toujours refusé de se conformer aux demandes américaines de restriction des transferts de technologie dans le domaine militaire. Le gouvernement de Brasilia s'est aussi refusé à suivre les appels de Washington pour un boycott économique de la Libye. Le principal débouché de l'industrie militaire brésilienne, qui exporte 90 % de sa production, est de loin le Proche-Orient. Ses principaux clients sont l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Irak et la Libye.

HONGRIE

Plusieurs centaines de jeunes manifestants matraqués à Budapest

Budapest. - Une manifestation de plusieurs centaines de jeunes gens, qui chantaient de vieilles chansons patriotiques, a été dispersée avec brutalité par la police, samedi 15 mars, à Budapest. A l'issue de la célébration officielle de l'anniversaire du début de la guerre d'indépendance hongroise, le 15 mars 1945, à laquelle avaient assisté plusieurs milliers de personnes, plusieurs centaines de manifestants, des jeunes pour la plupart, s'étaient dirigés vers le Danube. Bloqués sur un pont par la police, ils ont été contraints de passer entre une double haie de policiers qui les ont matraqués sans ménagement. Il y a eu deux blessés, tandis que les papiers de quatre cents personnes étaient confisqués. Selon l'écrivain Miklos Harsanyi, il s'agit de la plus grave manifestation de brutalité policière depuis plusieurs années. - (Reuters, AP.)

INDE

Le « meurtrier de la route des Indes » s'évade

New-Delhi (AFP). - Charles Sobhraj, Espion de nationalité française accusé d'une quinzaine de meurtres dans dix pays différents, s'est évadé dimanche 16 mars de la prison de haute sécurité Thar à New-Delhi en compagnie de six détenus indiens. On a annoncé les agences de presse locales. Agé de quarante-deux ans, Sobhraj s'est évadé, alors que l'on s'attendait qu'une cour de justice indienne le condamne à la détention à perpétuité pour meurtre et que le gouvernement de New-Delhi se prononce en faveur de son extradition vers la Thaïlande, où il risque la peine de mort pour meurtre et tentative de meurtre, s-t-on indiqué de même source. Sobhraj a neutralisé les gardiens du pénitencier en leur faisant inhaler des narcotiques, a indiqué le responsable de l'établissement. Les détenus se sont enfuis à bord d'une voiture stationnée devant l'entrée de la prison, s-t-il ajouté. Les services de police de New-Delhi ont établi des barrages à toutes les issues de la capitale. La sécurité à la prison de Thar avait été récemment renforcée. En effet, les trois hommes accusés du meurtre d'Indira Gandhi y attendent la décision du tribunal sur leur recours en grâce.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Seize morts au cours du week-end

Le bilan des affrontements qui se sont déroulés en Afrique du Sud depuis vendredi 14 mars s'élève à seize morts et plus de deux cent cinquante blessés. Sept mineurs ont été tués, samedi 15 mars, lors des heurts qui se sont produits à Johannesburg, entre mineurs de tribus adverses, les Xhosa et les Sotho. Sept autres Noirs ont été tués vendredi soir à la mine d'or de Blyvooruitzicht, près de Carletonville (180 kilomètres à l'ouest de Johannesburg), à la suite d'affrontements entre policiers et mineurs en grève. Enfin, dimanche matin, dans la cité noire de Johannesburg, à l'ouest de Johannesburg, la police a ouvert le feu sur une foule de manifestants qui avaient attaqué des véhicules des forces de l'ordre à l'aide de cocktails Molotov, tuant deux personnes. - (AFP, Reuters.)

ASIE

Pakistan

Seize réfugiés afghans tués par une mine près de la frontière

Islamabad (AFP). - Seize réfugiés afghans ont été tués et onze autres blessés, samedi 15 mars, par l'explosion d'une mine qui a pulvérisé les véhicules dans lesquels ils se trouvaient, non loin de la localité de Sada, à l'ouest de Peshawar (ouest du Pakistan), s-t-on appris dimanche, de source officielle locale. Toutes les victimes accompagnaient un mariage. Trois des blessés ont été hospitalisés dans un état grave. Les autorités ont ouvert une enquête.

Les attentats et explosions, visant le plus souvent des réfugiés afghans, sont presque quotidiens dans cette région frontalière, mais ils sont rarement aussi meurtriers. La presse pakistanaise accuse fréquemment les services secrets de Kaboul d'en être responsables.

Inde

Violences entre sikhs et hindous au Pendjab : neuf morts. - Neuf personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées au cours de violences qui ont opposé, samedi 15 et dimanche 16 mars, les communautés sikhs et hindoues dans la ville de Batala (Etat du Pendjab, Nord-Ouest de l'Inde), où le couvre-feu a été décrété pour une durée illimitée, a rapporté l'agence indienne PTL. Par ailleurs, des militants sikhs présumés ont tué quatre personnes de la communauté hindoue, lors d'attentats perpétrés pendant la nuit de samedi à dimanche.

URSS

L'AGENT YOURTCHENKO AU BAR DU MINISTÈRE...

Moscou (AFP). - L'agent et ex-transfuge du KGB Vitali Yourtchenko a fait une apparition, vendredi 14 mars, au bar de centre de presse du ministère des affaires étrangères (MID) à Moscou, où il a été interviewé par un journaliste d'une chaîne de télévision occidentale.

Un correspondant de la chaîne ouest-allemande ARD a indiqué que Vitali Yourtchenko avait ensuite accepté d'être filmé en face du centre de presse du MID. Vitali Yourtchenko était passé à l'Ouest en août dernier à Rome. Pris en charge par la CIA aux Etats-Unis, il était repassé en novembre à l'ambassade d'URSS à Washington et avait affirmé avoir été drogué par le service de renseignement américain, avant de regagner l'URSS. Des organes de presse américains et ouest-allemands avaient annoncé qu'il avait été emmené en avion et emmené, information rapidement démentie par divers porte-parole soviétiques.

RFA

« Affrontements lors d'une manifestation antinucléaire. - Dix-sept policiers ont été blessés et deux manifestants grièvement touchés dimanche 16 mars, lors d'affrontements à l'occasion d'une manifestation à Wackersdorf (sud-est du pays) contre la construction de la première centrale de retraitement de combustibles irradiés de RFA. Selon la police, un millier de manifestants s'étaient réunis dans l'après-midi pour un service religieux œcuménique près du lieu des travaux de la centrale et certains s'en sont pris aux policiers à coups de pierres, de bouts de bois et de barres de fer. - (AFP.)

Le Monde
doctes et documents

DEUX DOSSIERS
LE SIDA
LA BOURSE

DOSSIERS ET DOCUMENTS :
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

Mars 1986 - En vente partout : 7 F

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 43-26-51-09

STERN
GRAVEUR
Depuis 1844
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél : 42.36.94.08 - 45.08.86.45

PROCHE-ORIENT

L'AFFAIRE DES OTAGES AU LIBAN

Polémiques des émissaires « officiels » et vaines démarches des « officiels »

L'affaire des otages entre-t-elle dans une nouvelle phase après les élections ? Il n'est pas impossible que les rumeurs émanant du sentiment « d'avoir été pour quelque chose dans le résultat du scrutin » et soient non sans présomption, dans le changement de gouvernement en France, un effet de leur chute. En attendant qu'une nouvelle équipe à Paris s'attaque au problème, ceux qui en ont toujours la charge étaient, ce lundi 17 mars, confrontés après la polémique publique à laquelle se sont livrés ce week-end deux des « émissaires officiels » du gouvernement : M. Reza Raad, le médecin franco-libanais, et un homme d'affaires d'origine syrienne, M. Omar Adham. Ce dernier, nouveau venu dans le ballet des émissaires, avait été nommé à la tête d'une mission d'urgence à Beyrouth.

A en croire l'agence de presse syrienne Sana, M. Adham a été reçu, samedi, par le président Assad, auquel il aurait remis un message du président de la République. Le chef de l'Etat syrien aurait reçu le même jour un autre envoyé de l'Élysée, M. Pierre Mitter, toujours selon l'agence Sana, dont les informations n'ont suscité ni démenti ni confirmation à Paris. Toujours est-il que, de retour dimanche à Paris, M. Adham a accordé une interview à l'AFP dans laquelle il a très vivement pris à partie le docteur Raad - lequel était, par ailleurs, le jour même, battu aux élections dans l'Orne.

Pour M. Adham, le médecin a fait « capoter » la négociation en faisant aux rumeurs des promesses inconsidérées, dont « gouvernement français n'avait pas connaissance ». Si tous les efforts faits par la Syrie pour obtenir la libération des otages ont échoué, a-t-il expliqué, c'est du fait de « l'intervention de certains citoyens français qui ont promis aux rumeurs de faire accepter aux autorités françaises toutes leurs exigences ». En clair, le docteur Raad aurait largement outrepassé son mandat afin d'obtenir très vite un résultat.

Le médecin, qui a regagné Paris samedi, s'en défend évidemment. Il a passé une partie du week-end à intervenir à son tour sur de nombreuses radios pour expliquer sa mission à Damas et Beyrouth. Il souligne que les propositions qu'il avait présentées aux représentants des rumeurs étaient les mêmes que celles formulées au janvier dernier, par « d'autres intermédiaires », alors que l'affaire avait été sur le point de trouver une issue heureuse. Il a estimé que les accusations relatives de « désinformation » étaient fondées sur des « motifs électoraux » et l'amenèrent à porter plainte.

Sur le fond, le médecin d'Argentine fait preuve de son habileté optimiste, assurant avoir constaté sur place une évolution favorable des positions des rumeurs. Ces derniers auraient, « pour la première fois », accepté les propositions françaises, qui tournent autour de la libération des membres du commando qui tenta d'assassiner l'ancien ministre iranien Chahin Bakhsh à Paris, en juillet 1980. Pour libérer les otages, les rumeurs n'attendent plus que « des garanties de l'Iran et de la Syrie ». Enfin, à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui mettent en doute sa crédibilité, le docteur Raad répond qu'il a bien rencontré les bons « intermédiaires ». Ne rapporte-t-il pas des effets personnels de l'otage assassiné Michel Serraf, plusieurs photos en couleur représentant ses filles et son épouse Mary, ainsi que des lettres de cette dernière ?

M. Roland Dumas : un touh-bouh

La polémique, devant micros et caméras, de deux hommes chargés d'une mission exigeant de la discrétion, a visiblement irrité M. Roland Dumas. « Je ne veux pas participer à ce touh-bouh », a dit le ministre des relations extérieures interrogé par RMC. « Je souhaite », a poursuivi M. Dumas, « que ceux qui se sont présentés à des titres divers pour rendre service dans cette affaire observent (...) une règle de discrétion ; si je dois donner un avis, je le donnerais qu'ils s'abstiennent de parler ».

Il a qualifié de « bonne chose » le fait que les « émissaires du gouvernement », eux, se soient abstenus de

prendre la parole en public. Tous ont achevé leur mission et se trouvent à Paris : M. Servant, ambassadeur itinérant pour le Proche-Orient, s'est rendu à Damas ; M. Boidevaux, secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay à Beyrouth, et M. Rouleau, ambassadeur à Tunis, à Téhéran. A ce propos, le Quai d'Orsay a catégoriquement démenti l'agence de presse iranienne IRNA, qui avait affirmé, samedi, que M. Rouleau avait passé trois jours bloqué dans l'enceinte de l'aéroport de Téhéran, « attendant en vain un visa ». De source autorisée à Paris, on explique que M. Rouleau « a eu des contacts à Téhéran, mais qu'il n'est pas allé en raison des exigences des rumeurs ». Il est clair que l'Iran, qui a toujours été toute responsable dans la prise d'otages de Beyrouth, n'entend aucunement se voir impliqué dans cette affaire, même si beaucoup continuent à penser que « la clé est à Téhéran ».

L'équipe d'Antenne 2 dans la Bekaa

A Beyrouth, des sources bien informées ont indiqué, dimanche, que les quatre membres de l'équipe d'Antenne 2, envoyés il y a huit jours, avaient été transférés dans la nuit de mercredi à jeudi, à bord

d'une camionnette, dans la plaine de la Bekaa (à l'est du Liban - région contrôlée par la Syrie). Cependant, le vice-président du conseil supérieur chite libanais - la plus haute instance de cette communauté, cheikh Mohamed Chamseddine, - a vivement dénoncé la pratique des enlèvements et appelé à la libération des otages.

En revanche, samedi, l'hebdomadaire du Hezbollah (le parti de Dieu, formation chite pro-iranienne), *Al Ahd*, a justifié les enlèvements de Français au Liban.

Les rumeurs, explique le journal, « défendent la cause de la liberté des opprimés au Liban et ont été contraintes d'utiliser tous les moyens afin de sauvegarder leur présence et de défendre leur cause (...) face à la politique agressive de la France au Liban depuis 1982 ». Le journal reproche aussi, une fois de plus à Paris, son soutien à l'Irak en guerre avec l'Iran.

A Bagdad, les deux opposants irakiens récemment expulsés de France et « graciés » par le président Saddam Hussein, ont assuré avoir été « très bien traités dans leur pays ». Selon l'ambassadeur d'Irak en France, M. Mohamed el Mashat, ils pourraient être de retour à Paris dans « quelques jours ». - (AFP, AP, Reuter.)

La guerre du Golfe

L'IRAK ANNONCE LA DESTRUCTION DE CINQ CENTS BLINDÉS IRANIENS

Cinq cents chars et blindés iraniens ont été « détruits » lors d'un raid mené dimanche 16 mars par plusieurs dizaines de chasseurs-bombardiers irakiens, sur un camp militaire près de la ville d'Ahwaz, dans le sud-ouest de l'Irak, à l'indiqué d'un porte-parole à Bagdad.

Il a précisé que 56 chasseurs et bombardiers irakiens ont attaqué et « totalement détruit » 500 chars d'assaut, véhicules blindés et rampes lance-missiles iraniens, ainsi que plusieurs positions de troupes « ennemies » installées dans un camp militaire, à proximité de la ville d'Ahwaz, capitale du Khuzistan, à 75 kilomètres de la frontière avec l'Irak.

C'est la première fois depuis le début de l'année qu'un nombre aussi élevé d'appareils irakiens attaquent un camp militaire iranien en y occasionnant, selon Bagdad, de sérieux dégâts matériels.

De son côté, Téhéran a assuré que de « durs combats se poursuivent » sur le front nord, dans le Kurdistan irakien, contrairement aux informations données à Bagdad, où l'on assurait à la fin de la semaine dernière que les troupes iraniennes présentes dans ce secteur avaient été repoussées. - (AFP, Reuter.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

APPELANT A SOUTENIR LES « CONTRAS » ANTISANDINISTES M. Reagan dénonce la menace d'un « contrôle communiste » de l'Amérique centrale

Washington (AFP). - Dans un discours télévisé, le président Reagan a agité, dimanche 16 mars, la menace « d'une prise de contrôle communiste de l'Amérique centrale » si le Congrès n'approuvait pas son projet d'aide militaire aux « contras » nicaraguayens. Ce discours marquait le point culminant d'une intense campagne de M. Reagan pour obtenir, en faveur des anti-sandinistes, l'octroi d'une telle aide, d'un montant de 100 millions de dollars, dont 70 millions d'assistance militaire. La Chambre des représentants doit se prononcer jeudi sur ce projet.

Dans une première réaction diffusée par l'ambassade du Nicaragua à Washington, le gouvernement de Managua a appelé les Etats-Unis à adopter « une politique sérieuse et responsable » à l'égard de l'Amérique centrale et à abandonner « une rhétorique incendiaire, basée sur de fausses assertions ».

« En utilisant le Nicaragua comme base, les Soviétiques et les Cubains peuvent devenir le pouvoir dominant dans ce couloir crucial entre le nord et le sud de l'Amérique », a déclaré M. Reagan. « Pour notre propre sécurité, les Etats-Unis doivent empêcher l'Union soviétique d'obtenir une tête de pont en Amérique du Nord. »

« Aujourd'hui, a poursuivi le président, des ingénieurs du pacte de

Varsovie bâtissent sur la côte atlantique du Nicaragua un port en eau profonde semblable à la base navale édifiée à Cuba pour les sous-marins de construction soviétique. » M. Reagan a également accusé les sandinistes de réaliser près de la capitale « le plus grand aéroport d'Amérique centrale ». En « s'installant » au Nicaragua, les Soviétiques et les Cubains pourraient « menacer le canal de Panama, couper nos voies maritimes vitales et finalement s'attaquer au Mexique », a ajouté le président.

A l'aide d'une carte de l'Amérique, M. Reagan a montré aux téléspectateurs « comment un si petit pays peut constituer une si grande menace » pour l'ensemble du continent américain. Il a accusé Managua de fournir non seulement des armes aux rebelles dans les pays voisins (Salvador, Honduras, Costa Rica, Guatemala), mais aussi aux mouvements « radicaux » de Colombie, d'Équateur, du Brésil, du Chili, d'Argentine, d'Uruguay et de la République dominicaine.

M. Reagan a, en revanche, fait l'apologie des « contras », qu'il a comparés à « la Résistance française ». « Avec leur sang et leur courage, les combattants de la liberté au Nicaragua ont gagné un temps précieux pour les peuples d'Amérique centrale », a-t-il assuré.

Océanie

PREMIER MINISTRE D'AUSTRALIE DEPUIS TROIS ANS

M. Hawke demeure populaire en dépit de ses revers économiques

De notre correspondant

Sydney. - M. Robert James Lee, dit « Bob », Hawke, a entamé à cinquante-six ans sa quatrième année au pouvoir. Le 5 mars 1983, mettant un terme à sept ans de gouvernement conservateur, il y a huit jours, avait été élu par un véritable raz-de-marée, prenant les rênes. Accueillant son nouveau premier ministre, ancien président du Conseil des syndicats (ACTU), l'Australie le surnomme, rien de moins ! « le Messie ». Le bilan de son prédécesseur, M. Fraser, était, il faut le dire, plutôt sombre. Il laissait le pays en proie à la pire récession depuis les années 30.

Trois ans plus tard, les sondages tranchent toujours en faveur de M. Hawke. L'opposition, divisée, sans chef de file, est à 5 points derrière (50 % contre 42 %). Surtout, le Parti travailliste, en quatre-vingt-cinq ans d'histoire, n'a jamais été si solidement implanté : quatre des six Etats de l'Australie sont gouvernés par des ministres travaillistes (les deux autres étant la Tasmanie, dirigée par M. Gray, un libéral, et le Queensland, entre les mains d'un membre ultra-conservateur du Parti national, sir John Petersen).

Au surnom de « Messie », a succédé le petit nom d'« Old Silver ». Depuis trois ans, le premier ministre ne cesse de définir deux priorités : relancer l'économie et lutter contre le chômage. Avec l'ambition de prouver que les travailleurs peuvent être de bons gestionnaires. Il fait équipe avec son jeune et fringant ministre des finances, M. Keating, qui a fait ses armes dans l'aile droite du parti. Leur stratégie, celle des « rationalistes économiques », s'est donnée trois instruments.

En premier lieu, l'accord, qu'en bon ancien syndicaliste, M. Hawke a signé avec les représentants du monde du travail à la veille des élections : un échange d'une promesse de bonne conduite de la part des syndicats, l'assurance que les salaires seront, quoi qu'il arrive, indexés sur le coût de la vie, et qu'ils pourront, ultérieurement, bénéficier d'un bonus supplémentaire si la productivité s'accroît.

La décision, en décembre 1983, de laisser flotter le dollar australien contre le deuxième outil de ce « rationalisme ». Le gouvernement s'attend à une dépréciation qui devrait donner le coup de fouet classique à l'économie : favoriser les exportations et contribuer au rétablissement d'une balance des comptes dangereusement déficitaire (le total de la dette extérieure publique et privée frise aujourd'hui les 70 000 millions de dollars et absorbe le dixième des dépenses de l'Etat, soit l'équivalent du budget consacré à la défense, ce qui vaut à l'Australie d'être parfois comparée à l'Argentine).

En décembre 1984, troisième volet, M. Hawke a pris trois engage-

ments pour 1985-1986 : 1) l'augmentation en pourcentage de l'impôt ne dépassera pas l'augmentation du produit national brut ; 2) de même, l'augmentation des dépenses gouvernementales restera inférieure à la variation du PNB ; 3) enfin, il s'est engagé à réduire le déficit budgétaire dans une proportion égale à cette variation du PNB.

De nouveau, les difficultés

Le bilan des deux premières années a été largement positif : exceptionnelle paix industrielle, reprise de la croissance économique, chute de l'inflation (de 11 % en 1983, elle est tombée à 8 %), création de plus de six cent mille emplois. Mais cette envolée a été, depuis, sur les réalités structurelles d'une économie peu concurrentielle. L'imagination manque et la main-d'œuvre est chère.

En outre, les matières premières, qui ont fait la richesse de l'Australie, ont vu leurs cours chuter. Le pays, après avoir été le huitième exportateur au monde, est rétrogradé au vingt et unième rang. En février 1985, le dollar australien a connu une nouvelle chute spectaculaire (20 % de dévaluation au total depuis 1983). L'inflation a repris depuis et les taux d'intérêt des banques australiennes, qui veulent soutenir le dollar, dépassent la barre des 27 %.

Sur le fil du rasoir, M. Hawke a déjà dû faire une brèche dans l'accord avec les syndicats qui ont accepté une réduction des salaires (2 % de ristourne). En compensation, M. Hawke a promis de faire verser, dès 1986, la prime à la productivité sous forme d'une caisse de retraite.

Pour lutter contre un déficit budgétaire beaucoup plus élevé que prévu, le gouvernement a proposé des coupes claires (1,4 milliard de dollars) dans les programmes sociaux. Ce projet a ravivé les disputes au sein d'un parti travailliste déjà divisé sur la politique économique du gouvernement. L'aile gauche ne se reconnaît pas dans ce « rationalisme économique », pas plus que dans les sympathies du premier ministre pour les deux grands magnats de la presse australienne, M.M. Murdoch et Packer, sans parler de son rapprochement avec M. Reagan.

Avec une satisfaction à peine déguisée, M. Hawke a assisté, en février 1986, à l'exclusion de M. Bill Hartley, le fondateur et mandarin de la « gauche socialiste », un homme qui affiche ses sympathies pour le colonel Kadhafi et qui encourage les syndicats à la violence révolutionnaire.

M. Hawke semble s'identifier aux classes moyennes qui dominent son

pays. Il protège les salaires, se méfie des débats d'idées et n'a pas pour la politique extérieure un grand intérêt. Il laisse l'initiative, dans ce domaine, à son ministre des affaires étrangères, M. Hayden, un innovateur, qui se situe au centre-gauche. Il dit non aux aborigènes, qui ne bénéficieraient pas d'une loi fédérale leur permettant de reprendre possession d'une partie de leurs terres ancestrales - celles qui ne font pas déjà l'objet d'un titre de propriété de la part d'un « Blanc ». Tout cela est populaire.

En effet, après avoir approuvé massivement, en 1967, par référendum, l'idée d'une ouverture en faveur des « land rights » des aborigènes, 61 % des Australiens estiment aujourd'hui que cette mesure représente une injustice à l'égard des « Blancs ».

Fort de cette communion avec son peuple, M. Hawke a d'ores et déjà annoncé qu'il briguera en 1987 un troisième mandat de premier ministre. Dans l'imagerie populaire, M. Hawke occupe désormais la place du « mate », compliment s'il en est dans la bouche de l'Australien de la classe moyenne. Le « mate », c'est le copain, le frère, le semblable. Celui qu'on ne lâche pas et qui ne vous lâche pas...

SYLVIE CROSSMAN.

AFRIQUE

LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DU PACTE DE NKOMATI ENTRE L'AFRIQUE DU SUD ET LE MOZAMBIQUE

Survivance d'un marché de dupes

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Deux ans après sa signature - le 16 mars 1984, à Nkomati - le pacte de non-agression entre l'Afrique du Sud et le Mozambique reste toujours lettre morte. Le régime de Pretoria ne nie plus qu'il y ait eu, de sa part, violations de cet accord, bien qu'il qualifie celles-ci de « techniques ». Accusant une « tricontinentale », d'hommes d'affaires de soutenir la résistance nationale du Mozambique (RNM), il tente de dissuader le fait qu'au sein même des cercles dirigeants sud-africains des adversaires du président mozambicain, M. Samora Machel, disposent de notables appuis.

La création, en avril dernier, d'un « centre opérationnel conjoint », chargé de détecter les violations du pacte de Nkomati, a été inopérante. M. « Pit » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, qui vient de se rendre à Maputo, est convenu avec ses interlocuteurs mozambicains de rechercher encore les moyens de garantir l'application

de cet accord. Pas question de dénoncer ce marché de dupes, comme d'aucuns le souhaiteraient du côté de Maputo. Tout en soutenant que « l'Afrique du Sud est la base du banditisme armé et du terrorisme » contre son pays, M. Samora Machel veut continuer à honorer sa signature, car, répète-t-il, « on ne choisit pas ses voisins ».

La RNM a repris, il y a un mois, le contrôle de son quartier général, « Casa Banana », dans le massif de Gorongosa, dont elle avait été chassée, en août dernier, par des forces conjuguées mozambico-zimbabwéennes. Certes, fin janvier, les troupes gouvernementales ont marqué un point en libérant Marumoni, le principal centre sahari du pays. Mais, les « bandits armés » ont gagné du terrain dans la plupart des provinces, notamment au Sud, dans celle de Maputo. La capitale du Mozambique fait de plus en plus figure de ville encerclée : coups de main dans les faubourgs, pose de mines sur la plage, sabotage des lignes électriques, attaques d'antennes.

« Notre principal devoir, en 1986, est la totale élimination du bandi-

tisme armé », a rappelé M. Machel. Mais ceux qui ont directement mission de le remplir sont démoralisés. Même le Zimbabwe, qui avait envoyé plus de dix mille soldats pour venir en aide au Mozambique, a décidé de réduire l'importance de son corps expéditionnaire, dont l'intervention n'a pas donné les résultats escomptés. Quant à la population, elle tente de se mettre à l'abri de la guerre : depuis le début de l'année, plus de dix mille personnes se sont ainsi réfugiées en Zambie.

Le but que s'est fixé la RNM, - désorganiser l'économie du pays, - est atteint. Le Mozambique est obligé de vivre au jour le jour, sans pouvoir exploiter à fond ses propres ressources et utiliser à plein l'aide étrangère. Le budget est consacré pour 42 % à l'effort de guerre. Signe révélateur : entre le taux officiel et le cours parallèle du monnaie nationale, la différence est de 1 à 40. La sécheresse, qui sévit toujours, notamment dans la province de Gaza, ajoute encore à cette déconfiture économique.

JACQUES DE BARRIN.

Le président péruvien Alan Garcia a séduit l'Argentine

De notre correspondant

Buenos-Aires. - « En cas d'agression extérieure contre le Nicaragua, le Pérou rompra ses relations avec la puissance agressive », a déclaré, samedi 15 mars, le président péruvien Alan Garcia devant un Congrès argentin en défilé.

Cet avertissement a été le point fort d'une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il s'est entretenu avec le président Raúl Alfonsín de la dette extérieure, de la sécurité en Amérique latine et des relations bilatérales. Leur communisme commun met en évidence que tous les pays d'Amérique latine affrontent aujourd'hui ensemble un même problème : celui de la dette extérieure.

Toutefois, au-delà des termes diplomatiques choisis pour souligner leurs convergences de vue, les deux hommes ont réaffirmé leur approche différente du problème de la dette : M. Garcia a posé en *a priori* que le Pérou ne sacrifierait pas plus de 10 % de ses recettes d'exportation au service de la dette. L'Argentine, elle, a annoncé récemment que, à l'issue de négociations avec ses créanciers, elle y consacrerait en 1986 25 %.

En réponse à la volonté du chef de l'Etat péruvien de promouvoir la création d'une sorte de fonds monétaire latino-américain, le président Alfonsín s'est borné à indiquer qu'il étudierait les « modalités » pour y parvenir. Le jeune président péruvien a réussi le tour de force de séduire tout le monde tout en disant franchement ce qu'il pensait. Il a reçu successivement les différents dirigeants de la majorité (radicale) et de l'opposition argentines. Tous sont sortis de l'entrevue enthousiasmés par sa personnalité et ses prises de position.

A Buenos-Aires, on s'attendait à des manifestations pro-Alan Garcia et, au-delà, anti-Alfonsín qui n'eurent finalement pas lieu. On pouvait voir sur des affiches placardées dans les rues de la capitale par la COT (la centrale syndicale unique péruvienne) un enfant priant pour que l'Argentine ait un président comme Alan Garcia. Un vœu dû à la prise de position très hostile au FMI du président péruvien que la centrale syndicale et l'opposition de gauche aimeraient voir adopter par M. Alfonsín.

CATHERINE DERIVERY.

Haïti

● **Démision de deux ministres.** - Deux ministres du gouvernement haïtien ont démissionné, dimanche 16 mars, a annoncé, dans la nuit de dimanche à lundi, un communiqué du Conseil national de gouvernement (CNG). Il s'agit du ministre du commerce et de l'industrie, M. Odolène Fenestor, et du ministre de l'agriculture, du développement rural et des ressources naturelles, M. Montaigne Cantave. Anciens duvaléristes, ces deux responsables étaient vivement contestés. Ils ont été remplacés respectivement par M. Léonce Theusma et M. Gustave Menager. - (AFP.)

هكذا من الأصل

société

POUR « LA DÉFENSE DES TRANSPORTS PUBLICS »

Le président communiste de la RATP est prêt à « cohabiter » avec la droite

Il est un responsable qui paraît envisager sans effroi, et même avec sérénité, une « cohabitation » avec un éventuel gouvernement de droite, c'est Claude Quin, président de la RATP.

Cohabitation conflictuelle, évidemment, car s'il ne souhaitait pas la victoire de la droite - il reste communiste - le président de la RATP n'est pas naïf.

Il déplaie une lettre de 1984 où le leader du RPR et maire de Paris écrivait : « Je tiens pour exemplaire l'esprit dans lequel la Ville et la Régie collaboreront. » Et d'un « Après avoir affirmé qu'il fallait éliminer les communistes des postes de décision, Jacques Chirac a dit qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières. » Et de deux : « Après tout, je « cohabite » déjà avec le président du RPR du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, et avec trois membres de l'opposition au sein de mon conseil d'administration, MM. Fourcade, Guier et Juppé. » Et de trois : Claude Quin ajoute : « Certes nous ne nous faisons pas de cadeau, et j'entends continuer. » Le président de la RATP dispose d'un mandat jusqu'au 20 juin 1987, et il entend exercer ses responsabilités jusqu'au bout. Qu'on se le dise !

Donc, ce 17 mars est un jour ordinaire pour la Régie. Les métros ont commencé à rouler à 5 h 15 et les bus à 6 heures, comme à l'accoutumée. Et ensuite ? « Il faudra attendre que le gouvernement soit constitué. J'irai alors présenter au ministre en charge des transports les objectifs arrêtés pour cinq ans en juillet 1984, par le conseil d'administration de la RATP. Je lui dirai que je souhaite confirmation de ces engagements, et notamment du budget de 1986, et que je suis prêt à poursuivre mon travail. Si on abandonne la priorité reconnue au service public des transports, si l'emploi est mis en cause, le débat sera public parce que je ne suis pas homme à partir sur la pointe des pieds. » Le gouvernement peut le révoquer par un décret simple : « Peut-être, mais ce ne sera pas si

simple... Et je ne serai pas seul. Je suis sûr que le personnel, les usagers seront avec moi. »

Claude Quin veut rester et son obstination se fonde sur un discours tellement bien fagoté, tellement malin, qu'un gouvernement de droite aura toutes les peines du monde à couper une « tête » dont le programme est difficilement attaquable.

Écoutons ce maître de la dialectique appliquée : « Je suis décidé à promouvoir les transports publics jusqu'au 20 juin 1987 pour deux raisons. La première est qu'il y a encore beaucoup à faire pour développer le service public. La banlieue est à conquérir. C'est le segment de marché qui se développe le plus parce qu'il est de plus en plus nécessaire de se rendre d'une ville de banlieue dans une autre pour ses loisirs, pour son travail ou pour obtenir des papiers administratifs. La RATP n'assure que 11 % des transports de banlieue à banlieue contre 60 % à Paris même.

« De surcroît, quand l'usage de la voiture individuelle progresse de 3 %, les transports collectifs, eux, réalisent seulement 2 % de mieux. Il nous faut disposer d'un bon réseau de bus de rabattement vers les voies ferrées. Cela suppose des lieux d'échange entre véhicules individuels et transports collectifs. Je me suis fixé comme objectif de réaliser chaque année deux de ces ensembles où le parking sera accessible avec la carte Orange et les escaliers mécaniques faciliteront la circulation vers les bus ou les métros. »

En attendant l'autogestion

Il y aura encore des « rocadés » de bus à créer sur la nationale 186 entre la Défense et Saint-Denis, le tramway à construire entre Bobigny et Saint-Denis. Et puis les voies réservées aux bus sur les nationales 305 et 306, l'interconnexion de la ligne Cergy-Pontoise et de la ligne Orly-la-ville avec la ligne A du RER, le tunnel à creuser entre Châtelet et gare de Lyon, etc. Un programme de dix ans, pas moins.

« La promotion des transports publics suppose la modernisation de la RATP. Nous avons lancé la modernisation du nettoyage, la télévision dans le métro, l'autobus du futur et le métro de l'an 2000 qui pose le problème de la présence humaine dans la machine. Après-demain, la conduite pourra être automatique.

« Néanmoins un technicien, également homme de la communication, sera indispensable à l'intérieur des rames comme sur les quais, pour accueillir, résoudre les petits conflits et régler les problèmes techniques. Le personnel dispose de dix ans pour réussir la mutation culturelle profonde qui consistera à faire du voyageur le centre de ses préoccupations. Évidemment, le personnel devra trouver des avantages. »

La deuxième raison de Claude Quin pour rester à son poste est qu'il souhaite poursuivre ce qu'il appelle « l'autre gestion ». « C'est une gestion qui veut motiver tous les acteurs, précise-t-il. Une gestion qui n'oppose pas l'économie et le social. Je l'ai prouvée : en quatre ans, la RATP a augmenté de 10 % son trafic et de 3 500 le nombre de ses salariés. La productivité, ce n'est pas faire plus avec moins, mais c'est faire mieux avec ce qu'on a. Cette « autre gestion » décentralise et fait descendre le débat sur les objectifs et les moyens très loin dans les échelons d'exécution. Ce n'est pas de la co-gestion, car je ne propose pas le partage des décisions, mais la discussion des décisions.

« Si les syndicats acceptent d'intervenir plus avant dans la gestion et si les cadres veulent bien partager un peu leur pouvoir, nous avancerons dans la voie de l'autogestion, qui me semble, à terme, l'idéal. Enfin, la RATP doit se muer en véritable entreprise gérée par objectifs où chacun sera responsable du résultat à atteindre. »

Autrement dit, le président de la RATP se bat pour des transports en commun modernes. Or l'opinion est favorable à cette orientation. Donc il a toutes les raisons de prétendre

continuer son action. CQFD à droite.

Claude Quin se trouverait-il alors dans la même position que le président de la République par rapport à un gouvernement de droite ? « Non, répond-il. Le chef de l'État sera obligé de tenir compte des désirs de la nouvelle majorité. Pour ma part, je n'ai qu'à poursuivre la politique que je conduirai avec le futur gouvernement de la même manière qu'avec son prédécesseur, c'est-à-dire comme une force de proposition. Au gouvernement d'arrêter les objectifs qu'il nous laisse ensuite les exécuter convenablement. Je verrai bien alors si je peux accepter ce qui me sera proposé. »

Le PC est-il d'accord ?

Claude Quin n'aura pas seulement des ennemis avec la droite. Sa démarche originale bouscule les idées établies dans son parti où cohabitation rime avec collaboration (de classe). Le Parti communiste ne l'obligera-t-il pas à démissionner ? « Je n'ai pas été nommé président de la RATP par mon parti, réplique-t-il. Je rendrai des comptes à mon conseil d'administration et au gouvernement. Qu'il s'élève des voix au Parti communiste pour demander la raison de ma présence à la tête de la Régie, rien que de très normal.

« Cela fait partie du débat autour du thème « peut-on encore faire avancer les choses en 1986 ? » Ma réponse est que tout ce qui peut faire progresser les transports publics et une gestion de l'entreprise différente est bon à prendre. Depuis toujours, les communistes ont été des bâtisseurs. »

Autrement dit, Claude Quin est président de la RATP pour défendre le service public. Or le PC est pour le service public. Donc le camarade Quin doit rester président de la RATP. CQFD à gauche.

ALAIN FAUJAS.

Jean-Paul II pour « une théologie de la libération fondée sur de solides éléments doctrinaux »

De notre correspondant

Roma. — « Mieux vaut un pas en avant dans la voie de la communion et au sein de la conférence épiscopale que dix avec le risque de mortifier, sinon de rompre la communion » : c'est par un appel au dialogue et à l'unité que le pape Jean-Paul II a conclu, samedi 15 mars, les travaux de la réunion des évêques brésiliens convoqués à Rome pour faire le point sur la situation de leur Église. Le souverain pontife a assisté assidûment à ces trois journées de discussion comme pour souligner le fait qu'il voulait se faire sa propre idée sur les différents qui opposent ce puissant et remuant clergé latino-américain à la Curie romaine et en premier lieu à Mgr Ratzinger préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (le Monde du 16 mars).

Le discours de Jean-Paul II, prononcé en portugais devant les vingt et un évêques brésiliens, montre que le pape a pris acte des raisons du malaise de ce clergé et veut jouer un rôle de médiation. « La Curie romaine, fidèle collaboratrice du ministère pontifical, s'engage - j'en suis sûr - et s'engagera - j'en suis sûr - à comprendre, à écouter et à dialoguer avec la situation concrète et les défis de tout ordre que auxquels les évêques brésiliens se trouvent confrontés pour exercer leur ministère. »

« La Curie, pour sa part, exprime le désir d'être connue, comprise et aidée par les évêques dans son service pour l'Eglise universelle », a déclaré Jean-Paul II, énonçant ainsi, au-delà même du cas brésilien, un véritable code de comportement entre l'appareil curial et les Églises locales. Il est significatif à cet égard qu'on évoque au Vatican la possibilité de nouvelles réunions de ce genre avec d'autres épiscopats. Les évêques brésiliens semblaient, en effet, plutôt satisfaits des résultats de ces trois journées de discussions, qui ont permis d'aborder, en pré-

sence du pape, l'ensemble des problèmes qui drôlent non seulement l'Eglise brésilienne elle-même, mais opposent aussi la majorité de son clergé à la rigoureuse orthodoxie doctrinale et aux volontés « restauratrices » de la Congrégation pour la doctrine de la foi.

Participer

aux décisions du Vatican

Le cardinal Ratzinger, qui fut l'un des premiers à prendre la parole à cette réunion, insistait sur l'« obédience au pape, garant de l'unité de l'Eglise ». Les évêques répondaient : « Nous voulons discuter, participer aux décisions du Vatican et non pas seulement les subir. » Si la question de la « théologie de la libération » n'était explicitement prétexte à l'ordre du jour, ce problème brûlant pour l'épiscopat brésilien - dont une bonne partie a pris fait et cause pour Leonardo Boff, condamné par le Saint-Siège - n'eût pas été absent de la discussion : « a s'abstenir de toute déclaration publique » a bien évidemment été abordé.

Le pape avait souligné qu'il « peut et doit exister une théologie de la libération, fondée sur de solides éléments doctrinaux ». Les réformateurs - et notamment le Brésilien - doivent être fidèles « avec justice, charité et sans violence », car celle-ci « finit par créer des injustices égales à celles que l'on combat, sinon même encore plus grandes et plus cruelles. »

Les évêques brésiliens ont pu avoir le premier d'un nouveau document pontifical sur la « théologie de la libération », qui sera rendu public autour de Pâques. Ce texte, intitulé « Liberté chrétienne et libération », arrive plus d'un an et demi après celui qui, en septembre 1984, condamnait les excès de la théologie de la libération. Il représentera une reconnaissance officielle par l'Eglise de ce concept théologique, toutefois purifié de ses aspects les plus radicaux. (J.M.)

FAITS DIVERS

« Cinq morts et plus de cent blessés sur l'autoroute A 6. » Cinq morts, cent huit blessés dont sept grièvement, une centaine de voitures accidentées, tel est le bilan d'une série de carambolages qui se sont succédés, à cause du brouillard, samedi 15 mars, peu après 8 heures, sur l'autoroute A 6, dans le sens Paris-province, près de Courtenay (Loiret), sur la commune de Cudot (Yonne). La commune de Cudot a recueilli une centaine d'automobilistes qui ont pu se restaurer et téléphoner à leurs familles.

Il y a trois semaines, la commune avait déjà hébergé trois cents « naufragés de l'autoroute », bloqués à cause d'une épaisse couche de neige. (Corresp.)

« Attentat contre l'hebdomadaire « Jeune Afrique ». » Un engin explosif a provoqué d'importants dégâts, dans la nuit du 15 mars au 16 mars, dans les locaux de l'hebdomadaire Jeune Afrique, 51, avenue des Ternes, à Paris (17°).

L'attentat a été revendiqué, dimanche peu avant 7 heures, auprès de l'AFP, par un correspondant anonyme se réclamant du club Charles Martel. Celui-ci a indiqué que l'attentat était l'œuvre du club « dans le cadre de son combat contre l'effroyable invasion africaine », mais aucun détail n'a permis d'authentifier la revendication de ce groupe d'extrême droite.

« Lyon : le « roi du flipper incarcéré. » M. Jean Schabé, connu comme le « roi du flipper », inculpé de recel d'objets volés (le Monde daté 16-17 mars), a été écroué à Lyon.

JUSTICE

« M. Louis Joinet procureur à Créteil. » Par décret paru au Journal officiel du 15 mars, M. Louis Joinet a été nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Créteil (le Monde du 12 mars). Il remplace M. Yves Lecoq, nommé récemment conseiller à la Cour de cassation.

« Richard Anthony condamné à deux mois de prison ferme à Pointe-à-Pitre. » Le chanteur Richard Anthony a été condamné par le tribunal de Pointe-à-Pitre à deux mois de prison ferme et à 60 000 F de dommages-intérêts. Il devra verser cette somme à M. Josiane Fabion, qui fut sa compagne pendant près de neuf ans et dont il a eu un enfant, Julien, âgé aujourd'hui de quinze ans.

Malgré une décision du tribunal de Paris en date du mois d'avril 1977, confirmée par un arrêt de la cour d'appel trois ans plus tard, M. Fabion n'a jamais reçu du chanteur le moindre centime de la pension alimentaire de 2 000 F mensuel qu'il était condamné à lui verser. (Corresp.)

« Lyon : le « roi du flipper incarcéré. » M. Jean Schabé, connu comme le « roi du flipper », inculpé de recel d'objets volés (le Monde daté 16-17 mars), a été écroué à Lyon.

ÉDUCATION

M. GUY FLEURY
PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ
DU HAVRE

M. Guy Fleury, professeur d'électronique, a été élu président de l'université du Havre, par 61 voix et 19 bulletins blancs. Il est le premier président de cette université, créée en 1984, dont il était jusqu'à présent l'administrateur provisoire.

(Né le 19 octobre 1941, à Derville-la-Rouge, M. Guy Fleury a fait toute sa carrière à l'université de Rouen. Il a passé sa thèse en 1981 sur « les composants électroniques semi-conducteurs ».)

Cours par correspondance
cours oraux et conférences à Paris
Séminaire de formation
ÉCOLE
DE
PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT
À DISTANCE FONDÉ EN 1982
12, rue Saint-Pierre
B. 3 - DÉP. LM
94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-78-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Conventions de formation paritaires
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
Analyses et affectations par professeurs

(Publitéc)
Aujourd'hui, les toutes dernières
affaires en vente de fonds de
COMMERCE
BOULANGERIES - LOCAUX - BUREAUX
aliment, cafés, librairies, etc., présentes
dans le journal spécialisés depuis 61 ans
« LES ANNONCES »
En vente partout 400 F et 30, rue de
Mégère, 75011 Paris - Tél. (1) 48.05.30.30

En vente dès le 21 mars

LES ÉGISLATIVES

LA BROCHURE COMPLÈTE DES ÉLECTIONS

LES RÉSULTATS COMPLETS de chaque département et de leurs principales villes. Le rappel des élections antérieures. L'analyse de chaque situation locale. Les cartes et les graphiques présentant l'évolution de l'électorat. La composition exacte de l'Assemblée nationale, la liste des élus et la biographie des nouveaux députés.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. Le tableau comparatif des programmes des partis. Les discours importants des leaders. L'évolution de l'électorat et l'analyse des sondages.

LE BILAN DE LA LÉGISLATURE. Les grandes dates. Les grandes réformes. Les grandes affaires. L'histoire des gouvernements Mauroy et Fabius. L'évolution des courants politiques.

BROCHURE DE 112 PAGES. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 35 F OU PAR CORRESPONDANCE.

nom _____ prénom _____

adresse _____

code postal _____ localité _____

nombre d'exemplaires _____ x 40 F (frais d'expédition inclus) : _____ F

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter.
Commande à faire parvenir avec votre règlement à

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

« Saint-Jean-Pied-de-Port : une voiture explosée devant un hôtel. » Une voiture stationnée devant un établissement touristique de Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques) a explosé dans la soirée du samedi 15 mars. La voiture, une Citroën BX, immatriculée en Gironde, a pris feu à la suite d'une explosion.

« La mort d'un convoyeur de fonds. » Des malfaiteurs déguisés en gendarmes ont tué un convoyeur de fonds, samedi 15 mars, à l'entrée d'un hypermarché du Crès (Hérault) près de Montpellier.

« La victime, Jean-Pierre Varillas, quarante-six ans, venait d'entretenir la porte d'un forgeron de la société Brinck pour se saisir de son contenu. La recette qu'un de ses collègues venait d'apporter, lorsque les deux gendarmes ont ouvert le feu. Le convoyeur resté à l'intérieur du forgeron a été tué sur le coup. Ses deux collègues n'ont pas eu le temps de riposter.

La recette dont les malfaiteurs se sont emparés s'élevait à 900 000 francs (300 000 francs en espèces et 600 000 francs en chèques).

DÉFENSE

« Prochain déploiement des premiers missiles nucléaires air-sol. » L'armée de l'air française va déployer un premier contingent de missiles nucléaires air-sol à moyenne portée (ASMP), dits de croisière, à partir du 1^{er} mai prochain. Ce type de missile équipera d'abord un escadron de six Mirage-IV F des Forces aériennes stratégiques (FAS) basés à Mont-de-Marsan (Landes). Il sera ensuite déployé sur seize Mirage-IV F, soit quinze Mirage-2000 et vingt-quatre Super-Éclair de l'Escadron de l'aviation.

sports

RUGBY

La victoire du XV de France contre l'Angleterre (29-10) A deux pas du délire

Le pire, on le sait, n'est jamais sûr. Le meilleur non plus. A en croire les augures bon marché d'aujourd'hui, cela devait n'être qu'une bouchée de pain rugbyistique. Ou plus exactement un gros casse-croûte de soleil genre apothéose au petit trot. Une formalité printanière en somme, gentille promenade cohabitationniste autant qu'apéritive à l'aube d'un méchant dimanche électoral.

Passé 15 heures, il fallut pourtant vite redescendre sur l'herbe : nous qu'un France-Angleterre de rugby. Quelque chose à mi-chemin entre le meilleur, attendu, et le pire, toujours à craindre. Pas d'extase mais plus simplement une joie partie de rugby, avec ce qu'il faut de perspective sur le sublime et de promesses de levitation pour qu'on sorte du stade conforté dans sa croyance en ce sport.

Entendons-nous bien. Il n'est nullement question ici de boudier son plaisir. Moins question encore de nourrir ce dernier de ces perverses critiques analytiques et stratégiques fondées sur le postulat que d'autres hommes, autrement sélectionnés, permettraient de mieux exprimer encore le génie et les couleurs tricolores.

On peut toujours mieux faire. Et Dubroca et ses hommes auraient certes pu mieux faire en ce samedi 15 mars 1986 contre une équipe d'Angleterre sans chance ni talent. Mieux faire non pour le plaisir d'humilier un ennemi trop héréditaire pour être vraiment bête, mais bien pour la joie que distillent une machine France s'exprimant - enfin - à plein régime.

C'est ainsi : parce que le génie, autant que la jouissance, incitent à la surenchère, ceux qui hier auraient été comblés, se retrouvent au terme de ce tournoi presque frustrés.

Au fond, peut-être est-il là le vrai piège de ce match, dans cette possible bouderie d'enfants gâtés, dans cette demande incessante du supporter volontaire pour l'indignation, trop vite repue de belles images et de moments trop courts.

Car enfin, qui, au soir de Murrayfield, aurait les yeux fermés acheté une première place tricolore ? On n'aurait pas été regardant sur la manière. Voilà que c'est elle,

L'équipe de France de rugby, victorieuse samedi 15 mars, à Paris, de l'Angleterre (29-10), et l'Ecosse, qui a lutté, à Dublin, sa quatrième défaite à l'écoulement (10-9), terminant toutes deux à la première place du Tournoi des cinq nations 1986.

Leurs adversaires doivent se contenter de la troisième place pour l'Angleterre, à égalité avec le Pays de Galles, et de la cinquième pour l'Irlande.

Avec près de 100 points inscrits (98), dont 13 essais - ce qui égale leur propre record de 1976 - les Français n'ont manqué que deux points pour battre l'Angleterre (17-18), où l'arrière écossais Gavin Hastings avait transformé six des nombreux coups de pied de pénalité infligés par l'arbitre contre des Français peu scrupuleux du règlement.

aujourd'hui, qui vient, sinon gâcher, du moins tempérer un plaisir qu'on veut - parce qu'on sait qu'il peut l'être - plus grand encore. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de ce beau tournoi 1986 que de donner l'impression d'ampleur et de diversité à la fois, après avoir marché à contretemps, de s'achever avant l'heure.

La finale, elle, avait commencé dans un trop-plein de soleil. Celui que les Anglais avaient, d'entrée de jeu, dans les yeux, et celui qui, durant la même mi-temps, sembla aveugler M. Derek Bevan, arbitre galleois à la petite foulée et à l'obscure roulette. La lumière venait alors de trop haut, écrasant, privant le jeu d'ampleur et de perspectives. C'était alors un puzzle sans vraies pièces maîtresses, la balle fuyant hors du terrain faute de pouvoir y être convenablement échangée. La France, fébrile, ne voulait pas savoir qu'elle pouvait construire, Guy Laporte s'échappant (était-ce une consigne ?) à taper trop court, au grand dam de ses trois-quarts kamikazes. L'Angleterre, informée de longue date des possibilités tricolores, jouait encore profil très bas, démontrant à l'envers qu'une équipe prévenue est fort loin d'en valoir deux.

Rugby canonnière

C'était trop haché pour être vraiment consommé. Heureusement, cela dura moins encore que ce que peuvent durer les roses. Le temps pour le XV tricolore de démontrer qu'il savait lui aussi jouer petit, à la sauce britannique. Deux coups de pied de pénalité de Laporte, deux échecs d'Andrew. Ce fut bref. On eut pourtant un moment la désagréable

impression de glisser à grande vitesse vers la politique du rugby canonnière. Vint alors le premier vrai coup de semonce, un superbe coup de rein de Charvet lançant Laporte, qui ne s'y attendait guère, dans une dramatique aventure personnelle : 40 mètres à courir le long de la touche et, au bout, le premier essai international - de ce courtier en peaux de Graulhet, par ailleurs candidat RPR aux élections du lendemain.

C'est long 40 mètres. Laporte courut. De moins en moins vite. La fatigue sans doute. L'angoisse surtout. « J'ai l'impression d'être à la ligne », se dit-il. Il n'en fut rien. Les lignes arrière, avec à leur tête, les trois-quarts, se déployèrent et passèrent sautées. Que l'une ou l'autre de ces tentatives soit couchée et l'on filait vers un score historique. Dieu ayant comme d'habitude sauvé la reine, ce ne fut pas le cas. L'échec survint en d'autres termes ne fut pas mortelle et le garrot fut, en définitive, in extremis, placé à 29-10.

Un bilan ? « Les trois-quarts anglais, conclut plus tard Philippe Sella, avec l'incroyable modestie qui est la sienne, ne sont pas assez imaginatifs. Et leur équipe manque d'enthousiasme ». Regret d'avoir si bêtement manqué le grand chelem ? Satisfaction de terminer avec autant de brio à la première place ? A dire vrai, le quinze de France est déjà ailleurs, sous d'autres latitudes, lors de la Coupe du monde. Un roi de France, dit-on, n'abdique pas. Qui, alors, reprocherait à quinze de ses meilleurs sujets d'aller demain aux antipodes cueillir le sceptre de Brennus, qui devrait, en toute justice, humaine et rugbyistique, leur revenir ?

Un essai de Blanco d'abord, qui, sous ce soleil de printemps, semblait sorti de l'abîme dans lequel il s'enfonçait depuis le début du tournoi. Un troisième essai dit « de pénalité » pour punir un geste anglais d'anti-jeu autant que pour récompenser une belle domination française. Et un quatrième pour que le compte soit bon et le Parc pleinement satisfait, au

terme d'un dernier galop de Sud-Sud-Ouest groupant Laporte, Charvet, Bonneval et Sella, sans conteste le plus époustouflant trois-quarts actuellement en exercice.

Brutal endormissement

Certes, rappelé comme cela, on ne comprend pas ce qui pouvait manquer à l'appel. Et pourtant ! Il y eut d'abord ce dernier essai anglais sur touche longue et sur inattention coupable aussitôt sanctionnée par le policier Wade Dookey. Il y eut aussi, toujours en seconde mi-temps, ce brutal endormissement français, les trois-quarts français alors office de somnifère. Il y eut surtout ce refus inconscient sans doute du match-parade, ce blocage collectif interdisant l'émergence d'un rugby pour la galerie dégagé des contingences et du jour le jour. On n'eut pas droit en somme à cette folle maîtrise qu'on voit parfois le rugby. On fut, pour ainsi dire, deux ou trois reprises à deux pas du délire. Comme lorsque Berbizier en début de seconde mi-temps s'offrit le luxe de littéralement danser derrière son pack, proprement impérial, à 2 mètres de l'en-but anglais. On vit de ces attaques de plein champ des lignes arrière, avec à leur tête, les trois-quarts, se déployer et passer sautées. Que l'une ou l'autre de ces tentatives soit couchée et l'on filait vers un score historique. Dieu ayant comme d'habitude sauvé la reine, ce ne fut pas le cas. L'échec survint en d'autres termes ne fut pas mortelle et le garrot fut, en définitive, in extremis, placé à 29-10.

Un bilan ? « Les trois-quarts anglais, conclut plus tard Philippe Sella, avec l'incroyable modestie qui est la sienne, ne sont pas assez imaginatifs. Et leur équipe manque d'enthousiasme ». Regret d'avoir si bêtement manqué le grand chelem ? Satisfaction de terminer avec autant de brio à la première place ? A dire vrai, le quinze de France est déjà ailleurs, sous d'autres latitudes, lors de la Coupe du monde. Un roi de France, dit-on, n'abdique pas. Qui, alors, reprocherait à quinze de ses meilleurs sujets d'aller demain aux antipodes cueillir le sceptre de Brennus, qui devrait, en toute justice, humaine et rugbyistique, leur revenir ?

JEAN-YVES NAU.

SPORTS ÉQUESTRES

Durand devant

En gagnant sur son fidèle cheval noir Jappeloup le Grand Prix du CSI-W de Paris-Bercy, dimanche 16 mars, le cavalier bordelais Pierre Durand a pris la première place du classement des éliminatoires européennes de la Coupe du monde de saut d'obstacles, dont la finale aura lieu du 9 au 13 avril prochain à Göteborg (Suède).

« Je préfère les concours dont le parcours initial est difficile », dit Pierre Durand. A Paris, il a été servi. Au terme d'un parcours très technique, il ne restait plus avec lui pour les barrages que trois concurrents sans faute : un autre Français, Frédéric Cottier, sur Flambeau C, qui finira quatrième, et deux cavaliers anglais, Nick Skelton sur Raffles Saint-James (2^e) et Malcolm Pyrah sur Towerlands Diamond Seeker (3^e).

Parti en première position dans l'ultime barrage, Pierre Durand s'est montré fin manouvrier « en assurant la saine-faute, tout en donnant l'illusion que j'étais allé très vite afin de pousser les autres barragistes à prendre des risques », devait-il avouer. Tactique payante, qui permet au Français d'aborder la finale de Göteborg avec un avantage psychologique important sur les meilleurs Européens.

Avec Jappeloup qui, à onze ans et après trois saisons internationales au plus haut niveau, atteint la plénitude de ses moyens, il pourrait même tenir la dague haute aux Américains.

LES RÉSULTATS

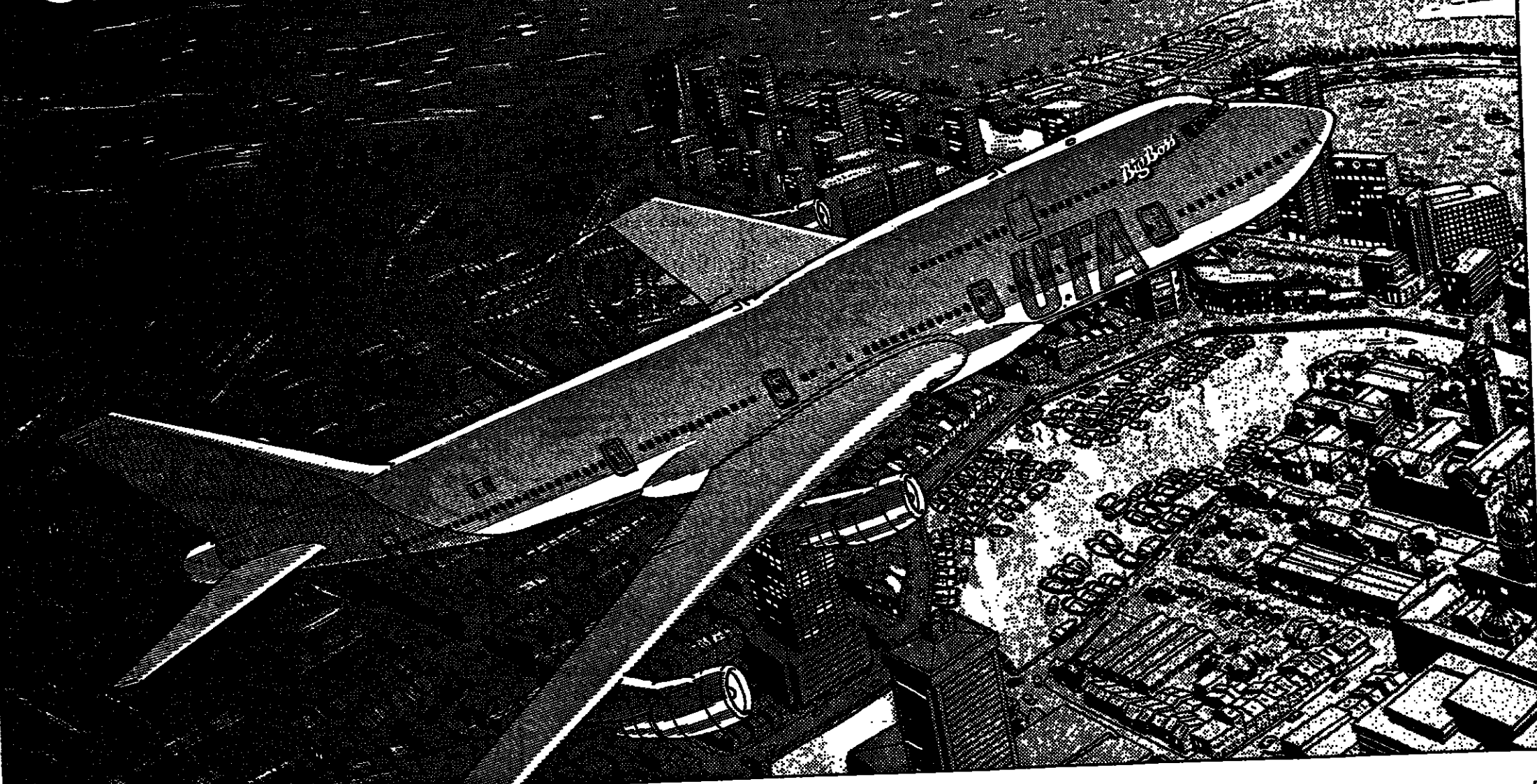
Cyclisme

MILAN - SAN-REMO
L'Irlandais Sean Kelly a remporté, samedi 15 mars, la course Milan-San-Remo (294 kilomètres), en six heures, cinquante-sept minutes et dix-neuf secondes, devant l'Américain Greg Lemond et l'Italien Mario Biondi.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division (Trente-troisième journée)
Toulon et Lens 0-0
Strasbourg b. Nice 2-0
Monaco et Le Havre 2-2
Marseille b. Bastia 1-0
Lille b. Bordeaux 2-0
Nantes b. Paris-SG 2-0
Metz b. Auxerre 2-0
Toulouse b. Laval 2-2
Sochaux b. Brest 1-0
Rennes b. Nancy 1-0
Classement. - 1. Paris-SG, 49 ; 2. Nantes, 43 ; 3. Bordeaux, 42 ; 4. Toulouse, Lens et Auxerre, 36 ; 7. Monaco, 35.
Deuxième division (Trentième journée)
Groupe A
Nîmes b. Béziers 1-0
Saint-Etienne et Evry 0-0
Thonon b. Montceau 1-0
Groupe B
Beauvais b. Besançon 4-0
Dunkerque b. Rouen 3-1
Reims b. Lorient 2-1
RC Paris et Mulhouse 1-1
Orléans et Limoges 0-0
Quimper et Sedan 2-2
Nîort et Guingamp 2-2
Valenciennes b. Abbeville 1-0
Clermont b. Angers 1-0
Classement. - 1. RC Paris, 50 pts ; 2. Guingamp, 42 ; 3. Mulhouse, 41.
Tennis
Le Français Thierry Tulasne, tête de série numéro 1, a remporté, dimanche 16 mars, la finale du Tournoi de Metz comptant pour le Nabisco Grand Prix et doté de 85 000 dollars, en battant l'Australien Bradrick Dye en deux sets (6-4, 6-3).
Double messieurs. - Guy Forget-Wojtek Fibak (Fra.-Pol.) battent Francisco Gonzalez-Michael Schapers (Par.-P.B.), 2-6, 6-2, 6-4.

SINGAPOUR, JAKARTA, SYDNEY. UN CONSEIL, PARTEZ AVEC LE BIG BOSS.



Le Big Boss est le dernier-né des Boeing. Le plus moderne, le plus grand de tous les avions de ligne existants. Un 747 où la célèbre bosse est devenue un véritable pont supérieur qui abrite désormais les 42 fauteuils de la super classe affaires UTA, Galaxy. Plus de place donc, toujours plus d'espace et de confort. C'est le principe auquel une compagnie privée ne peut que souscrire, pour que ses passagers se sentent considérés comme des hôtes. Un principe qui permet à UTA de vous offrir trois vraies classes, bien

distinctes : une Classe Économique qui sert de référence à toutes les compagnies du monde. Une classe affaires, la Galaxy, dans laquelle le plus long voyage semble toujours trop court. Et la Première de Luxe, toujours située dans l'espace privilégié que constitue l'avant de cet appareil. Alors, un conseil, partez avec le Big Boss. Vous verrez qu'entre la France et les grands centres d'affaires du Sud-Est Asiatique il n'existe pas de meilleur hôtel que l'hôtel de l'air UTA.

UTA
NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.

مركزنا من الأصل

MÉDECINE

L'Association médicale américaine autorise l'euthanasie passive des malades en coma irréversible

L'Association médicale américaine, Etats-Unis, qui représente deux cent cinquante et onze mille médecins, a publié, samedi 15 mars, de nouvelles règles déontologiques qui autorisent les médecins à ne plus administrer de soins à certains patients comateux.

Si l'état de ces patients est tenu pour irréversible et doit conduire à la mort, il sera désormais admis, même si le décès ne paraît pas imminent, de s'abstenir de leur administrer médicaments, nourriture, et même eau. Cette décision se pourra toutefois être prise qu'en accord avec la famille et selon les vœux exprimés par le malade avant qu'il perde conscience. Les médecins pourront désormais se prévaloir de ces nouvelles règles éthiques devant les tribunaux.

On estime à près de dix mille le nombre de malades actuellement plongés dans un coma irréversible aux Etats-Unis.

Le docteur Nancy Dickey, présidente du conseil éthique et judiciaire de l'Association, a déclaré que « cette décision, qui suscitait probablement des objections, n'impose pas à un médecin d'agir en contradiction avec ses croyances morales et éthiques ».

Le pape Jean-Paul II, qui effectuait dimanche une visite dans un hôpital romain, a, pour sa part, réaffirmé la position de l'Eglise catholique contre l'euthanasie. Il a demandé aux médecins et aux

infirmières de résister à la « mentalité de mort » qui se manifeste parfois au sein du monde médical lorsqu'il s'agit de soigner des malades incurables. Le pape a insisté sur le fait que les personnels soignants devaient se tenir aux côtés des malades « jusqu'à la dernière minute ». « Votre serment constitue un appel puissant contre la mentalité de mort qui émerge souvent de nos jours », a-t-il conclu.

SCIENCES

LES COSMONAUTES A BORD DE LA STATION ORBITALE « MIR »

Les cosmonautes soviétiques Leonid D. Kizim et Vladimir A. Soloviev, partis le 13 mars à bord du vaisseau Soyouz T-15, ont arrivé celui-ci, le 15 mars, à la station MIR, sur orbite depuis le 20 février. Leur première journée dans l'habitat de MIR a été consacrée à mettre en route les systèmes de contrôle d'aération et de température et à vérifier le fonctionnement des divers équipements.

On ne sait pas quelle sera la durée du séjour des deux cosmonautes dans la station MIR. Les deux hommes ont déjà passé, en 1984, deux cent trente-huit jours dans la station Salout-7.

ENVIRONNEMENT

Les fumées d'usine divisent les Européens

Tout est à recommencer : les Douze n'ont pu se mettre d'accord sur la définition de normes d'émissions polluantes à la sortie des cheminées d'usines des pays de la Communauté européenne. Au conseil des ministres de l'environnement, réuni le 6 mars à Bruxelles, sept pays sur douze (Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Grèce, Portugal, Irlande, Luxembourg) ont refusé la proposition faite en 1983 par la Commission européenne pour réduire la pollution produite par les grandes installations de combustion (centrales thermiques, cokeries, cimenteries, etc.). L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE a fait basculer la majorité dans le camp de l'opposition à ces mesures, mené par la Grande-Bretagne. Les Douze n'ont pu se mettre d'accord non plus sur la réduction de la teneur en soufre du gasoil. En revanche, ils ont accepté de ne plus exporter de déchets toxiques dans un pays tiers sans le consentement explicite de son gouvernement. Et ils ont adopté le principe de normes très strictes pour le rejet dans l'eau du DDT, du pentachlorophénol (désinfectant) et du tétrachlorure de carbone (propulseur d'aérosols). — (AFP, Reuters.)

Un nuage radioactif... en 1949

Le secret a été levé à Spokane (Etats-Unis) sur un incident survenu en 1949 dans la centrale nucléaire de Hanford (Etat de Washington), sur la côte ouest des Etats-Unis : 5 500 curies de Iodine 131 avaient été libérées dans l'atmosphère au cours d'une expérimentation menée pour fabriquer le plutonium des bombes atomiques. La contamination avait alors atteint les Etats de Washington et de l'Oregon, sans qu'aucune mesure de surveillance médicale soit prise. L'incident de Three Mile Island (Pennsylvanie), survenu en 1979, n'avait libéré « que » 15 à 30 curies de radioactivité. — (AFP.)

Vient de paraître à

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire, Paris 7
Tél. : (1) 42.61.50.10

BLANDINE BARRET-KRIEGL

L'Etat et la démocratie

rapport à François Mitterrand
président de la République française

75F

English in PROVENCE ETE 86

STAGES INTENSIFS D'ANGLAIS ACTIF

AIX

7 au 25 JUILLET
4 au 22 AOUT

AVIGNON

9 au 29 JUILLET
4 au 22 AOUT

1.970 F : Cours + Animations Culturelles
HEBERGEMENT POSSIBLE

FRENCH-AMERICAN CENTER OF ROVENCE *

27, Place de l'Université, 13625 AIX-EN-PROV. 5, rue Régulier - 84000 AVIGNON
Tél. : 42.23.23.36 Tél. : 90.85.50.98

NOUVEAU ! L'ANGLAIS SUR MINITEL : TELETEL 3 + ANGLATEL

LE CARNET DU Monde

Décès

— M^{re} Roger Blond, son épouse, M. Dominique Chappet, son fils, M. et M^{re} Pierre Blond, ses parents, font part du décès de

M. Roger BLOND,

à l'âge de quarante-deux ans.

La levée du corps aura lieu le mardi 18 mars 1986, à 9 h 30, à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, suivie des obsèques au cimetière de Brétigny-sous-Forges (91640), à 10 h 30.

— Les collaborateurs de Régie Presse et du Monde publicités SA ont la tristesse de faire part du décès subit de

M. Roger BLOND,

à l'âge de quarante-deux ans.

La levée du corps aura lieu le mardi 18 mars 1986, à 9 h 30, à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, suivie des obsèques au cimetière de Brétigny-sous-Forges (91640), à 10 h 30.

— M^{re} Charles Cauchis, son épouse, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Charles CAUCHIS,

inspecteur d'assurances en retraite, ancien administrateur au Conseil de contrôle interallié (Berlin et Paris de 1945 à 1952), chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, croix du Combattant volontaire (1914-1918), serviteur le 4 mars 1986 à Ingwiller, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

« Je sais que je ne suis rien. » (Socrate.)

La cérémonie religieuse a eu lieu le 7 mars au temple protestant d'Ingwiller.

— Simone Pavin, Jean Karacostas et Sotir Karacostas Pavin, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Alain PAVIN, polytechnicien (25), ingénieur en chef des ponts et chaussées (PCC), chevalier de la Légion d'honneur, du Dragon d'Amann, ancien directeur général des Entreprises Léon Chagnand et Fils, expert agréé auprès des tribunaux administratifs de Nantes, membre de la direction du Comité français des grands lagarages, président d'honneur de l'Association française pour l'étude des irrigations et du drainage (AFED, UNESCO), leur père, grand-père bien-aimé, décédé dans la sérénité à Paris, le 8 mars 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau familial ont eu lieu le 11 mars, dans la plus stricte intimité, à Saint-Etienne de Montluc (44). Cet avis tient lieu de faire-part.

Les vœux peuvent être adressés à la Ligue nationale française contre le cancer, 1, avenue Stéphane-Fichon, 75013 Paris.

— Les Entreprises Léon Chagnand et Fils ont le regret de faire part du décès de

M. Alain PAVIN, ingénieur en chef, ancien directeur général de l'entreprise, son épouse, M. et M^{re} Jean-Pierre Rioux, Emmanuel et Rémy Rioux, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Fernand RIOUX, serviteur le 11 mars 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 14 mars, à Gumbert (Corrèze).

25, rue Damrémont, 75018 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4184

Néri. — VI. Rh. Or. Pitot. DST. — VII. Naine. Azis. Ta. — VIII. Im. Murine. Cerf. — IX. TTC. Est. Créatif. — X. Ere. Est. Crabe. — XI. Erato. Pêche. Ut. — XII. Entoura. Ta. — XIII. Miao. Etrille. — XIV. Uni. Sang. Ma. P. — XV. Tonneau. Dessins.

1. Maternité. Enut. — 2. Cil. Chantre. Ino. — 3. Osier. Incertain. — 4. TSF. Ion. — 5. Entremetteuse. — 6. Dame. Us. On. Aa. — 7. Age. Aparté. Tenu. — 8. Zi. Ruine. Spots. — 9. Ut. Extincteur. — 10. Rang. Oser. Crime. — 11. Tuant. Echelon. — 12. Pelle. Scare. — 13. Malard. Ete. Apt. — 14. Redistribution. — 15. Ete. Taffetas.

HORIZONTALEMENT
I. Courreur de fonds. Sert à lier. — II. Neuf ou n'importe quel autre. — III. Donnent matière à réflexion. — IV. Vieilles bêtes. — V. Ne veut donc que du « bien ». Curieux garçon. — VI. Une colle pas difficile à trouver. Un grain. — VII. Bien joué. Font partie des gens qui savent s'imposer. — VIII. Ses coups peuvent faire mal. De quoi faire un beau pont. — IX. C'est bien le moins qu'on puisse faire. — X. Abréviation. Elle peut être à cran ou nous éviter de l'être. — XI. Vague ou divague. Sorti.

VERTICALEMENT
1. C'est une manière de « coller » ou d'agir avec effacement. Donne du mou à la ficelle. — 2. Scène antique. Boîte d'étude. — 3. Eau-de-vie. On l'on peut voir le passage de la flotte. Préposition. — 4. Sale tête. N'est donc pas uni. — 5. Peut être pris en flûte. Indéfini. Poussé. — 6. Le crime de la médecine. Canton suisse. — 7. Des endroits propices au vol. — 8. Port du Danemark. En instance. — 9. Manière d'être. Peut être froid ou brûlant.

Solution du problème n° 4183

Horizontalement
I. Côte d'Azur. PM. — II. Miss. Agitateurs. — III. Aillères. Nulles. — IV. NN. Régale. — V. Ecriteaux.

HERMÈS
21 Faubourg Saint-Honoré 8

SOLDES
MARDI 18 MARS
MERCREDI 19 MARS
JEUDI 20 MARS
VENDREDI 21 MARS
9 h 30 à 12 h / 14 h à 18 h

Prêt-à-porter • Maroquinerie
Corsets • Cravates • Chaussures
Tous • Gants

JACQUES GAUTIER

36, rue Jacob - PARIS 6 - 42.58.44.33

MUSEE DE LA MARINE
Palais de Chaillot

HOMMAGE AU PEINTRE DE LA MARINE
JEAN EVEN
6 février-30 mars

— André et Françoise Tchernia, Gil Tchernia, ses enfants, Marianne et Julien Tchernia, ses petits-enfants, André et Charlotte Labadie, Pierre et Françoise Tchernia, ses frères, sœur, beaux-frères et belles-sœurs, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Paul TCHERNIA, professeur honoraire d'océanographie physique au Muséum national d'histoire naturelle, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, serviteur subitement en son domicile à Paris, le 13 mars 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« La Benécia », Route des Finchamps, 13100 Aix-en-Provence, 8, Impasse Bonnavy, 94250 Gaudilly.

Né à Paris le 11 décembre 1906, Paul Tchernia, biologiste de formation, partit en 1930 aux campagnes de l'océanographie physique et rapporta des collections d'espèces marines. Paul Tchernia est entré, en 1955, au Muséum national d'histoire naturelle de Paris comme sous-directeur du laboratoire d'océanographie physique qui venait d'être créé.

Les études de Paul Tchernia en Méditerranée occidentale ont contribué à mieux faire comprendre les mécanismes de formation des eaux profondes par intrusion méridionale des eaux superficielles. C'est lui qui a eu l'idée avec les Expéditions polaires françaises de faire passer sur des laboratoires mobiles des laboratoires de biologie marine dont la position était relative par des

satellites. Ainsi, le décès de l'ingénieur — et dans la classification océanographique de l'océan Atlantique — a-t-il pu être suivi pendant des mois et des années.

Remerciements
— M^{re} Christiane Cantin, Et toute la famille.

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Christian CANTIN, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Avis de messes
— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera célébrée à l'occasion de

Marc ARLAND, de l'Académie française, par le R. P. Carré, le mercredi 19 mars 1986, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-des-Près.

Messes annuelles
— Il y a dix ans, Georges Louis BERATTEY, « Chancelier », compagnon de la Libération, était appelé à Dieu.

Une messe sera célébrée le samedi 22 mars 1986, à 18 heures, à Saint-Louis des Invalides, en son honneur.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », ont pris de la peine à leur mort de nous en témoigner par la présente pour justifier de cette qualité.

JEU GAGNANT N° 30

LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 BASTIA	10 MARSEILLE	9 TOULOUSE	18 LAVAL
2 METZ	11 ANGERS	10 MONACO	17 LE HAVRE
3 STRASBOURG	12 NICE	11 GRENOBLE	16 LYON
4 SOCHAUX	13 BREST	12 SAINT-ETIENNE	15 STADES
5 RENNES	14 NANCY	13 CAENNES	14 RED-STAR
6 NANTES	15 PARIS-S.G.	14 ORLÈANS	13 LIMOGES
7 TOULON	16 LENS	15 CLERMONT	14 SEVRES
8 LILLE	17 BORDEAUX	16 MONTPELLIER	15 ANGERS

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 14 Mars 1986 : 3 4 6 9 10 12 11

LOTO SPORTIF N° 31 LISTE OFFICIELLE

VALIDATION DES BULLETINS

Mardi 19 et Jeudi 20 Mars

TRAPPE des "7 Numéros de la Chance" Vendredi 21 Mars 1986 à 20h30

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 PARIS-S.G.	10 TOULON	9 BORDEAUX	18 RENNES
2 NANCY	11 STRASBOURG	10 LENS	17 NANTES
3 BREST	12 MONACO	11 ALAIS	16 SEVRES
4 NICE	13 METZ	12 MONTPELLIER	15 MARSEILLE
5 LAVAL	14 BASTIA	13 STADES	14 TOULOUSE
6 MARSEILLE	15 TOULOUSE	14 BORDEAUX	13 ORLÈANS
7 LE HAVRE	16 LILLE	15 CLERMONT	14 ANGERS
8 ANGERS	17 BORDEAUX	16 MONTPELLIER	15 RENNES

11 FOOTBALL 1^{re} Division 11 FOOTBALL 2^{de} Division

LOTO N° 11

TIRAGE DU SAMEDI 15 MARS 1986

12 16 18 20 21 48 30

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 19 MARS 1986 ET SAMEDI 22 MARS 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

N'oubliez pas : SAMEDI 22 MARS

SUPER BONUS DE MARS

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N	9 893 340,00 F
5 BONS N + complémentaire	31 121 030,00 F
5 BONS N	1 894 6 225,00 F
4 BONS N	107 078 110,00 F
3 BONS N	1 895 709 9,00 F

BONUS DU SAMEDI 147 574

3 BONS NUMÉROS + COMPLEMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F

culture

VARIÉTÉS

Paul Personne, le blues, la gouaille et le verlan

Plutôt petit, le banane négroïde, le visage marqué, son regard est doux, son parler rapide. Chemise à carreaux, jeans et santiags, il a, Paul Personne, la dégringolade, versant badinisme. Son pseudonyme, il l'a choisi par dévotion, un soir devant la télé : « Y avait tous ces mecs qui se congratulaient d'être là, dans leur petit monde. Te voyais plus leurs tronches, juste un nombril sur l'écran. La musique, la passion, c'était zéro pointé. Ils vendaient leur camelote. J'ai dit, putois, pour qui ils se croient ? Jamais ils peuvent du recul ? » Et il venait de relire l'*Odyssée*, l'épisode d'Ulysse et du cyclope.

La galère, Paul Personne la connaît, il l'a vécue. Sans en faire un plat, ça fait une âme, ça aiguisé une voix. Aujourd'hui, ses disques se vendent, sa maison de disques le soutient, il remplit les salles. Son passé travaille pour lui, ses chansons, ses textes, sont talent font le reste. Un vrai ténor, avec l'accent, la gouaille et le verlan. La voix rugueuse qui accroche les émeutes. Il a toujours aimé les musiques à tendance bleutée, mais c'est sans exclusive, sans équivoque. Chantant de blues, pourquoi pas ? Mais pas seulement, et au présent. Si la comparaison est un peu convenue, on sent chez Paul Personne quelque chose d'une Piaf au masochisme, version années 80. Un personnage qui porte les mythes, une histoire, sont on fait les légendes.

Elle commence à Argenteuil, le 27 décembre 1949. Une petite maison de rien du tout avec une cour qui donne sur la rue. Dans la pièce principale, le lit des parents, celui de sa sœur aînée, le sien et la table de salle à manger. « On n'avait pas d'argent mais je ne m'en rendais pas compte. Mes parents m'aimaient, j'aimais mes parents, ça battait. J'étais pas un loup. » Le père était de l'harmonica le dimanche. Il avait acheté l'accordéon du boulanger d'à côté, rouge pailleté, avec l'idée d'apprendre au petit. « Moi, je me suis retrouvé avec ça entre les poignes, alors pas inspiré du tout. » Finalement, c'est la grande sœur qui en hérite.

A la radio, Paul écoute Dalida, Aznavour, Paul Anka, Brel, Piaf, les

Compagnons de la Chanson, sans faire de différence. Jusqu'au jour où il voit Johnny à la télé. C'est école, il jette l'éponge en quatrième. Son père n'est pas contre, à condition d'aller au conservatoire. Et puis quoi encore ? Ses idoles, elles n'y sont pas allées. Il a tout fait, tous les plans. Une vraie mini. Le premier groupe, avec des instruments trafiqués. On joue coplés les uns contre les autres pour réussir à s'entendre. Les reprises des tubes anglois chantés au radar, ça phostiquait, sans comprendre, l'important étant l'accent pour que ça sonne. Les tournées des plages en été dans les clubs où on auditionne l'après-midi pour le soir. On retire la banquette arrière de la 403 pour mettre le matos, la tente sur la galerie, 20 sacs en poche pour l'essence, direction Les Sabliers d'Orlonne, si on ne tombe pas en route au premier péage. Dix francs chacun par soir, de quoi payer le camping et une portion de frites avec une moitié de saucisse. On retourne à Paris avec 15 kilos en moins, les genoux pâles, mais on a joué.

C'est l'époque où les groupes écrivent sur leurs affiches « En exclusivité : de retour d'Angleterre », alors qu'ils n'ont jamais dépassé la région parisienne. A Londres, justement, on va enregistrer le premier 45 tours : aller-retour dans la journée, un hovercraft, blanc, bleu, vert, la tête au-dessus du pont, pas le temps de se rendre compte, sauf

que, comme on n'a pas pu assister au mixage, quand on écoute le disque, on ne reconnaît rien de ce qu'on a joué.

Ce sont les débuts de Téléphone, Bijou, Little Bob. Le groupe s'appelle Bracos Band, on rempile les disques qu'on vend soi-même à la sortie des concerts avant de ranger le matériel. On change de nom, on passe d'une maison de disques à l'autre, les lettres recommandées pour annuler les contrats s'empilent et toujours pas une ligne dans la presse, toujours pas un passage radio. Et puis : « Allô, Nicoletta a entendu votre disque, elle vous a choisis comme invités pour une émission de télé. » La chance enfin. Des gens de Phonogram sont sur le plateau. Ils signent. Mais à présent, c'est Paul à la première personne même si avec lui restent les notes, les musiciens de toujours. Finalement, la tentativité de louer. « J'ai plus envie d'être un perdant, dit Paul. C'est une situation psychologique que tu te crées à la longue. A force de prendre des baffes dans la tronche, tu dis, OK, j'suis bon qu'à ça. Y aura jamais rien de plus. Maintenant, je bouge, j'y crois, je m'en donne les moyens et je suis soutenu. »

ALAIN WAIS.

★ A l'Olympia, les 17, 18 et 19 mars. Tournée dans les régions jusqu'au 31 mai.
★ Disque : 24/24 (Phonogram, 824596).



CINÉMA

TROIS FILMS DE WOJCIECH HAS

Un génie polonais

En 1984, pendant le Festival d'Avignon, Jean-Luc Douin, responsable des programmes cinéma, avait organisé un hommage à Wojciech Has. Façon de découvrir ce cinéaste polonais approchant la soixantaine, très peu distribué en France et seulement dans les circuits d'art et d'essai. Munk (mort en 1961), évoquant parfois une planète aride, où les fantômes, les forces occultes, interviennent sur la condition humaine. L'agilité de la caméra explorant les décors de ce monde bizarre, la surcharge volontaire de détails, d'objets, d'effets, l'humour noir manifesté à l'égard du surréalisme, font maître ce qui va rester la caractéristique de Wojciech Has.

Avec la *Poupée* (1968) tourné en couleurs, il a, de nouveau, recours à la littérature : un roman de Boleslaw Prus racontant l'ascension sociale à Varsovie, dans les années 1870, d'un ancien garçon d'auberge, méprisé et manœuvré par la fille d'un aristocrate ruiné. Has décrit l'itinéraire

romantique - encore un labyrinthe, mais plus balisé que celui du « manuscrit » - d'un être déchiré entre son génie des affaires et le fantasme d'un amour qui le ronge. On trouve des pommes en tas, des statues, des bougies, des tissus drapés ou en lambeaux, des forêts vierges de plantes vertes, et les femmes-fleurs immobiles d'un bal.

Les moyens engagés avaient été très importants. L'étrangeté du résultat - on disait « formalisme » - valut à Wojciech Has de rester cinq ans sans tourner.

Jusqu'à la *Clepsydre* (1973). Ce film, inspiré de nouvelles de Bruno Schultz, écrivain juif polonais qui traduisit Kafka et que les nazis fusillèrent en 1942, est un chef d'œuvre absolu. Un jeune homme, Joseph, vient visiter son père Jacob, patriarcal, tombé en léthargie, dans un sanatorium en ruines. Déambulation à travers le temps psychique de souvenirs.

Les couleurs bleues et grises, les éclairages oranges, un foisonnement de décors totalement irréalistes, des références à la culture de certaines communautés juives, la *Clepsydre* a obtenu un grand prix du jury au Festival de Cannes 1973. Pas la reconnaissance essentielle d'un moment fondamental de l'histoire du langage cinématographique. Wojciech Has se retrouva, pour dix ans, professeur à l'école de Lodz. Il a recommencé à tourner depuis. Mais la *Clepsydre*.

JACQUES SICLIER.

★ Trois Luxembourgs.

DANSE

LE BALLET DU LOUVRE LANCE UNE « GISELLE » AU LONG COURS

Suspense dans les pays de l'Océan Indien, effervescence rue de la Paix où Clément Barbis - ancien producteur à TF 1, PDG du Ballet du Louvre (une nouvelle compagnie à vocation itinérante), met la dernière main à son expédition chorégraphique.

L'idée est de Guy Morel, secrétaire d'Etat au tourisme et aux finances des Seychelles : l'argent vient d'André Birling, homme d'affaires et balletomanes. Charles Jude, danseur étoile à l'Opéra de Paris, assure la direction de la compagnie (trente danseurs recrutés sur audition et payés à l'année). Les rôles titres sont tenus par des étoiles de l'Opéra ou des grands noms internationaux comme Peter Schaufuss, Carla Fracci.

Pour cette première tournée, qui durera un an, le choix s'est fixé sur *Giselle*. Notre plus que centenaire va affronter le soleil, le sable et la mer, réhabilitée par Roberto Rosello dans une chorégraphie revue par Eugène Poliakoff, maître de ballet à l'Opéra.

La tournée débutera aux îles Seychelles (première le 4 avril avec Nouriev et Sylvie Guillem), ensuite ce sera la Réunion du 10 au 13 avril, l'île Maurice du 16 au 18 avril, puis Madagascar, l'Egypte et d'autres régions africaines. - M. M.

PEINTURE

Saby le mélancolique

Avant cet hommage, qui connaissait Bernard Saby, peintre français mort en 1975 à cinquante ans ? D'un coup, une enfilade de tableaux contient l'essentiel de ce que ce ressuscité a accompli sa vie durant, et cette œuvre se trouve précipitée à sa place dans l'histoire. Saby aura donc été, à la manière de Vieira da Silva, l'un de ces continuateurs du surréalisme qui l'ont entraîné après-guerre vers l'abstraction.

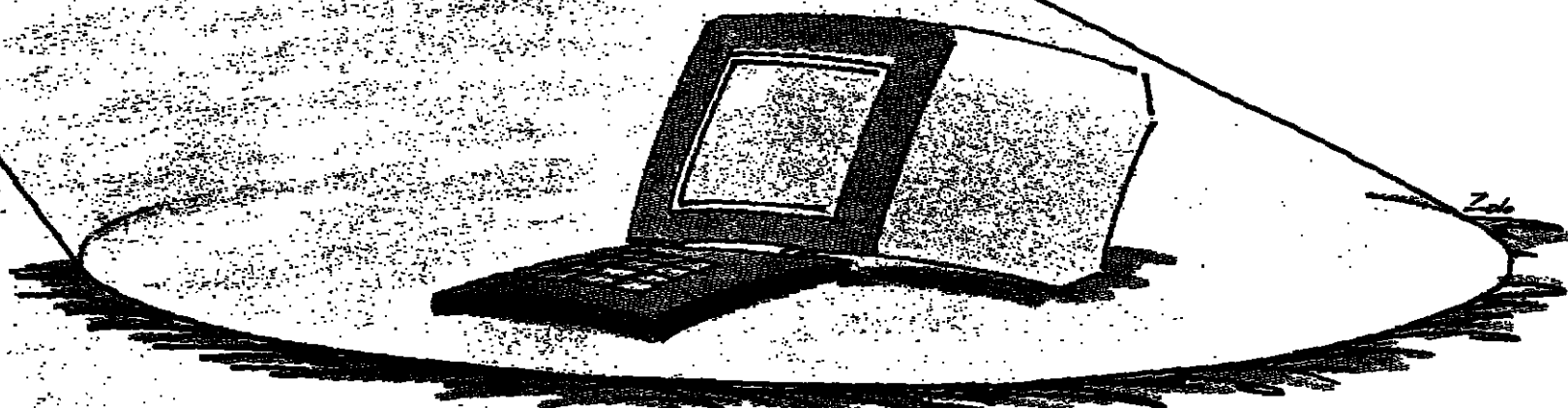
Entrelacs, nœuds de lignes, arborescences et filaments parcourent chaque toile, réunis en fuseaux ou flottant en courbes qui se superposent. Peu de couleurs dans ces images volontiers confuses : quelques bistres, des jaunes, des gris, des bruns, si bien que l'on croit voir les circonvolutions de l'agave ou les cartes d'un désert. Quand le rouge et le bleu interviennent, d'autres ressemblances apparaissent, images de microscope ou planches d'anatomies devenues gigantesques. Mais ce pouvoir de suggérer que le peintre ne peut abdiquer, cet illusionnisme forcé, parasite la composition et l'affaiblit. Elle glisse à l'illustration, biologique ou minérale, et l'expression se trouve paralysée.

Homme tourmenté, tenté par le suicide, frère d'Artaud, en quelque manière, Saby a tout misé sur sa toile, y a mis sa rage et ses rêves. Et n'a obtenu que ces diagrammes un peu monotones.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 13 avril.

GRANDE PREMIERE DANS LE SPECTACLE: MINITEL JOUE LA RESERVATION DIRECTE.



Une grande première ! Spectamatic, le nouveau service Minitel frappe les 3 coups de la réservation de places de spectacles à domicile... Avec Spectamatic, vous pouvez : ● Obtenir une information complète sur tous les spectacles et concerts de la saison parisienne. ● Choisir votre catégorie de place sur le plan de salle et réserver à la date et à l'heure de votre choix. ● Régler en composant simplement le numéro de votre carte bancaire. Et, suivant les cas, vos billets vous seront expédiés à domicile ou délivrés au contrôle juste avant la représentation. Alors pour sortir, ne sortez plus... Jouez la réservation en direct sur Minitel !

36 15 91 77
Code: MATIC

SPECTAMATIC SUR MINITEL: RESERVEZ VOS PLACES SANS VOUS DEPLACER.

مكتبة من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT. Lucernaise (45-44-57-34), 18 heures.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : L'Enfer du jour, opéra d'Edmond Dostoyevski, d'après le roman de Boris Vian.

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : Le Balcon.

CHAILLOT (47-77-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Récital de concert : Fantômes à Kitchana, de K. Abe.

BEAUBOURG (42-77-12-33) Théâtre-Beaubourg : 10 h à 18 h : La Critique de l'homme pour la jeunesse ; 18 h 30 : Wittgenstein et Goethe ; 19 h 30 : Persimmon, Hermann Bahr et la France (au Café viennois) ; Cinéma/Vidéo-Vidéo-Information 16 h : Conversation-revue avec G. Mendel, de G. Chouan ; 19 h : La vie à ses débuts, de G. Thérion ; Vidéo-Musique 19 h : Aida, de Verdi ; Cinéma du réel (8^e Festival international de films ethnographiques et sociologiques) ; La classe indigne 1985-1986 : 17 h 30 : Aida ; 20 h 30 : Madalena zero in condotta, de V. De Sica ; Concerts/spectacles : 18 h 30 : (Strass) ; 20 h 30 (Debussy, Schoenberg).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-15-53), 18 h 30 : B. Ringelstein/Ch. Barthe/Orchestre d'harmonie des gardiens de la paix/Ch. Pichautreau (Dukas, Schubert, Mozart, etc.).

Les autres salles

ARCANE (42-38-19-70), 1 : 20 h 30 : Jokko fête son anniversaire.

BATACLAN (47-00-30-12), 21 h : Ligue d'improvisation française.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revue de l'Elysee.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Intéview.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

DIX HEURES (46-06-07-49), 22 h : L'Homme de paille.

EPICURIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.

PONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.

HUCHETTE (42-26-38-99), 19 h 30 : la Cuisine chaude ; 20 h 30 : la Légende ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) : 18 h : Les Larmes amères de Petra von Kant ; 20 h : le Chien sous la minitère ; 21 h 45 : le Complexe de Stanley ; 19 h : Stratégie pour deux jumeaux ; Petite salle : 21 h 30 : Ceux qui vivent sont ceux qui luttent.

MARIS (42-78-03-53), 20 h 30 : L'Esprit du Mari.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 30 : La Pastorale repentie.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De deux dagues.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 1 : 20 h 30 : L'Esprit du jour ; II : 20 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE D'EDGAR (42-23-11-02), 20 h 15 : Les Babes-cahors ; 22 h : Nous on fait ou on nous dit de faire.

TRISTAN BERNARD (42-22-08-40), 21 h : Les Aviateurs.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24), 20 h 30 : En avant-première et en présence de l'auteur : Finders keepers, de R. Lester (West).

BEAUBOURG (42-78-35-57), 17 h 15 : Happiness, de K. Vidor ; 19 h 15 : Hommage à Bette Davis : In this our life, de Y. Huston (v.o.).

MARDI 18 MARS

Relâche.

Les exclusivités

A DOUBLE TRANCHANT (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (42-33-42-25) ; Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Marignan, 8 (43-59-92-83) ; Parnassien, 14 (43-35-21-21) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.F. : Arcades, 2 (42-55-54-58).

LE BAISER DE LA FEMME ARABE (B. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-83) ; Calypso, 17 (43-80-18-03).

LE BARBIER DE SÉVILLE (A. v.o.) : Reflet-Balzac-Opéra, 8 (45-61-10-60).

LE BATEAU-PHARE (A. v.o.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

AMADEUS (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

AMERICAN WARRIOR (A. v.o.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-83) ; Calypso, 17 (43-80-18-03).

LE BAISER DE LA FEMME ARABE (B. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-83) ; Calypso, 17 (43-80-18-03).

LE BARBIER DE SÉVILLE (A. v.o.) : Reflet-Balzac-Opéra, 8 (45-61-10-60).

LE BATEAU-PHARE (A. v.o.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET FRED (U. v.o.) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Page, 7 (47-05-12-15) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; Biennville-Montparnasse, 15 (45-44-22-02) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14 (45-89-62-40) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA GITANE (Fr.) : Gaumont-Hall, 1^{er} (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-22-87-23) ; Cotisée, 8 (43-59-29-46) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; UGC Normandie, 15 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12^e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; UGC-Danton, 6 (42-56-38-00) ; UGC-Paradis, 15 (45-75-79-79) ; UGC-Concorde, 15 (45-74-93-40) ; Mistinguo, 17 (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (42-22-46-01).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34).

LES FEUX D'IMPATIENCE (Jap. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

GINGER ET F

هكذا من الأصل

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

ATTACHE DE DIRECTION FINANCIERE

une bonne vue de la situation

ESSILOR

- Un des premiers groupes mondiaux de l'OPTIQUE LUNETTERIE
- Un C.A. de plus de 3,1 milliards de francs, dont plus de 60 % réalisés à l'étranger.
- Un effectif de 9300 personnes.

Le titulaire du poste aura pour principales missions :
- Contrôle de la **TRESORERIE** du groupe (30 filiales) et gestion de la trésorerie en francs et devises de la Société Mère.
- Recherche et négociations de financements.
- Relations avec organismes bancaires et financiers.

Ces fonctions intéresseront un jeune diplômé d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, Sup. de Co., ESSEC...) pratiquant couramment l'Anglais et si possible une autre langue étrangère.
La dimension du groupe permet à un candidat de valeur une évolution de carrière intéressante.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae et prétentions sous référence G.A/M à
AXIAL Publicité,
27 rue Taitbout
75009 Paris,
qui transmettra.



La recherche au service de la vue

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS
VOCATION INTERNATIONALE
recherche

Auditeurs, 2 à 5 ans d'expérience
pour postes de
Premiers Assistants,
Seniors ou Chefs de Mission.

Adresser C.V. manuscrit, photo, scabail de carrière et prétentions à: 3650 M à l'Agence Auditeurs, 40, avenue Trudaine 75008 PARIS - qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

GRACE

L'un des 5 premiers mondiaux de la chimie : 80 000 personnes sur 5 continents.
11 divisions européennes : 8 000 personnes dans 10 pays.
Une Société française près de Rambouillet : 1 000 personnes.
Un chiffre d'affaires de 800 millions de Francs en 1984.
Des **TECHNOLOGIES DE POINTE** dans des secteurs variés de la chimie industrielle et de la transformation des matières plastiques.

JEUNE DIPLOME ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE
Option Finances
débutant ou 1re expérience

- VOUS :**
- vos qualités de communication sont incontestables,
 - vos connaissances de l'outil informatique vous permettront de vous adapter rapidement à notre environnement,
 - vous maîtrisez l'Anglais,
 - et bien entendu, vous avez d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et d'initiative.
- VOTRE MISSION :**
- Au sein du département financier, vous participez :
- au développement et au suivi d'outils budgétaires et de contrôle de gestion,
 - aux actions ponctuelles d'analyse et d'audit financier,
 - à l'élaboration du budget d'une ligne de produits.

Si ce poste de haut niveau vous intéresse, envoyez rapidement votre C.V., sous la référence MO/604 à André Guerre, GRACE Sarl, B.P. 10, 28230 EPERNON.

Hennessy

A Cognac

Récent vainqueur de la coupe de France des entreprises pour son dynamisme et sa rentabilité, notre groupe réalise un chiffre d'affaires consolidé d'environ 7 milliards de francs et emploie 6600 personnes.

Le secteur du Cognac représente à lui seul plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, réalisé à l'exportation grâce à nos filiales de distribution. Nous recherchons, pour participer au suivi de ce secteur un

Chef du Service Consolidation

qui, rattaché au Directeur Financier, sera responsable de la consolidation, du reporting et des prévisions de résultats pour le secteur du Cognac. Il participera en outre à la mise en place d'un projet informatique complexe.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure type ESC + DECS, le candidat justifiera d'une expérience de 4 à 5 ans acquise par l'exercice de responsabilités de consolidation d'un groupe multinational ou en cabinet d'audit. Ses qualités de Manager, son potentiel et sa maîtrise de l'anglais lui permettront par la suite d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus étendues.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence CO411 à **ERNST & WHINNEY Conseil**, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui examinera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

Assistant de gestionnaire de SICAV

Vous avez :

- 25 ans environ,
- une formation BAC + 2 (type DUT Gestion),
- une expérience d'environ 2 à 3 ans dans une fonction similaire (Banque, Agent de Change, Assurances),
- une bonne connaissance de la comptabilité, des produits financiers et de la réglementation des SICAV et des F.C.P.,
- un potentiel important et un esprit d'équipe affirmé.

Nous vous offrons :

- de créer le poste d'Assistant de Gestionnaire de SICAV dans une banque privée.

Vous devrez :

- assurer le suivi administratif (SICAV, émissions d'obligations) et assister un gestionnaire.

Votre évolution sera liée à votre réussite dans notre département financier aux importantes potentialités.

Pour en savoir plus, appelez le 42.96.15.16, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 384).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier complet de candidature, sous réf. 384, à **ALLO-CARRIERES** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Grindlays Bank s.a.

42.96.15.16

Nous sommes la filiale solide et puissante - CA de 700 MF, effectif de 1 000 personnes, 40 Sociétés - d'un Groupe d'envergure internationale.

Notre stratégie de croissance externe, l'intégration de nouvelles Sociétés nous conduisent à renforcer notre Direction Administrative et Financière et nous vous proposons de nous rejoindre en qualité de

Contrôleur de gestion 230 000 F

Vous rassemblez les éléments du tableau de bord de la Direction Générale et participerez aux Comités de coordination inter-Sociétés. Vous développerez les paramètres de mesure d'activité auprès des différents responsables opérationnels. Vous conseillerez les responsables des services après leur avoir proposé une analyse de la situation.

Vous établirez le budget annuel. De formation Grande Ecole Commerciale, votre première expérience d'entreprise en tant qu'Assistant de division par exemple, vous permet d'aborder cette nouvelle responsabilité avec tous les atouts nécessaires. Des déplacements fréquents et de courte durée sont à envisager. (Réf. S/CG/LP)

Financial controller 200 000 F

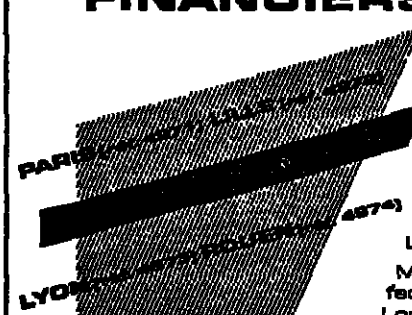
Vous aurez la responsabilité de la planification financière de l'ensemble des Sociétés du Groupe. Vous gèrerez les trésoreries de plusieurs sociétés. Vous participerez aux études de rachats de Sociétés (analyse financière et montage). Pour ce poste évolutif, impliquant des déplacements de courte durée, une formation supérieure, type Ecole Supérieure de Commerce est souhaitable. Ces 2 postes sont basés dans la région Ouest de Paris. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel), sous la référence choisie, à notre conseil Chantal BEAUVAIS, qui vous garantira toute discrétion.

APCOREM 333



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

JEUNES CADRES FINANCIERS



Groupe financier de réputation nationale, nous commercialisons une gamme complète de services destinés à financer les investissements des entreprises et maitres d'ouvrages.

Les cadres que nous recrutons devront sur leurs secteurs, développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins en financement des entreprises, monter les dossiers de crédits, promouvoir nos produits et notre image auprès de nos partenaires (banques, organismes professionnels, administrations, etc.).

Une mission passionnante mais difficile, et que nous ne confierons qu'à de jeunes diplômés (Ecole de Commerce ou équivalent) justifiant d'une première expérience financière et attirés par une carrière commerciale.

La mobilité géographique est bien sûr indispensable. Merci d'adresser candidature motivée, en précisant l'affectation de votre choix à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

DESEIN

Gestionnaire de patrimoine

Agé d'environ 30 ans, vous avez l'esprit précis, un sens relationnel affirmé, et vous n'hésitez pas à prendre vos responsabilités. Vous avez prouvé dans une fonction similaire (3 ans minimum) et vous connaissez parfaitement la gestion des valeurs françaises et étrangères.

Vous possédez, en outre, une formation supérieure (Ecole de Commerce, Maths ou Droit).

Notre banque privée, jeune et dynamique, crée un poste de GESTIONNAIRE dans le cadre du développement de son département financier.

Nous vous offrons donc un challenge : créer un F.C.P. spécialisé dans les valeurs étrangères et développer notre clientèle privée.

A terme, en fonction de votre réussite, d'autres opportunités vous seront offertes.

Votre rémunération, sera directement liée à vos compétences.

Pour en savoir plus, téléphonez au 42.96.15.16, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 385/LM). Sinon, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence 385/LM, à **ALLO-CARRIERES** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Grindlays Bank s.a.

42.96.15.16

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Sous-directeur contrôle de gestion et budget

Notre société est une centrale d'achat qui réalise 4 milliards de francs de chiffre d'affaires avec un effectif d'environ 1 000 personnes et une quinzaine d'établissements en France.

Rattaché au Secrétaire Général, le professionnel que nous recherchons assurera un contrôle de gestion et un responsable budgétaire ainsi que leurs équipes (15 personnes). Avec eux il modernisera nos procédures budgétaires, à court et moyen terme, fera évoluer le système d'information et de gestion, construira les tableaux de bord.

Si vous pouvez prouver vos compétences professionnelles dans ces domaines et que vous démontrez des qualités de rigueur et de méthode, si vous avez un DECS ou équivalent, et avez déjà 5 à 8 ans d'expérience, adressez vite votre CV et rémunération sous réf. UG/104-01/AV.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIESCE
RA33, rue Galilée
75116 Paris.

Trésorier francs et devises

BANQUE PRIVEE

Nous sommes la filiale française d'une banque européenne à vocation internationale implantée en France depuis plusieurs décennies. Le développement de nos activités financières nous conduit à recruter aujourd'hui un trésorier, capable de prendre en charge la gestion de la trésorerie à court et moyen terme, dans les différentes devises et d'en optimiser la rentabilité, par la maîtrise des techniques financières modernes. Le collaborateur, rattaché au Directeur Général de la banque dispose d'une large autonomie ; il dirige la trésorerie étrangère et le service change. Le poste convient à un homme de 35 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur (un M.B.A. d'une université américaine serait apprécié), parlant anglais, attiré par l'international et pouvant se prévaloir d'une expérience similaire ; le niveau de rémunération peut être élevé pour un grand professionnel. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 573 86 M à notre conseil 61 boulevard Haussmann 75008 Paris.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTIC



Opportunité pour un jeune ESC...

Organisation
comptable

Aux Assurances Générales de France, la Fonction comptable est largement décentralisée dans les différentes directions de la compagnie. Au sein de la Direction Comptable du Groupe, le Bureau d'Organisation Comptable joue un rôle d'étude, de conseil et d'assistance en ce qui concerne :

- la normalisation de procédures de comptabilisation des opérations,
- l'étude des modifications à apporter aux procédures suite à des changements d'organisation ou de réglementation,
- la formation des services comptables.

Basé au siège social (Paris 2^{ème}), vous participerez en tant que chargé d'étude, à ces différentes réalisations en étroite liaison avec l'informatique et serez l'interlocuteur privilégié d'une ou plusieurs directions du groupe.

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'une maîtrise, vous avez choisi au cours de vos études l'option comptabilité finance et vous êtes particulièrement intéressé par l'informatique de gestion. De larges perspectives de carrière sont envisageables.

Merci d'adresser rapidement un dossier complet (lettre, CV et prétentions) à notre conseil (réf. AGF/3) : INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 Paris, qui lors d'un entretien vous présentera plus largement cette opportunité.

MEMBRE DE SYNTIC

INFRAPLAN

SODETEG

Les grands contrats export...

Dans la conception et la réalisation d'importants projets d'investissements, en France comme à l'export, nous avons acquis une des toutes premières places grâce à la qualité de nos solutions techniques et notre parfaite maîtrise des coûts et des délais. Nous renforçons notre potentiel et recherchons de

JEUNES CONTRÔLEURS DE GESTION

Ils interviendront au sein de nos directions opérationnelles organisées en véritables centres de profits. Leur mission consistera à veiller au bon déroulement des affaires : établissement des prix de revient, prévisions, contrôle permanent des budgets, analyse et proposition des solutions améliorant la rentabilité.

Vous êtes jeune, vous justifiez d'une formation supérieure, d'une forte personnalité et, si possible, d'une première expérience, même courte, acquise en Sociétés de service, d'Audit, d'Ingénierie ou d'entreprise générale. Vous maîtrisez bien sûr l'anglais.

Merci d'écrire à Ch. SANCHEZ - sous réf. 1021/LM - SODETEG - 9, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

THOMSON
INDUSTRIE ET INGENIERIE

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

esa

agence spatiale européenne

Conjuguez avec nous le présent... au futur.

Treize pays européens (mais aussi le Canada) collaborent, à des fins pacifiques, à la réalisation de projets ambitieux dans le domaine de la recherche et de la technologie spatiales.

L'Agence Spatiale Européenne a, depuis sa création en 1975, mené à bien des programmes importants : lanceur ARIANE, développement de satellites scientifiques et d'applications (télécommunications et météorologie) et d'un laboratoire spatial habité (SPACELAB).

Pour l'ESA, 1986 s'annonce riche en nouveaux projets. Pourquoi ne vous associeriez-vous pas à cette réussite européenne ?

Pour notre Centre de Recherche et de Technologie installé aux Pays-Bas, Division « ASSURANCE PRODUIT », nous désirons engager des (m/f)

Ingénieurs

qui deviendront spécialistes « Assurance Produit ».

La Division « ASSURANCE PRODUIT » définit la politique de l'Agence en la matière.

Elle établit les impératifs en découlant, exécute les programmes technologiques, fournit un soutien aux projets de l'ESA et contrôle la mise en oeuvre de cette politique et des normes applicables en matière de qualité, fiabilité, sécurité des systèmes, composants, matériaux et procédés, contrôle de configuration pour les matériels, les logiciels et la logique câblée.

Titulaire d'un diplôme de niveau universitaire d'ingénieur, vous recevrez une formation dans le domaine de l'assurance produit, vous permettant ainsi de devenir un spécialiste dans ce domaine. Il est évident qu'une expérience de certains aspects de l'assurance produit et la connaissance des normes appliquées par l'ESA en la matière constitueraient pour nous de sérieux atouts.

Etant donné l'environnement international, les fréquents déplacements et d'éventuelles périodes de stage dans certains établissements industriels en Europe, une bonne connaissance de l'anglais ou du français et une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues seraient souhaitables.

Pour ce poste enrichissant, nous vous offrons les conditions d'une organisation internationale : prestations familiales, indemnité d'expatriation, systèmes de sécurité sociale et de pension. Un contrat initial d'emploi/formation d'un an vous sera proposé. Il pourra être suivi d'un contrat de durée déterminée de plus longue durée (4 ans).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'attention du Chef du Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ NOORDWIJK ZH (Pays-Bas).

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

GECAMINES EXPLOITATION

recherche pour ses installations au Zaïre (région du Shaba)

un technicien électricien
ou électromécanicien

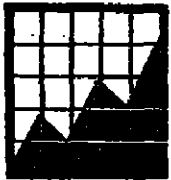
☐ Diplôme A2 ou B1 ; ☐ ayant vingt années d'expérience pratique dans un atelier de rénovation électromécanique de machines tournantes d'origine et de puissance variées ; ☐ expérimenté en bobinages destinés aux matériels électriques industriels, roues motrices des bennes de 150 tonnes et moteurs pelles et traction pour locos.

deux ingénieurs métallurgistes,
docteurs en sciences appliquées
de nationalité zaïroise

Si possible, expérience de deux ans en minéralogie et expérience en métallurgie des non-ferreux, soit en recherche, soit en exploitation.

Les offres de service sont à adresser avec un bref curriculum vitae au Service du Recrutement de la GECAMINES EXPLOITATION, rue de la Loi 15, 1040 Bruxelles.

مكتبة من الأصل



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des systèmes d'information

Banque

Banque d'affaires internationale - Cet important groupe bancaire international dont l'établissement principal est situé à Paris, recherche son directeur des systèmes d'information. Il sera responsable du développement de tous les outils concernés pour l'ensemble du réseau mondial (informatique, télécommunications, bureautique...) et participera à la définition de la stratégie générale du groupe dans le domaine de l'automatisation. La culture de ce groupe bancaire étant tout à fait internationale, la nationalité des candidats potentiels est indifférente; mais ils devront justifier de leur aptitude à travailler en anglais et en français, être prêts à effectuer de nombreux voyages en Europe et dans le monde, et accepter d'évoluer dans des environnements informatiques très divers. Une expérience très confirmée en ce domaine est indispensable, tant au niveau hardware qu'en ce qui concerne les systèmes utilisés, expérience obligatoirement acquise au sein d'une banque d'investissements ou d'une banque d'affaires internationale, ou encore dans une société de services informatiques ou de consulting spécialisée dans le secteur bancaire. La pratique d'IBM, Nides serait appréciée. Agé d'au moins 35 ans, le candidat idéal occupe actuellement des fonctions similaires au sein d'une banque internationale d'investissements ou d'une banque d'affaires de taille moyenne, ou encore se situe au niveau deux (voire chef de projet confirmé), au sein de la direction des systèmes d'information d'une banque commerciale importante. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence B/5669M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur commercial

400.000 F +

Vente de biens d'équipement - Un important groupe européen (2.000 personnes), spécialisé dans la fabrication et la vente de matériel pour le conditionnement, l'assemblage et la filtration de l'air, recherche le directeur commercial de sa filiale française de distribution (chiffre d'affaires : 60 millions de francs - 42 personnes). Basé dans la proche banlieue sud de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate de la maison-mère, et sera l'élément prépondérant de la direction commerciale française. Associé d'un directeur des ventes et d'un réseau commercial d'une trentaine de personnes, il déterminera puis appliquera, en accord avec le groupe, la politique générale de la filiale en l'adaptant aux nécessités du marché français et des autres territoires qui lui seront confiés (Afrique francophone). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre à fort potentiel, âgé de 37 ans minimum, doté d'une solide formation de base, et ayant exercé avec succès des responsabilités commerciales de haut niveau dans la distribution de biens d'équipement. Une première approche des produits concernés ou la connaissance de la clientèle correspondante (secteur industriel, second-œuvre bâtiment, bureaux d'ingénierie...) serait très appréciée. La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand sera nécessaire. La rémunération globale (fixe + intéressement) sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R 9199M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Membre du Comité de Direction... Au Sud de la Loire...

PROFESSIONNEL de la fonction PERSONNEL, vous en maîtrisez déjà tous les aspects et êtes capable d'extraire de la réalité économique les lignes de force de l'ACTION humaine et sociale. Venez rejoindre notre DIRECTEUR GÉNÉRAL et prendre place au sein de notre Comité de Direction en qualité de

Directeur des ressources humaines

380 000 F +

Vous avez un potentiel général, votre pragmatisme et votre entregent, vous permettront d'exercer pour notre unité de 600 personnes aujourd'hui, 800 demain, le rôle de conseil interne et de gestionnaire que nous souhaitons vous confier. Qui plus est, en liaison avec le Directeur des Affaires Sociales de notre Groupe (C.A. : 12 milliards de francs, 5 000 personnes), vous prendrez une part active dans l'élaboration de notre stratégie sociale. Bref, une fonction complète pour un « homme de terrain » qui sait aussi prendre de la hauteur...

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la réf. V/DRE/LM pour entamer le dialogue.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DEUX DIRECTEURS DE CENTRE DE PROFIT

développer pour le marché mondial une gamme de machines spécialisées

La filiale d'un groupe français (10 000 personnes, 11 Milliards de F de CA) est un des leaders sur le marché mondial des équipements de conditionnement et d'emballage.

Dans le cadre de son expansion, elle crée 2 postes de direction :

MACHINES DE DOSAGE ET COMPTAGE POUR LES INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES ET LES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES. (Réf. 804-19)

SYSTEME DE CONDITIONNEMENTS POUR LES FABRICANTS DE VERRE CREUX. (Réf. 807-32)

Les deux titulaires exerceront leur activité sur le marché mondial ou européen et géreront leur centre de profit (conception, fabrication, commercialisation).

Vous êtes ingénieur d'affaires et vous avez acquis votre expérience technique dans un contexte international.

Agé de 30 à 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur complétée par un diplôme de gestion, vous parlez l'anglais et si possible l'allemand. Si vous souhaitez participer à l'un de ces recrutements, envoyez votre CV (sous la référence choisie) à notre conseil

ONOMA

Tour Crédit Lyonnais, 129 rue Servient, 69003 Lyon.



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

Works Manager New aluminium extrusion plant Oman

Attractive salary + benefits

This key role for a professional and dedicated manager, is with the National Aluminium Products Company (NAPCO) a prestige part of the development programme in Oman. A single 2000 tonnes press and anodizing line will be commissioned in the second half of 1986. Reporting to the General Manager, the appointee will have overall responsibility for production operations of the extrusion plant including planning and scheduling, anodizing, packing and dispatch. In addition to all aspects of manufacturing management, prime duties include evaluation of new extrusion profiles, budgets, purchasing of new equipment and the motivation, training and development of the factory work force.

Candidates who should have a proven technical background and ideally a technical qualification must have had extensive experience as a works manager in a modern (1980's) extrusion plant with a high capacity (45000 amp) modern anodizing line. A "hands on" approach, sound organisational abilities and good knowledge of production control systems is required. Candidates must be fluent in written and spoken English.

In addition to attractive negotiable salary paid free of local tax, benefits include free furnished accommodation, utilities, car, medical and insurance cover, and generous home leave with paid air fares. Renewable one year contract on married or single status.

Please write - in confidence - with full career details to M. J. Leibel ref. CM.1237/t HAY-MSL Middle East, 52 Grosvenor Gardens, London SW1W 0AW.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

met au concours un poste de :

Professeur ordinaire ou extraordinaire
de langue et littérature françaises médiévales

Charge complète ou partielle : 6 heures ou 4 heures hebdomadaires de cours et de séminaires (direction de recherches).

Titre exigé : doctorat de lettres ou titre équivalent.

Entrée en fonctions : 1^{er} octobre 1986 ou date à convenir.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 9 MAI 1986 au secrétaire de la Faculté des Lettres, rue de Candolle 3, 1211 Genève 4 (Suisse) ou peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le calendrier des charges et les conditions.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Coopérative de production agricole recherche

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

Formation ESSEC, SUP de CO ou équivalent. Expérience professionnelle confirmée nécessaire ainsi que connaissance de l'Afrique.

Résidence en ville. Conditions habituelles aux expatriés. Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 45410 à COFAP, 38, rue de l'Arcade 75008 Paris.

Créer - réaliser - vendre Bâtiments professionnels

Un groupe de sociétés de services en architecture, ingénierie, études main, spécialiste de bâtiments professionnels (50 collaborateurs - 250 M² de travaux) recherche pour LYON son

DIRECTEUR DE CENTRE

Vous avez 30 ans environ, une formation d'ingénieur et/ou d'architecte, une première expérience dans le domaine de la construction et de l'architecture.

Vous avez un goût prononcé pour les relations humaines qui vous permet à la fois d'animer une équipe de 15 collaborateurs, de rechercher et de sélectionner avec vos futurs partenaires : clients, techniciens et entrepreneurs.

Vous êtes curieux et entreprenant et vous aimez le terrain. En dirigeant l'unité de LYON, vous devrez vous impliquer totalement, commercialement et techniquement dans les relations avec vos clients et prendre la charge.

La rémunération est TRES motivante (fixe + intéressement) pour celui qui saura relever ce challenge. Merci d'adresser CV, photo récente, salaire actuel et prétentions sous réf. 511 505 M. (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
RHÔNE-ALPES
LE BRITANNIA-C
20, bd Eugène-Delacroix, 69003 LYON-PART DIEL

Auprès du directeur "gestion privée" conseiller nos clients haut de gamme

Nous sommes une banque privée appartenant à un groupe international de renom. Auprès de notre notoriété : des compétences reconnues et une clientèle très haut de gamme, tant entreprises que particuliers. Nous recherchons aujourd'hui pour secondar notre directeur "Gestion Privée" un jeune chef de groupe.

Suivre et développer un portefeuille prestigieux sera la responsabilité du cadre autonome que vous êtes. Vos connaissances du monde et des produits de la finance font de vous un interlocuteur reconnu. Enfin la confiance que vous savez inspirer à vos clients est celle du conseiller qui saura orienter leurs choix d'investissements.

La trentaine environ, de formation supérieure, vous avez déjà impérativement une expérience significative de la fonction. Une attention toute particulière sera portée à vos qualités de contact et d'expression ainsi, bien évidemment qu'à l'excellence de votre présentation. L'Anglais sera un plus pour ce poste évolutif.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7333 M. 24 rue Eugène-Faucher - 75017 Paris.



Bernard Julliet Psycom

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
partenaire d'un Groupe Multinational
nous recherchons pour la région
ILE DE FRANCE notre

DIRECTEUR DE PROGRAMMES IMMOBILIERS

30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez plusieurs années d'expérience de la direction et de la coordination d'opérations, notamment en secteur privé. Solide gestionnaire, à de bonnes aptitudes commerciales vous allez de réelles capacités d'analyse.

Basé en proche banlieue Ouest, ce poste vous permettra de connaître une importante évolution de carrière au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 4242 à COFAP, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra. Discretion assurée.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

AS andré briant s.a.
Leader national sur le marché des jeunes plants pour pépinières.
Assurer le développement des hommes, de l'outil de travail et réaliser les mutations, ces enjeux, le chef d'entreprise les partage avec le

directeur de production H.F.
ingénieur agri, spécialiste de préférence, responsable de la gestion de production, à l'est aussi des programmes, de l'information et de la formation du personnel (35 personnes environ), assisté par 3 cadres chefs de secteur.
Point de convergence des informations techniques et commerciales, fait progresser la technologie, adapte la production aux nouveaux marchés, à la fois de l'exportation, l'expérience de la fonction, il sait anticiper.
C'est un homme d'écoute et de dialogue.
En double commande pendant 2 ans, il sera pleinement opérationnel pour succéder au titulaire du poste.
Ecrire s/réf. 589, lettre manuscrite motivée, C.V., photo, rémunération actuelle à votre conseil CESP CD/RA, la Guillaudière, bd Marcel Paul, 44800 Saint-Herblain, Tél. 40.94.79.94. Réponse et description assurées.

ANGERS

veripack
La filiale commerciale française (CA environ 200 Millions de F) d'un groupe industriel multinational (emballages en verre) recherche pour CRETEIL son ou sa :

SECRETAIRE GENERAL

Auprès de la Direction Générale France, en liaison avec le siège social à Bruxelles, vous prenez en main la responsabilité administrative et financière : soit l'ensemble des questions comptables, juridiques, financières et administratives de cette PME. Vous gérez également le personnel (70 personnes) et les stocks.
Votre formation supérieure en Gestion, votre expérience de quelques années dans un environnement informatisé, vos qualités de rigueur et d'organisation vous permettent, à 35 ans environ, de réussir dans cette création de poste.
Les consultants de A.I.R. étudieront le dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo + rémunération actuelle) que vous leur enverrez 93 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, sous réf. M 318.

aiR
ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Entrez en communication...

Développement de nouvelles technologies, mise en place de nouveaux services à la clientèle : REDOUTE CATALOGUE, numéro 1 de la VPC, vit en perpétuelle évolution.

Pour mieux faire partager la réalité de notre entreprise nous recherchons aujourd'hui notre

CHARGEUR COMMUNICATION EXTERNE

Rattaché au Responsable des Relations Extérieures, vous serez responsable de la conception et de la réalisation de tous les supports de communication externe : dossiers et communiqués de presse, plaquettes et documents, centre d'information...

Vous assurerez progressivement la liaison avec les correspondants externes chargés de réaliser les reportages dans l'entreprise (presse, écoles, administrations).

Expliquer, convaincre, faire partager l'enthousiasme c'est la mission que nous souhaitons vous confier.

Vous êtes débutant, mais avez pu acquérir au cours de votre formation (Bac + 3) une expérience significative des techniques d'information vous permettant très rapidement de rédiger et faire vivre un message.

La maîtrise de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) s/réf. 70 à Jean-Michel ANOT - Service Emploi-Orientation 57, rue de Blanchemaison, 59082 Roubaix cedex 2.

La Redoute
catalogue

Rhône-Alpes RESPONSABLE DE LOGISTIQUE DE PRODUCTION

Cette société, filiale d'un groupe industriel français, occupe une position de leader sur son secteur d'activité.

Dans le cadre de son expansion, elle recherche pour son unité de production (350 personnes), particulièrement moderne et performante (renouvellement de l'outil de production en 1985), un ingénieur mécanicien.

Répondant au Directeur Usine, il a la responsabilité des aspects de logistique de production, c'est à dire : la budgétisation des investissements nouveaux dans l'outil de travail, la mise en place, le développement et le suivi de l'outil informatique de production et d'une façon plus générale toute mesure permettant de générer des gains de production et de productivité. La qualité de ses résultats lui permet d'évoluer vers des responsabilités élargies.

Nous souhaitons confier ce poste déterminant pour le développement de la société à un jeune ingénieur mécanicien (ENSM, ECAM, ENSI...) possédant une expérience industrielle de 3 à 5 ans.

Nous privilégierons surtout la personnalité du candidat : son enthousiasme et sa volonté de développement personnel.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 231/500 B à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais

129, rue Servant - 69431 LYON CEDEX 3

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

... ce n'est pas inintéressant pour des Pros de rejoindre des Pros...



La Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une banque régionale solidement implantée dans l'Est de la France. Elle fait partie du groupe CIC. Sa structure à taille humaine (2850 personnes), son dynamisme, sa diversification et ses résultats, lui permettant d'aborder avec sérénité les mutations actuelles du système bancaire.

Afin de conforter sa position de partenaire privilégié des entreprises, la "Direction des Entreprises" renforce son équipe de spécialistes pluridisciplinaires.

TRESORIER D'ENTREPRISE

La mission consiste à proposer à de grandes entreprises des opérations de placement en utilisant les produits traditionnels ou nouveaux. Il devra adapter pour le réseau ces produits aux besoins d'une clientèle de PME.

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'études supérieures (ou niveau équivalent) et justifiant d'une expérience dans ce domaine.

Le sens du terrain et le goût de la négociation sont indispensables.

Réf. M 30/1418 C.

FISCALISTE

Il apporte l'éclairage fiscal dans l'étude des problèmes posés et appuie le réseau à l'occasion d'opérations particulières telles que restructurations ou transmissions d'entreprises.

Nous souhaitons rencontrer un fiscaliste diplômé d'études supérieures, ayant acquis une expérience dans l'administration et/ou en entreprise.

Réf. M 30/1418 D.

INGENIEUR CONSEIL

Il établit des diagnostics d'entreprise, de produit, de marché en vue d'interventions financières. Il assure la surveillance et le conseil des entreprises dans lesquelles le CIAL et ses filiales détiennent des participations.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste (Centrale, AM...) ayant acquis une formation financière complémentaire et justifiant d'une expérience technique et de gestion d'une unité.

Réf. M 30/1418 E.

Basées au siège de Strasbourg, ces fonctions au sein d'une banque en expansion sont évolutives, donc de nature à intéresser des personnalités à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR Banques et Services
8, rue de Berni
75008 PARIS

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey
67000 STRASBOURG

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

CHARGEURS S.A.



est une société de Chargeurs S.A. qui compte également parmi ses principales filiales : Spontex, Paquet, UTA, Walon.

Première entreprise privée française dans le domaine des transports, Chargeurs S.A. est aussi un Groupe industriel en Europe et sur le continent américain.

Délégué régional Rhône-Alpes HF 200.000 F.

Le Délégué Régional, avec le support de notre Agent Général, assure dans 15 départements le suivi de la clientèle existante et la recherche de nouveaux trafics, notamment en direction ou en provenance de l'Extrême-Orient, du Maroc, des Antilles et des Etats-Unis.

Responsable d'une équipe de 4 personnes, le candidat retenu aura fait preuve de solides qualités commerciales et de sa volonté de travailler en équipe.

Agé d'une trentaine d'années, de formation Bac + 4, il aura une première expérience commerciale du transport maritime (Agence et/ou Transit) et connaîtra bien le tissu industriel régional.

-Le poste est basé à Lyon.

Prière d'adresser C.V. et lettre manuscrite à :
CHARGEURS REUNIS - Service du Personnel
3, bd Malesherbes - 75008 PARIS.

Philippe Lichner, S.A.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

DIRECTION REGIONALE DE NANCY

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques liés à la clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des ingénieurs diplômés ENSI, AM, INSA, IDN, et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/réf. 3785 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Confidentialité assurée.

emplois internationaux

L'UNIVERSITE DE LAUSANNE ouvre une description pour la poursuite d'un poste à temps partiel de

PROFESSEUR EXTRAORDINAIRE D'INTRODUCTION A LA PSYCHOPATHOLOGIE
à la Faculté des sciences sociales et politiques, (Général en fonctions : 1^{er} sept. 1985).
Renseignements complémentaires et dépôt de candidature (avec C.V. et publications en deux exemplaires) à : Commission de sélection prof. vert. d'introduction à la psychopathologie, Faculté des SSP, 1004 LAUSANNE (Suisse).
Délai d'inscription : 30-4-86.

FREELANCES

30 h/semaine minimum pour traduction anglaise/française de son dictionnaire général. Lettre de motivation et C.V. à :
C. RABY - MAC MILLAN
12 A Golden Square, London W1R 3AF (G.-B.).

مكتبة من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NICE COTE D'AZUR

PROMOTION DES ENTREPRISES

Nous sommes un organisme de 800 personnes dont la vocation est le développement économique de la Côte d'Azur. Pour favoriser l'expansion des Entreprises, nous créons la fonction de

Responsable de la promotion de l'industrie et des exportations

Placé sous l'autorité du Directeur de la Promotion des Entreprises, vous aurez pour mission de manager une équipe de conseillers déjà en place.

Agissant vous-même à titre de consultant, votre savoir-faire vous rendra crédible pour conseiller les Entreprises dans leur développement et réaliser des opérations collectives de promotion, soit en France, soit à l'étranger.

Nous accueillons un Diplômé Grande Ecole d'ingénieurs et/ou de Commerce, âgé de 35 ans environ, qui possède une expérience de 8 ans acquise absolument en milieu industriel, de préférence dans une entreprise moyenne, fortement exportatrice.

Homme de terrain, très disponible, vous devrez maîtriser l'anglais et si possible connaître également l'allemand.

Adresser votre C.V., photo, en précisant vos préférences et rappelant la référence H 58 M et un numéro de téléphone à Guy Postel, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup.

Guy Postel

GROUPE LIMAGRAIN

L'un des premiers groupes semenciers au niveau international

recrute pour son DEPARTEMENT PLANIFICATION STRATEGIQUE et DEVELOPPEMENT

UN CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

- Rattaché au Directeur du Département, il se verra confier l'étude de secteurs d'activités ou sociétés et participera aux activités de synthèses économiques et études de développement du département.
- Ces analyses qui s'effectueront sur un plan international auront vocation à évaluer le positionnement stratégique et à orienter les décisions du groupe concernant les activités existantes ou susceptibles d'être développées.
- Il participera à la mise en place du tableau de bord stratégique du groupe.
- Outre les qualités d'analyse, de synthèse et des compétences de généraliste (Economie, Finances, Marketing), ce poste requiert des aptitudes relationnelles et de travail en équipe.

Profil recherché : ESSEC - ESCP, débutant ou première expérience.

La poste est à pourvoir au siège du groupe à proximité de Clermont-Ferrand où les candidatures doivent être adressées sous référence 385/LM : GROUPE LIMAGRAIN - Direction du Personnel - B.P. 51 - 63360 GERZAT.

ENTOMOLOGISTE/ÉCOLOGISTE

La CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation) Australienne, à Montpellier, d'une unité de recherche qui étudie les aspects de lutte biologique contre plusieurs plantes d'origine européenne devenues d'importantes mauvaises herbes en Australie. Nous recherchons un Entomologiste/Écologiste appelé à participer à l'étude des relations entre les plantes et ces organismes phytophages.

Qualifications : Diplôme en Sciences avec spécialisation en entomologie, écologie ou écologie végétale. Expérience en lutte biologique ou écologie appliquée (compétences complémentaires en zoologie des insectes ou des plantes, informatique ou génétique des populations constituent un avantage). Très bon niveau en anglais et en français. Permis de conduire.

Durée : une période de deux ans, renouvelable, correspondant aussi tôt que possible, à l'obtention du poste.

Salaires : échelle des salaires (en cours de révision) sera comprise entre 8.745 et 16.830 F/mois. Les conditions d'emploi sont celles applicables au personnel de l'Ambassade d'Australie à Paris.

Candidatures en anglais avec C.V. et deux références professionnelles à adresser à : CSIRO Biological Control Unit, 330, avenue d'Alsace, 92100 CLERMONT-FERRAND.

Important Etablissement industriel de la CLERMONTAISE (831) recherche : INGÉNIEUR DÉPLIANT, 1^{er} ou quelques années d'expérience pour étude et réalisation de systèmes d'équipements numériques embarqués sur aéronefs. Anglais indispensable. Connaissances hyper-spécifiques appréciées. Adresser C.V. et références à HAVAS, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

2 ingénieurs chimistes recherche organique

Languedoc Roussillon - Centre Ouest

Un Groupe Chimique international désire intégrer 2 jeunes ingénieurs dans ses Laboratoires Recherche-Développement. Ceux-ci sont impliqués dans des sites industriels.

L'activité se situe tant au stade Laboratoire qu'au stade Pilote; c'est l'interface avec la fabrication pour les procédés existants et les transferts technologiques du Laboratoire au Pilote et au stade Industriel.

Dotés d'une large autonomie ils animeront chacun une équipe de Chimistes. Ces postes conviennent à des ingénieurs ayant une formation complémentaire (chimie, physique, génie chimique etc...) ayant de solides connaissances en littérature, à la recherche du premier emploi ou possédant une longue expérience dans le domaine.

L'importance du Groupe permet d'envisager à terme de 34 ans, une évolution de carrière à des postes de responsabilité dans d'autres secteurs (Production-Développement - Ingénierie).

La rémunération est ouverte en fonction des compétences et de l'expérience acquise.

Adresser au Cabinet R.C.C., lettre manuscrite, C.V., diplôme, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 85146M.

R.C.C. Recherche / Conseil / Cadres
6, AV. DU COQ - 75009 PARIS

IMPORTANT GROUPE EUROPEEN DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE
recherche pour son établissement de L'YONNE (200 personnes) un (e)

Assistant Fonction Personnel

Rattaché au Chef du Personnel il sera responsable des tâches administratives de gestion du personnel, poste, suivi des dossiers individuels, rapports, formation. Ce poste nécessite une DUT gestion du personnel. Expérience 2/3 ans souhaitée. Nous offrons : une rémunération liée aux compétences ainsi que de réelles possibilités d'évolution. Avantages : 13^e mois - Mutuelle - Participation - Logement possible.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo, en mentionnant sur l'enveloppe le N° 8550 A PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Etienne - 75008 PARIS - qui transmettra

AUBE recherche

conseiller en gestion patrimoniale

Responsable du portefeuille de clientèle haut de gamme pour l'ensemble du département de l'AUBE, il aura pour mission de conseiller et développer cette clientèle privée à hauts revenus ou patrimoine important.

Dans ce cadre, il devra se révéler un interlocuteur de plus en plus compétent, sollicité et écouté.

Ce poste permettant de réelles perspectives de développement personnel au sein du groupe conviendrait à un candidat âgé de 30 ans environ, diplômé Sciences Po, ESC ou Sciences Eco, ayant le goût des affaires, une excellente qualité de contact, un tempérament mobile et entreprenant, et possédant une bonne maîtrise des techniques financières et fiscales confirmée par une solide expérience bancaire.

Merci d'adresser CV, photo et préférences à la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'AUBE - 269, Faubourg Croncels 10000 TROYES.

MAXEMBALL

PME en expansion, leader en France sur le marché de l'emballage industriel groupe, C.A. : 100 MF, 150 personnes, recherche

COMMERCIAL

pour poste à terme de Directeur Régional des ventes

Après une période d'apprentissage du produit (6 mois - 1 an), prévoir une implantation dans une grande ville universitaire pour prendre en charge une direction régionale (1/3 France : BLOIS, LYON, SUD-EST).

Rémunération ouverte, fonction du candidat.

PROFIL :

- 30 ans environ.
- Formation commerciale ou technique : BAC + 3 ou formation supérieure.
- L'anglais serait un plus.
- Expérience commerciale réussie, éventuellement sur un produit industriel, ce qui serait un atout.
- Esprit technique développé.
- Grande mobilité pour déplacements fréquents dans la région.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photo et préférences à

J. RABOISSON
Résidence Tivoli
Rue Selvy-Citron
62200 - LANGRES
sous référence PAPEST/N° 1

OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de son expansion, BOSSARD INTERNATIONAL ENTREPRISE, filiale de BOSSARD CONSULTANTS (un des leaders français en Conseil de Management) recherche pour mener des missions de courts ou longue durée dans les pays en voie de développement, des consultants (junior et seniors) dans les domaines suivants :

- formation, perfectionnement et gestion du personnel de la fonction publique ;
- finances publiques ;
- décentralisation administrative ;
- redressement et organisation des entreprises publiques ;
- organisation informatique et élaboration de plans directeurs ;
- planification dans les secteurs santé et éducation nationale.

Dans tous les cas, une bonne connaissance de la micro-informatique, la pratique courante de l'anglais et l'aptitude à travailler en équipe, constitueront un plus. Tous les types possibles de collaboration (salarié, free lance...) seront étudiés.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., préférences sur la base France) sous référence B002, à Jacques FLAT B.L.E. 12 bis, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX.

JEUNE INGÉNIEUR

La filiale française d'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux implantée en proche banlieue de Strasbourg, étale la structure de son service Engineering Méthodes par l'intégration d'un

De formation supérieure et pouvant faire état d'une première expérience réussie, il prendra en charge la gestion et la réalisation d'importants projets d'investissements mobilisant la large palette des technologies avancées.

Par ailleurs, il assurera souplesse et rigueur dans la conduite de réunions destinées à impliquer positivement les différents décideurs concernés.

De fréquents contacts avec l'étranger impliquant de bonnes bases en anglais susceptibles d'être améliorées.

Poste évolutif pour une personnalité influente et décidée.

Rémunération motivante dans un cadre de travail agréable au sein d'une équipe dynamique.

Votre dossier complet adressé à M. J.-F. JARDINI sera traité rapidement en toute confidentialité.

LILLY FRANCE - Z.I. - 67640 REGERSEIM.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE DU CHER
recherche

COLLABORATEUR(ICE)
titulaire DEC
Salaire sous 7 000 M
LE MONDE PUBLISTE
6, r. de Montessuy, Paris-7^e.

Cie internationale de chauffage
Groupe 561
Saisons. 02

CHEF DE FABRICATION
AM, INSA, ICAM, ENSCM, ESP...

Notre Société (1 700 pers, 930 MCA, 4 Unités, 50 % du marché français des chaudières fortes), recherche, dans le cadre de la modernisation de son Unité de Saisons (Fonderie petite et moyenne série chaudières et pièces sous-traitance) le :

CHEF DE FABRICATION
du secteur FONDERIE USINAGE MONTAGE.

Sa mission : assurer au moindre coût le plein emploi des facteurs de production (gestion, planification, optimisation de l'organisation, des méthodes, qualité et délais) et l'animation de 125 personnes.

Le titulaire de ce poste sera âgé de 40 à 50 ans et justifiera d'une expérience d'encadrement de près de 10 ans, impérativement dans la Fonderie.

Sa rémunération et son évolution seront à la hauteur de ses compétences.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire actuel) sous réf. 7450 CCM à notre Conseil 17 rue Courmesur - 51064 REIMS Cedex

REIMS - PARIS - LYON

PSYCHOLOGUE H.F.

Ce poste s'adresse à un psychologue de formation, ayant acquis de préférence une première expérience, même courte, et connaissant les méthodes d'évaluation par entretiens et tests.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et références à : 146, 748 à VALENS CONSEIL, B.P. 358, 75004 PARIS Cedex 02.

CANNES
Etablissement scolaire privé sous contrat (école, collège, lycée) lycée technique : 1.800 élèves recrute en vue de l'ouverture B.T.S. 1^{re} année section commerciale

SUP. DE CO.
minimum 35 ans.

Envoyer C.V. et photo : M. COLONJAT Institut Stanislas Cannes, B.P. 67, 06403 Cannes Cedex.

le-de-France

Commercial bâtiment

Si vous êtes un vrai professionnel, vous nous connaissez, car vous nous connaissez.

Le groupe SRE BATIGNOLLES, nous réalisons 2 Milliards de CA en France avec une progression particulièrement significative ces dernières années. Vous connaissez aussi notre niveau d'exigence, nos moyens, nos réalisations et notre conception de l'entreprise.

C'est dans cet esprit que nous voulons étoffer notre structure commerciale en région Ile-de-France.

Votre fonction :

- assurer complètement les actions de prospection et les montages d'opérations indispensables à la réalisation de nos objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité.
- intervenir pour ce faire dans tous les domaines du bâtiment.

Si votre formation d'ingénieur, votre expérience, Travail, Etudes ont été un premier support à votre fonction commerciale actuelle.

Si votre poste comporte tous les paramètres de la recherche fonction à la négociation d'affaires TCE.

Si vous connaissez bien les décideurs effectifs et que les affaires que vous traitez en sont le reflet.

Si en fait, vous êtes un véritable commercial d'Entreprise générale, nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle sous réf. M1116 D à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CONSULTANTS INTERNES EN ORGANISATION

**ingénieurs Grandes Ecoles
débutants ou première
expérience**

Vous participerez à des actions d'amélioration de la compétitivité, de la flexibilité et des performances dans le milieu industriel. Poste basé à Paris. Mobilité ultérieure vers d'autres responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles à Paris ou en province.

**Les possibilités d'évolution dans une
très grande entreprise :**

■ UN POTENTIEL CONSIDÉRABLE par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente plus de 30.000 personnes et réalise un CA de 17,3 milliards de francs. ■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL. Au niveau mondial, PHILIPS représente 343.000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 561, Département du Personnel - 50, avenue Montaigne 75390 PARIS Cedex 08.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS



JEUNE EXPERT-COMPTABLE diplômé(e)

Vous aimez approfondir les problèmes comptables complexes. Vous avez le goût et l'expérience de la rédaction.

Le cas échéant vous êtes intéressé(e) par l'animation de séminaires.

Nous vous proposons de participer à la préparation et à la mise à jour d'ouvrages réputés, en relation avec des auteurs et des praticiens de référence.

Merci d'adresser sous référence R23, lettre manuscrite de motivation, CV et photo à Jean Emmanuel COMBES, 12 rue Marguerite - 75017 PARIS.

CHEFS DE REGION Est-Nord

Nous sommes les leaders nationaux dans notre spécialité dans le cadre de notre expansion nous créons aux postes vacants.

CHEFS DE REGION

■ Vous êtes un professionnel de la vente aux particuliers, vous maîtrisez les techniques et êtes capables de les faire appliquer par vos collaborateurs. ■ Votre disponibilité vous permet d'encadrer des équipes de vendeurs et chefs de secteur.

■ Rattaché au Directeur des Ventes vous avez l'entière responsabilité du C.A. de votre région.

Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution dans une entreprise jeune et en pleine évolution.

Rémunération motivante, Fixe + Intéressement + Frais réels.



Envoyez votre candidature + C.V. sous réf. 7030 à ARIES COMMUNICATIONS 298 avenue du Général de Gaulle - 92141 CLAMART Cedex.

ASSURER POUR RÉUSSIR

JEUNES DIPLOMÉS. Si une carrière dans un des tout premiers groupes privés d'assurances en constante évolution vous attire, Si vous avez acquis une première expérience dans le domaine de la santé et/ou de l'assurance,

REJOIGNEZ LE GROUPE VICTOIRE et son département ASSURANCE DE PERSONNES en plein essor qui cherche à intégrer:

2 COMMERCIAUX qui après une formation complète prendront des responsabilités au sein de l'une des 12 délégations régionales.

1 CHARGE D'ETUDE (de formation sciences économiques ou mathématiques).

DECIDÉS A GAGNER, adressez votre candidature sous référence JDM à Madame IMBERT, 52, rue de la Victoire 75009 Paris.

Nous sommes une banque privée à Paris, filiale d'un groupe bancaire à vocation internationale. Notre Directeur du personnel souhaite accueillir

un jeune cadre responsable de la formation

Vous définissez le plan pluri-annuel (nous y consacrons 4% de la masse salariale) et en suivez l'application. Vous êtes rapidement associé à d'autres activités: recrutement, gestion des carrières, affaires sociales... C'est une bonne opportunité pour un diplômé d'études supérieures, d'au moins 30 ans, ayant déjà exercé des responsabilités similaires dans une banque ou un établissement financier, et soucieux de donner un nouveau développement à sa carrière.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4782 LM).

cadres débutants ou confirmés dans la fonction personnel

VOUS NOUS INTÉRESSEZ !

Nous sommes un vaste groupe diversifié, opérant sur de nombreux sites, en France comme à l'étranger. Nous cherchons des collaborateurs capables de prendre en charge tous les volets de la fonction personnel: recrutements, contrats de travail, analyses des carrières, relations syndicales, et de conseiller efficacement nos dirigeants dans la gestion de leurs ressources humaines.

Si vous êtes débutant, nous vous proposons plusieurs mois de formation à notre siège avant de vous affecter comme adjoint de personnel dans l'une de nos filiales (réf. 4784 LM).

Si vous êtes confirmé, nous vous offrons la possibilité de prendre immédiatement la direction du personnel d'une de nos unités (réf. 4787 LM).

Notre consultante, Mlle A. DANIEL vous remercie de lui écrire sous référence correspondante.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

VIVEZ "HIGH TEK"

Une implantation mondiale - 23.000 personnes. 1,3 Milliard de CA -, une croissance de plus de 20% l'an; notre objectif essentiel est de contribuer au progrès dans les domaines de la mesure (oscilloscopes, analyseurs de spectre...) et du traitement de données (informatique graphique) au SERVICE DE LA SCIENCE ET DE L'INDUSTRIE. Nos cadres évoluent vite dans un contexte jeune et performant avec eux, avec nous VIVEZ «HIGH TEK» !

INGENIEURS COMMERCIAUX

Jeune diplômé ou première expérience de formation ELECTRONIQUE ou de culture scientifique, vous maîtrisez l'anglais et avez la conviction d'être les vecteurs de produits à la pointe de la Technologie. Nous vous proposons de vendre au sein de la division instrumentation, des solutions à des problèmes de mesure.

Vos clients, vos prospects, sont des ingénieurs passionnés par leur environnement, nous vous demandons de les comprendre et de les séduire. Pour une réussite méritée, nous vous assurons une rémunération élevée, une voiture de fonction, une formation France ou USA.

Si votre souhait de progresser est aussi ambitieux que notre politique produits, écrivez nous sous réf. M17 à TEKTRONIX - Direction des Ressources Humaines - B.P. 13 - 91941 LES ULIS CEDEX - nous saurons vous convaincre.

Tektronix®

Jeunes diplômé(e)s

Nous ferons de vous des « hommes et des femmes d'affaires »

C'est l'envergure qu'il faut à nos ingénieurs commerciaux pour être les conseils des directions générales d'entreprises qui nous font confiance.

Car les solutions informatiques que nous leur vendons pour améliorer leur productivité sont les clefs de leur compétitivité et de leur avenir.

Vous batirez votre réussite sur vos compétences, votre rigueur intellectuelle mais aussi sur vos capacités d'innovation.

Digital vous consacrera 10 mois de formation pour commencer, avant que nos affaires deviennent... votre affaire.

Ecrivez à Marie-Claire SAN QUIRCE, sous référence MON 162, Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY CEDEX.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique
digital

Pourquoi PICODATA ?

Conseil en systèmes d'information - Ingénierie informatique

- qualité de l'équipe : 15 ingénieurs et analystes-programmeurs dont 3 X, 1 HEC, 1 CENTRALE...
- qualité des clients : DG d'entreprises renommées
- innovation : systèmes d'information et réseaux de grandes entreprises, micro, vidéotex, carte à mémoire
- croissance : CA HT (MF) 1982 : 0,3 1983 : 1,9 1984 : 3,6 1985 : 7,4 1986 (prévu) : 13

2 INGENIEURS CONSULTANTS 210 000 F et +

1) GESTION DE PRODUCTION. 2) CONTROLE DE GESTION. Ecole d'ingénieurs + 3 ans d'expérience. Evolution rapide des responsabilités.

Adressez C.V., prétentions, disponibilité ou téléphoner à PICODATA, 6, rue F. Gillot - 75015 PARIS - Tél. : 42.50.84.10

مكتبة من الأصل

فكرنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de produits V.P.C. sur un créneau porteur

Notre filiale VENTE DIRECTE ET V.P.C. (930 MF de C.A.) développe avec succès et profit des produits d'édition très diversifiés et a su se placer en position de leader sur ses marchés.

Responsable de vos produits de A à Z, vous analyserez le marché, définirez les produits et leur stratégie, conduirez leur évolution. Créatif, vous lancerez de nouveaux produits et vous imaginerez de nouveaux modes de recrutement et de fidélisation de la clientèle. Bien sûr, vous le ferez avec rigueur et réalisme en vous appuyant sur

une équipe performante et sur le potentiel du Groupe HACHETTE.

Formé par une Ecole supérieure de Commerce, vous cherchez un environnement ouvert. Nous attendons votre talent, vos idées, votre compétence des nouvelles techniques de V.P.C. (au moins 3 à 5 ans d'expérience, quel que soit le produit).



Merci de nous adresser votre dossier complet, sous la réf. 6037, à HACHETTE - Gestion des Cadres - 12, rue François-1^{er} - 75008 PARIS.

Développez et communiquez notre projet d'entreprise

Responsable de la formation et de la communication interne.

De par votre expérience, vous êtes reconnu comme un homme de personnel. Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière. Au sein de la Division du Personnel et des Relations Sociales, dans le cadre de notre projet d'entreprise, vous prenez en charge la formation auprès des différentes directions : vous favorisez ainsi le lien entre les problèmes de développement du personnel (suppléance, mise en œuvre d'actions de formation et animation). En outre, votre mission sera conduite à développer nos outils de communication interne.

Diplômé d'Etudes Supérieures (E.P.) ou 3^e cycle, vous avez une première expérience significative de la fonction. Votre autorité naturelle et vos capacités de contact vous permettent de réussir au sein de notre équipe et d'évoluer dans un environnement dynamique. La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et références, sous réf. 4096 M, V.A.G. France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 92500 Villiers-Cotterets.



25

Voici 25 ans que nous faisons cohabiter les Français. Vaste programme !

ALEXANDRE TIC S.A., Conseil en recherche de cadres et de dirigeants, fondé début 1961, fête en souriant son 25^e anniversaire.

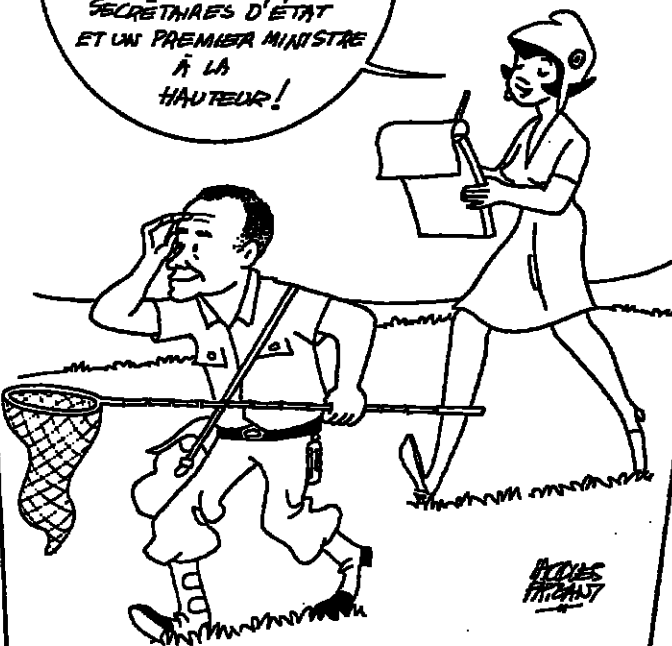
MERCI
aux 3 000 entreprises qui nous ont élus. Merci à leurs dirigeants qui, pendant ces 25 années, nous ont accordé leur confiance pour répondre à leurs besoins en hommes et en femmes de talent.

MERCI

aux dirigeants et aux cadres, ils dépassent sans doute la dizaine de milliers, qui nous ont de même fait confiance, en répondant comme "candidats" à nos appels, et dont nous avons su comprendre les projets. Merci à ceux dont nous avons provoqué l'heureuse cohabitation avec les entreprises qui nous confient des mandats de recherche.

Merci à Syntec Recrutement, notre syndicat, qui a su donner ses lettres de noblesse à notre profession.

ALEXANDRE TIC, POUR CÉLÉBRER VOS 25 ANS DE MANDAT, TROUVEZ-MOI DONC, VITE FAIT, UNE TRENTAINE DE MINISTRES UNE VINGTAINNE DE SECRÉTAIRES D'ÉTAT ET UN PREMIER MINISTRE À LA HAUTEUR !



Merci à nos consultants, liste gagnante de 21 hommes et femmes. Ce sont de bons professionnels, nous le sommes par eux.

MERCI à ce journal avec qui, pendant toutes ces années, nous avons été fiers de faire notre métier.

MERCI À L'HEXAGONE

Depuis 25 ans, nous pensons que la recherche de cadres et de dirigeants n'est pas une mode parisienne mais, en tous points de France, le besoin de patrons soucieux de trouver à leurs côtés un conseil disponible. Nous sommes déjà à Paris, Lyon, Lille, Nantes, Grenoble et ça continue !

En avant pour 25 nouvelles années d'efforts et de réussite... ça ne va pas être facile !

A. GARBARINI S.A.

conçoit, développe et commercialise une gamme complète de systèmes de régulation de trafic informatique. Leader de la profession, notre Société recherche

CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

BASES à PARIS

PROFIL :
- Homme de terrain, motivé, dynamique, battant.
- Possédant une bonne formation technique, électronique, informatique, sanctionnée par diplômes.
- Ayant déjà une expérience commerciale.
- Possédant le goût des responsabilités et l'esprit d'équipe.
- Grande disponibilité.

SA MISSION :
- Il aura la responsabilité d'un secteur.
- Sa clientèle : Administrations, O.D.E., Villes, Collectivités, Transports et Bureaux d'Etudes etc...
- Il sera en permanence à l'écoute du marché.

PROPOSITION :
- Rémunération attractive et motivante en fonction de la qualification.
- Frais de déplacements assurés par la Société.
- Possibilité de promotion.

Adresser lettre manuscrite de présentation et C.V. détaillé + photo à : A. GARBARINI S.A. - 48-54, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

DANS LE CADRE DE LA CRÉATION D'UNE FILIÈRE « COMMODITIES » SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TRADING

recherche pour son bureau de Paris

INTERNATIONAL COMMODITIES TRADER

LE CANDIDAT :
- âgé de 35 ans environ ;
- diplômé études supérieures ;
- parfaitement bilingue anglais (+3^e langue) ;
- surtout ayant une expérience prouvée d'au moins 5 ans dans le négoce international des « COMMODITIES », en particulier dans le domaine de produits agricoles ;
- la connaissance des marchés africains, méditerranéens et Moyen-Orient serait un plus.

SA MISSION :
- Sous la responsabilité hiérarchique du Directeur du bureau de Paris, il aura pour mission :
- de mettre en place la structure nécessaire à l'accomplissement de sa tâche ;
- d'assurer la coordination de la production et de la commercialisation sur le marché international ainsi que le suivi d'exécution des contrats qu'il aura à dénouer ;
- d'assurer complètement la viabilité de son centre de frais en accord avec un budget préalablement défini.

Adresser C.V. détaillé sous n° 7096 M
LE MONDE PUBLI-CITÉ - 5, rue de Montcaury, 75007 PARIS

Rejoindre à Romainville notre laboratoire d'analyse structurale par R.M.N.

Vous avez une formation minimum Doctorat 3^{ème} cycle et vous possédez une solide expérience des techniques modernes de la R.M.N. (séquences d'impulsions, R.M.N. bidimensionnelle...) appliquées en particulier à l'analyse de macromolécules biologiques.

Au sein d'une équipe de plusieurs cadres et techniciens et sous la responsabilité du chef de laboratoire, vous effectuerez des travaux de recherche sur la structure et la conformation de ces macromolécules, vous assurerez une partie des prestations d'analyse de produits organiques de synthèse effectuées par ce laboratoire au profit des chercheurs.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence 104M à Michel BALLAGNY - Roussel Uclaf - Direction du Développement et de la Gestion des Cadres, 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

INFORMATIQUES D'ETUDES

Nous recherchons des candidats à fort potentiel, capables d'évoluer vers des fonctions de responsabilité. Leurs qualités humaines, leur aptitude à la communication seront des facteurs déterminants.

Le CAM, informatique de la Caisse des Dépôts recherche pour sa Direction des Applications

ANALYSTES CONCEPTEURS

• Ingénieurs diplômés ou équivalent.
• 3 ans d'expérience dans le développement d'applications informatiques.

REF. ACM-103

ANALYSTES PROGRAMMEURS

• DUT, MAGISTRES ou équivalent, débutants ou 1 an d'expérience.

REF. ACM-102

ANALYSTES EXPÉRIMENTÉS

• DUT, MAGISTRES ou équivalent.
• 2 ans d'expérience en informatique de gestion.

REF. ACM-101

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions) sous la référence choisie au CAM, Direction du Personnel, pièce 3204, 4, rue Berthollet - B.P. 10, 94114 Arcueil Cedex.

CAM

LE CAM : LA DIVERSITÉ INFORMATIQUE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Conquérir les professions libérales

Crédit Agricole de l'Indre, avec plus de 500 personnes, 100 000 clients, nous représentons une part de notre marché local que nous évaluons à 60 %.

Afin de réussir sur le marché des professions libérales, nous avons besoin d'un banquier, homme (ou femme) de vente pour convaincre ! Votre mission sera de concevoir et appliquer dans un esprit marketing un plan d'action pour attaquer ce marché. Bien sûr, vous saurez aussi fidéliser votre clientèle, la développer à travers nos agences, apporter à ses problèmes financiers et bancaires les solutions utiles.

28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur plutôt Ecole de Commerce, vous avez une expérience de 3 à 5 ans de vente de produits bancaires ou financiers en clientèle privée. Vous avez aussi si possible des connaissances en fiscalité. Dynamique, sûr de vos qualités commerciales et techniques, vous réussirez dans ce poste basé à Châteauroux.

Votre rémunération, nous en parlerons.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Réf. 1334 M.

24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Juhiet
Psycom

MEMBRE DE SYNTHEC

Importante société de **NEGOCE INTERNATIONAL**
- Produits Tropicaux -
recherche un

Jeune diplômé d'études supérieures

- à dominante économique -

Après formation aux interventions sur les marchés internationaux des denrées alimentaires, il sera très directement associé aux activités de la Société.

Ce qui est indispensable pour cette fonction :

- un esprit mobile, rigoureux et lucide, apte à saisir l'essentiel des données recueillies,
- des capacités de décisions raisonnées et rapides,
- des qualités de contacts et de négociation,
- une grande disponibilité,
- la pratique courante de l'anglais ; autres langues appréciées.

Une première expérience des affaires est souhaitée, mais non indispensable.

Cette activité implique des déplacements et de nombreuses relations avec des organismes gouvernementaux et des exportateurs privés.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous réf. 71713M, à R. VERDET, S&L-CEGOS, Tour Chénouet, 92515 BOULOGNE CEDEX.

S&L
CEGOS

PARIS

Membre de SYNTHEC

Publival

D'ATTACHÉS

du cadre départemental à partir du 22 mai 1986

Conditions :

- être âgé, au 1^{er} janvier de l'année du concours, de moins de 35 ans, sans dérogation prévue par les textes ;
- être titulaire de l'un des diplômes requis pour le premier concours d'entrée sur Institut Régional d'Administration ;
- être de nationalité française.

Date limite de retrait des dossiers d'inscription : vendredi 18 avril 1986, 15 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Date limite de clôture des inscriptions : vendredi 25 avril 1986, à 15 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements s'adresser à :

Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel
Département
Bureau du Recrutement
4^{ème} étage, Bureau 405
Av. du Général-de-Gaulle
94011 Créteil Cedex
Téléphone : 48-88-00-00
postes 24-92 ou 24-05.

Association recherche pour son secteur d'activité un **INFORMATEUR(trice)** Juriste à mi-temps (à 4h) Titulaire d'une maîtrise en droit social. Adresser lettre manuscrite, C.V. au : CNDP, B.P. 470-08 75388 PARIS Cedex 08.

Association culturelle régionale recherche pour son secteur d'activité un **SA RESPONSABLE DE SERVICE** Expérience indispensable. Envoyer candidature et C.V. sous réf. 7084 M. LE MONDE PUBLI-TE 5, rue de Montessuy, Paris-7^{ème}.

Notre groupe est le premier mondial du contrôle et de la certification

SA DIVISION PRODUITS AGRICOLES recherche UN INGENIEUR AGRI/AGRO

Qui supervisera son service social et produits agricoles. Base à Paris, d'est un ingénieur qui a une expérience de 2 à 3 ans en matière de contrôle et de la vente et qui pratique l'anglais. La rémunération proposée est de l'ordre de 130.000 à 170.000 F/an dans un groupe en expansion rapide.

Les intéressés sont priés d'adresser leur candidature et C.V. à : S&L-CEGOS, Direction du Personnel, 15, rue du Louvre, 75001 PARIS. Discretion assurée.

GESTIONNAIRES ayant le sens du contact. Gestion informatisée.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Envoyer C.V. détaillé, lettre motivation et photo ainsi que références à : A.D.E.P., 15, rue du Louvre, 75001 Paris.

Prestatrice de Services rech. pour son service commercial PARIS-2

HOMME 25-35 ans, exp. commerciale esprit d'équipe. Bonne expression orale et écrite. Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3.800 à : CNDP, B.P. 470-08 75388 PARIS Cedex 08, qui trans.

ETABLISSEMENT FINANCIER recherche OPERATEUR DE TRESORERIE pour opérations de courtage sur marché monétaire international. Niveau universitaire. Expérience de 2 ans minimum indispensable marché monétaire international. quartier Opéra. Env. C.V. et photo, sous réf. 1.315 à CNDP, B.P. 470, av. de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01 qui transmettra.

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des gaz industriels
25.000 personnes dans 55 pays
recrute pour la

Direction des Services Juridiques du Groupe

JURISTE CONFIRMÉ "ACCORDS COMMERCIAUX"

Il contribuera à l'étude et à la réalisation d'accords nationaux et internationaux à caractère essentiellement commercial en liaison avec l'ensemble du groupe en France et à l'étranger.

Il participera à l'établissement de la politique contractuelle fixée par la Direction Générale et veillera à son application.

Docteur en Droit et Diplômé de préférence de Sciences Po Paris, il aura une **expérience d'au moins 5 ans** au sein des Services Juridiques d'un Groupe Industriel International.

Il aura une connaissance approfondie du Droit Commercial sur le plan national et international ainsi que du droit de la concurrence et de la consommation.

Pour ce poste basé au siège social à **PARIS 7^{ème}** une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo en rappelant la référence **JM à L'AIR LIQUIDE D.R.H.P.**
75, quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07

Chambre Syndicale des Banques Populaires

Le responsable du Département **ECONOMIE SOCIALE** et Actions Spécifiques renforce son équipe et recherche

UN CHEF DE PROJET

pour :

- étudier
- coordonner
- conduire les projets qui lui sont confiés dans le cadre d'une mission générale de RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

De formation supérieure (Sup. de Co, IEP, Sciences Eco) vous avez 5 à 8 ans d'expérience bancaire ou similaire impérativement.

Vous aimez le travail en équipe et avez l'énergie d'aller jusqu'au bout de vos projets.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Envoyez CV, photo et prétentions à Catherine VAYNE sous réf.ES - **Chambre Syndicale des Banques Populaires** 131 avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

jeunes ingénieurs mécaniciens et thermiciens

Serete Ingénierie (800 personnes) réalise de grands projets industriels : bancs d'essais des moteurs de la fusée Ariane, complexes chimiques et pétrochimiques, salles blanches pour l'électronique, usines pharmaceutiques.

Pour consolider son avance, Serete renforce son potentiel jeunes ingénieurs débutants ou ayant acquis une première expérience dans les domaines suivants :

Installations de production et de distribution de fluides dans le domaine industriel.

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et valoriser un savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Merci d'envoyer votre candidature à **SERETE**, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la référence 85.00-M

serete
ingénierie

CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION

Ingénieur commercial bâtiment

Nos commerciaux sont des négociateurs de haut niveau, capables d'appréhender des marchés complexes et différents, et de négocier des contrats importants sur un secteur d'activité déterminé. Ils assurent également la responsabilité du bureau d'études de prix.

Ingénieur, votre expérience commerciale de 5 ans dans le bâtiment, vos qualités de gestionnaire rigoureux, ainsi que votre potentiel d'évolution font de vous notre candidat.

C.B.C. Services, spécialisée dans les travaux de rénovation des bâtiments existants en région parisienne, connaît un développement important.

Les raisons de cette réussite : une équipe jeune et soudée, une approche différente, un marché en forte expansion.

Pour un premier contact, envoyez votre CV, sous référence 8677, à Annie Ploet, Direction des Ressources Humaines C.B.C., 29-31 rue de l'Abreuvoir, 92100 Boulogne.

CBC

BULL CP8

Leader sur le marché de la carte à microcalculateur, recherche des :

INGENIEURS QUALIFICATION SYSTEMES

avec quelques années d'expérience en logiciel (utilisation de langages évolués et assembleur), vous souhaitez vous orienter vers la qualification. Responsable et autonome, vous travaillerez en étroite collaboration avec les concepteurs logiciels de l'élaboration des spécifications techniques. La qualité étant le premier impératif de nos produits, vous veillerez à ce qu'elle reste un objectif constant dans notre entreprise en plein essor.

Veuillez transmettre votre candidature sous réf. 274 à :

G. LAVERGNE - Bull CP8
Rue Eugène Henaff
B.P. 45
78193 TRAPPES CEDEX

Bull

مركز من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LA CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

La CCBP est l'un des Organismes Centraux du Groupe qui compte 38 Banques Régionales, 1850 agences, 28.500 collaborateurs. Elle recherche pour PARIS son

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES.

Rattaché au Directeur Général, il aura pour mission :
- de développer une gestion prévisionnelle du personnel (1400 personnes, 30% de cadres) : prévision et gestion des effectifs, conseil auprès des différentes Directions, gestion des carrières et de la mobilité,
- de coordonner et d'animer en fonction de la politique définie, les services de personnel existants (au total environ 30 personnes) : recrutement, administration, formation, relations avec les partenaires sociaux,
- de développer une politique et des actions de communication interne et de motivation cohérentes avec les objectifs de l'entreprise.
Ce poste convient à un professionnel ayant 10 à 15 ans d'expérience dans la fonction personnelle, possédant des qualités d'animation, de communication, de rigueur et de présence une expérience du milieu et des fonctions bancaires.

La rémunération sera fonction du niveau d'expérience.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V. et rémunération actuelle à T. du Chéné - Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131, avenue de Wagram 75015 PARIS CEDEX 17.



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Nous sommes la filiale solide et puissante - C.A. de 700 MF, effectif de 1 000 personnes, 40 sociétés - d'un Groupe d'envergure internationale. Notre stratégie de croissance externe, l'intégration de nouvelles Sociétés nous conduisent à renforcer notre Direction Administrative et Financière et nous vous proposons de nous rejoindre pour

Créer la fonction juriste d'affaires
300 000 F

Motivé et compétent, vous serez le responsable :
- du montage des dossiers lors de fusions, d'acquisitions ou de créations de Sociétés (aspects juridiques et fiscaux) ;
- de la rédaction des contrats de tous natures : financier, commercial, droit des sociétés... ; de la préparation des Conseils et Assemblées.
Vous assurerez le suivi des contentieux avec les avocats.
Vous gèrerez les assurances pour le Groupe après définition des risques à assurer.
Votre formation minimum Maître, complétée par une solide expérience professionnelle, vous permettra pour ce poste, basé en banlieue Ouest de Paris, de créer et animer ce nouveau département.
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel), sous la réf. S/A/J/M, à notre Conseil Chantal Beauvais, qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

LE CENTRE DES MATÉRIAUX DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

RECHERCHE

UN CHERCHEUR ENSEIGNANT
30 ANS ENVIRON

Ayant une expérience (doctorat, publications) en Mécanique et Structure pour être associé à la Direction d'une équipe de jeunes chercheurs en formation doctorale. Il sera également CHARGÉ DE COURS dans la formation des Ingénieurs-Élèves et dans les formations de 3^e cycle auxquelles est associé le Centre.

DE JEUNES INGÉNIEURS

Issus de GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ou titulaires d'un DEA en sciences des matériaux souhaitant préparer un DOCTORAT de l'ENSMSP, en SCIENCES ET GÉNIE DES MATÉRIAUX. Les travaux proposés concernent LES NOUVEAUX MATÉRIAUX (alliages métalliques à hautes performances, composites, céramiques techniques...) et sont réalisés en étroites relations contractuelles avec l'INDUSTRIE NATIONALE ET INTERNATIONALE. Pour cette formation le Centre des matériaux propose des bourses de recherche (88116 F an net) et des contrats industriels de formation par la recherche (CIFRE).

Renseignements et envoi de C.V. détaillé + photo : Centre des Matériaux de l'ENSMSP, BP 87 - 91003 EVRY CEDEX. Tél. (1) 69-76-38-40.



PRODUITS ADRESSES
70 Rue Ouest Paris

Celui par qui les produits nouveaux arrivent...

Vous serez, près de la Direction Générale, le moteur de la diversification de nos produits et de nos marchés. Votre fonction :

Ingénieur marketing nouveaux produits

La mission, de formation supérieure technique, commerciale, ou marketing, vous avez depuis 5 ans, exprimé vos talents dans une fonction de Chef Produits, plus spécifiquement orientée sur la Recherche et Développement d'application de produits ou de marchés nouveaux. Vous êtes allé de la conception jusqu'à la commercialisation de produits techniques, vous appuyant sur un marketing moderne, de préférence au sein de PME/PMI de l'industrie chimique ou para-chimique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Notre Société (50 personnes - 60 M CA) fabrique et distribue des colles et des peintures pour l'industrie du Bâtiment. Sensibles à l'esprit d'équipe, bénéficiant d'une société financière nous nous donnons les moyens de projeter, mais aussi de réaliser notre avenir. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire) sous référence 7425 SM à notre Conseil - 55 avenue de Wagram - 75017 Paris.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SPÉCIALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
333-3 MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



recherche pour son
SERVICE ETUDES

JEUNE INGENIEUR
POUR
DEVELOPPEMENT
LOGICIELS

Connaissance micro-processeurs, temps réel.
Expérience HARD Indispensable.
Lieu de travail : IVRY SUR SEINE.

Adresser votre candidature s/réf. 4325 à Contasse Publicité 20, av. Copernic 75040 Paris Cedex 01, qui trans.



recherche pour son
SERVICE ETUDES

CHARGÉE D'ÉTUDES
DE MARCHÉS

Formation économique, relations commerciales, connaissance italienne et espagnole. Débutante acceptée. Envoyer C.V. et références à SIDERFRANCE, 64, avenue Marceau, 75008 Paris.

Constructeur informatique recherche URGENT 2 INGENIEURS LOGICIELS diplômés. Libre de suite. 47-94-74-62.

secrétaires
Entreprise Bâtiment proche Eglise de Boulogne-92, rech. UNE SECRÉTAIRE STENOGRAPHE expérimentée pour secrétariat technique et administratif. Débutante s'abstenir. Adress. C.V., photo et prêt. A.M.P. sous réf. 1.292/MS, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmet.



Notre identité
Notre philosophie
Notre stratégie
Notre crédibilité

Société de distribution de formation.
La formation dans l'entreprise est un investissement prioritaire.
Devenir l'interlocuteur privilégié des entreprises qui veulent optimiser leur investissement formation.
Celle du groupe international très performant au sein duquel nous évoluons.

Si cette présentation vous attire, devenez notre

FUTUR DIRECTEUR
COMMERCIAL

Votre mission
Votre profil
Votre expérience

En gérant votre budget avec autonomie, vous devrez développer votre clientèle PME-PMI en FRANCE selon des objectifs de progression très rapide.
Agé de 30 ans environ et de formation supérieure (Grande École d'Ingénieurs ou de Commerce), vous êtes ambitieux, enthousiaste, responsable et vendeur.
3 à 5 ans de sérieuses références dans la vente de services (société de formation, SSII, etc...).

ECOFOR, le Sens de l'Orientation

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous référence 1330 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une totale discrétion.

FÉDÉRATION
VEUVES CIVILES
recherche

COMPTABLE

A MI-Temps avec expér. DECS souhaité. Ecrire avec C.V. : FAVEC 28, place Saint-Georges, 75008 PARIS.

Sec de presse cherche
REDACTEUR
ÉCONOMIQUE

poste mi-temps, à domicile. Informations politiques et économiques sur les DOM-TOM. Adr. C.V. et prêt. s/réf. 3.267 AMEP P.A. 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

UAP PARIS

offre poste d'avenir à homme de terrain rodé aux techniques compt. tél. 42-47-27-78 ou C.V. 1, rue Taitbout, Paris-9.

Société Française active sur une cinquantaine de pays (15 filiales, 10 000 employés, CA consolidé 3 milliards de F) recherche pour son siège à Paris

Juriste d'Entreprise
± 225 KF

- Votre formation : DESS, doctorat en droit des affaires, licence en droit + Sciences Po. Langue anglaise parfaitement maîtrisée.
- Votre expérience : 3 à 5 ans en cabinet juridique réputé ou en grande entreprise privée à vocation internationale.
- Votre personnalité : disponible, rapide, adaptable.
- Vos responsabilités :
• conseiller nos directeurs de filiales en France et à l'étranger.
• suivre tous les contrats du groupe ainsi que les assurances.
• gérer le personnel du siège et les services généraux.
• tenir les assemblées et conduire toutes études juridiques.
Envoyer CV + photo à : CFFR 37 C3, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris Réponse assurée. Discrétion garantie.

propositions
diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation gratuite sur la revue spécialisée MIGRATIONS L.M. 82, 281.05, PARIS CEDEX 08.

Cherchez-vous des emplois variés, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation gratuite sur la revue spécialisée MIGRATIONS L.M. 82, 281.05, PARIS CEDEX 08.

travail
à domicile

Artisans effectuez vos travaux de nettoyage de locaux, de décoration, de graphisme. Tél. 34-41-14-22.

DEMANDES
D'EMPLOIS

COMPTE-CLÉS
NÉGOCIATEUR

Grande client. 12 ans d'expérience dans un 60 commerce international cherche PME/PMI clientèle nationale ou internationale pour position nationale dans la grande distribution. Ecrire sous la n° 6988 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montparnasse, Paris-7.

formation professionnelle

LE DÉPARTEMENT SINERGIE DE L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des cadres expérimentés (H.F.) en évolution professionnelle un stage de perfectionnement

MÉTHODES DE MANAGEMENT
INNOVER ET NÉGOCIER

Durée : 12 semaines + 4 semaines optionnelles en entreprise
Date de début : lundi 7 avril 1986, Lieu : Lyon.
Pour information sur le programme, les conditions de participation et les modalités de prise en charge, contactez : Marie-Reine ROLLET ou Michel ALLAFORT, 78-42-29-53.
INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (IGM) 55, montée de Choulant, 69123 Lyon.

Ingénieurs, Techniciens supérieurs, ne vous laissez pas dépasser par l'évolution technologique...

Votre statut de salarié vous permet de prendre un CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION, pour suivre, en étant rémunéré, une des deux formations longues et diplômantes mises en place par L'UNIVERSITÉ LYON-1, dans le domaine de la production (informatique industrielle, CFAO, GFAO, automatisation, robotique...).

- Pour ingénieurs et maîtrise scientifiques : Le DESS méthodes modernes de la production ;
- Pour techniciens sup. génie mécanique ou électrique : Le Diplôme d'Agents de Développement en Productique.
Dépôt des candidatures avant mi-avril. Renseignements service de la formation continue. Tél. : 78-39-98-74.

IFACE

Formation de Formateurs
(stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'IFACE est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur ou de conseil dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...)
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuées de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat.
Les inscriptions seront closes le 30 avril.
Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'IFACE - 79, avenue de la République 75011 Paris Tél. 43.53.39.08 poste 1207

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements
ventes

4^e arrdt
HOTEL COLBERT

Dans superbe restaurant DELE SEJOUR + CHAMBRE. JARD. PRIVATIF, parking. EMBASSY - 45-82-16-40.

7^e arrdt
DUROC, bel imm. pierre de taille, 185 m², 5 p. + services.

46-33-28-17 - 46-77-38-38.

10^e arrdt
Particulier vd 10^e Goncourt 2 p. 45 m², clair, calme, sans vis-à-vis, parfait état, env. 350.000 F.

Tél. : 42-05-29-34 apr. 19 h.

appartements
achats

ORPI

1^{re} force de vente à PARIS recherche tous appartements. RÉALISATION RAPIDE. ORPI - 45-82-77-95

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préférence RIVE GAUCHE avec un PAE CPT, sans contrainte. 46-73-20-67 même le soir.

PROPRIÉTAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE

un logement avec ou sans ch. ADRESSEZ-VOUS A IMMO MARCADET 42-52-01-82.

Recherche URGENT, 110 à 140 m² Paris, préférence 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 20^e, 12^e, 9^e. Paris complet. 46-73-20-67.

locations
non meublées
demandes

Paris

Pour cadres et personnel mutés BANQUE FRANÇAISE, recherche à louer sous catégories, ville, Paris et banlieue. Tél. : 45-02-30-33.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPARTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomatique et cadres de zone multinationale. 45-62-78-99

locations
meublées
demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris, recherche à louer sous catégories, ville, Paris et banlieue. LOYERS GARANTIS. 45-02-30-33.

viagers

ÉTUDE LOUËL

Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS, 43-66-61-68.

immobilier
information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, aux quatre coins de la France. INDICATEUR L'ANNÉE Fondé en 1976 5, rue Guillemin, 75008 Paris. APPEL GRATUIT : 06-07-08-11.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux neufs. Démarches R.C. et R.M. SOUS-LOCATIONS. Champs-Élysées 47-23-55-57. Nation 43-41-81-81.

ÉTOILE

BUREAUX

TRÈS HAUT NIVEAU SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIAIRES. SECRÉTARIAT - TELE. Tél. : (1) 47-27-16-68.

Siège social

CONSTITUTION STES

Prix compétitifs. Délais rapides. ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - R.C. Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. 43-55-17-50

DOMICILIATION 8, 2

Secrétariat, tél., téléc. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés. ACTE - 43-59-77-55

propriétés

PRÉS STANISLAS-BRETECHE (78). PROPRIÉTÉ 2 pièces. PARIS 2 MA. VUE DÉGAGÉE. M.B.L. (1) 42-25-04-44.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
45-55-91-82

économie

REPÈRES

Dollar : léger glissement à 6,92 F

Le dollar a légèrement baissé sur les places européennes ce lundi 17 mars, revenant à Francfort, de 2,26 DM à 2,2540 DM, et à Paris, de 6,95 F à 6,92 F. A Tokyo, son glissement s'est nettement accentué, à 175,40 yens, record historique, contre 177 yens, ce qui a conduit le ministère des finances japonais à demander une intervention concertée des banques centrales pour stopper une baisse qu'il juge inquiétante pour l'économie japonaise. Au lendemain des élections, le franc se tenait très bien, le cours du mark fléchissant même à 3,0740 F, contre 3,0770 F.

Chômeurs indemnisés : baisse de 0,6 % en février

Le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par l'UNEDIC a diminué de 0,6 % en février, indiquent les statistiques mensuelles publiées le 14 mars. 2 086 817 personnes avaient reçu une allocation, contre 2 109 914 personnes en janvier dernier. « Cette baisse est inhabituelle à cette saison », souligne le communiqué. Par rapport à l'an passé, le flux des départs de dossiers a baissé de 2 % pour s'établir à 310 722. Si l'on tient compte des chômeurs qui seront indemnisés avec effet rétroactif, ce sont 2 368 200 personnes, au titre du mois de février (- 2 % en un mois, - 0,3 % en un an, que l'UNEDIC rémunère). A la fin de février, on comptait 1 751 300 demandeurs d'emploi indemnisés, 614 700 préretraités et 2 200 bénéficiaires d'une indemnité de formation.

Sans-emplois : un taux de 21,74 % en Espagne

Le nombre des sans-emplois a augmenté de 0,17 % en février, pour toucher 21,74 % de la population active espagnole. Un chiffre qui, selon le ministère du travail, traduit pratiquement une stabilisation de la poussée du chômage. Au total, 810 345 chômeurs ont été officiellement recensés de l'autre côté des Pyrénées.

Couverture conventionnelle : seuls 4,4 % des salariés en sont dépourvus

Selon une enquête du ministère du travail réalisée en février 1985, 86,4 % des salariés employés dans les établissements de plus de dix salariés bénéficient désormais des dispositions d'une convention collective de branche, contre 80,1 % en 1981 (dans le tertiaire, la proportion passe de 71,6 % en 1981 à 85,2 % en 1985). Si l'on tient compte des conventions collectives de branche, des accords professionnels d'entreprise ou d'établissement, seuls 4,4 % des salariés (environ 400 000 personnes) demeurent dépourvus de toute garantie conventionnelle. En 1981, selon le ministère, les chiffres correspondants étaient de 1 133 000 et de 11 %.

LES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE

Une grippe de 950 millions de francs

Stabilisation des versements aux hôpitaux, croissance accélérée des remboursements pour la médecine de ville, due en partie seulement à une épidémie de grippe au premier trimestre (1) : tels sont les faits marquants qui ressortent de l'analyse des dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés en 1985 faite par les statistiques de la caisse.

Les dépenses totales comptabilisées marquent une baisse de 0,3 % en francs constants par rapport à l'année précédente, alors qu'elles avaient augmenté de 4,2 % en 1984. Mais cette stabilité « en partie artificielle », cache une légère hausse de 5,9 % des versements aux hôpitaux publics, elle-même « en partie artificielle » : on a modifié en 1985 la répartition de ces versements entre les différentes caisses d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants, etc.) et l'on a reporté sur l'exercice 1986 le paiement de 2,9 milliards de francs dus sur la dotation de décembre 1985. Après correction, on peut estimer que les versements aux hôpitaux publics ont en fait augmenté de

5,6 % en francs constants, soit une quasi-stabilité en francs constants.

Pour le secteur hospitalier privé, d'autre part, les versements ont augmenté de 7,7 % en francs constants (fruits de séjour + honoraires des praticiens) contre 12,2 % en 1984, soit, en francs constants, 2 % au lieu de 4,8 %, une décélération due à un ralentissement de l'activité des cliniques l'an dernier. Au total donc, une stabilisation des dépenses plutôt qu'une baisse, ce qui représente déjà un résultat remarquable.

Cependant, grippe mise à part, le nombre des visiteurs a de nouveau augmenté après une année de baisse, et ceux des actes de radiologie (+ 7,1 % contre + 5,8 % en 1984) et des consultations ont continué d'augmenter, tandis que diminuait celui des actes d'exploration technique par suite de la modification des tarifs de l'électrocardiographie.

Avec cet accroissement du nombre d'actes, supérieur à celui des médecins, et avec les revalorisations tarifaires, les recettes des praticiens ont davantage augmenté en 1985 qu'en 1984 : + 7,3 % en francs constants. On peut donc en déduire que l'année n'a pas été mauvaise ;

reste à savoir si ce fut le cas pour toutes les catégories.

Les dépenses dues aux prescriptions des médecins qui s'étaient déjà accrues assez fortement en 1984 ont atteint l'an dernier des niveaux encore plus élevés : taux records pour les actes infirmiers (+ 17,7 % en francs courants) et les médicaments (+ 14,8 %), malgré des baisses de remboursement dans ces deux secteurs, une stabilisation des prix des médicaments et une revalorisation relativement faible de la plupart des actes infirmiers. Cependant, selon les statistiques de la CNAM, la généralisation du tiers-payant dans certains départements où il n'était que partiellement appliqué, a entraîné une accélération des dépenses : un « surcoût » de 204 millions de francs, soit 0,8 point. Mais cette augmentation devrait être provisoire.

G. H.

* Les dépenses d'assurance-maladie en 1985 : première analyse, CNAMTS, bloc-notes n° 22.

(1) Le coût total de l'épidémie de grippe observée entre le 15 janvier et le 15 mars 1985 est d'environ 950 millions de francs pour le régime général (dont 250 millions d'honoraires médicaux).

REPRISE DU TRAVAIL CHEZ CRICKET

Les salariés de l'usine de briquets Cricket de La Balme-de-Sillingy (Haute-Savoie), près d'Annecy, ont repris le travail le 17 mars, à la suite de la signature d'un protocole d'accord avec la direction. Lors d'une consultation du personnel, sur 206 votants, 180 se sont prononcés pour la reprise du travail (16 contre et 10 nuls). La grève avait été déclenchée le 17 février pour protester contre l'annonce du licenciement de 55 des 254 salariés de l'usine.

Aux termes de l'accord, la direction s'est engagée à abandonner tout licenciement économique jusqu'en septembre 1986. Il n'y aura pas de sanctions et les retours de salaires seront évités. Elle s'est engagée à maintenir en France la fabrication du briquet CK 300 jusqu'à « disparition du produit ». La direction s'est engagée, en cas de licenciement, à verser une indemnité de deux mois en sus des indemnités conventionnelles et à payer le préavis sans qu'il soit effectué. Des négociations avec le comité d'entreprise définiront les conditions de départ (volontariat, congés de conversion, temps partiel, etc.).

ENTREPRISES

Air India commande dix-neuf avions

La compagnie d'aviation indienne Air India a signé, le samedi 15 mars, le contrat d'achat de dix-neuf Airbus A-320 pour 1,2 milliard, et pris une option sur douze appareils supplémentaires. Ces appareils, qui devront être livrés en 1989-1990, remplaceront des Boeing 737 et permettront à Air India de faire face à l'accroissement du trafic.

Veuve cliquot absorbe le champagne Henriot

Le groupe Veuve Cliquot (9 millions de bouteilles avec Canard-Duchêne, parfums Givenchy, 903,5 millions de chiffre d'affaires en 1984) prend le contrôle du champagne Henriot (1,2 million de bouteilles, vignoble de 103 hectares). Le montant

de la transaction n'a pas été révélé. Champagne Henriot poursuivra une activité autonome au sein du groupe. Cette prise de contrôle fait suite à l'écatement du groupe Charles-Heldsack-Henriot constitué en 1978. Charles Heldsack a été repris en décembre dernier par Rémy Martin.

Réseau de télécommunications : Bull veut coopérer avec General Electric

Le groupe Bull négocie avec le géant américain General Electric un accord dans les réseaux télé-informatiques à valeur ajoutée, en réponse à la proposition dans ce secteur d'IBM associée à Paribas et Seam-Metra. Bull entend ne pas laisser le champ libre à son concurrent numéro un en cas de modification des règlements des

PTT et d'une ouverture du monopole. General Electric avait acquis Bull en 1984 avant de céder son activité dans les matériels informatiques à Honeywell, mais avait conservé une forte présence dans les services et les réseaux. Le groupe a, d'autre part, maintenu des liens historiques avec Bull.

Télécom : accord entre une filiale de la Deutsche Bundespost et une « baby bell »

Southwestern Bell, l'une des sociétés nées de l'écatement de ATT, vient de parvenir à un accord de coopération avec Deutsche Telepost consulting (dettecon), une filiale de la Deutsche Bundespost (les PTT allemands) dans l'ingénierie et l'assistance technique des systèmes de télécommunications, sur une base

mondiale. Les deux sociétés proposeront conjointement à leurs clients des études de faisabilité, de conception des projets, de préparation des normes, d'évaluation d'enchères, d'ingénierie et de maintenance des systèmes.

Renault : contrôle des Supercin

Le groupe Renault va rappeler les Supercin vendus avant juillet 1985 pour en contrôler les boîtiers de direction et y poser un cache en plastique de protection contre la corrosion. Les vingt-cinq mille propriétaires concernés recevront une invitation à se rendre chez leur concessionnaire pour y faire faire gratuitement l'opération. Début 1986, la Régie avait engagé un rappel similaire pour la R 9 et la R 11 vendues avant juillet 1985.

Nixdorf, parce que souvent la réussite se joue à la minute près.



Ne pas perdre une seule minute, obtenir immédiatement un résultat de gestion provenant d'une succursale à l'autre bout du monde, appuyer la force commerciale de l'entreprise sur tout le territoire ou vérifier l'état des stocks de différents dépôts, lancer un ordre de transaction

bancaire en profitant du cours optimum : tels sont les impératifs des managers d'aujourd'hui.

En utilisant toutes les ressources du traitement de l'information, Nixdorf abolit les distances, raccourcit les circuits de décision, vous donne les moyens de la réussite.

Transmettre des informations dans 99 langues, convertir des devises, utiliser les nouvelles technologies de communication (télétype, télex, télécommunications...) automatiser une unité de production, s'intégrer dans une organisation informatique existante, cela s'appelle l'informatique de la réussite.

Choisir Nixdorf, c'est choisir un partenaire qui dispose d'une expérience et d'une implantation internationale.

Choisir Nixdorf, c'est agir avec des équipes capables de vous aider à relever les grands enjeux économiques ; c'est vous donner les moyens de la réussite.

Demande d'informations complémentaires
M. _____
Société _____
Activité _____
Adresse _____
Tél. _____

Nixdorf Computer S.A. - 7-13, bd. de Courbevoie
92200 Nanterre sur Seine - Tél. : (1) 47 47 12 70
Nixdorf Computer Lyon S.A. - 2, avenue Georges Pompidou
69003 LYON - Tél. : 72 34 96 00

Nixdorf,
l'informatique
de la réussite

NIXDORF
COMPUTER

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

LES CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

Koweït blues

(Suite de la première page.)

« Une crise économique ? A Koweït ? Il n'y en a pas », s'étonne M. Ali Khalifa Al Sabah, ministre du pétrole et de l'économie. « L'inflation est quasiment nulle, les loyers ont baissé, la nourriture est abondante et bon marché, les banques, quoi qu'il en soit, sont solides. Il y a un problème de revenus, mais pas de crise. Deux cents individus, rien de plus. »

Besoins limités, réserves considérables, ressources encore excédentaires, pas de doute, le Koweït, pris dans son ensemble, fait plus envie que pitié. La population, très faible (1,6 million d'habitants) compte seulement 600 000 citoyens koweïtiens. Le reste ? Un bon million d'immigrés palestiniens, égyptiens, iraniens, pakistanaï, etc., dont la mobilité est une soupape appréciable : depuis l'automne dernier, il en sort chaque mois huit mille de plus qu'il n'en arrive. A Koweït, le « chômage » est un concept exotique...

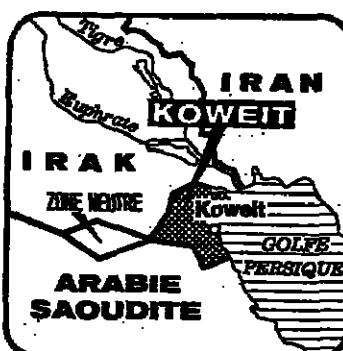
Mieux : la plupart des grosses

« Notre politique a toujours été prudente, explique M. Ali Khalifa Al Sabah, nous avons essayé de constituer des réserves pour les utiliser en temps de pression sur les prix du brut. Le pétrole est une industrie cyclique (...) Nous essayons de soutenir l'économie ; par moments, elle progresse, d'autres fois, elle stagne. C'est pour cela que nous l'avons créée. »

Question : de quoi se plaignent-ils ? Pourquoi ce malaise persistant, cette angoisse diffuse, mal cachée sous le luxe ? Koweït blues ? Une crise de riche, trop riche, surpris par l'adversité, des petites misères de grand seigneur... « Nous tirons sur la Réserve générale, c'est pour cela que nous l'avons créée. »

Le krach laissent, après compensation, une arborescence de 230 milliards de francs, et touchait la quasi-totalité des familles - y compris celle de l'émir - les banques et toutes les institutions financières du pays. Le plus grand joueur devait à lui seul l'équivalent de la dette extérieure d'un pays comme le Soudan : 51 milliards de francs !

Cette « crise de 29 » à l'échelle du pays a aussitôt gelé l'activité, les dépenses et l'investissement, les plus endettés se gardant bien d'étaler leur fortune, le plus souvent d'ailleurs placée à l'étranger au point de leur proche. Trois ans et demi plus tard, les séquelles en restent douloureuses. L'indice boursier a chuté de 52 % en 1984 et de 45 % l'an passé. L'investissement au niveau national stagne, alors qu'il gonflait régulièrement de 20 % l'an avant 1983. Selon une étude récente, plus de la moitié des entreprises, cotées ou non, sont en état de banqueroute virtuelle. Et les banques ont la bagatelle de 66 milliards de francs de créances



Mais, de l'autre, la baisse des recettes et la nécessité de contenir le déficit budgétaire imposent de réduire les dépenses publiques, qui tirent toute l'activité et surtout garantissent les revenus d'une population trop habituée aux largesses d'un Etat tutélaire pour accepter aisément la « rigueur ». Les difficultés des autorités pour faire « avaler » au Parlement la hausse justifiée des tarifs de l'électricité, jusqu'ici vendue au dixième de son prix de revient, montrent assez l'ampleur du problème, d'autant plus évident que le Koweït est la seule démocratie parlementaire de la région.

« Nous sommes capables de faire face aux défis du futur. La crise que nous avons connue a paralysé le gouvernement et les institutions. C'était une période de transition. Les ajustements sont en cours », assure un très haut fonctionnaire. Bel optimisme, gage par les moyens de l'Etat, mais non partagé par les milieux d'affaires, notamment étrangers. Car le premier réflexe des autorités a été protectionniste, et les « ajustements » d'abord payés par les non-koweïtiens. Premiers en ligne, les immigrés bien sûr, dont les salaires ont parfois baissé de moitié, mais aussi les entreprises étrangères. Une série de barrières douanières ont été accordées aux industries locales (eau minérale, papier, ciment, etc.), et les conditions de la « préférence nationale » améliorées pour les contrats de bâtiment-avaux publics. « Du point de vue commercial, ce pays est mort », grogne un homme d'affaires britannique.

« Une crise économique ? Mais il n'y a pas d'économie ! », plaisante un banquier koweïtien, mi-figue mi-raisin. Derrière l'opulente façade de sa capitale trop moderne, l'émirat s'angoisse. Le pays du long, du très long terme, ravivé par la « crise », ressuscite les vieux démons. Une hantise : la revanche du désert sur ces oasis de béton climatisées, plantées comme des mirages sur un « plat pays » sableux, gristère, éponge de soleil, sans arbres, sans collines, sans le plus petit village. « Des palais bâtis sur le sable », l'image tarabouche les esprits, comme l'exemple de ces éphémères capitales amazoniennes, mangées par la

Plusieurs membres de l'OPEP se disent prêts à réduire leur production

De notre envoyée spéciale

Genève. — Contrairement à l'attente générale, les treize pays de l'OPEP, Organisation des pays exportateurs de pétrole, réunis à Genève, dimanche 16 mars, en conférence extraordinaire, ont manifesté un esprit de concorde et de modération surprenant. « Il y a urgence. La situation s'est beaucoup aggravée depuis trois mois. Tous les pays membres montrent un intérêt motivé à s'entendre », déclarait un délégué koweïtien. « Tous les pays sont unanimes par la chute des prix. Tous veulent éviter une trop forte dégradation », a assuré le président de l'Organisation.

L'Irak, chef de file des « durs », qui réclame un retour à la politique précédente de limitation de la production, afin de stabiliser les prix, s'est abstenu de critiquer les pays du Golfe, comme il l'avait fait à plusieurs reprises avant la conférence.

Dans un message adressé à ses partenaires, le président de la République iranienne, M. Ali Khamenei, a appelé l'OPEP à « préserver son unité », et à « respecter ses décisions collectives », pour « éviter le désastre ».

L'absence de décision et la poursuite des divisions actuelles ne serviront que les intérêts des pays consommateurs, a-t-il ajouté, soulignant que l'Organisation, qui contrôle les deux tiers des réserves de pétrole connues et 55 % du commerce international du brut, est

capable de reprendre le pouvoir de fixer les prix.

De son côté, le Koweït, qui, avec l'Arabie saoudite, a été, depuis décembre, l'artisan du changement de stratégie de l'OPEP et de la baisse des prix qui s'en est suivie, a nettement infirmé ses positions. « Tout ce qui dépendait d'OPEP était un retour en arrière, le ministre du pétrole de l'émirat a assuré qu'il était prêt à financer la production, à la condition que tous les autres pays membres de l'Organisation s'engagent, sans exception, à faire de même. »

« Si tout le monde respecte ses engagements et accepte de réduire sa production, le Koweït est prêt à faire la même chose », a déclaré Ali Khalifa Al Sabah, précisant qu'« aucune exception » à cette règle ne pourrait être acceptée, et que les condensats — sous-produit liquide du gaz dont l'Algérie est un grand producteur — devaient être déduits des quotas de production. « Si un seul pays enfreint ces règles, le Koweït reprendra sa liberté complète », a précisé le ministre.

Il a assuré que cette attitude était une « position traditionnelle » du Koweït. Mais, jusqu'à une date récente, l'émirat comme l'Arabie saoudite avaient mis comme condition à leur réduction de leur production la participation de tous les producteurs y compris les pays non membres de l'OPEP. — V. M.

La France à la mode

Malgré la forte ralentissement de l'économie et la baisse globale des importations et des grands contrats, le Koweït demeure un bon marché pour les exportateurs français, sans doute le meilleur de la zone après l'Arabie saoudite. Avec 2 milliards de francs de ventes civiles et 1 milliard de livraisons militaires bon an, mal an, la France, ses produits et sa culture, continuant à se placer remarquablement bien dans l'émirat, grignotant même depuis quelques années les positions de ses concurrents anglo-saxons et japonais. Curieusement, dans cet ancien protectorat britannique demeuré largement anglophone, la langue française est devenue une mode. L'institut Voltaire, spécialisé dans la formation des adultes, accueille même une classe de princesses !

Si l'Hexagone est, comme partout, surtout connu pour ses pro-

duits de luxe — Cartier, Dupont, Christofle ont fait des malheurs — la gros des exportations françaises est constitué, ce qui est très rare, de produits industriels élaborés : matériel électrique — la Cogelex vient d'emporter de gros contrats dans l'électronique professionnelle ; automobiles — Citroën a fait une percée depuis un an, etc. Les entreprises de travaux publics comme Campon-Bernard, bénéficiaires d'un contrat de 1 milliard de francs, ont également bien réussi. Une caravane : l'agro-alimentaire, toujours relativement absent en dépit de besoins importants. Et un accroc : la malheureuse affaire de la signalisation, qui avec deux ans de retard n'a toujours pas terminé la rénovation des réseaux téléphoniques et après moult déboires, risque d'y laisser près de 1 milliard de francs, soit deux fois le montant des contrats !

Après une performance en 1983 et surtout en 1984, année où la France s'était hissée au second rang des fournisseurs grâce à la vente de onze avions Airbus (trois la première année, huit la seconde), les échanges ont retrouvé, l'an dernier, une allure plus normale. En dépit de la récession, les ventes civiles ont continué à progresser régulièrement, atteignant l'an dernier 2,277 milliards de francs, soit 14 % de plus que l'année précédente, si l'on exclut les ventes d'Airbus. Cela sans compter les livraisons par Thomson, Dassault et d'autres de matériel militaire : avions, hélicoptères, radars, etc. En 1983, tout compris, le Koweït constituait le troisième poste positif de la balance française des paiements. Et 1986 s'annonce comme un très bon...

V. M.

dépenses d'infrastructure sont achevées. Ici pas d'« éléphants blancs », ces grands ouvrages inutiles et coûteux dont l'euphorie des années 70 a persécuté le Golfe. « Les monuments de l'âge pétrolier », plaisante un Britannique. Mais des routes, des écoles, des hôpitaux, des centrales électriques, des usines de dessalement, des raffineries à satiété, voire à saturation. Les Koweïtiens, peuple de marchands avisés et prudents, justement surnommés les « juifs » du Golfe, ont investi dans le sérieux, dans le durable, et s'en félicitent aujourd'hui (1).

Ils ont aussi beaucoup mis de côté. Les réserves financières investies par les autorités sur toutes les grandes places du monde depuis dix ans atteignent 660 milliards de francs au bas mot (2), soit, pour le seul Koweït, une bonne moitié de la totalité des investissements des pays du Golfe à l'étranger. En ajoutant les avoirs privés, on frôle les 850 milliards de francs : l'équivalent en réserves de la dette mexicaine, pour cent fois moins d'habitants !

A peine écornées après trois années difficiles, ces réserves assurent au pays non seulement un confortable matelas financier de secours, mais aussi des revenus complémentaires appréciables, qui viennent à point nommé compenser la chute des recettes pétrolières. Résultat : le Koweït a de bonnes chances de conserver une balance des paiements excédentaire, et guère de difficultés pour financer son budget.

fait sourire, elle n'en est pas moins vécue localement comme une récession profonde, durable et comme une frustration insupportable. Les principales sources de revenus se sont taries, grevant la vie quotidienne de contraintes longtemps ignorées. « Jusqu'en 1982, il y avait à Koweït trois façons de gagner beaucoup d'argent : le négoce, la spéculation immobilière et la Bourse. La guerre Iran-Irak a tué le commerce maritime avec le nord du Golfe ; la récession a fait chuter de moitié le prix des terrains ; et le krach du Souk Al Manach a ruiné les détenteurs d'actions », résume l'ambassadeur de France, M. Jean Bressot.

Le « contre-choc » pétrolier, qui rogne les moyens d'achat de l'Etat-providence, tombe mal dans un pays déjà traumatisé par une série de revers, dont le plus sévère a sans doute été l'effondrement, il y a trois ans et demi, du « Souk Al Manach ». L'explosion de cette Bourse parallèle, artificiellement soufflée par une spéculation féroce et la pratique illégale de chèques postdatés, de 1981 à l'automne 1982, était la seule « faute », l'unique concession du sage Koweït à la frénésie des folles années du Golfe. Son écroulement, vécu comme une expiation, a symbolisé, de façon tout aussi excessive la ruine, la décadence, bref la fin d'un monde. Brutalement chassés du jardin d'Eden, les koweïtiens ont, il est vrai, cherché leur coup de folie.

douteuses, plus de la moitié de leurs encours...

L'Etat n'a pourtant pas lésiné sur les moyens. Il a injecté en trois ans 60 milliards de francs à la Bourse officielle pour soutenir les cours et accordé aux plus gros débiteurs quelque 22 milliards de francs de crédits publics. En vain, l'argent ainsi distribué a été pour l'essentiel placé à l'étranger. Seul résultat évident de l'action gouvernementale : l'Etat se retrouve propriétaire de plus de la moitié (55 %) du capital des sociétés cotées !

L'incapacité des autorités à régler ce problème entretient dans tous les milieux une crise de confiance qui,

Un matelas financier

Les réserves publiques du Koweït sont réparties à parts quasiment égales entre la Réserve générale, conçue comme un instrument de régulation conjoncturelle, qui sert notamment à financer le déficit budgétaire, et le Fonds des générations futures, lui inouchable, et alimenté systématiquement depuis 1976 par 10 % des recettes de l'Etat. L'ensemble assure au Koweït des rentes non négligeables : l'an passé, les revenus financiers ont atteint 36 milliards de francs, soit environ un quart des ressources extérieures du pays (132 milliards de francs). En 1986, ces rentes devraient, selon les estimations du directeur de l'Autorité nationale des investissements, progresser, totalisant 42 milliards de francs, pour représenter un tiers du total. Elles atténueront largement la baisse d'un quart prévue des recettes pétrolières (72 milliards de francs au lieu de 96). L'un dans l'autre, les revenus exté-

rieurs du Koweït ne devraient diminuer que de 13 % à 14 % environ. Pas de souci donc pour la balance des paiements, encore excédentaire de 24 milliards de francs à la fin de 1984...

Pas de vrai problème non plus pour financer le budget, grâce à la souplesse donnée par la Réserve générale. En 1985, l'Etat a prélevé sur cette réserve 23 milliards de francs pour financer le déficit. Il a ainsi pu limiter la baisse des dépenses budgétaires à 10 % quand ses recettes pétrolières diminuaient de 16 %. Toutefois, le ministre koweïtien des affaires étrangères a indiqué, samedi 15 mars, que le budget de l'Etat, pour l'exercice 1986-1987, serait réduit de 25 % par rapport à l'exercice précédent. Tout en « conservant beaucoup de marge », comme le souligne un diplomate, le Koweït se soucie de ne pas trop jouer sur ses réserves.

V. M.

les incertitudes de la guerre, du pétrole, et l'inquiétude des immigrés sur leur emploi aidant, achève de paralyser l'activité. Le trafic portuaire a diminué d'un tiers, les importations d'un quart en volume et d'un tiers en valeur. Le produit national brut a stagné en 1984, et probablement aussi en 1985. « Personne n'investit ni ne dépense plus assure l'épouse d'un haut fonctionnaire palestinien, on entend partout : ce n'est pas le moment, garde ton argent ».

Cette inertie pose un délicat problème de gestion au gouvernement tiraillé entre des objectifs contradictoires et embarrassé par le mécontentement, de plus en plus sensible politiquement, de la population. Tout se résume : il faut, d'un côté, relancer l'économie non pétrolière chancelante, et soutenir l'industrie locale encore embryonnaire, sous peine de voir s'effondrer tout espoir de développement interne.

Quant à la Réserve générale, elle sert à financer le budget, grâce à la souplesse donnée par la Réserve générale. En 1985, l'Etat a prélevé sur cette réserve 23 milliards de francs pour financer le déficit. Il a ainsi pu limiter la baisse des dépenses budgétaires à 10 % quand ses recettes pétrolières diminuaient de 16 %.

Toutefois, le ministre koweïtien des affaires étrangères a indiqué, samedi 15 mars, que le budget de l'Etat, pour l'exercice 1986-1987, serait réduit de 25 % par rapport à l'exercice précédent. Tout en « conservant beaucoup de marge », comme le souligne un diplomate, le Koweït se soucie de ne pas trop jouer sur ses réserves.

Véronique MAURUS.

(1) Le Koweït se situe parmi les pays, par exemple, à l'instar de la simple producteur de brut en vraie compagnie intégrée, du puits à la pompe. Il raffine aujourd'hui 60 % de sa production, et en distribue par ses propres réseaux environ 40 %.

(2) 1 dollar koweïtien vaut environ 3,5 dollars et 30 F.

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university
19 rue Cépère 75015 Paris
Tél : 47.34.38.23

« ANALYSES DE SECTEURS »

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur LA VENTE PAR CORRESPONDANCE DANS LE MONDE

L'évolution de la vente par correspondance depuis 1980 a été étudiée selon les pays. On distingue :

- d'une part, les pays où la croissance réelle a été soutenue (+ 6 % par an en volume), et, plus précisément, les Etats-Unis, le Japon, où le taux de croissance exceptionnel (+ 18 % par an) s'explique par le dynamisme rénové de cette activité, les pays européens (Suisse, Suède, Autriche) qui ont constitué un pôle de développement pour les grandes firmes de VFC européennes ;
- d'autre part, les pays où l'évolution de l'activité a été faible, la France (+ 3 % par an) et l'Italie (+ 1 % par an), ou même négative en volume pour les pays européens où elle était le plus implantée (Royaume-Uni et RFA, et aussi Belgique et Pays-Bas).

Les maintiens d'une croissance forte aux Etats-Unis a été rendue possible par l'élargissement du domaine couvert par la vente par correspondance, tant au niveau des produits que de la clientèle visée.

Cette même politique est mise en place actuellement en Europe pour pallier la décadence de croissance, voire la baisse des ventes depuis 1980.

- Cette stratégie d'actuelle autour de trois axes principaux :
 - diversification de la clientèle : développement de la vente aux entreprises aux Etats-Unis, mais aussi en Europe ;
 - diversification au niveau des produits offerts, notamment vers les services et plus particulièrement les services financiers (assurances, services bancaires) ;
 - présence accrue de nouveaux intervenants, fabricants ou distributeurs classiques, pour qui la vente par correspondance représente une opportunité intéressante de toucher directement une clientèle plus large et plus dispersée.

Les entreprises présentes dans le secteur se caractérisent dans tous les pays par :

- un niveau de concentration très fort, même si, aux Etats-Unis, celui-ci n'existe que pour les firmes à catalogue général ;
- une spécialisation dans l'activité, la diversification intervenant au niveau des groupes d'entreprises ;
- diversification géographique en Europe des grands groupes de la vente par correspondance allemands, britanniques et français dans les pays voisins et au Japon.

La diversification des sociétés aux Etats-Unis et au Japon, la vente par correspondance étant incluse dans des grandes firmes diversifiées du commerce.

L'analyse financière a porté sur vingt-six sociétés prises parmi les plus importantes du secteur au niveau mondial. De cette étude, les principales caractéristiques suivantes ont pu être dégagées :

- malgré la faible croissance des ventes, les marges d'exploitation des entreprises se sont maintenues à des niveaux relativement confortables ;
- celles-ci sont dans l'ensemble plus élevées pour les spécialistes (phénomène observé sur l'échantillon d'entreprises européennes) ;
- l'impact des éléments financiers (produits finis) sur le résultat est, pour la plupart des firmes, positif. Il s'explique par l'importance des produits financiers provenant de placements d'une trésorerie largement positive générée soit par la largesse de l'emprunt commercial (fournisseurs-clients), en France, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, soit par des escomptes pour paiement comptant obtenu des fournisseurs (en RFA) ;
- le niveau élevé du résultat d'exploitation et les importantes ressources dégagées par le placement de la trésorerie expliquent le faible endettement à terme de la plupart des firmes.

Cette étude est en vente à DAFSA

7, rue Bergère, 75009 Paris. Tél. : 42.33.21.23.

VA NO 163-GIP
Personnel Officer GID/FAO
Via delle Terme di Caracalla,
00100-ROME,
ITALY.

